

Supplément « Livres-Idees » Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14544 - 6 F

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les discours des protagonistes à la conférence sur la paix au Proche-Orient

M. Shamir met en garde les Arabes contre une négociation centrée sur « la question territoriale »

Amertume française

MADRID, dans la salle des colonnes du palais royal, un diplomate du Quai d'Orsay écoute, silencieux, les discours des participants à la conférence : c'est la seule - et discrète - présence française à cet événement. A l'heure où le Proche-Orient emprunte - peut-être - le chemin de la paix, la France est contrainte de jouer un rôle mineur qui ne correspond ni à ses ambitions ni à ses responsabilités historiques dans la région.

« La France a été très utile (dans la préparation de cette conférence), les historiens le sauront un peu plus tard », observait mercredi M. Mitterrand. Peut-être... Il n'empêche qu'elle n'est guère récompensée de ses efforts, et que les dirigeants français en éprouvent une vive amertume.

La constance de Paris n'est pas en cause. Depuis de longues années, on s'y dépense activement pour hâter l'avènement d'une solution politique au conflit israélo-arabe. Si la France a « tenu son rang » pendant la guerre du Golfe, c'était - au-delà du souci de voir restaurer le droit international - parce qu'elle désirait ardemment être partie prenante au moment où débute- raient les grandes manœuvres diplomatiques au Proche-Orient. Ce fut peine perdue.

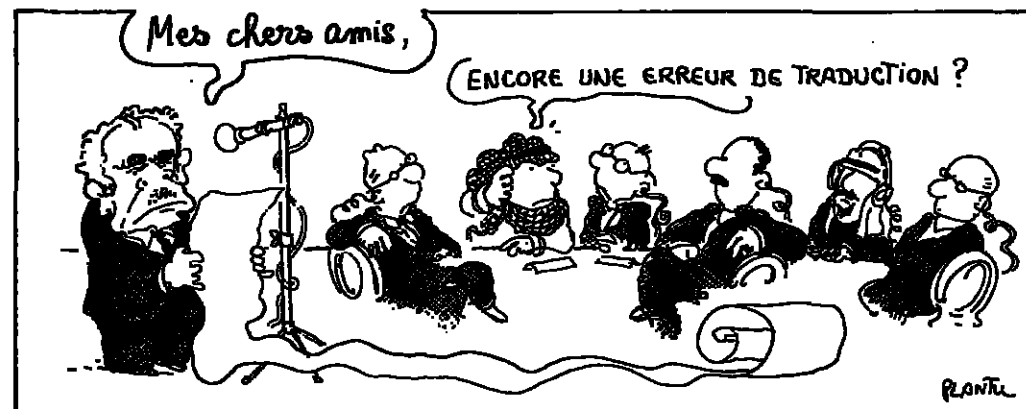
La guerre finie, Paris ne laisse jouer Washington, assurant ne vouloir en rien compliquer la tâche, déjà fort délicate, de M. James Baker. Mais, sans être rabat-joie, elle avait du mal à cacher son scepticisme quant aux chances de succès du secrétaire d'Etat américain. Aujourd'hui, elle affiche son « fair play » et déclare « vouloir faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider au succès » de la conférence de Madrid.

Pouvait-elle espérer qu'on lui réservât un meilleur sort? Son insistance à promouvoir le rôle des Nations unies - enceinte où elle dispose d'une place privilégiée - était inacceptable par Israël, qui n'a jamais pardonné le vote à New-York d'une résolution assimilant sionisme et racisme. Résultat : à Madrid, l'ONU n'est représentée que par un observateur muet. En outre, le soutien invariable apporté à M. Arafat, malgré ses nombreuses erreurs politiques, empêchait la France de prétendre à une neutralité active dans la recherche de la paix.

PARIS ne mérite pas pour autant qu'on lui intente un mauvais procès. En jetant toute leur autorité en faveur d'une conférence internationale, MM. Bush et Baker rendent justice à la France, qui fit si longtemps de ce projet son cheval de bataille. Le fond du problème est ailleurs : si la France - et l'Europe avec elle - se retrouve à l'écart du processus de paix, c'est simplement parce qu'elle n'est pas en mesure d'exercer une influence décisive sur les parties en conflit. Seule l'Amérique - le monde arabe le sait - peut brandir les arguments, notamment financiers, susceptibles d'arracher à Israël des concessions majeures. Elle seule possède les moyens de garantir sa sécurité. Que l'Europe - et l'Asie - ne désespèrent pas ! Elles seront mises à contribution - a promis mercredi M. Bush - pour « fournir des ressources afin qu'il y ait (au Proche-Orient) paix et prospérité ».

Au deuxième jour de la conférence de Madrid, M. Shamir, paraissant répondre à M. Bush, a déclaré, jeudi 31 octobre, que les négociations de paix aboutiraient à « une impasse » si elles se concentraient d'abord « et exclusivement sur la question territoriale ». Le discours très mesuré prononcé la veille par le président Bush semble avoir causé presque

autant de satisfaction dans la délégation israélienne que dans les autres - avec plus de réserves toutefois de la part des Syriens et de certains Palestiniens. Dans la plupart des pays arabes, l'événement a été accueilli avec calme. Ce n'a pas été le cas en Cisjordanie et à Gaza, où des heurts violents ont eu lieu entre Israéliens et Palestiniens.



« Ils s'écoutent... »

MADRID

de nos envoyés spéciaux

« Ils ne se sont pas encore entendus, mais ils s'écou- tent », c'est déjà miraculeux. » Deuxième round d'observation, jeudi 31 octobre, sous les splendeurs du palais royal espagnol.

Dans l'entourage de M. James Baker, grand maître d'œuvre de la rencontre entre Israël, ses voisins et les Palestiniens, on se presse d'engranger le premier dividende à la fois tangible et sans précédent d'une initiative de paix née de la guerre : « Les irréductibles du Proche-Orient s'écou- tent. »

Contrairement à ce qui se pro-

Lire aussi

- Extraits des discours
- Pour M. Shamir, « une journée de travail comme les autres »
- Un entretien avec le grand rabbin de France
- Les points de vue d'Enrique Baron et de Pierre Hunt

Lire pages 2, 3 et 4

duit habituellement chaque fois qu'un diplomate israélien fait un discours aux Nations unies, les délégués arabes, jeudi matin, n'ont pas quitté la salle lorsque M. Itzhak Shamir, premier ministre de l'Etat juif, s'est levé pour prendre la parole : deuxième « tabou brisé », commentera sans doute le secrétaire d'Etat américain pour qui la simple présence des protagonistes, à l'heure dite et dans la salle, mercredi matin, relevait déjà quasiment du miracle.

FRANÇOISE CHIPAUX
PATRICE CLAUDE
et ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3

Un entretien avec le premier ministre algérien

M. Sid Ahmed Ghazali demande que la communauté maghrébine ne soit pas « l'otage » de confrontations électorales en France

ALGER

de nos envoyés spéciaux

« Vous venez de mener un combat à l'Assemblée, contre une importante majorité de députés du FLN qui refusait vos projets électoraux. Il semble bien qu'entre eux et vous il y a deux politiques. Pourquoi, dans ces conditions, restez-vous membre du comité central du FLN ? »

« Je pense que le FLN, en tant que somme de valeurs a un rôle essentiel à jouer dans le processus démocratique. Je n'ai de problèmes ni avec la base militante du FLN ni avec ses cadres, mais avec des politiques et des pratiques qui ont laissé le pays dans un piègeux état, et que l'on s'obstine à vouloir m'imposer. C'est

inacceptable. Le fait de constater qu'une des pièces de la maison FLN est indûment occupée ne doit pas forcément me conduire à l'abandonner.

« Mais avec le discrédit qui frappe ce parti, avez-vous vraiment intérêt à y rester ? »

« Si je ne faisais que des calculs personnels, certainement pas. Mais je n'en fais pas. Je suis chef d'un gouvernement indépendant et je suis attaché à conduire une étape du processus démocratique. J'entends réunir de façon crédible les conditions de l'alternance. Cela m'impose des responsabilités.

« Certains estiment que vous devriez construire un mouvement de soutien à votre politique, afin d'y fusionner plusieurs partis politiques qui, à eux

seuls, n'ont pas suffisamment de poids. Cela permettrait, disent-ils, de construire une alternative à l'ancien système qui ne soit pas l'unique alternative islamiste radicale.

« Créer un mouvement, c'est retomber dans un travers que j'ai toujours dénoncé. Un chef du gouvernement est fait pour gérer les affaires du pays. Mon approche est peut-être utopique, mais celle-ci consiste à ne songer qu'à ses propres intérêts quand on est chargé de nettoyer les écuries à ses preuves : elle nous a conduits au désastre. Donc, elle n'est pas valable.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et GEORGES MARION
Lire la suite page 8 et l'article de
VÉRONIQUE MAURUS page 17

L'embellie protestante

Réunis à Lille, du 1^{er} au 3 novembre, les héritiers de la Réforme connaissent un réveil religieux

par Henri Tincq

Les protestants sont beaux joueurs. Et ils croient trop à la grâce et au pardon pour ignorer qu'ils seront sauvés des tours que l'histoire et la politique viennent de leur jouer. En 1983, en pleine crise des euromissiles, alors que les évêques venaient de prononcer un oui nuancé à la dissuasion nucléaire, l'Assemblée générale du protestantisme français, réunie à La Rochelle, réclamait un « gel unilatéral » de l'armement atomique ! Et quand Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, l'éternel empêché de protester en rond, demandait si cette position ne risquait pas de réduire la France à l'état du poulet prêt à être plumé, il se faisait élouer le bec sur-le-champ.

Dans une famille pour qui

révolution rime avec émancipation et liberté avec laïcité, l'engagement politique tient presque de l'acte de foi. Qu'ils votent au PS, à l'UDF et même, dans l'Alsace luthérienne, au RPR, ils se flattent d'avoir certains des leurs au sommet de l'Etat, comme Michel Rocard, Pierre Joxe ou Georgina Dufour. Mais il semble loin le temps où, après la victoire de François Mitterrand en 1981, des personnalités protestantes, et non des moindres, comme Georges Casalis, André Leenhardt, Jacques Stewart, Marthe Westphal, Michel Wagner, faisaient circuler dans la région une pétition soulignant « les convergences entre le combat socialiste et les exigences proclamées par la communauté chrétienne ».

Toutes les assemblées protestantes des vingt dernières années résonnent encore d'imprécations contre les essais nucléaires.

Lire la suite page 11

La Libye en accusation

Le juge Bruglière met directement en cause les services spéciaux de Tripoli pour l'attentat contre le DC-10 d'UTA.

page 24

LIVRES ♦ IDÉES

■ Mahfouz, le chroniqueur universel, de Paul Ricœur. ■ La feuilleton de Michel Braudéau. ■ Histoire littéraire, par François Bott. ■ Comprendre les ambivalences d'Uriage. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : le clan des « Pakis ».

pages 25 à 32

AFFAIRES

■ La fin de la « chasse gardée » algérienne. ■ Les PM françaises en voie de redressement. ■ Quand la Chine s'initie au capitalisme.

pages 17 et 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

L'HERMÈS Éditeur

14 bis rue Cavenne 69007 LYON Tél. : 78 72 45 50

DROIT PUBLIC - DROIT PRIVÉ

H. ROLAND - L. BOYER : Dictionnaire des expressions juridiques, 185 F
Expressions latines du droit français, 160 F
L'Essentiel sur :
Les institutions judiciaires françaises, H. VRAY, 65 F
La procédure civile, H. VRAY, 70 F - Le procès civil, H. VRAY, 82 F
Contrat et relations de travail, C. ORLIAC, 146 F
A. CABANIS - M. MARTIN : Histoire politique et constitutionnelle de la France (1789-1990), 74 F
Histoire des institutions de la France de 1875 à nos jours, 77 F
P. DUBOUCHET : Histoire des idées politiques : T. I, 68 F ; T. 2, 98 F
Méthode des sciences sociales, 77 F
Les manuels :
● Droit civil :
1 - Introduction générale, P. GUIHO - T. GARÉ, 92 F
2 - Les personnes, GUIHO, 96 F 3 - La famille, GUIHO, 176 F
4 - Les obligations, P. GUIHO - G. PEYRARD
T. I : Les sources, 125 F ; T. II : Les effets, 136 F
● Travaux dirigés de droit civil :
1 - Introd. générale, personnes et biens, J. RUBELLIN, 165 F
2 - Les obligations, GUIHO, 172 F 3 - La famille, GUIHO, 165 F
● Travaux dirigés de droit constitutionnel, P. VIALLE, 170 F
LANGUES DES AFFAIRES
L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, Mc QUEEN, 83 F
Outils d'anglais commercial et éco., PERROUD - GRENIER, 99 F
Allemand économique et commercial, THIBAUDET - DIBON, 189 F
Allemand des affaires, B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F
Outil d'allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F
Espagnol commercial et économique, P. Y. GARNOT, 195 F
Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F
Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70
9 rue Séguier 75006 PARIS

M0147 - 11010 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 320 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 SF ; USA (hors VA), 2,50 \$;

سكوا من الأصل

DÉBATS

La conférence de Madrid

Un pas historique

par Enrique Baron

L'IMPENSABLE est devenu réalisable : israéliens et Arabes autour d'une même table pour nouer le dialogue indispensable à la recherche de la paix. La guerre du Golfe fut le catalyseur de cette nécessité. Les efforts diplomatiques de toutes les parties prenantes ont abouti à la convocation de la conférence de Madrid.

Je vois dans le choix de Madrid un symbole : celui d'un pays où, jadis, cohabitaient les trois grandes religions monothéistes. C'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui : retrouver l'harmonie entre races, entre croyances religieuses.

Chacun semble avoir compris que les armes ne régleront pas le conflit israélo-arabe, et que la négociation ouvrira le chemin de la paix. Quelles que soient les arrière-pensées des uns ou des autres, un pas historique va s'accomplir le 30 octobre prochain. J'espère qu'il fera tomber les idées préconçues, les préjugés. Certains disent déjà : « Ce n'est qu'une victoire de procédure. » Je leur répondrai : « Sans une procédure préalable, le fond ne sera jamais abordé. »

Une fois ouverte, la conférence entamera des négociations qui, selon une expression trop souvent galvaudée, mais combien haute de signification aujourd'hui, devront parvenir à une paix juste et durable dans cette région du monde. Depuis la déclaration de Venise de 1980, la Communauté y œuvre dans les termes que l'on connaît, et le Parlement européen, en recevant, ce mois, tout à tour le roi Hussein de Jordanie et M. Yitzhak Shamir, contribue en fonction de ses moyens à tisser les fils du dialogue.

Pour notre institution qui, à plusieurs reprises, s'est exprimée : « La conférence devra à terme garantir la sécurité et l'intégrité des frontières de l'Etat d'Israël et de tous les Etats de la région, ainsi

que l'autodétermination du peuple palestinien et son droit à la création d'un Etat libre et indépendant. »

Nous le savons tous, les obstacles sont nombreux. Nul, dans ce forum, ne peut imposer son point de vue à quiconque. Mais les positions devront se rapprocher sous peine d'engendrer déceptions, tensions, affrontements...

Beaucoup, parmi lesquels le Parlement européen, regrette que la Communauté ne soit pas, au même titre que les Etats-Unis ou l'URSS, un coparrain de la conférence. Il est effectivement regrettable que l'Europe des Douze, qui est la plus liée culturellement, historiquement et économiquement aux parties en conflit, ne puisse jouer un rôle moteur. Sachons regarder la réalité : en fait, l'Europe a, au sein de cette conférence, la voix qui est la sienne dans le contexte international. Rien de plus. Rien de moins. Il n'en serait pas de même si elle était déjà dotée des attributs d'une politique extérieure et de sécurité commune, logique de l'union politique.

Toutefois, premier partenaire commercial de la région, et modèle d'une intégration régionale réussie, après des siècles de luttes fratricides, elle jouera, j'en suis convaincu, un rôle de première importance dans un Moyen-Orient pacifié.

A nous de tirer les leçons de nos insuffisances dans le cadre des conférences intergouvernementales et d'agir vite en concluant leurs travaux à Maastricht par la mise en œuvre de cette politique extérieure et de sécurité commune qui, seule, permettra à la Communauté de ne plus être un vain politique et un géant économique.

Enrique Baron est président du Parlement européen.

Israël en défi de paix

par Pierre Hunt

C'EST une grande tristesse pour qui suit les affaires d'Orient et prend à cœur le destin des peuples de ce pays qu'à ce jour l'enlèvement de la question palestinienne alors que jamais n'ont été aussi fortes les chances politiques et sans doute humaines d'une solution qui restaure la paix et un équilibre durable dans la région.

L'effacement des ambitions sionistes, l'abaissement de Saddam Hussein, l'acceptation par les Palestiniens de conditions minimales pour ouvrir un dialogue, la formidable supériorité technique et militaire d'Israël, la résignation - peut-être temporaire - des principaux pays arabes, y compris la Syrie, la légitimation de son Etat, tout incline vers un compromis historique. Il doit être fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et accompagné des garanties de sécurité qui donnent enfin à Israël un statut reconnu et une perspective d'insertion définitive dans la région.

Depuis que les Américains, pour une fois bons juges de l'opportunité et désireux après leur victoire du Golfe de prouver la cohérence de leur position au regard de leurs partenaires arabes et des Nations unies, se sont engagés avec M. Gorbachev dans l'institution d'une conférence de paix, nous avons assisté aux dérobades, surenchères, et mauvaises querelles d'un Israël qui poursuit imperturbablement sa politique « maximaliste » de puissance (raids au Liban, démonstrations aériennes et de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie).

Tout se passe comme si Israël refusait de prendre en compte les nouvelles réalités internationales et n'aurait les droits aux chances qui lui sont offertes. Dans quel but ? Est-ce celui de construire pas la force et dans un antagonisme pérenne avec le monde arabe un « Grand Israël » bénéficiant de l'assistance (ou de la

complicité) des Etats-Unis ? Que peut signifier d'autre l'obstination du gouvernement israélien à accroître la venue et l'implantation des juifs sionistes en dépit de tous les obstacles et alors que ceux-ci ont maintenant une possibilité raisonnable (et souhaitable, comme l'a dit Boris Eltsine) de rester sur place et d'apporter leur concours à la rénovation d'une société dont ils sont peut-être plus proches que de l'Etat prosélyte qui les accueille ?

En fait, les arguments des dirigeants israéliens dissimulent de moins en moins une volonté brutale d'appropriation des territoires arabes à l'instar de ce qui s'est passé à Jérusalem-Est et d'assujettissement de la population palestinienne. Celle-ci, maintenue dans une étroite dépendance, n'a que la seule perspective d'une migration en Jordanie où Hussein serait abandonné à son sort (Sharon et d'autres ne souhaitent-ils pas l'instauration d'un Etat palestinien en Jordanie ?). Ainsi, la conférence de paix (1) risque d'être privée de toute substance : Israël n'a rien à offrir qui réponde aux aspirations qu'il a combattues.

Si un égoïsme national peut à la rigueur expliquer une position aussi négative, c'est faire bon marché des souffrances humaines qu'elle entraîne. Nier le principe d'autodétermination, seul compatible avec le processus historique d'implantation d'une nation juive dans une région à prédominance arabe, c'est rejeter un droit fondamental dont l'application est liée, après tant d'années de larmes, à la dignité même du peuple palestinien. L'anathème lancé sur l'OLP en tant qu'organisation terroriste occulte l'évolution de la centrale palestinienne où les modérés (ou réalistes) l'emportent en définitive, comme l'a montré le récent Conseil national d'Alger.

Israël ?... Mais quel rapport peut-il exister entre une tragédie historique strictement européenne et la condition misérable faite par on le voit sporadiquement, les gestes individuels de désespoir ou même de démenace, surexcités par les tensions toujours plus rudes.

L'Etat juif au peuple arabe de Palestine, même si les guerres subies ou entreprises en leur temps ont développé leur nébuleuse logique ?

Oui, nous avons le devoir, par conscience de notre histoire et de l'histoire du peuple juif, de défendre l'existence et la sécurité d'Israël dans des frontières reconnues. Nous n'avons pas celui de l'approuver lorsque ses ambitions sont celles d'un Etat nationaliste ou religieux même si elles s'appuient sur des références bibliques. Trop souvent ses autorités condamnent ceux qui ne les soutiennent pas les yeux fermés. Qui n'acquiesce pas à 100 % est tenu pour hostile. Il n'est pas jusqu'à l'accusation d'antisémitisme qui ne soit ainsi dévoyée. Le président Bush ne vient-il pas d'en faire lui-même l'expérience ?

Que faire pour qu'Israël se ressaisisse, pour qu'il reste fidèle à l'âme de son combat et qu'il redevenue capable de générosité et de vision ? L'Orient a besoin de ses hommes, de sa compétence gestionnaire et technologique : une coopération est possible avec le monde arabe. Elle est nécessaire si l'on considère les besoins pressants de la région. Ce que de Gaulle a fait pour l'Algérie, Sadate pour l'Egypte, qui le fera pour Israël ?

Le peuple « à la nuque raidée » est capable de bien des miracles. L'ancien l'appel : qu'il ne laisse pas passer l'heure de la paix et de la réconciliation, qu'il impose à sa direction archaïque le juste choix pour l'avenir, qu'il rétablisse l'équité et le respect du plus faible. Partout dans le monde, les forces d'émancipation sont en œuvre. Restent-elles inertes en Israël ?

La communauté internationale est en droit d'attendre ce rendez-vous d'Israël avec son histoire.

(1) Dont l'Europe, et particulièrement la France, est inégalement tenue à l'écart. Pierre Hunt est ancien ambassadeur de France à Tunis et au Caire.

BIBLIOGRAPHIE

Quand Staline battait les cartes

LE FANTÔME DE LA PLACE ROUGE
de Jean Cathala, Albin Michel, 228 p., 98 francs.

Est-il encore possible d'écrire sur Staline ? D'ajouter du nouveau, de l'intelligent, à tout ce qui a été expliqué, raconté, commenté ? Ce n'est pas évident. C'est pourtant le tour de force qu'a réussi Jean Cathala dans son Fantôme de la place Rouge, l'essai qui lui tenait tant à cœur et qu'il a terminé quelques jours seulement avant sa mort (le Monde du 24 septembre). Comme s'il nous avait enfin livré l'essentiel, sans s'attarder sur l'accessoire.

L'accessoire, si l'on peut dire, ce sont les crimes, les meurtres, les déportations, les millions de morts que personne encore ne peut compter. C'est le comment, aujourd'hui amplement connu et désapprouvé par beaucoup, à commencer par Soljenitsyne. Reste le pourquoi. En quelques dizaines de pages magistrales, où l'émotion - toujours bridée par une pudeur en forme de déraison - s'allie à la raison la plus classique, Cathala cherche et trouve les ressorts du monstre.

Nous sommes en 1936, tous les rivaux de Staline et cinq millions de koulaks ont été éliminés, « le Léviathan est parvenu à maturité » et pourtant « le Créateur n'est pas satisfait de son œuvre », qui assure, certes, la dévotion des masses, mais entraîne leur inertie. Que va faire Staline, ce « catéchiste d'un lévinisme sans cesse revu et dilué » ? Conférer à l'Etat de nouveaux pouvoirs ? Impossible, « il les avait tous », répond Cathala. Non, Staline va inventer ce qu'il a appelé « la révolution par la haut » : il va, pour reprendre encore une de ses expressions atroces tant elles banalisent le pire, « battre les cartes », mettre en œuvre une terreur dont « la vertu réside dans son absurdité : la peur se surajoutant à la dévo-

tion, personne, si haut ou si bas soit-il placé, ne se sentira à l'abri, sans pour autant cesser de lécher la main qui le frappe, se sorte que, peut-être, tous travailleront mieux. »

Peines perdues : beaucoup périront et personne ne travaillera mieux. Jusqu'à la trahison de Hitler et l'offensive nazie de 1941, le duel à mort avec l'Allemagne, « officiellement proclamé guerre sainte », Staline chausse les bottes de ses prédécesseurs, les tsars, pour récupérer les « provinces » perdues par Pétrine en 1917 et même venger la défaite infligée à la Russie par le Japon au début du siècle. Jean Cathala a bien connu ces années-là, celles de « la foi du charbonnier ». Mieux vaut lui donner la parole : « L'identification de la patrie à un homme avait transformé en sacrifice volontaire le sacrifice imposé par cet homme. Et parce que le sacrifice suppose la foi, avant qu'il la propage, la dévotion était devenue foi, foi agissante et même raisonnée (...). Staline promu commandant en chef des armées, il était logique qu'à mesure des victoires le Père terrible se transfigurât en Sauveur (...). La Grande Terreur n'en fut pas, pour autant, oubliée. Mais elle cessa de paraître absurde. Avant de se battre, il avait bien fallu se débarrasser des ennemis de l'intérieur ; et il y en avait tant que les erreurs étaient inévitables. »

Le séral en folie

La victoire acquise, Staline va persévérer dans sa « réforme de l'entendement », qui n'est que « déréglage de l'esprit ». C'est la lutte contre « l'agencement devant l'Occident » et « les serviteurs de l'impérialisme ». Le triomphe du grand charlatan Lysenko, le glas des « cosmopolites » (« Staline n'avait pas besoin de détester pour proscrire, ni d'aimer pour pacifier », note Cathala de son scalpel

aiguë. Hitler avait persécuté les juifs pour les anéantir ; Staline, c'était pour les garder ! ». La mort le surprendra alors qu'il s'apprêtait de nouveau à frapper un grand coup, à « battre les cartes » encore plus fort qu'en 1936, « nouveau Sisyphus ayant passé sa vie de tyran à hisser un rocher qui, à chaque poussée, est retombé en écrasant des millions d'êtres. »

Le livre de Jean Cathala ne s'arrête pas à ces « dévotions de l'adoration » qui firent au moins mille cinq cents morts parmi les Moscovites qui se pressèrent pour voir le dieu mort embaumé. Les années qui suivent nous valent des pages savoureuses, toujours pleines de souvenirs personnels et de morale acide : elles sont consacrées au « séral en folie », c'est-à-dire à la lutte pour la succession que remportera finalement Khrouchtchev, ce « scabiste briseur d'idées » qui « ne pensait qu'à abattre une statue, sans dégrader l'église ». Vient ensuite le temps de la « restauration », celui de Brejnev, du stalinisme rampant, de la dissidence, de l'Afghanistan - ultime pièce rapportée de l'Empire vacillant. Et après la parenthèse Andropov/Tchernenko, « Gorbachev avait conduit son pays au désastre en voulant le lui épargner », écrit Cathala, car le Parfait ne se perfectionne pas (...). L'Etat totalitaire ne se réforme pas. Ou bien il détruit ceux qui ont eu cette prétention. Ou bien ils doivent le détruire. »

Quelques jours avant de mourir, Cathala se passionnait pour le putsch manqué. Il y a vu promesse de chaos, mais d'un « chaos créateur » qui atteindrait enfin le stalinisme dans ses œuvres, un de ces « big-bangs d'ouï raisonner les mondes » et où la raison finirait par avoir raison du fantôme de la place Rouge. Puisse l'ami Cathala être entendu. En attendant, fissure.

JACQUES AMALRIC

La Toussaint des pieds-noirs

La série télévisée produite par Antenne 2 « Les années algériennes », la commémoration à grands renforts de promotion médiatique de la manifestation FLN du 17 octobre 1961 de Paris et de sa répression ont ouvert, à l'aube de cette année 1992 qui marque le 30^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et de l'exode des harkis et des pieds-noirs, bien des plaies chez tous nos compatriotes directement concernés par cette tragédie.

C'était il y a également bientôt trente ans : le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger, des dizaines de morts et plus de 150 blessés parmi les Français d'Algérie ; le 5 juillet 1962 à Oran, un millier de morts et des dizaines de blessés ; les drames de la semaine de la semaine des 3 500 Français enlevés, assassinés, dont 1 400 n'ont jamais été retrouvés, et des dizaines de milliers de harkis massacrés. Etranges et nombreuses similitudes avec le drame du 17 octobre 1961 à Paris, si tant est que les récentes révélations faites lors de cette commémoration soient exactes.

Mais là n'est pas notre propos. Notre préoccupation, voire notre angoisse étant surtout que le 30^e anniversaire de nos propres martyrs français d'Algérie, ceux du 26 mars et du 5 juillet 1962, puisse passer dans l'indifférence générale sans aucune célébration et sans révélation historique de nature à faire éclater la vérité.

Une vérité à la recherche de laquelle les historiens devraient avoir à cœur de contribuer et dont nous, Français d'Algérie, avons toujours une soif aiguë. Trente ans après, même si nous souscrivons au proverbe arabe « le fer met » (le passé est mort), pourquoi notre volonté de savoir qui furent nos bourreaux et les faire clairement connaître ne serait-elle pas aussi légitime que celle manifestée en faveur du FLN ?

COURRIER

Ainsi peut-on rétrospectivement mesurer, trente ans après, à l'aune de nos confrontations, combien notre drame, sous-tendu par tant de mensonges, de tromperies, de trahisons fut absurde.

JACQUES ROSEAU
porte-parole du Recours-France

Impressions hébraïques

Dans l'intéressant article sur Gutenberg (le Monde du 5 octobre), il est dit que l'impression d'ouvrages hébraïques ne daterait que du dixième siècle. Il n'en est évidemment rien. On connaît l'existence de plus de cent cinquante incunables hébraïques, imprimées entre 1470 et 1500, notamment en Italie, en Espagne et au Portugal. Tous les pans de la création littéraire hébraïque y sont représentés.

ISRAËL ADLER
Paris

Pour Edith Cresson

Exposé sous le projecteur des médias, le monde politique se sent suspecté dans son ensemble et montré du doigt, tourné en dérision par des juges qui s'érigent eux-mêmes en procureurs permanents.

De plus en plus d'électeurs décident de rester chez eux les jours de vote et négligent d'accomplir ce devoir pour lequel en d'autres lieux, sous d'autres cieux, des hommes et des femmes sont prêts à risquer leur vie. Les politiques doutent. Et les socialistes se plaignent avec délectation dans l'auto-flagellation, certains ministres réussissant même, par un étrange phénomène de dédoublement de la personnalité, à se retourner contre le gouvernement, donc contre eux-mêmes.

Comme il est pratique, dans ces moments de désarroi, de trouver un catalyseur à tous ces mécontentements, à toutes ces frustrations. Edith Cresson est là et tout le monde est d'accord pour voir en elle le bouc émissaire idéal.

Premier ministre, choisi par le président de la République, femme, nouvellement arrivée sur une scène jusque-là interdite aux femmes - elle est le coupable parfait. L'opinion est primaire, sommaire, déréglée, mais ça marche.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Gali directeur de la gestion Manuel Luchet secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Golt (adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Faronet Philippe Harman Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1958) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1983-1985) André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG 75001 PARIS CEDEX 13 Tél. : (1) 40-86-25-25 Télécopieur : 40-86-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 94062 NANTY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-86-25-25 Télécopieur : 40-80-10-10

سكزا من الأصل

LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

Le Monde • Vendredi 1^{er} novembre 1991 • 3^e JORDA

7316
DATE: 5 DEC 1991

L'ouverture de la conférence de paix sur la Proche-Orient a provoqué, mercredi 30 octobre, des heurts dans les territoires occupés, entre Palestiniens favorables et opposés aux négociations de paix d'une part, entre Palestiniens et forces israéliennes d'autre part. Des partisans de l'OLP favorables à la conférence de Madrid ont notamment jeté des pierres contre des mosquées de Gaza, berceau du soulèvement anti-israélien des territoires occupés en décembre 1987. Ailleurs, des intégristes et des radicaux hostiles au processus de paix ont contraint des commerces à fermer dans le cadre d'une grève générale de protestation.

A Hébron (Cisjordanie), une patrouille israélienne a tué un Palestinien de dix-neuf ans. La veille, un jeune Palestinien avait déjà été tué par l'armée dans cette même ville. Selon la sécurité israélienne, une vingtaine de Palestiniens ont été blessés par des tirs de l'armée à Gaza et onze à Naplouse (en Cisjordanie). A Gaza, deux mille partisans de F.P.O. ont défilé les intégristes en manifestant en faveur de la conférence de Madrid, tandis qu'à Khan-Yunis, camp de réfugiés près de Gaza, une manifestation similaire a réuni cinq

milliers de Palestiniens. Là, l'armée a escorté les manifestants, bien que certains aient brandi des drapeaux palestiniens ou des couteaux, ce qui leur aurait valu, en temps normal, d'être arrêtés. Les intégristes, fortement implantés dans la bande de Gaza, leur ont interdit l'accès des mosquées, ce à quoi les partisans de l'OLP ont riposté en brisant des fenêtres avec des pierres. Selon des témoins, quatre militants du mouvement islamiste Hamas ont été poignardés. Ailleurs dans les territoires occupés, des jeunes Arabes ont érigé des barricades et lapidé des véhicules de l'armée.

En outre, à l'exception d'une fraction des chiites libanais et d'une certaine de manifestants au Pakistan, le monde musulman a pratiquement ignoré mercredi l'appel de l'Iran à une «journée de colère, de cris et de protestations» contre la conférence de Madrid. Dans les pays arabes du Proche-Orient, du Golfe et du Maghreb, aussi bien qu'en Turquie et en Extrême-Orient, ont vécu plusieurs centaines de milliers de musulmans, l'appel de l'Iran est resté lettre morte. A Téhéran, l'ouverture de la conférence de Madrid a donné lieu à un véritable déchaînement contre ce qui est considéré ici comme «le sommet de la capitulation».

Le chef de file des radicaux, l'hodjatolislam Ali Akbar Mohtachemi, a considéré que «la conférence américaine de Madrid était une déclaration de guerre contre l'Islam» et est allé jusqu'à assurer que «les participants à cette conférence sont ennemis de l'Islam et donc condamnés à la peine capitale». «Les musulmans révolutionnaires, a-t-il ajouté dans un discours au Parlement, accompliront leur devoir religieux à l'égard de ces ennemis de l'Islam dans les plus brefs délais et dans n'importe quelle condition». De son côté, le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé que la conférence de Madrid était «une grande injustice» envers les Palestiniens et que «ses participants feront l'objet de la colère des peuples musulmans».

Accordant une place de premier plan à Madrid - gros titres, manchettes et éditions spéciales, retransmission en direct de la séance d'ouverture - la presse du Proche-Orient a largement donné dans le superlatif: «Événement le plus important de cette fin de siècle» pour la presse (officielle) syrienne, «Arabes et Israéliens au rendez-vous de l'histoire», selon le quotidien libanais L'Orient-Le

Jour, «L'humanité connaît aujourd'hui l'une de ses plus grandes victoires», clame l'égyptien el-Gomhouria. «La bataille de la paix commence aujourd'hui à Madrid», ont, pour leur part, tiré sur huit colonnes deux journaux jordaniens indépendants, Destour et el-Rai.

Dans un message transmis au ministre libanais des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, M. Roland Dumas a assuré que la France souhaitait être «active» dans le processus de paix au Proche-Orient engagé mercredi. (Nos dernières éditions du 31 octobre). M. Dumas souligne notamment que «la France, qui n'a cessé d'œuvrer à un règlement de paix juste et durable au Proche-Orient, accueille avec beaucoup d'espoir la conférence de Madrid et se propose d'être présente et active dans ce processus de négociation».

Pour sa part, le pape Jean-Paul II a envoyé mercredi deux messages aux présidents Bush et Gorbatchev pour leur affirmer sa conviction qu'«un accord est possible s'il est recherché avec persévérance» et si «les exigences de la justice sont satisfaites» dans les négociations sur le Proche-Orient. - (AFP, Reuter.)

«Ils s'écoulent...»

Suite de la première page

La conférence proprement dite, avec ses rites et ses ors, alourdis comme à dessein pour impressionner les participants, leur faire sentir l'énorme attente de l'opinion internationale et finalement peser sur leur choix, cette grande conférence-spectacle, cette grande dynamique de paix que chacun attendait déjà presque terminée.

Jeudi matin, à l'heure où M. Shamir devait la parole à la délégation jordanienne-palestinoise, on ne pouvait toutefois dire si la fameuse dynamique était effectivement enclenchée. Mais, sans coup de théâtre, rien, en principe, ne paraissait devoir sérieusement compromettre la deuxième étape de l'initiative américaine: la

être tenue comme une solution possible, et M. Naguib Nattifi, leur porte-parole, a précisé que ce projet était «à l'étude». «Une décision sera prise dans les prochains jours», a-t-il ajouté.

De toute façon, laisse-t-on entendre du côté arabe, il est «impensable pour les Syriens, comme pour les autres» de se rendre à Tel-Aviv ou à Jérusalem pour poursuivre les négociations. «Cela reviendrait, dit-on, à reconnaître de facto la permanence de l'Etat juif dans la région avant même que des progrès sérieux aient été accomplis sur les autres problèmes, notamment celui des territoires occupés». Aux dernières nouvelles, d'après les affirmations d'un haut fonctionnaire proche de

son l'œil attentif des caméras, ils en ont été pour leurs frais.

Le climat général était «glacial». Israéliens d'un côté, la plupart des Arabes de l'autre. Entre les deux, une table large comme une tranchée. «A un moment donné», raconte-t-on plus tard M. Sarah Doron, membre de la délégation israélienne, j'ai tenté de serrer la main d'une déléguée libanaise, je lui ai demandé si elle était, elle aussi, une élue du parlement, elle m'a répondu «non», a ignoré ma main tendue, puis elle a tourné le dos.

M. Itzhak Shamir, qui est apparu pour sa part tendu et nerveux tout au long de la journée, n'a pu s'entretenir, fort courtoisement d'ailleurs, qu'avec le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa. Un peu plus tard, ce même diplomate, représentant du seul pays arabe en paix avec l'Etat juif, prononcera un discours plutôt «dur», formulant une opposition catégorique à des concessions sur la question «des territoires arabes occupés, y compris Jérusalem-Est» ainsi que sur le droit inaliénable «des frères palestiniens à l'autodétermination».

M. Shamir apparaîtra alors un peu surpris et lancera à l'adresse du diplomate égyptien un très sombre coup d'œil. «Les Arabes ne nous aiment pas et ne nous aimeront jamais», a-t-il coutume de dire en Israël. Il faut reconnaître que, jusqu'ici, le déroulement de la conférence ne paraît pas devoir remettre en cause cette très populaire croyance. Tel n'est d'ailleurs pas son objet. Pour les Israéliens, l'essentiel dans l'immédiat était fait pour les inciter eux, les Palestiniens et les Etats arabes, à accepter le principe même de la conférence, n'apparaissent pas - ou plus - comme les supporters d'un camp contre l'autre.

Un discours jugé «habile»

M. George Bush, dans un discours jugé «habile», notamment dans son maniement des symboles et des mots clefs de la rhétorique proche-orientale, s'est surtout employé à apaiser les craintes israéliennes. Objectif largement atteint si l'on en juge par les déclarations officielles et officieuses recueillies dans l'entourage de M. Shamir. «C'était un discours très positif», déclarait notamment M. Yossef Ben Aharon, directeur des services du premier ministre et conseiller très écouté de M. Shamir: «M. George Bush a pris grand soin de souligner que le rôle des Etats-Unis était celui de catalyseur et qu'ils n'avaient nullement l'intention d'imposer une solution».

Selon lui, le président américain aurait en quelque sorte adopté l'approche israélienne en ce qui concerne à la fois la méthode - «négociations directes» avec les Palestiniens et les Etats arabes - et la conception de la paix: «Il a notamment dit que, comme nous, il ne se satisfait pas d'un simple point final à l'état de belligérence: la paix doit être réelle, avec un traité, des échanges touristiques, économiques et culturels». Bref, comme le disait en souriant un respecté commentateur israélien, le chef de l'administration américaine aurait fait, en substance, «un discours sioniste que notre vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu soi-même, aurait pu écrire».

Au Proche-Orient, la perception des choses est souvent aussi importante, voire plus déterminante encore que leur substance. Favorablement reçu par les Israéliens, le discours de M. Bush a été perçu avec une satisfaction surprenante mais quasi égale du côté palestinien.

M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, l'a ainsi jugé globalement «positif», appréciant notamment une formule de M. Bush à propos du «contrôle authentique que les Palestiniens devront avoir sur leur

vie et sur leur destin» à l'issue du processus qui s'amorce. «Nous estimons qu'il s'agit là d'une reconnaissance indirecte de notre droit à l'autodétermination», a poursuivi M^{me} Achraoui, ajoutant que sa délégation avait également apprécié que le président Bush ait tenu à préciser que tout arrangement intermédiaire «ne préjuge en rien des négociations définitives».

En clair, a encore souligné la très volontariste porte-parole palestinienne, «si, par exemple, le statut de Jérusalem n'est pas mentionné dans un éventuel accord intérimaire, cela ne signifiera pas qu'il sera impossible d'aborder la question plus tard».

Moins enthousiaste, un autre représentant des Palestiniens, M. Radouane Abou Ayache, observe: «Le président américain a tenu un délicat numéro d'équilibre et il a omis de mentionner un certain nombre de points auxquels nous tenons particulièrement. Pas un mot sur nos droits

nationaux, même pas une évocation d'un «foyer» (homeland) pour notre peuple. Pas un mot sur Jérusalem, rien sur la nécessité d'arrêter les implantations dans les territoires. M. Bush a tenté de contenter toutes les parties en présence et nous comprenons son souci diplomatique. » «Son discours reflète, c'est vrai, un certain sérieux, une certaine bonne volonté, mais nous nous attendions à mieux; ce qu'il a dit n'est pas suffisant», a conclu M. Abou Ayache, précisant que l'orateur palestinien qui devait s'exprimer jeudi à la conférence répondrait «point par point» au président américain.

Le Syrien Farouk El Charaf n'a pas paru très satisfait non plus des propos de M. George Bush: «Le président s'est contenté de mentionner les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies comme base des négociations, sans préciser la formule de l'échange des territoires contre la

paix, alors que celle-ci figure dans sa lettre d'assurances à la Syrie. Je ne peux évidemment pas imaginer, a poursuivi M. Charaf, que M. Bush pourrait revenir sur ses engagements, ce serait désastreux.»

En fait, les Syriens ne cachent pas en privé leur profond mécontentement à l'endroit des Américains. Ils n'ont apprécié ni l'insistance du président sur les négociations multilatérales - «nous sommes ici pour la conférence et les bilatérales seulement, et nous ne nous engagerons pas sur la suite, à ce stade», précisait-il, - ni la référence à d'éventuels traités de paix entre l'Etat juif et ses voisins. Pour les Syriens, «ceci est, pour l'heure, totalement hors de question».

FRANÇOISE CHIPAUX
PATRICE CLAUDE
et ALAIN FRACHON

Images glacées

Pour la première fois, tous les ennemis se retrouvaient en un même lieu, le palais royal de Madrid. Mais ils auront réussi la prouesse de ne jamais laisser l'impression d'une réelle rencontre. Les images de cette première journée de conférence étaient on ne peut plus glacées.

Aux marches du palais, pour la photo officielle, l'empilement de chacun avait, là aussi, été soigneusement choisi, après - sans doute - de nouvelles tractations protocolaires. Il y avait un degré d'écart entre M. Shamir et les représentants arabes. Un fossé... Attitudes figées, visages fermés. Pareil dans la salle des Colonnnes, durant les discours. Autour de la table en «U» - sa forme avait fait l'objet d'une négociation avant les négociations - pas le moindre mot échangé et, bien sûr, pas le moindre sourire. Ils évitaient même de croiser leurs regards. Les uns et les autres avaient une préférence marquée pour une distrayante étude des fresques du plafond: la naissance du soleil et le triomphe de Bacchus. Pourtant M. Shamir était le voisin direct du chef de la diplo-

matie libanaise. Israéliens et Arabes se sont cotoyés mais à aucun moment ils n'ont donné le sentiment d'être vraiment réunis. Ils se sont évertués à ne pas le faire. Pas de poignées de main. Une déléguée israélienne a tendu la sienne à son homologue libanaise mais celle-ci s'est ostensiblement détournée. Seuls les Égyptiens ont venus vers les Israéliens et leur ont adressé la parole. Un premier traité de paix oblige. Mais la délégation israélienne s'est abstenue d'applaudir l'allocution du ministre égyptien des affaires étrangères.

Les Israéliens avaient voulu qu'il n'y ait, sur la table, aucun drapeau. Pour ne pas voir celui des Palestiniens. Mais l'un de ces derniers avait coiffé son keffiyeh. Cela valait bien un drapeau. Amers, les Israéliens ne s'y sont pas trompés.

Le président Bush n'a pas manqué d'évoquer le problème essentiel de la définition des frontières; manifestement celui des barrières psychologiques n'est guère moins important.

FRANCIS CORNU

tenue, probablement dimanche, à Madrid, de la première séance des négociations bilatérales. La suite des événements apparaît cependant moins évidente. Les complications concernant le lieu des discussions bilatérales étant encore loin d'être apaisées.

Où vont se poursuivre ces négociations «directes et sans intermédiaire» si ardemment désirées par les Israéliens? Au Proche-Orient, comme ils le réclament avec insistance? Ou bien à Madrid, comme le veulent toujours si fort les Syriens? «Pourquoi ne pas poursuivre le processus ici?», demandait ainsi M. Farouk El Charaf, le ministre des affaires étrangères du gouvernement de Damas. Et il ajoutait: «La revendication israélienne est un prétexte pour entraver le processus de paix. Si nous acceptons (de déplacer les conversations bilatérales), les Israéliens trouveront un nouveau prétexte. Ils ne sont pas venus ici pour faire la paix...»

M. James Baker, qui ne partage probablement pas cette opinion tranchée, n'en est pas moins apparu préoccupé par la question et il a reconnu mercredi soir: «Nous sommes toujours en pleine discussion à ce sujet; nous n'avons pas encore trouvé d'accord acceptable par tout le monde.» A tout hasard, les Égyptiens ont fait courir le bruit que Le Caire pouvait

Une table large comme une tranchée

En fait, depuis le départ de Madrid, mercredi, des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev, coparrains inégaux d'un événement qui a été organisé de bout en bout par le premier, tandis que le second était quasi réduit à un rôle de spectateur, il semble bien que les protagonistes israéliens et arabes aient compris que, sauf à prendre la responsabilité politique d'un échec devant les caméras du monde entier, leur face-à-face était désormais inéluctable.

Certes, si les organisateurs de l'événement avaient délibérément laissé dans la matinée, comme on le croit, Israéliens, Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais seuls durant presque trente minutes dans la grande salle des colonnes, en espérant que les uns et les autres allaient, sinon se donner l'accolade, au moins se saluer.

Pour M. Shamir «une journée de travail comme les autres»

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«Une journée de travail comme les autres. Il n'y avait pas place pour les émotions», M. Itzhak Shamir a réussi à surprendre les télespectateurs israéliens, mercredi soir 30 octobre, lorsque, interrogé sur les sentiments qu'il avait éprouvés au premier jour de la conférence de Madrid, il a prononcé cette petite phrase. Toute la journée, les stations de radio et de télévision, qui diffusaient en continu de Madrid, avaient inlassablement répété le mot «historique». Toutefois, le premier ministre a récusé ce qualificatif: «Ce n'est pas la première fois, a-t-il fait remarquer, que nous rencontrons des délégations arabes». M. Shamir a, en tout cas, rassuré les télespecta-

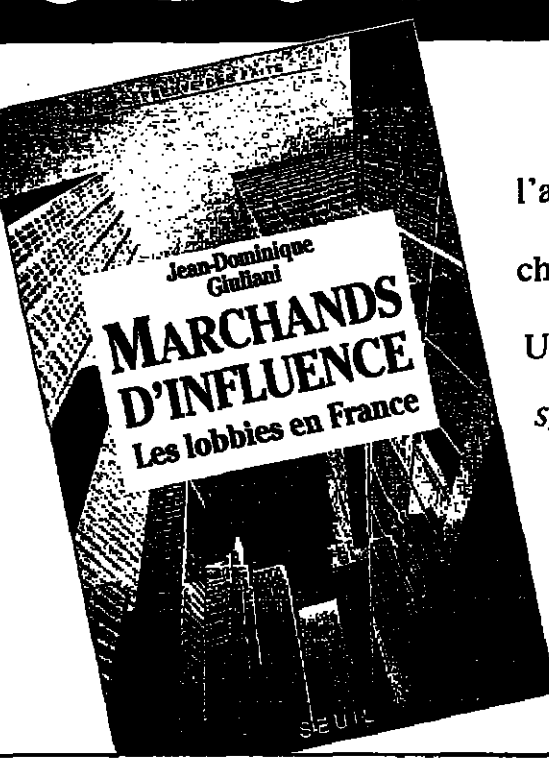
teurs, inquiets à la vue du visage particulièrement sombre et crispé de leur premier ministre pendant le discours du président Bush: «C'était en général un bon discours, équilibré». En fait, la plupart des commentateurs israéliens considéraient que cette première journée à Madrid a été un «sans faute». «Le discours du représentant européen, le ministre hollandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, conforte les craintes de tous ceux qui assument que cette conférence est un piège», écrit néanmoins l'éditorialiste du quotidien à grand tirage Yedioth Aharonoth.

Dépendant, le principal sujet de préoccupation de la presse concerne la «température» des relations entre la délégation israélienne et les délégations

arabes, avec pour «thermomètre» les poignées de main. Un nombre incalculable de fois, les envoyés spéciaux à Madrid ont demandé aux différents membres de la délégation israélienne s'ils avaient déjà «serré la main» de leurs collègues arabes.

Cela dit, une partie de la presse semble avoir été convaincue par M. Shamir que les séances plénières de la conférence de Madrid sont une banale cérémonie: l'essentiel, ce sont les négociations directes qui doivent s'engager la semaine prochaine au sein des commissions bilatérales. «C'est seulement alors, lorsque les cérémonies s'achèveront, écrit Yedioth Aharonoth, et que commencera la deuxième phase, que l'on pourra, en reprenant l'expression de Churchill, parler du début de la fin.» - (Interim.)

JEAN-DOMINIQUE GIULIANI



Giuliani démystifie l'activité des lobbies, décrit leurs méthodes, cerne les champs d'action, anecdotes et... noms à l'appui. Une formidable enquête au sein d'un monde secret. Sylvie Pierre-Brossolette / L'Express

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rouman. 120 F

Editions du Seuil

كتاب من الاصل

LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

Les discours à la cérémonie d'ouverture

M. Bush : « Négociation et compromis sont toujours douloureux »

Voici les principaux points du discours du président George Bush à l'ouverture de la conférence de paix, mercredi 30 octobre :

« Une Paix réelle : « Nous venons à Madrid pour une mission d'espoir, pour commencer à ouvrir à un règlement juste, durable et global du conflit du Proche-Orient. (...) Notre objectif est clair et direct. Ce n'est pas seulement de mettre fin à l'état de guerre au Proche-Orient. (...) Ce n'est pas assez. Cela ne durera pas. Nous cherchons plutôt la paix, une paix réelle. (...) Une paix réelle, une paix durable, doit être fondée sur la sécurité pour tous les États et les peuples, y compris Israël. (...) Dans tout le Proche-Orient nous cherchons une solution stable et durable. »

« La sécurité d'Israël : « Pendant trop longtemps le peuple israélien a vécu dans la peur, entouré par un monde arabe qui ne l'acceptait pas. C'est maintenant le moment idéal pour le monde arabe de démontrer que les attitudes ont changé, qu'il est désireux de vivre en paix avec Israël et d'accepter les besoins raisonnables d'Israël en matière de sécurité. »

« Justice pour les Palestiniens : « Nous savons que la paix doit aussi être fondée sur la justice. En l'absence de justice, il n'y aura pas de véritable paix ni de stabilité. (...) Cela s'applique particulièrement au peuple palestinien. (...) Israël a maintenant l'occasion de démontrer qu'il est désireux d'avoir de nouvelles relations avec ses voisins palestiniens, une relation fondée sur le respect mutuel et la coopération. »

« Concessions territoriales : « La paix ne pourra être que le résultat de négociations directes, de compromis, de concessions mutuelles. (...) Nous estimons que des compromis territoriaux sont

essentiels pour la paix. Les frontières doivent refléter la qualité des accords, à la fois en matière politique et en matière de sécurité. (...) La négociation et le compromis sont toujours douloureux. »

« Sur la base de la résolution 242 : « Ce que nous envisageons est un processus de négociations directes à double niveau, entre Israël et les pays arabes d'une part, entre Israël et les Palestiniens d'autre part. Les négociations doivent être conduites sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le véritable travail ne commencera pas à la session plénière mais dans des négociations bilatérales directes. Cette conférence ne peut imposer une solution aux participants ou mettre un veto à des accords. Tout aussi important, la conférence ne peut être reconvoquée qu'avec l'assentiment de chaque participant. »

« Les pourparlers israélo-palestiniens : « Un cadre diplomatique existe déjà. Les négociations se dérouleront en plusieurs phases, débutant avec des discussions sur des arrangements pour une auto-détermination intermédiaire. Une fois un accord conclu, ces arrangements dureront cinq ans. La troisième année, des négociations sur un statut permanent débiteront. Personne ne peut dire avec précision ce qu'en sera le résultat. À notre avis, quelque chose doit être développé qui soit acceptable par Israël, les Palestiniens et la Jordanie et qui donne au peuple palestinien un contrôle véritable sur sa vie et son destin et permette l'acceptation d'Israël et sa sécurité. »

« Les négociations multilatérales : « Elles concerneront des questions communes à la région : contrôle des armements, eau, problème des réfugiés, développement économique. Des progrès dans ces forums ne sont

pas considérés comme devant remplacer ce qui doit être décidé dans les discussions bilatérales. Au contraire, des progrès sur les questions multilatérales peuvent créer une atmosphère dans laquelle les vieux conflits bilatéraux peuvent être résolus plus facilement. »

« Le rôle des États-Unis : « La paix ne peut pas être imposée de l'extérieur par les États-Unis ou qui que ce soit d'autre. Nous continuons de faire tout ce qu'il est possible pour aider les parties à surmonter les obstacles, mais la paix doit venir de l'intérieur. (...) Dans un esprit d'ouverture et d'honnêteté nous informons toutes les parties sur les assurances que nous avons données aux autres. Nous sommes prêts à fournir des garanties, de la technologie et un soutien si c'est nécessaire à la paix. Nous appelons nos amis en Europe et en Asie à se joindre à nous pour fournir des ressources afin qu'il y ait à la fois paix et prospérité. »

« ... et de l'URSS : « En ces temps d'énormes défis dans son pays, le président Gorbatchev et ses principaux collaborateurs ont démontré leur intention que l'URSS soit une force pour un engagement positif au Proche-Orient. Cela envoie un message puissant à tous ceux qui désirent la paix. »

« La paix ne doit pas être un rêve : « Personne ne doit douter de l'ampleur de ce défi. (...) Je m'attends que certains disent que ce que je propose est impossible. (...) Nous savons tous que ces négociations ne seront pas faciles. (...) Il y aura des désaccords, des critiques, des retours en arrière - qui sait ? - peut-être des interruptions. (...) Non, la paix au Proche-Orient ne doit pas être un rêve. La paix est possible. » - (AFP, Reuters)

M. Gorbatchev : « Réalisation et respect des droits du peuple palestinien »

Voici les principaux points de l'intervention du président Mikhaïl Gorbatchev :

« Les Palestiniens : « La conférence peut seulement réussir si personne ne cherche une victoire sur les autres mais si tous cherchent une victoire partagée sur un passé cruel. Il faut parler de paix et non de cessation de l'état de guerre. Une paix durable implique la réali-

sation et le respect des droits du peuple palestinien. »

« Le rôle des relations soviéto-américaines : « Il est clair que sans une amélioration et un changement radical dans les relations soviéto-américaines nous n'aurions pas été les témoins des changements qualitatifs profonds qui permettent de parler d'une nouvelle ère, une ère de paix. (...) C'est uniquement dans ce contexte qu'est apparu un espoir tangible de règlement arabo-israélien. »

« La limitation des armements au Proche-Orient : « Le Proche-Orient est devenu une des régions les plus armées du monde. (...) La technologie nucléaire y est mise en place, on y trouve aussi des armes de destruction massive, ce qui constitue des causes justifiées d'inquiétude. (...) »

« La communauté internationale est en droit d'attendre des décisions de cette conférence, qui répondraient à cette préoccupation. »

M. Van den Broek : « Un arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés est une contribution essentielle »

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui représentait la CEE, a notamment déclaré :

« Pour la première fois, toutes les parties impliquées dans le conflit israélo-arabe et la question palestinienne sont assises ensemble à la table de conférence, confirmant leur volonté de parvenir à un règlement juste, global et durable. »

« Les Douze attachent une signification particulière à la participation de l'Égypte. Le traité de paix entre Israël et l'Égypte a été un premier pas important. Il a montré que le respect des engagements et le courage des deux côtés pouvaient amener des résultats concrets. (...) Les Douze considèrent de la plus haute importance que les parties aient accepté le schéma de déroulement de cette conférence : négociations directes sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU en suivant deux axes : entre Israël et les Palestiniens d'une part, entre Israël et ses voisins arabes de l'autre. (...) »

« Les principes qui guideront les Douze tout au long de ce processus de négociation sont ceux qui ont depuis longtemps fixé notre position. Ils n'ont pas changé. »

« Ces principes sont les résolutions du Conseil de sécurité 242 et 338, le principe de la terre contre la paix, le droit de tous les États de la région, y compris Israël, à vivre dans des frontières sûres et reconnues, et l'expression du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. »

« Notre position sur les questions relatives aux territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, est également bien connue. (...) A notre avis, un arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés est une contribution essentielle. Une renonciation par les Arabes au boycottage commercial d'Israël en est une autre. Etant donné la situation dans les territoires occupés, il est important que les deux côtés fassent maintenant preuve de retenue et qu'Israël observe les termes de la Convention de Genève (...). »

« M. Giscard d'Estaing regrette l'absence de la France à Madrid. L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a jugé sur RTL, mercredi 30 octobre, « tout à fait regrettable » l'absence de la France et de la Grande-Bretagne à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Il a souligné que, « sur les trois pays arabes concernés - la Syrie, le Liban et la Jordanie palestinienne - deux de ces pays ont été proches de la France et le troisième a été et est encore très largement d'influence britannique ». - (AFP)

M. Moussa : « Les Arabes ne sont pas venus ici pour renoncer à leurs droits »

Selon M. Amr Moussa, ministre égyptien des affaires étrangères, un juste règlement du problème palestinien est une condition essentielle pour parvenir à la paix au Proche-Orient. Il a rappelé que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui constitue le cadre de la conférence de Madrid déclare inadmissible l'acquisition de territoires par la force, référence à l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et des hauteurs de Golan (Syrie).

M. Amr Moussa a rappelé que son pays avait créé un précédent dans la recherche de la paix au Proche-Orient, allusion à la réconciliation égypto-israélienne à l'époque d'Anwar El Sadate.

« Les Arabes ne sont pas venus ici pour renoncer à leurs droits », a souligné Amr Moussa, qui a énuméré les conditions suivantes, nécessaires pour parvenir à un règlement de la paix :

« Les Palestiniens doivent être traités comme une nation. »

« La Cisjordanie, la bande de Gaza et les hauteurs du Golan doivent être concernées par la résolution 242 du Conseil de sécurité qui prévoit leur rétrocession par Israël en échange de la paix. »

« Les implantations juives dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, « doivent être arrêtées car elles font obstacle à la paix. »

« Jérusalem doit être « libre, accessible et sacrée pour tous les fidèles de l'islam, du christianisme et du judaïsme ». Le ministre égyptien a rejeté l'annexion de Jérusalem-Est (arabe) par Israël et demandé l'ouverture de négociations sur l'avenir de la ville sainte. - (AFP, Reuters)

Un entretien avec le grand rabbin de France

« Croire à la paix, c'est prendre des risques » nous déclare M. Joseph Sitruk

M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, dans un entretien au Monde, exprime ses espoirs de paix au Proche-Orient et présente la Yom Hatorah, ou journée du judaïsme français, prévue dimanche 3 novembre au Bourget, dont la précédente édition avait attiré plus de 30 000 personnes.

« Madrid, l'Espagne, ce sont des noms symboliques pour le peuple juif... »

« Le choix de Madrid comme siège de la conférence de la paix au Proche-Orient me paraît en effet symbolique. Madrid, l'Espagne, c'est une histoire magnifique et tragique pour le peuple juif. L'histoire d'un âge d'or, mais aussi, il y a cinq cents ans, l'histoire d'un exil, d'une persécution, d'une inquisition. Que l'Espagne devienne aujourd'hui le terrain sur lequel, je le souhaite de tout cœur, germe la paix dont le Proche-Orient a le plus urgent besoin me semble être un juste retour des choses. »

« Les juifs de France ont-ils un espoir réaliste de règlement ? »

« L'un de mes maîtres disait : « Plus que d'avoir peur de la mort, l'homme a peur de la vie ». Pour le paraphraser, j'ai envie de dire aujourd'hui que plus que d'avoir peur de la guerre, l'homme a peur de la paix. Croire à la paix, c'est faire des concessions douloureuses, prendre des risques, mais ceux-ci ne sont pas moins grands quand on choisit de croire à la guerre. »

« Je ne me prononcerais pas sur les modalités de la négociation, encore moins d'un éventuel règlement, mais le fait que le premier ministre, d'Israël, M. Shamir, se soit hâté d'assister à cette conférence de Madrid montre bien tout ce que son peuple attend de cette paix. »

« Des concessions pourraient-elles être envisagées, comme le demandent les musulmans et les chrétiens, sur le statut de Jérusalem ? »

« N'oublions pas que la seule fois dans l'histoire où les croyants des trois grandes religions monothéistes, qui font de Jérusalem leur ville sainte, ont pu y accéder facilement en pèlerinage et prier, c'est depuis que Jérusalem est sous tutelle israélienne. Depuis 1967, les chrétiens peuvent se rendre au saint-Sépulchre et les musulmans à

la mosquée. Des incidents ont certes éclaté, mais sans aucun mesure avec ce qui se passait avant 1967. »



« Je ne pense donc pas qu'il faille placer l'affaire de Jérusalem sur un plan politique ni parler de concession territoriale ou de statut international. Le véritable débat est de s'assurer que si Jérusalem reste israélienne - et rappelons que c'est la seule ville sainte pour les juifs - elle n'en demeure pas moins une ville ouverte et tolérante. N'en faisons ni un no man's land, ni un no god's land. »

Une nouvelle « Yom Hatorah »

« Vous voulez réunir les juifs de France, dimanche prochain, pour une nouvelle Yom Hatorah. Pourquoi cette répétition, quand on se souvient des protestations que cette manifestation publique d'un réveil religieux juif avait provoquées en 1989 chez un certain nombre d'intellectuels laïcs de la communauté ? »

« Cette journée du judaïsme français veut symboliser les retrouvailles de notre communauté avec ses racines, ses textes, ses valeurs. Et cette manifestation s'adresse à tous sans exclusion. Nous avions réuni, en 1989, 35 000 personnes au Bourget. Le judaïsme religieux progresse quantitativement, mais doit-il rappeler que pendant des années il a été marginalisé, occulté ?

« Cela étant, je souhaite énergiquement m'écarter des dérives qui feraient penser à un quelconque « recentrage ». Mon souhait est d'être le rabbin de tous les juifs, dans la diversité de leurs opinions. Je n'ai jamais prétendu détenir le monopole du message et de la vérité. La force du judaïsme est d'être un mouvement d'idées fécond, ouvert, et je répète que cette manifestation du Bourget est destinée à tous, croyants ou non-croyants, juifs ou religieux, et ne doit concerner personne. »

« Ce nouveau juif inquiet parce qu'il rejoint d'autres formes de réaffirmation identitaire dans d'autres religions. Mais les religions ne sont pas des syndicats qui revendiquent un pouvoir dans la société. Elles veulent être, tout simplement, des références morales, capables de donner à l'homme un regard sur sa vie et sur la société. Si elles avaient été remplacées par des sortes d'échelles morales permettant à l'homme de se situer, de savoir où il va, le sens se rassurer, mais ce qui m'inquiète, c'est plutôt de voir le désarroi d'une jeunesse, livrée à elle-même, ou pire si nous ne réagissons pas, à des idéologies extrêmes. »

« Ce serait une lamentable erreur de croire que le judaïsme - comme sans doute les autres religions - veut revenir en arrière, comme par une sorte de nostalgie, de passivité. Le défi aujourd'hui est autrement plus difficile. Les religions ne peuvent plus se barricader ni se concurrencer comme elles le faisaient hier dans des guerres interreligieuses. Leur rôle est plutôt de dire que, en faisant l'économie de valeurs spirituelles et morales, une société s'appauvrit. Et que, à l'inverse, proposer des critères de référence morale et religieuse à une société - qui doit évidemment les intégrer - est une manière de l'enrichir. »

« Êtes-vous favorable à l'enseignement de la religion à l'école publique ? »

« Tout à fait. Je pense que en occultant l'enseignement religieux dans l'école publique, on a fait preuve d'intégrisme laïque. Je n'ignore pas que les religions font preuve de prosélytisme, mais je dis qu'il est aussi insidieux de laisser les enfants dans l'ignorance de ce qu'elles sont et de ce qu'elles proposent. Laissons-les choisir ! »

Propos recueillis par HENRI TINCO

Les services secrets allemands avaient l'intention de fournir des chars à Israël

Une douzaine de chars de fabrication soviétique, que les services de renseignements allemands (BND) étaient sur le point de livrer à Israël, ont été découverts par hasard, mardi 29 octobre, lors de leur chargement sur un cargo israélien dans le port de Hambourg. Les véhicules, qui font partie des stocks de l'ancienne armée est-allemande, avaient été déclarés aux douanes comme « matériel agricole ».

Le ministère de la défense, qui a mis ce matériel à la disposition du BND, a déclaré que celui-ci avait agi sans l'information. Le porte-parole du gouvernement, M. Norbert Schäffer, visiblement embarrassé, a précisé que le BND, pour sa part, n'avait pris connaissance de cette livraison que lundi. Il a indiqué également que les chars « ne sont absolument pas destinés à servir dans des combats militaires » et qu'il s'agit d'un échange « habituel » pour effectuer des « tests techniques » sur des armes semblables à celles utilisées par les voisins d'Israël.

Commentant cette découverte, qui a eu lieu à la veille de la conférence de Madrid, le porte-parole du groupe parlementaire de l'opposition SPD a estimé que « le Proche-Orient a besoin de paix et non d'armes. Même dans le but de les tester ». - (AFP)

AU SOMMAIRE DU N° 41

Débat

AZMY BISHARA
Quelle stratégie pour les Palestiniens ?

GÉRAUD DE LA PRADÈLLE
Les résolutions du Conseil de sécurité sur la question des armements

RICHARD FALK
La démocratie est morte dans le Golfe

Rencontre

MIGUEL BENASAYAG, ÉDITH CHARLTON
Crise de la représentation, crise de la référence

SERGE HALIMI
La guerre dans les médias américains

NIDAL SABRI
Le financement du logement dans les territoires occupés

Roman

PAULA JACQUES
Deborah et les anges dissipés

Le N° 40 F - Abonnement 1 an (quatre numéros) 210 F.
Éditions (sur justification) 105 F.
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 100.43.7)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études Juives
Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernardin de Sancy, 75006 Paris

DIPLOMATIE

La rencontre entre le président de la République et le chef de l'Etat soviétique à Latche

Foie gras, bonnes manières et climat de confiance

LATCHE

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a montré à M. Gorbatchev ses ânes, ses chèvres et ses livres. Il lui a fait faire, juste avant la tombée de la nuit, un petit tour de la propriété. « Ce n'est pas un palais, c'est une maison construite en 1783 par des paysans », lui a-t-il dit. « Je vous envoie. Cette maison est à la fois modeste et très belle », lui a répondu son invité. Le président français a indiqué la direction de l'océan, distait seulement de quelques kilomètres. « La plage est aussi à vous ? », s'est enquis M. Gorbatchev. « Non, elle appartient à tout le monde », a précisé M. Mitterrand.

Ces propos badins ont ponctué la visite du président soviétique et de son épouse Raisa à la « bergerie » landaise de M. Mitterrand. M. Gorbatchev était arrivé mercredi 30 octobre à 5 heures de l'après-midi à l'aéroport de Biarritz, venant de Madrid, où il avait coprésidé, avec M. Bush, le cérémonial d'ouverture de la conférence sur la paix au Proche-Orient. M. Mitterrand l'attendait sur le tarmac, et les deux hommes ont effectué dans la même voiture le trajet, long d'une quarantaine de kilomètres, qui sépare Biarritz de Latche.

Le protocole avait été réduit au minimum pour cette courte visite : une rapide prise d'armes sur l'aéroport de Biarritz, pas de discours d'arrivée. La but de l'exercice était de permettre aux deux dirigeants, dans le cadre champêtre de la maison landaise du président français, de faire tranquillement le point sur les nombreux événements de ces derniers mois.

Sans

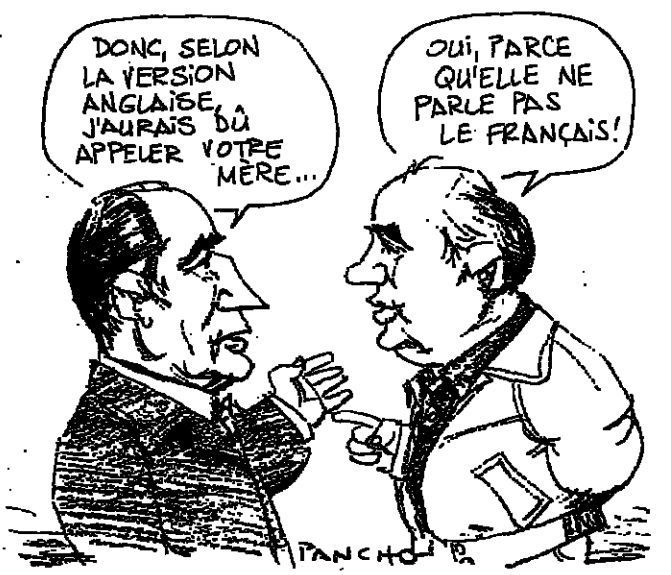
« regret »

Il ne s'étaient pas vus depuis leur petit-déjeuner londonien, le 17 juillet dernier, en marge du sommet du G 7 dans la capitale britannique. MM. Mitterrand et Gorbatchev ont eu mercredi en fin d'après-midi un entretien d'une heure et demie, dans la bibliothèque-pièce de séjour du président, aux murs blanchis à la chaux. Ils n'étaient entourés que de leurs conseillers diplomatiques respectifs, MM. Morel et Tchernav, de leurs porte-paroles, MM. Mustelli et Gratchev, et de leurs interprètes. Leurs épouses les ont rejoints pour le dîner, auquel figuraient foie gras et chateau yquem.

Avant de passer à table, ils ont répondu en direct aux questions d'Antenne 2. M. Gorbatchev a été interrogé sur le « regret », exprimé dans son livre *Le Putsch*, qui vient de paraître en français aux éditions Orban, que M. Mitterrand ne l'ait pas appelé au télé-

phone à Foros, en Crimée, dans l'après-midi du 21 août, immédiatement après qu'il eut été libéré. « Je ne cherche nullement querelle à M. Mitterrand. Si c'est dans le livre, ce n'est pas moi qui l'y ai mis », a-t-il affirmé. Visiblement piqué au vif par les commentaires

encore, « un partenaire bienveillant et solide » et il a confiance que « les Etats-Unis nous aideront comme il convient ». Son « ami François Mitterrand » lui a également affirmé que la France n'allait pas changer d'attitude à son égard.



suscités par cette affaire, le président français l'a interrompu pour révéler que le « regret » en question ne figurait pas dans l'édition anglaise de son ouvrage.

Il reste que M. Bush a pu joindre M. Gorbatchev à Foros, et pas M. Mitterrand. C'est pure « malchance », a expliqué le président français. Lorsque la communication a pu être établie entre l'Elysée et Foros, M. Gorbatchev était déjà parti pour Moscou. On avance, dans l'entourage de M. Mitterrand, une explication possible. Dans l'édition anglaise, M. Gorbatchev fait part de son « regret » de n'avoir pu téléphoner à sa mère, âgée et inquiète, lors de sa séquestration en Crimée. Ce passage a sauté, dans la version française, pour être remplacé par la phrase infortunée. Il y a peut-être une confusion.

Le président soviétique a-t-il perdu tout espoir dans le communisme ? M. Gorbatchev ne répond pas directement. Il était resté secrétaire général parce que cette fonction était une « structure essentielle du pouvoir » et qu'il en avait besoin pour en finir avec le « totalitarisme ». Mais il ne pouvait plus garder de liens avec le parti des lors que de nombreuses instances de celui-ci avaient soutenu le putsch. Cela dit, il est hostile à toute « chasse aux sorcières » contre les communistes.

M. Bush lui a-t-il accordé à Madrid la même considération que par le passé ? Le président américain s'est montré, cette fois

Le président français a été particulièrement net dans son soutien. Pour lui, il ne fait pas de doute que l'aide occidentale doit être accordée « à l'Union ». Il est important que l'Union, défendue avec acharnement par M. Gorbatchev, finisse par prévaloir, même si la France est prête à avoir des relations de coopération avec celles des Républiques qui le voudront », a affirmé le président français.

De la même façon, M. Mitterrand a répété que le « centre » devait « exercer le commandement » en matière d'armes nucléaires, et qu'il ne pouvait être question d'une quelconque « dispersion » dans un domaine aussi sensible. Le président français a rappelé à cette occasion son projet de réunion des quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) pour examiner la situation résultant des changements récents. M. Gorbatchev lui a rendu son soutien à cette initiative.

La question de l'aide économique occidentale à l'URSS a été abordée jeudi matin, au cours d'un petit-déjeuner auquel assistaient M. Lauer, secrétaire général adjoint de l'Elysée, M. Mitterrand et Gorbatchev devant ensuite donner une conférence de presse commune avant que le président soviétique et son épouse ne s'enlèvent pour Moscou en fin de matinée.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les principales déclarations de M. Mitterrand et de M. Gorbatchev

Le président de la République française, M. François Mitterrand, et son homologue soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev ont répondu en direct, mercredi 30 octobre, aux questions d'Antenne 2.

S'agissant de l'attitude de la France à l'égard de l'Union soviétique, M. Gorbatchev a expliqué que « le président de la France a toujours eu beaucoup de compréhension à l'égard de ce qui se passe en Union soviétique. Nous avons reçu de la part de la France et de son président non seulement des expressions de solidarité, non seulement des mots, mais aussi des mesures et des intentions pratiques en ce qui concerne les crédits et la coopération économique ».

Revenant sur le putsch du 19 août, le numéro soviétique a affirmé : « C'est un drame personnel pour moi qu'une bonne partie des comités du Parti, de différents niveaux, aient pris position pour le putsch et l'aient soutenu. Je suis contre la poursuite du processus démocratique. Chacun doit faire son choix, y compris le choix idéologique et moral, dans des conditions de liberté spirituelle ; qu'il entre dans celui des partis qui correspond à ses vues, à ses idées. Les communistes ont déjà parcouru un long chemin depuis le putsch. Depuis deux mois, ils ont tenu vers de nouvelles structures, ont créé un Parti socialiste, d'autres partis aussi, sur la base de ce qui unissait dans le temps diverses tendances et courants du Parti communiste. Voilà ma position ».

Le président français a expliqué quant à lui qu'il avait cherché à joindre son homologue soviétique à

la fin du putsch : « Il ne peut pas y avoir de maintien, d'autant plus que dès le lundi matin j'avais cherché à l'atteindre, et, comme la plupart des chefs d'Etat, j'ai échoué car il fallait passer par Moscou et bien entendu on ne nous facilitait pas les communications. La malchance se limite à une demi-heure pendant laquelle M. Bush a pu en effet, et je l'en félicite, atteindre M. Gorbatchev et lui dire tout aussitôt sa joie de le voir libéré. Dans la demi-heure qui a suivi la libération et précédé le départ très rapide de M. Gorbatchev pour Moscou, où il a repris le plein exercice de ses fonctions, je ne l'ai pas atteint, voilà à quoi se limite le débat. Je le répète, j'insiste beaucoup - c'est vous qui m'avez posé la question - personne n'a pu atteindre M. Gorbatchev pendant le moment où il était en danger ».

« Je ne crois pas que ce que vous avez dit soit dans mon livre. Je ne cherche aucunement querelle au président de la France, M. Mitterrand. Si quelque chose de ce genre est dans le livre, ce n'est pas de moi, ce n'est pas mon livre (...) » a ajouté M. Gorbatchev à propos des « regrets » qu'il aurait exprimés dans son ouvrage. M. Mitterrand : « Ce qui est tout à fait intéressant, c'est que dans le texte paru en anglais, qui est le texte initial, il n'est pas fait état de la moindre différence de ce que vous considérez comme un incident, il n'en est pas question. Il y a là une différence de texte tout à fait surprenante ».

M. Mitterrand a d'autre part expliqué qu'il était très important « que l'Union que défend à tout prix Mikhaïl Gorbatchev finisse par prévaloir, bien entendu dans un système fédéral et démocratique. C'est très important. Chacune des Républiques dispose de son plein droit de choisir son destin, et la France entretiendra avec celles qui le désireront des relations de coopération. Mais, aujourd'hui, M. Gorbatchev est président de l'Union, il représente son pays. Mais il est normal que la France, qui, je le

répète, entretient de bonnes relations avec plusieurs des Républiques, particulièrement avec la République de Russie, entende traiter avec les instances qualifiées et particulièrement avec un homme dans lequel elle a confiance et qui est à mes côtés ce soir ».

A propos de l'armement nucléaire soviétique, M. Gorbatchev s'est voulu rassurant en rappelant que les dernières déclarations des Républiques dans lesquelles se trouvent des missiles nucléaires stratégiques (Russie, Ukraine, Kazakhstan) sont en faveur de leur contrôle par le centre : « mais le centre sera déjà un autre centre dans les conditions de l'Union nouvelle ». Il a également estimé qu'il n'y avait pas « concurrence » entre ses déclarations en faveur d'un « moratoire » en ce qui concerne les essais nucléaires et celles de M. Boris Eltsine demandant un arrêt d'un an. « Dans ce domaine, a-t-il déclaré, j'ai une position de principe, je me tiendrai à ce qui a été convenu avec tous les dirigeants, y compris le camarade Eltsine ». Pour sa part, M. François Mitterrand a expliqué qu'il continuait « de croire qu'il y a quand même un sens des responsabilités dans les Républiques et qu'il y en a un très fort à la tête de l'Union et qu'il ne peut pas être question de disperser les centres de commandement dans une matière aussi grave que celle de l'armement nucléaire ».

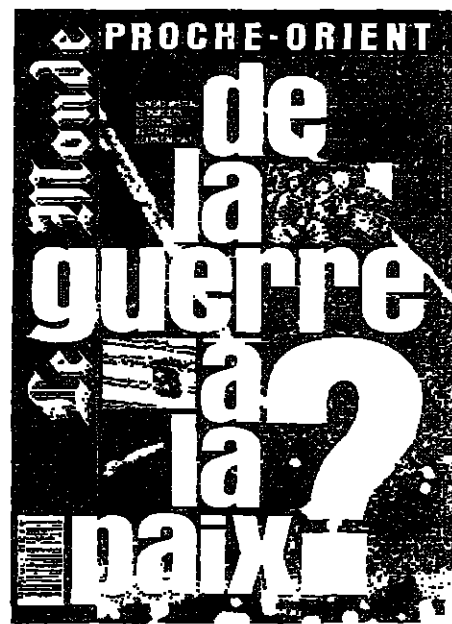
Enfin, à propos de l'absence de la France à Madrid, M. Mitterrand a affirmé : « La France et l'Europe n'ont jamais été, malheureusement, partie prenante depuis trente et quarante ans dans ce type de débat. Ce sera un progrès quand on y sera parvenu, c'est-à-dire quand l'Europe sera reconnue comme partenaire de plein droit, et nous y travaillerons ; j'espère bien que ce sera le cas d'ici la fin de l'année, lorsque nous nous rencontrerons aux Pays-Bas. Quant à la France, elle a, croyez-moi, été très utile tout le long de la préparation de cette conférence, les historiens le verront un peu plus tard ».

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT : DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien. Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.



132 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
PAYS _____
FRANCE (métropole uniquement) _____ Nombre d'ex. : _____ X 50 F (port inclus) = _____ F
DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ X 55 F (port inclus) = _____ F
Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE. 1/4 LM

Accusée par Washington d'aider l'Iran

La Chine diffère sans explication la ratification du traité de non-prolifération nucléaire

La Chine a annoncé, sans explication, jeudi 31 octobre, qu'elle différerait la ratification du traité de non-prolifération nucléaire, au moment même où Washington l'a accusée de coopérer dans ce domaine avec l'Iran.

PEKIN

de notre correspondant

La réclame chinoise n'a pas fait l'objet d'une grande publicité : son annonce figurait dans le compte-rendu d'une session du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Ce comité, après avoir « délibéré attentivement d'une proposition du Conseil d'Etat (gouvernement) d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire, a décidé d'en référer à des réunions ultérieures en vue d'études plus approfondies ».

La décision avait été annoncée en août au premier ministre japonais d'alors, M. Kaifu. La Chine, dernière puissance nucléaire à n'avoir pas signé le TNP après la décision française d'y adhérer,

n'avait pas donné de date pour sa ratification. Mais la décision politique paraissait avoir été prise. A en juger par l'étonnante report qui vient d'être annoncé, elle peut encore être révisée. Que s'est-il donc passé ?

Il faut vraisemblablement voir le résultat d'un durcissement américain à l'égard des pratiques chinoises en matière de ventes de technologies sensibles. Pour la première fois, un responsable du département d'Etat, M. Richard Solomon, secrétaire-adjoint pour l'Asie et le Pacifique, a déclaré mercredi devant le Congrès que Washington « pense qu'il existe une forme de coopération nucléaire entre la Chine et l'Iran ».

M. Yang Shangkun à Téhéran

M. Solomon était interrogé par les sénateurs sur des révélations du Washington Post, accusant Pékin de vendre à Téhéran des équipements susceptibles de fabriquer la matière fissile nécessaire à la confection d'une arme nucléaire. « Il y a quelque chose là-dessous, dont nous avons parlé avec les Chinois et que nous continuerons à

suivre », s'est-il borné à dire. Il a mis l'accent sur le fait que, sur d'autres dossiers d'exportations sensibles, la Chine s'était montrée « réceptive » aux plaintes américaines, en refusant par exemple de livrer des missiles promis au Pakistan et à la Syrie.

Une partie de bras de fer plus sérieuse qu'il n'était initialement envisagé sur l'adhésion chinoise au TNP paraît donc engagée. Elle s'est ouverte au moment même où le président chinois, M. Yang Shangkun, arrivait à Téhéran en visite officielle. Il est le premier chef d'Etat d'un pays membre du Conseil de sécurité des Nations unies à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979. Les autorités iraniennes ont démenti les informations faisant état de ventes chinoises de technologie nucléaire à Téhéran. La presse américaine, sur la foi de fuites officielles, soupçonne aussi la Chine de s'être dotée d'armes biologiques. A Pékin, un diplomate occidental bien informé a déclaré mardi ne pas avoir connaissance d'éléments venant à l'appui de cette hypothèse, mais il ne l'a pas non plus explicitement écartée.

FRANCIS DERON

سکتا میں لاکھ

هنا من الود

EUROPE

URSS : après avoir annoncé son intention de devenir également premier ministre de Russie

Le président Eltsine demande des pouvoirs spéciaux

Deux jours après avoir annoncé son désir de prendre lui-même la tête du gouvernement russe, tout en réclamant un accroissement de ses pouvoirs de président, M. Boris Eltsine a précisé, mercredi 30 octobre, ses intentions dans une série de documents remis au congrès des députés russes.

MOSCOU

de notre correspondant

Pour que le pouvoir exécutif, dans « la situation extrême » que connaît aujourd'hui la Russie, puisse engager rapidement les réformes économiques, M. Boris Eltsine entend d'abord suspendre toutes les élections jusqu'au 1^{er} décembre 1992, sauf dans le cas où des députés devraient être remplacés. Ce blocage des procédures électorales concerne en particulier la désignation des responsables de l'administration dans les régions qui font l'objet d'un conflit entre M. Eltsine et le Parlement russe. Ce dernier a en effet décidé récemment que ces sortes de gouverneurs ou de préfets devraient être élus d'ici à la fin de l'année — une mesure qui, selon le président russe, ne ferait que paralyser l'administration locale et la mettrait dans l'impossibilité de prendre les mesures impopulaires

qui s'imposent de toute urgence. D'autre part, M. Eltsine entend pouvoir introduire les réformes économiques par le biais de décrets qui entreraient en vigueur automatiquement, à moins que le Parlement ou son présidium ne s'y opposent dans un délai de sept jours. Auquel cas ces décrets devraient être considérés comme des projets de loi et être examinés prioritairement. C'est d'ailleurs un proche de M. Eltsine, M. Rousslan Khasboulatov, qui vient d'être confirmé par le Congrès à la tête du présidium du Soviet suprême de Russie.

Commentaires contradictoires

Le président russe veut aussi être en mesure de supprimer les textes législatifs actuellement en vigueur sur le territoire russe quand ils constituent une entrave à l'application des réformes économiques. Enfin, M. Eltsine souhaite pouvoir modifier, de sa propre autorité, la composition des organes de l'exécutif, c'est-à-dire nommer des responsables ou supprimer tel ou tel ministère sans en référer au Parlement.

C'est donc un accroissement considérable de sa liberté d'action que réclame le « président premier ministre ». Mais il semble assez peu probable que le Congrès des députés s'oppose à ses désirs, qui présentent pour les élus un certain

avantage. M. Eltsine prend en effet sur lui toute la responsabilité du succès ou de l'échec de la réforme qu'il a spectaculairement annoncée, lundi 28 octobre, et les députés ont intérêt à le laisser faire plutôt qu'à lui mettre des bâtons dans les roues et risquer de se voir montrer du doigt par la population. Les sondages montrent que le public est à présent très largement favorable à un renforcement des pouvoirs du président russe.

Dans le même temps, le plan

économique de M. Eltsine continue à faire l'objet de commentaires contradictoires.

Si certains économistes et élus font valoir que, quels que soient les risques, il n'y a plus d'autres choix, d'autres affirment que ce remède de cheval s'avère insupportable. Pour sa part, le président russe a décidé d'envoyer à travers le monde une série d'émissaires chargés d'expliquer ses projets.

JAN KRAUZE

Bousculade meurtrière à la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Turquie

Près de quarante mille Azéris se sont rassemblés dans la matinée du mardi 29 octobre à la frontière turque pour participer à la première ouverture, depuis la fin de la guerre froide, d'un pont sur le fleuve Aras qui sépare l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cette cérémonie solennelle avait été organisée par le président du Parlement du Nakhitchevan, une République autonome de l'Arménie soviétique, peuplée majoritairement d'Azéris. Après un retard de plus de cinq heures, la foule s'est impatientée et quelque dix mille personnes se sont ruées vers le pont. Dans

l'énorme bousculade qui a suivi, deux personnes ont été précipitées dans le fleuve et ont péri noyées, selon l'agence Tass. Les autorités turques affirment qu'aucun corps n'a été retrouvé. D'après le sous-préfet d'Arak, la ville frontalière turque, « pratiquement tous les Azéris ont regagné leur pays mercredi matin ».

Par ailleurs, trois membres de la communauté arménienne du Haut-Karabakh ont été tués, mardi 29 octobre, au cours de nouveaux affrontements avec des Azéris. Les incidents se sont déroulés à Stepanakert et dans la région d'Askeran. — (AFP, Reuter.)

FINLANDE : profitant du nouveau contexte politique européen

Helsinki révisé ses relations avec Moscou

Depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat à Moscou en août dernier, la Finlande révisé à vive allure ses relations avec son grand voisin soviétique. Tout ce qui, il y a un an encore, semblait relever d'un avenir plus ou moins flou, est aujourd'hui abordé dans les termes les plus concrets. Le traité d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération, signé en 1948 entre Helsinki et Moscou au sortir des deux guerres meurtrières que s'étaient livrées la Finlande et l'URSS de 1939 à 1944, est ainsi appelé à devenir prochainement un souvenir historique. Le 14 octobre dernier, en effet, ont débuté à Moscou des négociations bilatérales visant à définir la forme que prendront à l'avenir les relations entre les deux voisins.

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

« Il ne s'agit pas de réviser le traité, mais de le remplacer par un accord », M. Paavo Vayrynen, le ministre finlandais des affaires étrangères, insiste sur ce point. Les entretiens qu'il avait eus, en septembre à New-York, avec son homologue soviétique, M. Boris Pankine, à l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, ont ouvert la voie. Les Soviétiques ne voyant « aucun obstacle » à un ajustement formel de leur coopération avec les Finlandais.

La formule souhaitée par Helsinki s'apparenterait aux accords déjà conclus par l'URSS avec la France, l'Allemagne et l'Italie, trois pays de cette Europe occidentale dont la Finlande veut devenir un membre à part entière, reconnu, débarrassé de l'ambiguïté de ses relations spéciales avec l'Union soviétique.

La fin

de « l'assistance mutuelle » Les termes d'« amitié » et de « coopération » restent actuels, celui d'« assistance mutuelle », en revanche, a fait son temps. Il n'y aura plus aucune trace, dans le nouveau texte, des clauses militaires contenues dans le traité de 1948 : celles-ci punissaient encore la Finlande d'avoir demandé l'aide du Reich en 1940 pour faire face aux Soviétiques. Il n'est donc plus question d'assistance militaire soviétique à la Finlande

ni de « consultations » nécessaires entre Helsinki et Moscou en cas de danger ou de crise. Le nouvel accord sera politique — il insistera sur les relations de bon voisinage entre les deux pays — et économique.

En fait, les relations avec la République de Russie apparaissent plus importantes aux Finlandais visant à développer les régions frontalières entre les deux Républiques. « Mourmansk, Saint-Petersbourg et la Carélie sont les seules régions de Russie et d'URSS qui ont des frontières communes avec un pays capitaliste », dit M. Vayrynen. La Carélie, c'est la Finlande, est aujourd'hui revendiquée par un nombre croissant de Finlandais. Mais M. Koivisto est formel : la Carélie, « perdue en deux guerres et trois traités », ne figurera pas à l'ordre du jour des négociations.

L'attrait de la CEE

Libérée de ce traité de 1948 qui la rendait suspecte, la Finlande pourrait ainsi rejoindre plus facilement le camp de l'Europe communautaire. Il y a à quelques semaines, en plein débat sur le budget, au Parlement d'Helsinki, le ministre conservateur du commerce extérieur, M. Pertti Salonen, lançait haut et fort l'idée, reprise ensuite par le leader de l'opposition social-démocrate, M. Pertti Pasila, d'une demande d'adhésion à la CEE.

Les centristes (ex-agriculteurs) du ministre des affaires étrangères sont partagés. Prudents, ils ne parlent pour l'instant, comme le chef du gouvernement, M. Esko Aho, que d'une candidature « éventuelle » de la Finlande. Mais l'idée, même chez eux, a fait beaucoup de chemin en peu de temps.

Si le président Koivisto n'a toujours pas donné officiellement son avis, il aurait laissé entendre qu'il ne serait pas opposé à une démarche en ce sens. De l'avis général, la demande d'adhésion de la Finlande pourrait être déposée dans la première moitié de 1992.

FRANÇOISE NIETO

AMÉRIQUES

HAÏTI : la visite du chef de l'Etat légitime à Paris

Les impatiences du Père Jean-Bertrand Aristide

L'exil s'écoule de plus en plus mal au président Jean-Bertrand Aristide, le « père du peuple haïtien », reçu à Paris avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat, mercredi 30 octobre, quatre semaines après son renversement par le général Cédras. Le président légitime élu d'Haïti n'a pas envisagé un instant de demander l'asile politique à la France, nous a-t-il déclaré, tant il paraît pas douter d'un retour prochain dans son pays.

major Michel François, à qui il promet un procès pour « crime contre l'humanité », seraient les promoteurs. Le prêtre, adepte de la théologie de la libération, manifeste d'autres impatiences lorsqu'on évoque devant lui le discours radiodiffusé qu'il a prononcé le 27 octobre, trois jours avant le putsch, au cours duquel il avait, avec les accents d'un Robespierre, invité indirectement ses paroissiens à infliger le supplice du Père Lebrun (pneu enflammé autour du coup) aux anciens tontons macoutes. « Mauvaise interprétation de phrases en créole sorties de leur contexte », dit le Père Aristide, qui affirme n'avoir jamais fait l'apologie que d'un seul « outil et instrument » : la Constitution.

Il ne retire rien, en revanche, de ses propos tenus le même jour contre la bourgeoisie d'Haïti.



SZABO MATIN

Au septième jour d'une tournée européenne qu'il conduit à Genève et à Bruxelles, le chef du mouvement Louverture (le Tonnage qui nettoie tout sur son passage) en créole) ne cache plus sa grande impatience, en dépit d'efforts érudits pour se montrer serein et prudent. Certes, le président Mitterrand lui a réitéré son soutien et sa « solidarité » : Paris demande toujours son retour « sans conditions » à Port-au-Prince et prône une stricte application des sanctions adoptées par la communauté internationale depuis le coup d'Etat du 30 septembre, la France ayant elle-même suspendu sa coopération et son aide (210 millions de francs). Certes, aussi, les Etats-Unis, principal partenaire économique d'Haïti, viennent enfin de décréter un embargo commercial, trois semaines après en avoir approuvé le principe au sein de l'OEA.

accusée de s'être enrichie en « pillant et volant » et fermement invitée « à se conformer aux règles du jeu démocratique ». « Ceux qui peuvent se sentir concernés par ce discours forment une oligarchie qui a toujours utilisé l'armée pour maintenir des structures de répression, d'exploitation et d'injustice ». Tous les arguments sur une prétendue dérive autoritaire ne sont que « pièges tendus par l'ennemi », ces militaires qu'il accuse d'être responsables de l'assassinat du pasteur Sylvio Claude (l'un de ses adversaires à l'élection présidentielle), en guise de provocation, juste avant le putsch.

Le Père Aristide brûle de reprendre ses missions là où il les a laissées (lutte contre la corruption, alphabétisation, réforme agraire et décentralisation), avec, cette fois, un gouvernement n'excluant pas les membres de la classe politique, à condition toutefois qu'ils n'aient pas cautionné ouvertement les militaires putschistes et le « gouvernement fantôme » actuel.

Sans prétendre n'avoir pas fait d'erreur, ce docteur en théologie et diplômé en psychologie ne pense pas que le cours des événements ait été changé s'il avait ouvert plus tôt son gouvernement aux dirigeants des innombrables partis, au lieu de se contenter de choisir uniquement ses ministres parmi les intellectuels et les technocrates. « Quand le virus de la corruption passe par le sang, la tradition du coup d'Etat fait irruption », ajoute-t-il. Tel est le principal des maux que l'incorruptible président, âgé de trente-huit ans, n'a pas réussi à combattre. Provoirement, espère-t-il.

MARTINE JACOT

EN BREF

o CAMBODGE : libération de prisonniers politiques et de guerre. — Le gouvernement de Phnom-Penh a annoncé, mercredi 30 octobre, la libération de 1 034 détenus, dont 442 détenus politiques et 483 prisonniers de guerre. D'autres libérations sont prévues, « particulièrement des prisonniers politiques », en raison de la signature, la semaine dernière à Paris, de l'accord de paix sur le Cambodge, a précisé le ministre de l'Intérieur. — (Reuter, AP.)

o ETATS-UNIS : rejet d'un projet de loi sur l'aide à l'étranger. — La Chambre des Représentants a rejeté, mercredi 30 octobre, un texte de loi portant sur une aide de 25 milliards de dollars à l'étranger au cours des deux prochaines années. Les élus ont signifié qu'ils souhaitent se préoccuper davantage de la récession et

des problèmes domestiques. Le même jour, une étude du département de l'Agriculture indiquait que 23,6 millions d'Américains ont recours aux bons d'alimentation émis par le gouvernement à l'intention des personnes touchant moins de 1 117 dollars par mois. Plus de 3 millions de nouveaux bénéficiaires ont été recensés par rapport à l'an dernier. — (AFP.)

o INDE : grave accident de train. — Au moins quarante-deux personnes sont mortes et une centaine d'autres ont été blessées lors du déraillement d'un train, survenu mercredi 30 octobre près de Bangalore, dans le sud de l'Inde. Onze des vingt wagons ont quitté la voie après que la locomotive eut heurté une masse de rochers éboulés à la suite de pluies torrentielles qui affectent plusieurs Etats méridionaux, et plus spécialement le Karnataka. — (AFP, AP, Reuter.)

Un r

L'IMPENSABLE : la réalité : la guerre du Golfe de cette nécessité diplomatique de prenantes ont action de la confi

Je vois dans l'un symbole : c'est jadis, combattre religions mondiales qu'il s'a retrouver l'har entre croyances

Chacun sent que les armes conflit israéli négociation de la paix. Que arrière-pensées autres, un pas accomplir le 3 l'espère qu'il préconçus, l' disent déjà : toire de proc d'rai : « Sans ble, le fon abordé »

Une fois entamée d'une e : galvaudée, r signification parvenir à ble dans a Depuis la d 1980, la C dans les le et le Parle vant, ce t Hussein de Shamir, ci ses moyen logie.

Pour n plusieurs « La cor garantir l des fronti de tous l

LE F DE I de a 228

E sur vae qu cor de for da R à ql m bi et

Un convoi humanitaire est arrivé à Dubrovnik

Le premier bateau du convoi humanitaire à destination de Dubrovnik, le *Slavija*, est arrivé, jeudi matin 31 octobre, dans le port de Gruza-Dubrovnik, après deux jours de défilés avec les autorités militaires maritimes.

De nombreux habitants de Dubrovnik, assiégé depuis un mois par l'armée yougoslave, étaient venus saluer le convoi, conduit par le président de la Fédération, le Croate Stipe Mesić. Vingt-huit autres bateaux, dont plusieurs chalutiers, chargés d'environ 80 tonnes d'aide alimentaire, étaient attendus dans la matinée. Des unités de la marine de guerre avaient procédé, mercredi, au contrôle du *Slavija*, qui était parti de Split.

En Croatie, les combats se poursuivent, en particulier en Slavonie. Plus de quinze militaires yougoslaves ont été tués et une vingtaine d'autres blessés, mardi, dans une attaque lancée par les forces croates à Paklenica, à 150 kilomètres au sud-est de Zagreb, près de l'autoroute Belgrade-Zagreb, indiquée mercredi l'agence yougoslave Tanjug, citant des sources non officielles. Un communiqué du camp d'armée de Banja Luka (Bosnie-Herzégovine) publié dans l'après-midi avait reconnu la mort d'un certain nombre de soldats à Paklenica et souligné que les pertes avaient été beaucoup plus importantes du côté

croate. Selon ce communiqué, les forces croates avaient revêtu des uniformes de l'armée yougoslave pour s'approcher des positions de l'armée fédérale.

A Belgrade, le vice-premier ministre de Serbie, M. Budimir Kostić, a accusé l'armée yougoslave d'être « dirigée de manière incompétente » dans les zones de combat en Croatie, a indiqué, jeudi 31 octobre, le quotidien de Belgrade *Politika*.

Il faut demander des comptes « à de nombreux responsables » pour « ce qui se passe autour de Vukovar et ce qui s'est passé en Slovénie », a déclaré M. Kostić, cité par le journal, en dénonçant « une direction particulièrement incompétente de l'armée qui a laissé des soldats et de l'armement dans des casernes se faire encercler par les forces croates ».

L'armée, qui encerclait Vukovar (est de la Croatie-150 km à l'ouest de Belgrade) depuis deux mois, n'a pas réussi à prendre la ville, défendue par environ quatre mille Croates, selon des sources militaires yougoslaves, en dépit d'un impressionnant dispositif incluant des unités de blindés, d'artillerie, d'orgues de Staline, l'utilisation de la marine de guerre stationnée sur le Danube (qui borde Vukovar) et de nombreux tanks et bombardements aériens. A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé, mercredi, ses préoccupations devant la détérioration de la situation générale en Yougoslavie, particulièrement sur le plan humanitaire, et le non-respect de l'armistice de 1991. L'Assemblée générale de l'ONU, qui se réunit à la fin de ce mois, certains pays seraient à présent favorables à un arrêt des livraisons de produits pétroliers à la Yougoslavie. — (AFP, AP.)

POLOGNE

La proposition de cumul de M. Walesa ne suscite guère d'enthousiasme

L'idée de M. Lech Walesa de cumuler les fonctions de président et de premier ministre (*Le Monde* du 31 octobre) a reçu un accueil réservé dans la classe politique polonaise. L'ancien chef du gouvernement, M. Tadeusz Mazowiecki, leader de l'Union démocratique (UD), a réagi sans grand enthousiasme à cette idée. « Laissez-moi le temps d'y réfléchir calmement », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien, mercredi 30 octobre, avec le chef de l'Etat.

Surprise également dans les commentaires de la presse polonaise. Pour le quotidien *Gazeta*, « l'idée [de M. Walesa] est à première vue choquante, mais elle présente une réflexion faite, certains avantages ». Parmi ces avantages, les journaux, comme *Zycie Warszawy*, citent « le renforcement de l'exécutif », mais s'inquiètent de l'abandon dans ce cas par le chef de l'Etat de son « rôle d'arbitre » entre le Parlement et le gouvernement.

Une panne d'ordinateurs a de nouveau retardé la publication des résultats officiels des élections du 27 octobre à la Chambre basse. Au Sénat, l'Union démocratique s'est assurée, avec 21 sièges sur les 100 à pourvoir, le plus grand nombre de sièges. Les autres partis se classent dans l'ordre suivant : Solidarité (11 sénateurs), Alliance du centre (POC, 9), Action catholique (WAK, 9), PSL (ex-satellite des communistes, 8). Entente populaire (Solidarité rurale, 7). Congrès libéral démocratique (parti de l'actuel premier ministre Jan Krzysztof Bielecki 6).

Le parti de la Social-démocratie (SLD, ex-communiste), qui a fait une percée spectaculaire à la Chambre des députés en s'adjugeant, selon des résultats partiels, 48 sièges, n'a obtenu que 4 sièges au Sénat. Le secrétaire général de cette formation, M. Leszek Miller, a déclaré que le SLD restait dans l'opposition. — (Reuter, AFP.)

AFRIQUE

ZAÏRE : malgré le retrait des soldats français et belges

La plupart des missionnaires étrangers sont décidés à rester

Jeudi 31 octobre à l'aube, au lendemain de la nomination d'un nouveau gouvernement et le jour même du départ des dernières forces françaises présentes à Kinshasa, des mouvements de troupes ont été observés dans la capitale zaïroise. Des camions militaires chargés de soldats de la division spéciale présidentielle quadrillaient la ville.

KINSHASA

de notre envoyé spécial
« Ça fait trente-trois ans que je suis au Zaïre. Pourquoi devrais-je prendre la fuite et laisser mes biens dans le pays ? », proteste d'une voix douce une Sœur de la Charité de Jésus et Marie, une des plus anciennes congrégations catholiques qui compte le pays. Parmi les quelques trois cents religieuses de cette communauté, une quarantaine seulement sont d'origine européenne. « Jusqu'à présent, elles ne sont que cinq ou six à avoir demandé à partir », assure-t-on. Bien que chacun s'accorde à reconnaître que l'actualité dérive constitue « la crise la plus grave que le pays ait jamais connue », la grande majorité des missionnaires étrangers semblent décidés à rester.

« Jusqu'à maintenant, les émeutes ne s'en sont prises qu'aux biens, pas aux personnes », réplique-t-on à l'œuvre. Tant que les religieux ne seront pas en danger physique, il ne sera pas question de leur départ. Seuls « ceux qui sont trop âgés ou malades ou qui ne se sentent pas capables de tenir le choc psychologique » ont demandé à être évacués. La plupart des congrégations ont pourtant reçu des consignes pour quitter le pays.

A Kinshasa, où le nombre de missionnaires est de « deux ou trois cents », cinquante-trois noms étaient inscrits mercredi sur les registres de départ. Ce pourcentage officiel et provisoire traduit un malaise cer-

tain. Mais on est loin de la panique et des exodes massifs qui ont marqué le début des années 60, quand la « chasse aux Belges » faisait rage. A l'époque, les assassinats, viols et autres exactions perpétrés contre la communauté blanche s'élevaient à des dizaines.

« Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien à voir », affirme un homme d'Eglise, les gens ne se battent pas pour l'indépendance, leur révolte ne vise pas les blancs. Ils ont fait et ce qu'ils veulent, même s'ils expriment confusément, c'est que les choses changent. »

A Kinshasa, dans les faubourgs où les missions assurent souvent l'essentiel des soins de santé et l'éducation de la population, la réflexion communautaire pour un rôle de protection. Certains quartiers ont ainsi mis en place, à l'initiative des missionnaires, des « comités de vigilance » pour décourager les gangs de jeunes qui viennent rôder la nuit. On cite même le cas de plusieurs paroisses, comme celles de Kisumu, au sud de la capitale, que les habitants ont défendues et « sauvées du pillage ».

Encore

trois cents Français
Les émeutes qui ont ravagé Kinshasa à la fin septembre, puis Lubumbashi et les principales villes du Shaba à la fin octobre, de même que celles qui sont en train de secouer le bas Zaïre et l'est du pays, n'ont pourtant pas toujours épargné les missions. Plusieurs centres de production ont été attaqués et pillés. C'est le cas de la scierie de Kisumu (à une centaine de kilomètres au sud de Kinshasa), qui dépendait de l'évêché. Une douzaine de missionnaires ont dû quitter la ville.

De même, « une cinquantaine de Pères et de Sœurs » ont abandonné Kisumu, une ville de la région du Bandundu, et quitté le Zaïre. La situation n'est sans doute guère plus brillante à Kalemie, Goma, ou Bukavu, trois importantes localités de l'est du pays, où les razzias

menées par les soldats et les civils auraient, dit-on, « tout dévasté ». Les pillages qui ont commencé lundi soir à Goma et Bukavu se poursuivaient mercredi matin.

Sur les quelques trois cents Français qui ont choisi de rester, ce sont des missionnaires. Les opérations d'évacuation conduites par les forces françaises sont achevées. Le dernier bateau « humanitaire », transportant une centaine de Français, a fait la traversée de Kinshasa à Brazzaville mercredi.

Quant aux militaires français - environ cent quarante hommes - ils devaient faire leur paquetage jeudi à l'aube, le dernier car (une dizaine d'hommes) devant suivre dimanche. Côté belge - quelque huit cent cinquante parachutistes sous escorte sur le terrain - les choses devaient aller très vite aussi. Sauf imprévu, l'ensemble des troupes étrangères aura quitté le Zaïre en début de semaine prochaine.

Coincidence peut-être, c'est à la veille du départ des forces françaises que le premier ministre, M. Mungul Diaka, a annoncé la composition de son « gouvernement de combat », composé de vingt-sept ministres et de sept secrétaires d'Etat. Malgré les affirmations de M. Mungul Diaka assurant que l'Union sacrée - qui regroupe la plupart des partis de l'opposition - « se taille la part du lion », aucune personnalité de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ou de M. Etienne Tshisekedi, ou de l'UPFER de M. Nguz Karl I Bond n'y figure.

C'est pourtant dans le calme que la population de Kinshasa a accueilli l'annonce de ce nouveau gouvernement, le quatrième depuis le début de l'année. Un calme qui ne durera peut-être pas, selon M. Tshisekedi, figure de proue de l'opposition, le nouveau gouvernement, privé « de toute légitimité », « n'existe pas » et « le peuple ne va pas rester indifférent à une telle provocation ».

CATHERINE SIMON

LIBÉRIA : lors d'un sommet en Côte d'Ivoire

Le chef rebelle Charles Taylor a accepté le déploiement de la Force ouest-africaine d'interposition

Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de M. Charles Taylor a accepté, dans la nuit du mercredi 30 au jeudi 31 octobre, de laisser le contrôle militaire de l'ensemble du pays à la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), qui dépend de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, uniquement présente à Monrovia jusqu'à présent. A l'issue d'un sommet des chefs d'Etat ou ministres de douze pays de la région, à Yamoussoukro, la capitale politique ivoirienne, un accord a été signé, notamment par M. Taylor, attribuant à l'ECOMOG la tâche de superviser le désarmement des factions belligères d'ici à la mi-janvier et prévoyant l'organisation d'élections dans les six mois à venir. Le week-end dernier, l'ancien président américain Jimmy Carter s'était rendu au Libéria, où il avait rencontré le président intérimaire Amos Sawyer et M. Taylor.

Il aura fallu quatre sommets à Yamoussoukro, l'implication de nouveaux pays - dont le Sénégal - dans le conflit, la médiation de M. Carter, pour que M. Taylor se fasse une raison. Le chef rebelle qui s'était lancé en décembre 1989 à l'assaut du dictateur Samuel Doe, accepte de voir l'ECOMOG, la force ouest-africaine d'interposition dont l'arrivée à Monrovia, il y a plus d'un an, avait permis la fin des combats dans la capitale et l'installation d'un gouvernement intérimaire, se déployer sur l'ensemble du territoire. Encore faudra-t-il que le foudroyant Charles Taylor respecte l'engagement qu'il vient de prendre à Yamoussoukro. Ce qui constituerait une première.

Combats, pillages, intimidations...

Les exactions dont la population libérienne souffre depuis près de deux ans n'ont pas pris fin avec le « cessez-le-feu » de l'automne dernier. Depuis le mois de mars, des combats agitent l'ouest du pays. Les protagonistes sont les mêmes qu'au début du conflit : d'un côté, les hommes de M. Taylor, de l'autre, ce qu'il reste des troupes de Samuel Doe, disparu dans d'atroces conditions en septembre 1990, torturé par les sbires du « rebelle dissident », Prince Johnson.

Replés en Sierra Leone et en Guinée, les anciens soldats de M. Doe, qui ont créé le Mouvement de libération uni pour la démocratie au Libéria (ULIMO), font depuis deux mois des incursions de plus en plus régulières en territoire libérien. Cette force de quelque deux mille hommes se heurte aux partisans de M. Taylor qui contrôlent tout le pays, à l'exception de Monrovia, et n'hésitent pas à se battre en Sierra Leone.

Un conflit régional

Depuis le début de septembre, le Man Bridge, le pont sur la rivière Mano qui marque la frontière, change régulièrement de mains, au prix, à chaque communiqué, de quelques dizaines de morts. La situation reste confuse et mal connue dans cette région où l'on ne s'aventure guère. A la mi-septembre, une équipe de Médecins sans frontières qui travaillait à Bomi - à 70 kilomètres seulement de Monrovia - a été baguée pour raison d'insécurité : les combats se rapprochaient dangereusement.

Affaire intérieure à ses débuts, le conflit a peu à peu atteint une dimension régionale. Les combats entre Libériens sur son territoire ont poussé la Sierra Leone à simplifier : la petite armée du général Momoh essaie de repousser les incursions du FNPL. En septembre, les Etats-Unis lui ont envoyé des conseillers militaires et une quarantaine de camions. La Guinée risque,

elle aussi, de se voir touchée, des troupes de l'ULIMO ayant élu domicile sur son sol. Des opposants aux régimes guinéen, sierra-léonais, gambien et des indépendantistes de Casamance se battaient aux côtés du FNPL.

Un territoire hors-la-loi

L'ECOMOG, force de sept mille hommes composée de soldats de tous les pays voisins, mais surtout de Nigériens, est restée jusqu'à présent cantonnée à Monrovia, seul périmètre sur lequel le gouvernement intérimaire de M. Amos Sawyer ait autorisé : le FNPL a gardé la mainmise sur le territoire qu'il avait conquis pendant la guerre.

Le mois dernier, le gouvernement intérimaire a adopté son premier budget : un budget dérisoire (150 millions de dollars pour un semestre alors que les Etats-Unis, au seul titre humanitaire, ont déjà dépensé 130 millions de dollars). Et pour cause... Le port de Buchanan, principal port minéralier, l'aéroport international de Robertsfield et l'ensemble des frontières, sont aux mains des rebelles. A eux, les recettes des exportations de bois, de diamants, de minerai de fer ! Une faune d'aventuriers aurait d'ailleurs investi ce territoire hors-la-loi où tous les trafics sont possibles.

En septembre, M. Taylor, qui a annoncé sa candidature à la future élection présidentielle, avait déjà accepté de désarmer. Mais il avait posé ses conditions. D'abord, le FNPL lui-même devait, selon lui, superviser le dépôt des armes. Il avait aussi exigé que le rapport des forces au sein de l'ECOMOG, trop favorable aux Nigériens à son goût, soit modifié. Un rééquilibrage a été entrepris ces derniers jours avec l'envoi à Monrovia de deux cents soldats sénégalais (sur un contingent prévu de quinze cents hommes), équipés par Washington. Prix de l'intervention sénégalaise : 1 million de dollars pour le budget américain.

MARIE-PIERRE SUBTIL

ZAMBIE : premières élections depuis l'instauration du multipartisme

Un face-à-face entre deux candidats sans programme

Les Zambiens devaient voter, jeudi 31 octobre, pour élire un nouveau Parlement et un président de la République. Pour la première fois depuis 1972, le pays renoue avec le multipartisme.

LUSAKA

de notre envoyé spécial
Il ne se sent rien égaré. Au fil d'une campagne électorale rondement menée, les deux principaux acteurs en présence, le Parti agraire de l'indépendance nationale (UNIP) du président Kenneth Kaunda, et le Mouvement pour la démocratie et le multipartisme (MMD) dirigé par le syndicaliste Frederick Chiluba, ont haussé le ton, oubliant parfois la plus élémentaire des courtoisies.

Il n'a jamais été question de programme économique ou politi-

que. Pas de débat non plus. Les deux candidats ont bondi à tour de rôle la perspective du chaos, menaçant de renfermer les Zambiens s'ils ne l'emportaient pas. M. Kaunda a même eu l'indélicatesse de convoquer le corps diplomatique dimanche et de remettre aux diplomates un rapport de justice sur un trafic de comprimés de Mandrax, une drogue très prise en Afrique, dans lequel étaient impliqués plusieurs membres de la direction du MMD. Mais le rapport était incomplet, aux dires de certains ambassadeurs. Il manquait plusieurs pages et les noms de membres de l'UNIP, également compromis dans cette affaire.

Mécanes et intimidations contre les sympathisants du MMD ont été perpétrées en province. Ici et là, les gros bras de l'UNIP sont passés pour distribuer la bonne parole. Ailleurs, des sorciers appointés par le pouvoir ont jeté des sorts sur les lieux de réunion

du MMD. Les paras militaires, la garde présidentielle du pouvoir en patrouillant en permanence les faubourgs des villes, ont imposé un couvre-feu de facto plusieurs semaines avant le « jour J ». Au plus haut niveau, le président Kaunda et M. Chiluba n'ont pas non plus reculé devant les insinuations et les attaques personnelles.

Des moyens financiers considérables

Avec des moyens financiers considérables, les deux partis ont rivalisé à coups d'écarts publicitaires dans la presse écrite et de spots et clips à la télévision. De toute évidence, la conception des séquences télévisées n'était pas zambienne, mais occidentale. Les deux adversaires avaient mobilisé les agences de communication les plus célèbres du monde. « C'était nécessaire ! Il nous fallait attirer la personne même de Kenneth Kaunda. Depuis 1964, il se prend pour le représentant de Dieu en Zambie. Nous devons détruire le mythe », explique un professeur d'université membre du MMD. « Les Zambiens savent tous pour quelle raison le pays est dans cet état de délabrement, et pourquoi la vie quotidienne leur est devenue si difficile », ajoute-t-il, précisant qu'il n'était donc « pas utile de les envoyer avec des comparaisons de programmes politiques et économiques ».

Depuis que M. Kaunda, sous la pression des bailleurs de fond, s'est converti au multipartisme et a reconnu les vertus de l'économie de marché, les positions de l'UNIP et du MMD se ressemblent étrangement. Les professions de foi des deux partis sont assez proches l'une de l'autre, sauf en ce qui concerne la terre, jusqu'à présent propriété du peuple par le biais de l'Etat, que le MMD souhaite privatiser. « De toute façon, le vrai président de la Zambie sera M. Camdessus » (le patron du FMI), estime un diplomate occidental.

En fait, le pays est sous perfusion des institutions monétaires internationales. Le nouvel élu devra prendre des mesures douloureuses, et notamment augmenter le prix des denrées de base, une décision différée depuis plusieurs mois pour raisons électorales. C'est pourtant le renchérissement du

coût de la vie qui avait été à l'origine des émeutes meurtrières de 1990, qui s'étaient conclues le 30 juin par un coup d'Etat avorté (le Monde du 1-2 juillet 1990). L'autorité de M. Kaunda avait été suffisamment ébranlée pour qu'il se lance alors dans un processus dont ces élections sont l'aboutissement.

L'aide gelée

Le défaut de remboursement de 20,8 millions de dollars à la Banque mondiale a gelé l'ensemble de l'aide depuis le mois de septembre. Le prochain gouvernement devra rapidement rétablir le contact avec les institutions financières internationales pour ouvrir le robinet de l'aide, indispensable au fonctionnement de l'économie du pays. La Banque mondiale a

sous le coude un chèque de 80 millions de dollars, dont le versement déclencherait le paiement de 200 millions, également retenus par les bailleurs de fonds.

L'atmosphère délétère de la campagne électorale et le ton venimeux employé alternativement par M. Kaunda et Chiluba, qui, un temps, appelait la communauté internationale à envoyer une force d'interposition en Zambie, justifient plus que jamais la présence sur le terrain d'observateurs impartiaux. L'ancien président américain Jimmy Carter a dirigé un groupe important, chargé de surveiller le bon déroulement du processus électoral ; le Commonwealth a dépêché sur place une douzaine de personnes ; et deux organisations indépendantes zambiennes contribueront à la régularité des scrutins, dont l'issue est incertaine. Même les plus fidèles observateurs de la vie politique locale ne se risquent pas à parier sur les chances de l'un ou l'autre des candidats.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Océan Indien

MADAGASCAR : pour l'opposition

La formation d'un gouvernement mixte suppose le départ du président Ratsiraka

Réagissant à l'annonce de la formation dans les prochains jours d'un gouvernement mixte, formé de représentants des Forces vives et du gouvernement actuel (le Monde du 31 octobre), le premier ministre du « gouvernement de transition » mis en place par l'opposition, M. Albert Zafy, a souligné, mercredi 30 octobre, à Paris, que cela impliquait la mise à l'écart du président Didier Ratsiraka avant le référendum national prévu pour décembre. « Nous ne voulons plus qu'il intervienne dans les affaires avant ce référendum », a-t-il déclaré. « Beaucoup de structures vont être incluses dans cet Etat de transition et un organisme fera office de présidence », a ajouté M. Zafy, attendu à Tananarive jeudi, au terme d'une tournée en Europe. Le premier ministre « de transition » a regretté de ne pas

avoir été reçu, comme il le souhaitait, par le ministre français des affaires étrangères ou le président de la République. Il a refusé de se rendre au rendez-vous qui avait été fixé à sa délégation par M. Edwige Avice, ministre de la coopération.

Au cours d'une conférence de presse à Paris, le ministre des finances du « gouvernement de transition », M. Evariste Marson, a affirmé que la position du gouvernement français était « nettement en retard par rapport à ce qui se passe à Madagascar ». Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, a pour sa part estimé, mercredi, que l'accord conclu la veille à Madagascar était une « étape décisive » vers la démocratie, et que la « voie actuellement explorée » allait dans la « bonne direction ». - (AFP)

GRATUIT
jusqu'au 15 décembre



3, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

NEUBAUER
vous propose
votre **106, 205, 309, 405**
en série spéciale **CUIR**
(intérieur complet en cuir façon sellier)

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
c'est français, nous en sommes fiers !

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

ملكو من الحلو



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 83 12 66.

LUNDI 4 NOVEMBRE

- S. 4 - Porcelaines de la Chine. Sculptures Tibet, Chine, Népal.
S. 7 - Meubles et objets d'art provenant d'une propriété de Franche-Comté - M^{me} LIBERT et CASTOR. (Expo. le 31-10 11/18 h et le 4-11 11/12 h).

MARDI 5 NOVEMBRE

- S. 1 - Livres illustrés modernes. ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 9 - 14 h 15. Estampes. Tableaux modernes et du XIX^e.
M^{me} DEURBERGUE.
S. 11 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 13 - Tableaux. Meubles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

MERCREDI 6 NOVEMBRE

- *S. 1 - Fourrures. - M^{me} MILLON, ROBERT. M^{me} Renassia, expert.
S. 4 - 14 h 15. Estampes anciennes et modernes. - M^{me} PICARD.
M^{me} Rousseau, expert.
*S. 12 - Cartes postales. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.

JEUDI 7 NOVEMBRE

- S. 13 - Beau mobilier. ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 14 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP.
M^{me} BOISGIRARD.
S. 15 - Lithographies originales. Tableaux anciens et modernes. Objets d'art et beau mobilier de style. Tapis. - M^{me} DELORME.

VENDREDI 8 NOVEMBRE

- S. 1 - Tableaux modernes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 3 - Précieux livres anciens à figures : architecture, atlas, botanique, livres de fées, voyages, chasses, etc. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 4 - L'art de la céramique en France de 1830 à 1930. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 5 - Meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.
S. 6 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue).
*S. 9 - 20 h. Timbres. Collection « Alsace-Lorraine ». - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR et M^{me} MILLON, ROBERT.



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MERCREDI 6 NOVEMBRE à 21 h
BEAUX MEUBLES
M^{me} BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs.
(Expo. le 4-11 11/22 h, le 5-11 11/18 h et le 6-11 11/18 h).

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 1, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-30.
JUTTEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-31-20.
MILLON, ROBERT, 19, Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

HOTEL GEORGE-V, SALON DE LA PAIX -
31, av. George-V, 75008 Paris

JEUDI 7 NOVEMBRE à 20 h 30
Deux exceptions exceptionnelles : Paul GAUGUIN (1848-1903)
« Te Faré » - « La maison » 1892
Claude MONNET (1840-1926)
« Les Divs » Argentuil 1875
M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
MM. A. Facit et A. de Louvenecourt, experts.
Expo. : Hôtel George-V (Salon « Chantilly ») le 4-11 15/18 h et 21/23 h, les 5 et 6-11 11/22 h et le 7-11 9/12 h.
(Catalogue : Etude, poste 469).

HOTEL GEORGE-V, SALON « VENDOME » -
31, av. George-V, 75008 Paris

JEUDI 7 NOVEMBRE
19 h : BUQUOT et à 21 h
COLLECTION ROBERTO POLO

Vente en exécution d'une ordonnance du tribunal de grande instance de Paris avec le concours de Sotheby's New York pour le marketing international de la collection.
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT.
Principalement du XVIII^e siècle
ART DÉCO - ORFÈVRES - OBJETS DE VITRINE
IMPORTANTS BIJOUX - TABLEAUX MODERNES
TABLEAUX ANCIENS - ART CONTEMPORAIN.
M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
J.-P. Camard, R. Déchaux et Th. Saut, J.-P. Dille, J.-P. Fabre, O. Le Fuel et R. de l'Espée, P. Lemoussier et P. Lepetit, Th. Millierand (expert consultant pour Sotheby's New York), A. Facit et A. de Louvenecourt, M^{me} Frit et P. Turquin, experts.
Expo Hôtel George-V (Salon « Vendôme »), le 4-11 15/18 h et 21/23 h, les 5 et 6-11 11/22 h et le 7-11 9/12 h.
(Catalogue : Etude, poste 469).

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

L'URSS, DE LA PERESTROÏKA A L'APRÈS-COMMUNISME

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Un entretien avec M. Ghazali

Suite de la première page

- Cela veut-il dire que vous bornez vos propres ambitions aux lendemains du scrutin ?

- Je pourrais aussi dire pour qui il ne faut pas voter. Pourquoi pas ? Le scrutin municipal de juin dernier mis à part, les Algériens ont connu jusqu'au bout des élections qui n'avaient pas de conséquences déterminantes. Ils ont perdu la conscience du poids que peut représenter leur bulletin de vote. C'est cette conscience que je veux leur restituer. Je souhaite les convaincre qu'aller aux urnes est le seul moyen d'exercer effectivement le pouvoir qu'ils revendiquent.

Plus que tout, ce pays a besoin de changer de méthodes de gouvernement, et Dieu sait si ce « tout », c'est-à-dire l'huile sur la table, la pomme de terre dans l'assiette, l'école, etc., est important.

« Envoyez-moi l'ascenseur »

- On entend souvent des responsables algériens s'étonner que la France ne se désintéresse de l'Algérie. Croyez-vous ce reproche fondé ? Quel est l'état des lieux entre la France et l'Algérie ?

- Je suis obligé de constater qu'entre nos deux pays subsiste toujours la même question : quelle est exactement la politique algérienne de la France ? Paris nous considère-t-il comme un partenaire commercial, un voisin avec qui il entend échanger de plus en plus au fil du temps, ou bien voit-il l'Algérie comme une ancienne colonie devenue indépendante mais qu'il convient de contenir à un certain niveau ?

En novembre 1988, lorsque j'étais ministre des finances, posé en ces termes, la question à M. Bérégovoy avec qui je crois avoir noué des relations de confiance. Nous avions à l'époque de nombreux contentieux et je lui avais dit, ainsi qu'à M. Roland Dumas, en substance : cessons nous deux cette mutuelle méfiance, nous aurons tous deux intérêt à ce que la France et l'Algérie soient deux pays amis. C'est rigoureux. Soyons profrancophones de notre côté, soyez proalgériens du vôtre, ce sera le meilleur moyen de travailler ensemble au développement de nos intérêts communs. Nos deux pays ont besoin de sortir de cette ambiguïté malheureuse, n'a-t-on pas trop marqué leurs relations. Je veux banaliser celles-ci, non pour les diminuer ou les ravaler à un rang inférieur, mais pour les objectiver afin qu'elles représentent leur essor.

Nous avons commencé à faire un travail fondé sur ces quelques évidences. Malheureusement, cette démarche ne s'est pas poursuivie. Aujourd'hui, je ne tends pas la main pour demander l'amnésie. Je demande à être considéré comme un partenaire qui achète au monde développé, et donc aussi à la France, pour 10 milliards de dollars par an, qui paie chaque année 2 milliards de dollars d'intérêts, et qui, vous le savez, a les moyens d'accroître substantiellement son commerce. Aujourd'hui, je traverse une période difficile. Envoyez-moi l'ascenseur, je m'en souviendrai demain.

- L'ascenseur, ce serait quoi ?

- J'ai demandé une aide à la balance des paiements. N'oubliez pas que le projet de refinancement de notre dette a été décidé en février 1989, entre deux chefs d'Etat, M. François Mitterrand et M. Chadli Bendjedid. Et depuis cette date, l'affaire n'est toujours pas faite.

- L'accord vient pourtant d'être signé.

- Sa portée s'est réduite comme une peau de chagrin, les sommes prévues initialement ont été diminuées, et l'argent n'est toujours pas là. Cela veut-il dire que l'on nous permet d'avoir le nez juste au-dessus de l'eau, mais pas plus ?

- Dans cette affaire, je reconnais que la responsabilité est aussi algérienne. Nous n'avions qu'à ne pas suivre la politique du seul fer au feu. Mais pour qu'il soit autorisé à poser la question à la France ? Parce que je ne comprends pas comment nous sommes arrivés à faire avec l'Italie ce que nous ne parvenons toujours pas à faire avec la France.

Peut-être qu'en France manque-t-on d'imagination à l'égard de l'Algérie. C'est pour cela que je suis contre les termes de « relations privilégiées ». Ce sont des termes destructeurs, qui maintiennent une ambiguïté et qui, en fin de compte, ne servent aucun des deux pays. Je dis franchement à notre partenaire français : nous sommes dans un tunnel, mais

demain l'Algérie s'en sortira. Elle se souviendra alors de qui l'a aidé durant la traversée du tunnel. Ce que je vous dis là, je l'ai dit, avant, à M. Bérégovoy, en termes amicaux mais déterminés.

- Que vous a-t-il répondu ?

- Qu'il allait réfléchir. Et j'ai compris qu'en ce domaine il avait besoin de consulter.

« Le cercle infernal de l'endettement »

- Ce qui nous amène aux questions d'ordre économique. À quel point craignez-vous les réformes draconiennes en cours mettront l'Algérie à genoux, vous avez rétorqué que lorsque vous aviez pris vos



fonctions de premier ministre, en juin dernier, vous aviez trouvé l'Algérie couchée, ce qui était pis. Depuis quand est-elle ainsi ?

- L'Algérie tourne en rond depuis six ou sept ans, dans le cercle infernal de l'endettement, malade que l'on a essayé de traiter par un endettement supplémentaire, ce qui nous a conduits à une situation où le poids du service de la dette est devenu totalement insupportable, entravant aussi bien l'appareil de production que l'investissement. On s'en est aperçu en 1986, lorsque l'endettement a brusquement gonflé. Un an auparavant, le premier ministre (M. Abdelhamid Brahimi, NDLR) avait déclaré que l'Algérie « avait été la seule à faire face, mieux que les États-Unis », que le pays s'était désendetté.

- Le principe du « compter sur soi » est l'un de nos grands dogmes, mais dans le règlement de la dette nous avons fait exactement le contraire : nous avons recouru à un endettement supplémentaire pour tenter de la refinancer. Je ne suis pas, par principe, contre la technique du refinancement, mais en tant qu'élément d'un tout, un moyen de se donner le temps de pouvoir respirer tout en redéployant ses propres ressources.

- Mais n'avez-vous pas déclaré que vous n'aviez que très peu de temps devant vous ?

- Nous faisons face à plusieurs problèmes en même temps, le feu est ouvert sur tous les fronts. Sur le front politique, car la transition vers l'Etat de droit n'est pas une promenade. L'Algérie est le seul Etat du tiers-monde qui tente une telle expérience. Elle le fait à un moment où elle a un million et demi de chômeurs sur les bras, avec toutes les détresses et les angoisses qui en résultent, au moment où, aussi, sa situation financière extérieure est particulièrement désavantageuse, où des pans entiers de la vie économique, sociale et culturelle sont sinistrés.

- 150 milliards de dollars ou rien ?

- Le directeur général du FMI a récemment fait une déclaration qui vous était très favorable. Il disait qu'il fallait aider l'Algérie, que le FMI avait confiance dans ce pays.

- Il n'a apparemment pas encore été entendu. L'accord signé avec le FMI, en avril dernier, par le gouvernement précédent, est un accord de type classique. De toute façon, cet accord, qui engage mon gouvernement, ne pouvait avoir d'utilité et de sens que s'il s'inscrivait dans le cadre d'une action plus large. Ce qui est regrettable, c'est que notre politique se soit réduite uniquement à ce canal. Or les conditions que nous appliquons le FMI sont des conditions standards (dévaluation, augmentation des prix, constitution de réserves en devises, etc.) qui ne tiennent pas compte des potentialités algériennes.

- Ce système vous donne le sentiment de manquer de marge de manœuvre, d'être brimé dans la politique que vous aimeriez faire ?

AFRIQUE

- Mais ce n'est pas la faute du FMI. C'est nous-mêmes que j'incrimine. En tant que ministre des finances (en 1988, dans le gouvernement de M. Kaddi Merbah, NDLR), la première chose que j'ai faite, c'est d'appeler le directeur général du FMI pour lui demander de m'aider durant la période qui m'était nécessaire pour redéployer mes propres moyens. Le FMI était entièrement d'accord et il a coopéré. Malheureusement la démarche n'a pas été poursuivie après mon départ des finances. Pourtant, à l'époque, le FMI était d'accord avec notre analyse, à savoir que l'Algérie a les moyens de ne pas rééchelonner.

- Ce n'est plus le cas aujourd'hui ?

- Le FMI vous juge en fonction de votre propre vision politique. A partir du moment où le gouvernement algérien lui dit que les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour régler ses problèmes consistent à gérer et réguler le commerce extérieur par le biais du taux de change, la libération des prix, etc., le FMI le prend au mot. C'est ce qui s'est passé avec le gouvernement précédent (celui de M. Mouloud Hamrouche, NDLR). S'il avait dit qu'il envisageait d'autres moyens, je suis sûr que le FMI lui aurait imposé des conditions moins draconiennes. Mais il ne l'a pas dit et j'ai hérité de conditions précises qu'il me faut aujourd'hui respecter.

- Ne pensez-vous pas que, finalement, le refus du rééchelonnement vous impose toutes les contraintes d'une récession dramatique sans bénéficier des avantages que constituerait le report de vos échéances ?

- Exclure le rééchelonnement ne suffit pas à fonder une politique ; il faut, en plus, prendre les mesures adéquates pour ne pas tomber en situation de devoir rééchelonner, ce que n'avaient pas prévu les politiques précédentes qui professaient pourtant ne pas vouloir rééchelonner.

- C'est ce que j'ai expliqué à l'Assemblée et cela a été traduit, grâce à l'aide empreinte de certains de nos banquiers, et de quelques anciens responsables, comme la volonté de rééchelonner. Si nous avions continué à suivre la logique économique passée, alors là, oui, il aurait été plus avantageux de rééchelonner. C'est exact, on serait en train d'appliquer des mesures de redressement d'une extraordinaire dureté sans l'avantage de pouvoir reporter à plus tard, lorsque nous irons mieux, le paiement de nos dettes.

- Mais ce que je rejette, ce ne sont pas les conclusions du raisonnement, c'est sa logique. L'Algérie avait, à toujours, les moyens de suivre une autre voie. Nous avons la chance d'avoir des ressources minières très importantes, sous-exploitées. Pour des raisons diverses qui vont de l'obstination aveugle à la politique de l'autruche, en passant par celle de « la poussière sous le tapis », on s'est bouché les yeux sur ces moyens-là. Si nous avions entrepris la démonstration, il y a sept ou huit ans, ces choses-là ne seraient jamais arrivées. C'est là qu'intervient le lien entre la mutation politique et le changement économique.

- C'est pour cela que vous avez déclaré que vous n'aviez que très peu de temps devant vous ?

- Nous faisons face à plusieurs problèmes en même temps, le feu est ouvert sur tous les fronts. Sur le front politique, car la transition vers l'Etat de droit n'est pas une promenade. L'Algérie est le seul Etat du tiers-monde qui tente une telle expérience. Elle le fait à un moment où elle a un million et demi de chômeurs sur les bras, avec toutes les détresses et les angoisses qui en résultent, au moment où, aussi, sa situation financière extérieure est particulièrement désavantageuse, où des pans entiers de la vie économique, sociale et culturelle sont sinistrés.

- La mobilisation des ressources minières que vous préconisez se heurte à une forte résistance en Algérie. Pourquoi ?

- Je n'ai aucune inquiétude, ni en ce qui concerne l'opinion publique algérienne, qui sait comprendre quand on lui explique, ni en ce qui concerne la classe politique récente, qui n'a jamais été au pouvoir et qui, par conséquent, marche un peu comme l'opinion. Le débat qui aura lieu incessamment à l'Assemblée nationale attestera que j'avance. L'enjeu est tellement simple, que le Parlement ne pourra jamais refuser l'offre que je lui fais. Il s'agit de 150 milliards de dollars ou rien, à un moment où il nous manque 150 millions de dollars pour acheter des médicaments.

- Mais je ne convaincrerai jamais ceux qui refusent de reconnaître qu'ils se sont trompés, ceux qui maintiennent qu'ils ont eu raison, même s'il leur faut, pour cela, user l'espoir et enfoncer encore davan-

tage le pays dans la détresse. Ce n'est pas une question de clans, c'est une confrontation de projets politiques, une confrontation entre ceux qui cherchent le pouvoir pour le pouvoir et ceux qui s'y trouvent pour réaliser un projet.

- Où en sont les négociations avec les pétroliers ?

- Les pétroliers, eux, n'ont pas eu besoin d'une longue explication. Ils ont tout de suite compris de quoi il s'agissait. Ils sont prêts à aller. Déjà, des contacts ont été pris avec eux, individuellement ou par groupes. Le cahier des charges a été envoyé à une trentaine de groupes. Lorsque la nouvelle loi sur les hydrocarbures sera votée, nous lancerons les appels d'offres et nous pensons que les réponses viendront avant la fin de l'année.

« Suivre le mouton jusqu'à sa porte »

- Parmi les problèmes pendants entre l'Algérie et la France, il y a celui de l'immigration, la réalité de l'économie algérienne dont on pense qu'elle peut continuer à nourrir le flux migratoire et puis la polémique politicienne qui a cours en France autour de cette réalité.

- C'est une question à laquelle nous sommes extrêmement sensibles. Vous savez qu'il n'y a jamais eu de question pour l'Algérie de résoudre son problème économique au moyen de l'exportation de main-d'œuvre et nous n'avons pas l'intention de revenir sur cette politique. Il faut que les Algériens créent chez eux les conditions pour qu'ils restent chez eux.

- Malheureusement, il se trouve que l'immigration est un filon politique extrêmement rentable en France. Ce que nous pouvons faire ? Nous adresser à l'Europe, non point isolément, mais au niveau maghrébin, pour poser le problème, non plus au niveau bilatéral, mais de région à région. Autant on peut comprendre que vous préféreriez recevoir des gens de la maison commune plutôt que des étrangers, autant on peut exiger que la communauté maghrébine immigrée ne soit pas, à chaque élection, l'otage des confrontations électorales.

- Je pense que l'un des moyens de combattre cette utilisation des immigrés à des fins électorales, c'est, notamment, de leur donner le droit de vote, ne serait-ce qu'aux élections locales. Cette arme agite dans plusieurs directions, y compris en direction des immigrés qui seront responsables. C'est l'arme principale contre la tentation xénophobe qui touche désormais des secteurs de plus en plus larges, à droite comme à gauche.

- Une dissonance sensible est apparue entre la France et l'Algérie au moment de la guerre du Golfe. Comment expliquer cette situation ?

- Cette affaire a très vite dépassé le problème des relations entre nos deux pays pour embrasser nos rapports avec toute l'Europe. Ce n'est pas seulement une blessure à panser mais aussi, surtout, un précédent à méditer. La question que l'Europe doit se poser est celle de sa position dans le nouvel ordre mondial. Que veut faire l'Europe, et que veut-elle être ? Voilà une question qui nous intéresse au premier chef. Une entité européenne est une garantie d'équilibre pour le monde. Ce n'est pas que nous voulions diaboliser les Américains, mais c'est dans la nature des choses : une seule super-puissance sur la planète, cela ne constitue pas un facteur de stabilité dans le monde. L'absence de l'Europe dans la nouvelle configuration nous dessine un ordre international nouveau, encore plus inquiétant que celui que nous connaissons.

- Peut-être, mais les Américains ont réussi à imposer une négociation au Proche-Orient. Pensez-vous que cette conférence est une bonne chose ou plutôt une négociation qui passera à côté de l'essentiel, sans rien régler ?

- Un proverbe dit, chez nous, qu'il faut suivre le mouton jusqu'à sa porte. Pour vérifier la sincérité d'une initiative, il faut lui donner sa chance. A priori, on ne peut que constater que c'est sérieux. Mais rester pour de bon ? On ne le saura qu'en fin de course. Car cela peut être aussi une manière de dire : « J'ai essayé comme je l'ai pu, mais je n'ai pas pu ». Sans vouloir chipoter, je pense que, jusqu'à maintenant, les deux directions restent ouvertes.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et GEORGES MARION

L'examen du budget de la coopération et du développement à l'Assemblée nationale

M^{me} Avice : « Ne cédon pas à l'afro-pessimisme »

Le ministre de la coopération et du développement, M^{me} Edwige Avice, a demandé, « avec regret », mercredi 30 octobre, à l'Assemblée nationale, la réserve du vote sur les crédits de son ministère. Comme l'a expliqué très clairement le porte-parole du groupe centriste, M. Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin), pour justifier la position de l'UDC, ce n'est pas le budget lui-même qui est en cause, mais « c'est d'une nouvelle définition de la politique de coopération que nous avons besoin ».

Les crédits du ministère de la coopération, d'un montant de 8,145 milliards de francs et en augmentation de 3,36 % par rapport à 1991, ne représentent, en effet, qu'une faible part de l'ordre de 20 % de l'ensemble de l'aide apportée par la France aux pays en voie de développement, le reste provenant des ministères des affaires étrangères et surtout des finances. Chaque année, les députés se plaignent de cette

situation, qui, pour beaucoup, alimente le sentiment diffus que l'aide est souvent allouée à fonds perdus. « Il faut réorganiser notre dispositif institutionnel, redéfinir les finalités, encourager la naissance d'une coopération économique et monétaire interafricaine, mieux contrôler l'efficacité des fonds octroyés, valoriser l'action des organisations non gouvernementales et la coopération décentralisée, mettre en place une politique de formation et d'éducation », a souligné M. Fuchs. La nécessité d'une redéfinition de la stratégie de développement est devenue d'autant plus urgente, selon M. Richard Cazenave (RPR, Isère), que « l'Afrique doit aujourd'hui subir la concurrence d'un nouveau tiers-monde, héritier de la décolonisation de l'empire communiste ».

En réponse aux interventions de plusieurs députés socialistes, M. Pierre Vitoria (Morbihan), rapporteur de la commission des

finances, et M^{me} Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), qui souhaitaient que l'aide soit liée aux progrès de la démocratie et au respect des droits de l'homme, le ministre de la coopération a affirmé que « le discours de La Baule [du président de la République] est appliqué dans tous ses aspects ». « Lorsque nous interrompons notre coopération avec le Zaïre, après l'avoir réduite progressivement, nous montrons bien notre attachement à la démocratie », a déclaré M^{me} Avice. Mais est-il juste de demander à ces pays si pauvres de réaliser en deux ou trois ans ce que nous avons mis des siècles à construire ? (...) Ne condamnons pas les pays qui n'avaient pas assez vite à notre goût, et ne décourageons pas ces pays, qui considèrent la France comme une amie, en cédant à l'afro-pessimisme ».

J.-L. S.

En démissionnant du Parti socialiste

M. Yves Vidal veut exprimer le malaise du « député de base »

M. Yves Vidal, député (PS) des Bouches-du-Rhône, a annoncé, mercredi 30 octobre, qu'il démissionnait du Parti socialiste. Dans une lettre adressée le même jour à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, M. Vidal constate que « les possibilités d'action d'un député de base sont réellement insuffisantes » et dénonce « la guerre des chefs » qui sévit au sein de son parti. M. Vidal a précisé qu'il avait remis son mandat de député à la disposition du PS, mais que M. Mauroy avait jugé cette décision « inopportune ». Le député des Bouches-du-Rhône siégera donc sur les bancs des non-inscrits à l'Assemblée nationale.

Il faut savoir pour quoi faire. En 1988, on s'est battu tout seuls et on a gagné », rappelle M. Vidal. Alors, ajoute-t-il amèrement, « si maintenant au PS il faut avoir une belle gueule pour être candidat... ».

Quant à ses trois ans de mandat de député socialiste, M. Vidal en dresse un bilan tout aussi sévère. Les orientations du budget pour 1992 « Je les ai apprises à la télévision par Bérégovoy ». Le plan emploi ? « Aux journées parlementaires du PS, on nous a dit qu'on ne pouvait pas faire plus. Et quelques jours après, on lit dans les journaux que sous la pression des syndicats, le gouvernement a accordé des milliards de francs supplémentaires ». L'agriculture ? « Pendant que les députés débattaient des crédits de ce ministère, le président de la République annonçait de son côté, et sans nous en informer, un effort en faveur des agriculteurs ». La contribution sociale généralisée ? « Je me suis battu pour l'expliquer à mes électeurs, j'ai envoyé des centaines de lettres en leur disant que c'était plus juste, que c'était une bonne mesure sociale. Et trois mois plus tard on me fait voter une cotisation supplémentaire ».

« Si ce n'est pas du suicide collectif... »

Et, s'il fallait encore un exemple de ce malaise du député de base, M. Vidal le puiserait dans la séance des questions d'actualité, le jour même de l'annonce de sa démission du PS : l'affaire de la transfusion sanguine : « En mai dernier, au cours d'une réunion de groupe, deux députés ont alerté le gouvernement sur ce sujet et lui ont demandé d'annoncer une indemnisation des victimes. Ils n'ont pas été entendus. Et il faut que ce soit en réponse à une question du président du groupe UDF que l'on apprenne que la décision d'indemnisation a enfin été prise ». Alors, soupire

M. Vidal, « si ce n'est pas du suicide collectif, je ne comprends plus... ».

M. Vidal est convaincu que bon nombre de ses collègues du parti et du groupe socialistes partagent ses réflexions et souhaitent « un changement des méthodes politiques ». L'actualité récente, marquée par la démission du maire de Clermont-Ferrand, le renforce encore dans ses convictions : « Pendant des mois, Roger Quilliot a demandé en vain à être entendu. Mais il a fallu qu'il démissionne avec fracas de son mandat de maire pour que, dans les vingt-quatre heures, il obtienne un entretien avec le président de la République, la promesse d'un rendez-vous avec le premier ministre, la visite du ministre de l'aménagement du territoire dans sa ville et des crédits supplémentaires. Est-ce que c'est cela le « Changer la vie » du Parti socialiste ? ».

Le « projet » que son parti est en train d'élaborer ne trouve pas non plus grâce à ses yeux. « Quand j'en tends parler de projet, je me hémisse. Nous sommes au pouvoir. Si on a des idées et des mesures à prendre, qu'on les prenne, mais tout de suite », observe-t-il.

En quittant le PS, M. Vidal a simplement le sentiment d'abandonner une maison dont on a changé les meubles. Mais il reste fidèle aux murs. Il ne veut pas renoncer à la politique et il entend bien se représenter aux élections législatives de 1993. Quant aux régionales, il ne « rejette aucune perspective qui permettrait de faire avancer des idées ». Pour l'instant, son seul souci est son prochain week-end en Camargue, à faire du cheval, « loin du 44/3, du 49/3 et des amendements dont on nous refuse la discussion ». Avec, affirme-t-il, « le sentiment d'être vraiment libre ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Une proposition de députés de toutes tendances

Aider les populations, non les Etats

Donner plus pour les pays pauvres ? L'idée, a priori impopulaire en période de récession, rencontre un écho favorable auprès d'une majorité de parlementaires : 289 des 577 députés (ensemble des groupes RPR et PC, 81 UDF, 35 UDC, 17 M. Jean-Michel Belorgey, Jean-Pierre Luppi et M^{me} Marie-Noëlle Lienemann) sont en effet signataires d'une proposition de loi en ce sens. A l'initiative de l'association Survie, cinq textes identiques, sur ce thème, ont été déposés et un système — émanant des trois élus socialistes — est sur le point de l'être. La proposition vise à associer la

France, puis ses partenaires européens, à des régions pauvres via des programmes concernant non plus les Etats — traditionnels bénéficiaires de l'aide publique — mais les populations.

Le budget consacré à ces programmes serait de 0,2 pour mille du produit intérieur brut la première année, 0,6 pour mille la deuxième et 1 pour mille la troisième. La proposition de loi inclut aussi la création d'une agence française pour la survie et le développement, administrée par des représentants des ministères concernés et des représentants des collectivités

locales. « Le gouvernement va-t-il se décider à inscrire à l'ordre du jour de la session cette proposition de loi ? », a demandé mardi, au cours d'une conférence de presse, M. Théo Vial-Massat (PC). Réponse de M^{me} Edwige Avice, le lendemain à l'Assemblée : « Je ne suis pas du tout hostile à ce que cette loi soit examinée au niveau interministériel ». Le ministre de la coopération a également déclaré : « Il faut changer la politique de coopération, on est tous d'accord, mais ce n'est pas facile... ».

M.-P. S.

Fonction publique

M. Soisson promet de nouvelles négociations

A la demande de M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation administrative, l'ensemble des budgets rattachés aux services du premier ministre ont été réservés.

En voici le détail : services généraux, 4,787 milliards de francs (+1 % par rapport à 1991) ; journaux officiels, 728,5 millions de francs (+3,2 %) ; crédits du plan, 170,6 millions de francs (-1,3 %) ; secrétariat général de la défense nationale, 270 millions de francs (+2,9 %) ; conseil économique et social, 150,4 millions de francs (+2,7 %) ; fonction publique, 1,070 milliard de francs (+7,3 %).

Ce dernier budget ne comprend pas naturellement l'ensemble des dépenses induites par la fonction publique de l'Etat, qui sont ventilées par ministère et qui représentent au total près de 40 % du budget de l'Etat.

Diminution des effectifs

Toutefois, après trois années successives d'augmentation, les effectifs de fonctionnaires diminuent légèrement en 1992 (-2 732 postes budgétaires), et cela en dépit des créations d'emplois dans les secteurs jugés prioritaires de l'éducation nationale (+5 711) et de la justice (+477).

Dans son intervention, le ministre de la fonction publique a précisé que, depuis la mise en œuvre de la décentralisation en 1984, le nombre de fonctionnaires d'Etat, mis à part les secteurs de l'éducation, de la police et de la justice, avait baissé de 36 000.

M. Soisson a aussi indiqué que l'accord salarial intervenu le 22 octobre ouvrait la voie à de nouvelles négociations sur les conditions de travail, la formation professionnelle, l'introduction des nouvelles technologies et la mobilité géographique et professionnelle des fonctionnaires.

J.-L. S.

Le débat sur une réforme du mode de scrutin

L'UPF récusé « la tentative du pouvoir de rendre la France ingouvernable »

Lors d'une réunion du bureau politique de l'Union pour la France (UPF), mercredi 30 octobre, le RPR et l'UDF ont réaffirmé leur opposition absolue à tout changement du mode de scrutin pour les législatives de 1993. « L'UPF récusé formellement la tentative du pouvoir de rendre la France ingouvernable par un changement improvisé de mode de scrutin. Cette manœuvre n'a qu'un but : empêcher le peuple français d'exprimer librement sa volonté d'alternance. L'UPF ne se prêtera pas à cette manœuvre », indique un communiqué. Celui-ci a été adopté « à l'unanimité », a indiqué M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, en précisant que M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, favorable à une réforme avant

1993 (le Monde du 31 octobre), était présent.

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UPF, a appelé que les statuts de l'UPF interdisaient des alliances avec le Front national. Les déclarations renouvelées du président d'honneur du PR, M. Michel Poniatowski, en faveur d'accords avec l'extrême droite ont fait l'objet d'une mise au point du président du PR, M. Gérard Longuet. Il a demandé à ses partisans de « laisser au PR la responsabilité de régler ses propres problèmes », rappelant que l'UPF « peut et doit gagner sans le Front national ».

Enfin, l'UPF a protesté contre le déroulement de la discussion budgétaire à l'Assemblée, estimant que le gouvernement « a délibérément vidé de toute signification ».

Avant la réunion des collectifs à Paris

Le mouvement Refondations veut aller « plus avant et plus vite »

Six mois après la publication, en avril, de leur manifeste Pour la refondation de l'avenir, les animateurs des collectifs Refondations (1) ont diffusé, mardi 29 octobre, un nouvel appel dans lequel ils estiment que « le moment commande de pousser plus avant et plus vite la construction d'une alternative ».

Ils affirment notamment : « Six mois ont passé (...). Mais la France s'enlise. Mais la France va plus mal (...). Nous parlons des trois millions de chômeurs, des agriculteurs serrés à la gorge, des infirmières en grève et maltraitées, des acteurs et des enseignants qui manifestent, des salariés qui dans toutes les professions revendiquent. Nous parlons de la protestation qui s'élargit parce que les inégalités se creusent, que l'exclusion touche désormais des millions de personnes (...). Nous parlons du désarroi, de l'amertume et parfois de la rage qui montent dans ce pays et nous évaluons la profondeur de la crise au gré du mouvement de la xénophobie, à ce discours de l'exclusion et de la haine qui gagne jour après jour et rappelle celui des années 30. Et auquel on ne doit opposer ni la démagogie ni une coalition hétéroclite sans programme autre que des mots (...). Nous refusons cela. Et nous disons : assez d'habiletés, assez de savoir suprême, assez de voir la politique seulement comme une succession d'échéances électorales ».

Les signataires du manifeste réuniront leurs collectifs le 30 novembre à Paris.

(1) Parmi ceux-ci figurent notamment M^{me} Louis Astar, Malik Boudi, Claude Cheysson, Charles Fierman, Max Gallo, Anne Le Port, Georges Monneron, Jack Ralite, M^{me} Gaïllet, M^{me} Mireille Bertrand, Lydia Brovelli, Gisèle Halimi, Joëlle Kaufmann.

L'examen du livre III du code pénal

Le Sénat renforce la répression des crimes et délits contre les biens

La majorité sénatoriale a adopté, mercredi 30 octobre, le livre III du projet de code pénal consacré à la répression des crimes et délits contre les biens et présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre.

Les sénateurs ont parcouru à grands pas l'ensemble des dispositions du livre III. Fidèle aux positions adoptées sur les livres précédents, la majorité sénatoriale a prévu l'application obligatoire d'une période de sûreté dans les cas les plus graves de vols et de destructions volontaires dangereuses, ainsi que dans les différents cas d'extorsion aggravée. De même, elle s'est déclarée favorable, contre l'avis du gouvernement, à une large application de l'interdiction de séjour et de l'interdiction du territoire français pour les étrangers coupables des infractions les plus graves pour lesquelles est d'ailleurs prévue l'application obligatoire de la période de sûreté.

La majorité sénatoriale a adopté d'autre part une des dispositions innovantes du texte, le dispositif relatif aux immunités familiales qui précise qu'« un vol commis par une personne au préjudice de son conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, ne peut donner lieu à des poursuites pénales que sur plainte de la victime ».

A propos de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité, les sénateurs ont adopté un amendement proposé par M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) qui dispose que « celui qui organise pour échapper à ses obligations la diminution fictive ou réelle de ses revenus » tombe également sous le coup de la loi. M. Dreyfus-Schmidt a précisé que cette disposition visait les personnes qui, avant que ne soit entamée une procédure de divorce, renoucent à faire des heures supplémentaires ou démissionnent afin de ne pas verser à leur conjoint une pension qui est fonction de leur revenu.

Au chapitre du vandalisme et des destructions, les sénateurs, sur proposition de M. Marcel Rudloff (Union cent., Bas-Rhin, rapporteur

de la commission des lois), ont voté un article additionnel sanctionnant les destructions involontaires par incendie lorsqu'elles sont provoquées par manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements. Ces destructions seront punies d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende. Le Sénat a aussi adopté un amendement de M. Jacques Thyraud (Rép. et ind., Loir-et-Cher) punissant de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende « le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins sans autorisation préalable sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain ».

Les sénateurs ont réintroduit un dispositif réprimant les menaces d'atteintes aux biens, ainsi que la sanction de la fausse information destinée à faire croire à un attentat contre les biens. Ils ont enfin adopté une série d'amendements de M. Thyraud introduisant dans le livre III les dispositions de la loi du 5 janvier 1988 concernant la fraude informatique.

GILLES PARIS

لکھنؤ میں ایجنسی

سید علی احمد

SOCIÉTÉ

L'affaire de la transfusion sanguine

Toutes les personnes contaminées par le virus du sida pourront être indemnisées

Un accord entre l'Etat et les compagnies d'assurances vient d'être conclu, qui permettra d'indemniser, selon les règles du droit commun, toutes les personnes ayant été contaminées avant le 1^{er} janvier 1990 par le virus du sida après une transfusion sanguine. Cette décision concernerait cinq mille personnes environ. Elle ne s'oppose nullement aux actions judiciaires entreprises devant la juridiction pénale. Les organisations d'aide aux victimes ont donné leurs premières réactions, mais ne se sont pas encore prononcées sur le fond de ces nouvelles propositions.

L'accord entre l'Etat et les assureurs avait été conclu depuis plusieurs jours déjà, les négociations étant, pour l'essentiel, menées par le ministère des finances et l'Hôtel Matignon. Cet accord concerne toutes les personnes qui, avant le 1^{er} janvier 1990 (1), ont été contaminées par le virus du sida après une transfusion sanguine (malades hémophiles ou polytransfusés). Une campagne nationale d'information devrait être lancée dans les prochains jours par voie de presse

pour expliquer dans le détail la procédure retenue. Un dossier sera adressé aux personnes qui en feront la demande dans lequel un certain nombre de renseignements seront demandés, en particulier la date de découverte de la séropositivité et celle de la transfusion sanguine. La gestion des dossiers et l'ins-truction des procédures d'indemnisation seront assurées par la Fédération française des compagnies d'assurance. « Les personnes concernées ne doivent pas s'inquiéter si des éléments leur manquent, souligne M. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances. Nous ne sommes pas là dans un esprit policier. Des experts médicaux seront nommés pour retrouver, notamment dans les archives des établissements hospitaliers, les éléments qui pourraient manquer, notamment quant à la réalisation des transfusions ou des perfusions. »

Les chefs de préjudices (patrimoniaux et extrapatrimoniaux) seront ensuite établis au cas par cas. Le même dossier sera ouvert, donnant droit à de nouvelles indemnités en fonction de l'évolution de la situation de la victime (séropositivité, sida, décès). Les indemnités seront proposées par une commission présidée par un magistrat à la victime - ou à

ses ayants-droit - qui pourra être assistée d'un avocat ou d'une association d'aide.

On souligne auprès des assureurs, qu'il ne s'agit nullement d'une indemnisation forfaitaire, mais qu'on appliquera bien au contraire les règles du droit commun de la réparation. Selon certaines indications et compte tenu de la jurisprudence naissante sur ce sujet, les indemnités pourront se situer dans une fourchette comprise entre 500 000 francs et 2 millions de francs. Dans le cas où la victime (ou ses ayants-droit) refuserait cette procédure ou contesterait le montant des indemnités proposées, une action devant les juridictions civiles ou administratives pourra être entreprise ou maintenue. A l'inverse, le fait d'accepter la proposition émise par les experts médicaux ne constitue en rien les actions entreprises devant la juridiction pénale.

Réactions

des associations

« L'Etat proposera aux associations d'aide aux victimes de participer à l'élaboration du processus d'information et de proposition de l'indemnisation, notamment concernant les modalités générales

de l'indemnisation, explique-t-on auprès du gouvernement. Les moyens nécessaires seront mis à leur disposition afin qu'elles puissent assister les malades, notamment pour établir la preuve des faits. » Pour financer l'ensemble de cette action, un fonds public va être créé.

On souligne auprès du gouvernement que le financement des indemnités sera pris en charge par le budget de l'Etat. Un prélèvement spécifique sous forme d'une contribution additionnelle sur les contrats d'assurances de biens (voitures, habitations, etc.) sera institué. Un projet de loi en ce sens sera déposé avant la fin de l'année. Aucune indication n'a toutefois été fournie quant à la répartition exacte (budget de l'Etat, compagnies d'assurances) de ce financement. La convention réglant l'ensemble de ces mesures doit être signée dans les deux prochains jours après consultation des différentes associations d'aide aux victimes.

Si l'association de défense des transfusés créée par M. Henri Caillaud a donné son accord de principe, la puissante Association française des hémophiles se montre, elle, plus circonspecte. « Nous réservons notre position avant d'avoir pu procéder à un examen approfondi des termes de cet accord », explique M. Bruno de Langre, président de cette association. Nous prendrons position après avoir consulté tous nos membres et en coordination avec l'Association de défense des transfusés. »

Quant à l'association des polytransfusés, elle a, par la voix de son président, M. Jean Péro-Garvanoff, estimé que cet accord « ne dit, en aucune façon, que les victimes de transfusion sanguine sont les seuls responsables ». Selon M. Péro-Garvanoff, « la justice a commencé à inculper à haut niveau. Il n'est pas question pour l'association de renoncer à poursuivre les responsables et que le gouvernement se dégage sur ce plan. » Pour M. Kessler, il faut se féliciter d'avoir pu éviter le principe de l'indemnisation forfaitaire et de pouvoir engager cette procédure sur les bases du droit commun de la réparation.

Beaucoup d'inconnues demeurent toutefois quant au nombre de personnes concernées, aux alicés de la recherche rétro-active de l'existence d'une transfusion sanguine et plus généralement quant au chapitre de l'imputabilité. Sans méconnaître aucunement le drame vécu par les victimes et leurs proches, il reste à savoir comment on pourrait, sans faire du sida une maladie particulière, ne pas prendre des mesures équitables pour l'ensemble des pathologies virales post-transfusionnelles dont on sait qu'elles concernent directement plusieurs dizaines de milliers de personnes.

JEAN-YVES NAU

dans son colonnes le philosophe Paul Ricœur (le Monde du 29 octobre). Il est clair qu'en l'occurrence la « communauté » française a failli.

On ne saurait pour autant méconnaître la responsabilité propre des politiques. La prudence de l'opposition, qui s'abstient de toute polémique, montre qu'elle a conscience de ne pas vouloir que, sur un tel sujet, la classe politique tout entière se mette en cause et que le rejet dont elle souffre en est accentué. M. Charles Millon, qui a lu Ricœur, dont il n'est pas si éloigné, a su donner au débat, mercredi, la dignité nécessaire. Il y va en effet, de l'avenir de la société française. « Quelque chose nous est confié qui est essentiellement fragile », affirme encore Paul Ricœur. Plus que les autres, les hommes politiques sont les dépositaires de ce legs.

De ce point de vue, on peut leur faire deux reproches. L'un pour le passé, l'autre pour le présent. Pour le passé, c'est évidemment de s'en être entièrement remis aux experts dans le traitement de l'épidémie et d'avoir renoncé à faire entendre leur voix. Pour le présent, c'est de refuser d'assumer pleinement leur responsabilité.

Au moment où commencent à se poser avec acuité les terribles questions qu'aborde la bioéthique et où les grands choix politiques se croisent de plus en plus avec ce qu'on appelle les grands problèmes de société, il appartient aux dirigeants, qu'ils soient de droite ou de gauche, de tenir un discours fort pour éclairer et guider l'opinion.

THOMAS FERENCZI

Responsabilité collective

Suite de la première page

Autres registres : l'appel à la sévérité de la justice (M^{me} Cresson au nom du gouvernement, M. Mauroy au nom du PS); le souci d'indemniser les victimes (MM. Bianco et Bérégovoy); la volonté d'empêcher, par la réorganisation du système de la transfusion sanguine, que de tels drames ne se renouvelent (MM. Bianco et Durieux). Expliquer, punir, indemniser, prévenir, tels sont donc les axes de la riposte.

L'explication consiste à dire, pour l'essentiel, que si les responsables politiques ont, à l'époque, sous-estimé les risques de la contamination, c'est que les médecins eux-mêmes n'en étaient pas, pour la plupart, pleinement conscients et qu'ils n'ont pas alerté, comme ils l'auraient sans doute dû, les instances gouvernementales. Si ceux qui avaient pris la mesure du danger s'étaient adressés alors, solennellement, aux pouvoirs publics, disant aujourd'hui les dirigeants socialistes, il est certain que les décisions prises auraient été différentes.

La punition, si la justice en décide ainsi, doit atteindre ceux auxquels une responsabilité particulière est imputable en raison des fonctions qu'ils exerçaient au moment où l'affaire a pris naissance. Faut-il étendre cette responsabilité aux membres du gouvernement de 1985? Leur responsabilité

morale est assurément engagée. Seul l'examen des faits, souligné-t-on, pourrait établir leur responsabilité juridique.

L'indemnisation est présentée par M. Bianco comme « un devoir de solidarité nationale » : l'ampleur de la tragédie fait du dédommagement des victimes, selon le ministre des affaires sociales et de l'intégration, « une dette de la nation ». La prévention, enfin, sera assurée par la « refonte complète » du système, qui devrait être rapidement mise en route.

Fermer les yeux sur la maladie

Cet argumentaire est globalement inattaquable, même si, dans le détail, on peut en discuter certains aspects. Le point essentiel est qu'il repose sur l'idée, dont il faut débattre, d'une responsabilité collective dans l'erreur commise en 1985. Responsabilité du gouvernement, qui n'a pas été capable de comprendre la gravité des enjeux. Responsabilité des spécialistes, qui se sont trompés ou n'ont pas su se faire entendre. Responsabilité de la « société civile », qui n'a pas vraiment cherché à savoir, qui a trop souvent choisi de fermer les yeux sur la maladie et de tourner le dos aux malades. « Le politique apparaît lorsqu'une communauté débauche, s'organise pour devenir capable de prendre des décisions collectives », déclarait récemment

M. A.

EDUCATION

Lors d'une manifestation à Paris

Les enseignants du privé réclament la parité avec le secteur public

Les enseignants des établissements privés sous contrat ont manifesté, mercredi 30 octobre à Paris, afin de réclamer la parité de traitement avec le secteur public. Ils étaient 3 500, dont plusieurs délégations de province, notamment de l'ouest de la France, à avoir répondu à l'appel du Syndicat national de l'enseignement privé, le SNEC-CFTC. « Les enseignants du privé ont les mêmes devoirs et obligations que leurs collègues du public », a déclaré M. Arthur Pitol, secrétaire général du SNEC. « Ils doivent être pareillement traités. »

Les revendications des manifestants s'articulent autour de trois axes : la formation, le recrutement et le traitement. Ils estiment que la formation initiale des professeurs de l'enseignement libre est « mise sur une voie de garage ». Les nouveaux Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) n'ont pas leur équivalent dans le privé. Ils dénoncent la

situation de 38 000 maîtres rémunérés comme des auxiliaires, ainsi que celle des 6 500 directeurs d'école privée, « considérés comme bénévoles puisqu'ils ne perçoivent aucune indemnité et ne bénéficient d'aucune décharge ». Enfin, les manifestants réclament l'application des mesures de revalorisation de la fonction enseignante.

Les députés centristes ont affirmé leur soutien au SNEC-CFTC et appelé le gouvernement à « préserver l'avenir de l'enseignement privé ». Dans un communiqué, les parlementaires du groupe UDC ont fait part de leur crainte de voir les professeurs de l'enseignement libre « victimes d'un traitement discriminatoire ». Les manifestants ont aussi reçu l'appui du secrétaire général de la CFTC, M. Alain Delou, ainsi que de l'association de parents d'élèves du privé, l'UNAPEL.

M. A.

PARIS

Le préfet veut réserver cent logements pour les « squatters » du quai de la Gare

Sur les six cents appartements réhabilités au cours des trois dernières années en Ile-de-France, dans le cadre de l'application de la loi Besson en faveur du logement des personnes défavorisées, M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris propose d'en réserver cent aux familles des sans-logis, pour la plupart d'origine marseillaise, qui depuis la mi-juillet occupent un terrain situé 103, quai de la Gare dans le 13^e arrondissement, près du chantier de la Très Grande Bibliothèque (TGB). C'est ce qu'a indiqué M. Sautter, mercredi 30 octobre, à une délégation de squatters qui vivent désormais dans une situation sanitaire précaire (trois enfants ont déjà été mordu par des rats).

A la préfecture, comme à la mairie de Paris, on n'avait cessé de répéter depuis le début de cette affaire, qu'« aucune priorité particulière » ne serait accordée aux occupants du quai de la Gare « puisqu'ils se sont mis en position d'illégalité en plantant leurs tentes sur un terrain appartenant à la ville » (le Monde du 17 septembre). Pour sortir de l'impasse, M. Saut-

ter a indiqué aux représentants des sans-logis qu'il leur proposait un logement provisoire en attendant l'attribution définitive d'un appartement prévu par la loi Besson.

Pour les cinquante-trois familles autrefois domiciliées à Paris, seize d'entre elles se verront offrir un logement provisoire rue de Flandre, dans le 19^e arrondissement, et vingt-huit, dans trois immeubles du boulevard Vincent Auriol (13^e). Les neuf dernières, pour lesquelles aucune solution n'a encore été trouvée, s'abriteront dans des baraques aménagées dans les monts bouillonnés de la Seine (17^e) et qui d'Austerlitz (13^e).

Les sans-logis devaient dire jeudi 31 octobre en fin de journée s'ils acceptaient ou non ces propositions. Au cours de cette réunion avec le préfet de région devait également être étudié le cas des familles venues de banlieues et présentes dans le camp : quatorze des Hauts-de-Seine, quinze de Seine-Saint-Denis, treize du Val-de-Marne, trois des Yvelines, une du Val-d'Oise et une de l'Essonne, soit au total quarante-sept.

J. P.

M. Bianco annonce une « refonte complète du système »

M. Charles Millon, président du groupe UDF, avait choisi la sobriété pour poser la question la plus attendue et la plus sensible de cette séance télévisée du mercredi 30 octobre, à l'Assemblée nationale. « Il ne nous appartient pas, à nous membres de la représentation nationale, a-t-il observé en préambule, de rechercher les responsables : médecins, fonctionnaires et gouvernants. C'est à la justice, et à elle seule, de le faire. » Soucieux de déplacer le débat du terrain de la polémique à celui de la santé publique et de la responsabilité de l'Etat, M. Millon a déclaré que la vraie justice était « la reconnaissance de la dette morale de la nation vis-à-vis de ces victimes ».

C'est sur le même ton, et après avoir remercié le président du groupe UDF de s'être exprimé dans les « termes qui conviennent », que M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a répondu en présentant l'ensemble des mesures arrêtées par le gouvernement en faveur des hémophiles et des transfusés. « La nation, a-t-il dit, a envers ces personnes un devoir de solidarité et de réparation, même si rien, aucune somme d'argent, aucune aide matérielle ne pourra jamais être à

la mesure du drame. » Evoquant l'accord passé, mercredi en fin de matinée, avec les compagnies d'assurance (le Monde du 31 octobre), M. Bianco a précisé que le fonds d'indemnisation des victimes des transfusions sanguines contaminées par le virus du sida serait doté de « crédits illimités » et que « chacun pourra ainsi exercer son droit à la solidarité nationale ».

Un numéro de téléphone sera mis, « dès la semaine prochaine », à la disposition des victimes, des associations et des familles pour les informer de la procédure à suivre. Les demandes seront examinées individuellement par une commission présidée par un magistrat et chacun aura la faculté de se faire assister par une association. M. Bianco s'est engagé à ce que les dossiers soient « traités dans les trois mois ».

Le ministre des affaires sociales a enfin annoncé la « refonte complète » du système de transfusion sanguine, « afin d'assurer un contrôle sans faille, au niveau national, tant sur la sécurité des transfusions que sur la qualité du sang et sur les décisions financières ». Les modalités de cette réforme devraient être présentées « d'ici la fin de la semaine ».

Mis en cause par « l'événement du jeudi »

Le rapport Habibi reflétait l'état des connaissances en 1985

Dans son numéro daté 31 octobre-6 novembre, l'hebdomadaire l'événement du jeudi affirme que le rapport Habibi sur la transfusion sanguine, « d'un des principaux rapports sur lesquels Michel Garretta se fonde pour affirmer que les décisions de 1985 ont été prises avec l'accord de dizaines de spécialistes », avait « à l'époque été truqué ». Selon l'hebdomadaire, l'auteur de ce rapport, le docteur Bahman Habibi (du Centre national de la transfusion sanguine) avait rajouté, lors de la rédaction finale de ce rapport, un paragraphe « contredisant royalement les recommandations formulées par les membres du groupe de travail » qui avaient élaboré ce document. Ce paragraphe, précise encore l'hebdomadaire, ne figurait pas dans le pré-rapport qui avait été soumis à tous les experts le 14 mai lors d'une « assemblée générale », et n'a pas été soumis à la lecture des membres du groupe de travail. « Nanti de cette bénédiction tacite, le Centre national a pu continuer à distribuer ses concentrés plus que douteux », conclut l'hebdomadaire.

Ce rapport - dont à l'époque nous avions largement rendu compte dans nos colonnes, soulignant son grand intérêt (le Monde daté 23-24 juin 1985) - avait été rédigé à la demande de la Commission consultative de la transfusion sanguine qui souhaitait faire connaître ses propositions, au plus tard le 20 juin 1985, quant aux moyens de résoudre « tous les problèmes posés par le sida à la transfusion et notamment vis-à-vis du test de dépistage, de la préparation des produits, des risques professionnels, de la communication à établir avec le donneur et du coût du dépistage systématique ». Trois sous-groupes de travail, comprenant trente-quatre spécialistes de diverses disciplines (virologie, épidémiologie, transfusion, etc.) avaient été créés et placés sous la responsabilité des docteurs Habibi, Courrouc et Allain.

« En aucune manière », précise aujourd'hui le professeur Alain Godeau, qui faisait partie de ce

groupe de travail et qui est aujourd'hui l'un des trois « experts » nommés par M. Bruno Durieux au Comité de suivi de la sécurité transfusionnelle, il ne nous a été demandé de signer ce rapport. Nous faisons partie d'un groupe de travail chargé de donner des avis. Nous ne faisons pas un groupe d'experts au sens où, par exemple, l'Organisation mondiale de la santé l'entend. C'est-à-dire que nous n'avons pas, à notre époque, à rédiger collectivement ce rapport et à nous mettre d'accord à la virgule près. Notre rôle était d'éclairer les décisions de la transfusion sanguine. Quant au fond, l'aveu ne pas comprendre où est le problème : ce rapport ne faisait que poser des questions sur la meilleure manière d'innover, dans les plus brefs délais, les dérivés plasmatiques contaminés. En ce sens, les paragraphes dont il est aujourd'hui question ne me choquent pas. Ils ne font que poser le problème de la faisabilité du remplacement immédiat des produits sanguins contaminés et déjà distribués aux hémophiles. Sur ce point, je me rappelle fort bien qu'il n'existait pas de consensus entre d'une part les virologues et d'autre part les transfusés. Et encore une fois l'histoire sur ce point, ce rapport n'a rien de décisif. »

Autre membre du groupe de travail, le professeur Jean-Claude Gluckmann (hôpital Pitié-Salpêtrière), l'un des premiers médecins à avoir dès 1983-1984 à avoir - vainement - tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la gravité du sida, se souvient qu'il avait aussi qu'il n'existait pas de consensus sur ce qu'il convenait de faire des produits contaminés. « Le paragraphe dont parle l'événement du jeudi, nous a-t-il expliqué, reflète bien la tenue de nos discussions. » Comme le professeur Godeau, le professeur Gluckmann rappelle qu'on ne lui avait jamais demandé de signer ce rapport et que son rôle s'est borné à donner son avis sur un certain nombre de points précis.

F. N.

SPORTS

□ RUGBY : Coupe du monde. - Avec une équipe profondément remaniée par rapport à celle qui avait été battue par les Australiens en demi-finale de la Coupe du monde de rugby, les All Blacks néo-zélandais ont gagné, mercredi 30 octobre à Cardiff (Pays de Galles), le match de classement pour la troisième place de cette compétition : les champions du monde 1987 se sont repris en s'imposant 13-6 face aux Ecosais, grâce à un essai du centre Little (80') et à trois buts de pénalité de Preston contre deux pénalités de Hastings.

□ TENNIS : Open de Paris. - Yannick Noah, Jimmy Connors et John McEnroe ont tous trois été battus, mercredi 30 octobre, lors du deuxième tour de l'Open de Paris, respectivement par Derrick

Rostagno, Jim Courier et Goran Ivanisevic. Le Français Rodolphe Gilbert s'est incliné d'extrême justesse face à l'Américain Michael Chang. Voici les résultats du mercredi 30 octobre : G. Ivanisevic (You) b. J. McEnroe (E-U) 6-4, 6-4 ; D. Rostagno (E-U) b. Y. Noah (Fra) 6-3, 6-3 ; S. Benguerel (Esp) b. W. Masur (Aut) 4-6, 6-2 ; A. Volkov (URSS) b. B. Gilbert (E-U) 6-2, 2-6, 6-3 ; O. Cam-porose (Ita) b. J. Hisek (Sui) 7-6, 4-6, 6-3 ; N. Kulti (Sue) b. D. Wheaton (E-U) 6-3, 6-3 ; P. Korda (Tch) b. J. Stoltenberg (Aut) 3-6, 6-4, 7-6 ; M. Chang (E-U) b. R. Gilbert (Fra) 7-6, 2-6, 7-6 ; B. Becker (Aut) b. H. Skoff (Aut) 6-2, 6-4 ; S. Edberg (Sue) b. T. Hogstedt (Dan) 6-0, 6-7, 6-3 ; J. Courier (E-U) b. J. Connors (E-U) 6-2, 6-3.

CULTURE

CINÉMA

Un roi à Hollywood

Le Festival de Pordenone a permis de réévaluer l'œuvre du prolifique Cecil B. De Mille

Le succès récent de Ciné-Mémoire à Paris l'a prouvé : il existe un engouement nouveau pour les films anciens restaurés. Cet engouement, nul n'a plus aidé à le créer que les Journées du cinéma muet de Pordenone, qui, chaque année, attirent cinq cents curistes-pélerins du monde entier dans cette petite ville du Frioul. Harpistes, organistes, pianistes, orchestres de chambre ou symphoniques accompagnent des œuvres oubliées depuis longtemps et restituées dans leurs couleurs d'origine. Historiens, directeurs de cinémathèque, critiques, profitent d'une manifestation qui, à l'instar des grandes expositions de peinture, permet de faire le point sur un sujet, de réévaluer une œuvre entière, voire de changer certaines attributions.

Pour célébrer leur dixième anniversaire, les organisateurs ont vu grand en consacrant une rétrospective à l'héritage De Mille, c'est-à-dire non seulement le fameux Cecil B. mais aussi son frère William, réalisateur plus subtil, introverti, que l'on redécouvre aujourd'hui (superbe *Miss Lulu Bett*), et des épouses comme Paul Irlbe, décorateur et costumier mais cinéaste de plein droit, comme dans *Chicago* (1928), qui annonce le film noir.

Près de soixante heures de projections en une semaine (sans compter des hommages à l'avant-garde belge, au cinéma italien, au comique oublié Lloyd Hamilton), un volume de six cents pages, une exposition sur trois étages proposant près de cinq cents documents (photos, affiches, manuscrits), tout concourait à rivaliser avec le goût du colossal propre à De Mille. C'est que le metteur en scène-producteur, tel un pharaon, avait veillé - à la différence de ses confrères des premiers temps - à préserver les traces de son règne hollywoodien. Tous ses films ont été légués aux archives d'Eastman House à Rochester, et mille deux cents boîtes de documents, trois cents volumes de coupures de presse à l'université Brigham-Young dans l'Utah.

Le champion du box-office

Cas unique : depuis 1914, lorsqu'il débute au cinéma avec *Le Mari de l'Indienne* (*The Squaw Man*), s'installant à Hollywood, qu'il fonde quasiment avec Jesse Lasky et Samuel Goldwyn (plus tard Goldwyn), jusqu'à son dernier film *Les Dix Commandements* en 1956, Cecil B. De Mille n'a jamais cessé d'être sur le devant de la scène. Seul cinéaste (avec Disney) à avoir bénéficié d'une notoriété égale à celle des vedettes, il a incarné, avec ses bottes, ses culottes de cheval, son autoritarisme, son goût maniaque du détail, l'image du metteur en scène pour le grand public. Et lorsque, dans *Sunset Boulevard*, la star déchue Gloria Swanson va rendre visite à un cinéaste, c'est Cecil B. De Mille qu'elle retrouve, toujours actif, sur le plateau de *Samson et*



« The Affairs of Anatol », 1921 avec de gauche à droite : Agnes Ayres, Gloria Swanson, Cecil B. De Mille et Wanda Hawley.

Dallia, lui qui l'avait révélée comme actrice en 1919 dans *L'Admirable Crichton* (*Male and Female*).

De Mille a toujours soigné sa popularité. Ancien comédien, entrepreneur de spectacle, on le voit dans des bandes-annonces ou des films publicitaires aux côtés de ses muses-scénaristes, l'œil au viseur de la caméra, divertissant son entourage ou recevant D. W. Griffith sur le tournage du *Roi des rois*. Mais la rétrospective de ses films muets (supérieurs à son œuvre parlante) a permis de mesurer la variété de son inspiration, qui ne se résume pas, comme on l'a cru trop souvent, au sang, au sexe et à la Bible, même si son goût du grand spectacle s'est affirmé de plus en plus et a fait de lui le champion du box-office hollywoodien.

Dans les années 10, il se révèle un authentique inventeur de formes, un peintre de la misère sociale - *The Kidnapping of Jesse Lasky* et *Samuel Goldfish* (plus tard Goldwyn), jusqu'à son dernier film *Les Dix Commandements* en 1956, Cecil B. De Mille n'a jamais cessé d'être sur le devant de la scène. Seul cinéaste (avec Disney) à avoir bénéficié d'une notoriété égale à celle des vedettes, il a incarné, avec ses bottes, ses culottes de cheval, son autoritarisme, son goût maniaque du détail, l'image du metteur en scène pour le grand public. Et lorsque, dans *Sunset Boulevard*, la star déchue Gloria Swanson va rendre visite à un cinéaste, c'est Cecil B. De Mille qu'elle retrouve, toujours actif, sur le plateau de *Samson et*

Après ces audeaces, De Mille introduisit au tournant des années 20 la comédie sophistiquée. *Après la pluie le beau temps* (*Don't Change Your Husband*) et *L'Échange* (*Why Change Your Wife?*) sont des divertissements aimables, impeccablement interprétés. Osés pour l'époque (on y voit les premières salles de bain, à l'écran !), ils n'en prouvent pas moins, après les tentations de l'adultère, le retour au foyer. Tout De Mille repose sur cet équilibre entre le piment de la nouveauté et un conservatisme profond.

Sadomasochisme

Ce respect de la norme, cette peur de la différence, lui font cacher dans son *Autobiographie* ses origines juives. Il consacre dix pages à la famille paternelle, des protestants de souche, et une ligne aux ancêtres de sa mère, des bijoutiers venus de Liverpool dont il évite avec soin de mentionner la confession. De même, son amour de l'ordre établi en fera un des partisans les plus déterminés de la chasse aux sorcières macarthystes.

Dominé par sa mère, elle-même écrivain, par une épouse plus âgée que lui et par une maîtresse à la forte personnalité, sa scénariste attirée Jeanie MacPherson, De Mille (dont le père, auteur célèbre de Broadway, avait disparu prématurément) révèle dans ses films des pulsions sexuelles évidentes, fortement teintées de sado-masochisme (femmes traînées par les cheveux, corps fouettés), mais que la religion et la morale viennent contre-carrer. A cet égard, le *Roi des rois* (1927), son film le plus populaire, est exemplaire. Cette vie du Christ s'ouvre par une scène étonnante où Marie-Madeleine, lors d'un

banquet orgiaque, constate l'absence d'un de ses amants, Judas, qui l'a quittée pour un nouveau prophète inconnu...

La mégalomanie et le cynisme de De Mille se retrouvent dans une lettre à Jesse Lasky en 1921 : « Il y a plus d'attention donnée dans mes films aux costumes, aux décors, à l'histoire et à la mise en scène que dans tous les autres films réalisés aujourd'hui. Mais même si cela n'était pas vrai, c'est le rôle du département de la publicité de faire en sorte que le monde le pense. » L'œuvre de De Mille ainsi revisitée révèle un cinéaste de grand

talent, un auteur éclectique, un remarquable directeur d'acteurs, mais aussi un artiste freiné par le producteur qu'il était avant tout. Il évite soigneusement les dérapages et les excès qui font les grands films. Il n'est ni Griffith, son maître, ni Lubitsch, dont il anticipe les comédies, ni Chaplin, lui aussi producteur avisé, ni Stroheim, dont il propose une copie édulcorée. A ce gardien des tables de la loi hollywoodienne, il manquait l'audace et une vraie liberté.

MICHEL CIMENT

Elles et eux

Trois nouvelles de Doris Lessing, quatre personnages pour une actrice étonnante

UN HOMME ET DEUX

FEMMES de Valérie Stroth

Martha est écrivain. Elle vit une relation amoureuse difficile avec Paul, un psychiatre. Une nuit, alors qu'ils sont au bord de la rupture, Martha, dans sa villa de Lille, replonge dans ses manuscrits de nouvelles. Il y en a trois : *Un homme et deux femmes*, *Un linceul*, *Notre amie Judith* et, même si l'on voit Martha écrire, ces nouvelles sont empruntées à Doris Lessing. Était-elle gauchère comme celle qu'on voit tenir le stylo à l'écran ? Est-ce que cela a de l'importance ? Peu-être bien, car tout est important dans ce premier film réalisé et interprété, pour les quatre grands rôles féminins, par Valérie Stroth. Compagne et actrice de René Féret - on ne peut pas oublier sa belle composition de *Baptême* - Valérie Stroth n'a pas choisi par hasard ces trois nouvelles-là et ce n'est pas un artifice de scénario qui les relie. En se projetant dans trois personnages qui sont, ici, ses créatures littéraires, Martha tente d'élucider son rapport avec Paul, réfléchit l'indépendance et l'identité féminines, dans un troublant jeu de miroirs que Valérie Stroth, auteur-actrice, reprend entièrement à son compte. Qu'il y ait là-dedans un brin de narcissisme n'est pas douteux, mais il n'y a en revanche aucune complaisance dans la mise en scène, aussi éloignée de la description psychologique que de l'exhibitionnisme.

Anne, artiste-peintre, vient d'avoir un bébé qu'elle allaite. Pour lui, elle délaisse sa peinture et son mari, Pierre, qu'elle pousse vers sa meilleure amie en se donnant l'air d'une femme « libérée ». Freda, mariée depuis peu, reçoit chaque matin son frère dans sa chambre à coucher. Ils se livrent, su, à une communion incestueuse, affective mais sans acte sexuel. Judith, enfin, intellectuelle d'une trentaine d'années, refuse de mettre sa beauté à la séduction. Elle est « raisonnable » et secrète. Des vacances à l'île

d'Elbe et la rencontre avec un barbier italien semblent l'avoir changée. Mais c'est, en fin de compte, Martha, revenue après cette troisième nouvelle - la plus longue et la plus complexe - à la réalité, qui va changer...

Tout cela est traité en images claires et nettes, rigoureusement cadrées, épurées. Passe pourtant, ici et là, et particulièrement dans *Un linceul*, un frisson de sensualité laissant percevoir le feu sous la glace. Cela se retrouve dans les quatre incarnations, les quatre visages et corps successifs et superposés de Valérie Stroth, omniprésente sans avoir pour autant étouffé ses indispensables partenaires : Lambert Wilson, Patricia Dinev, Yan Epstein, Michael Varian, Julie Jézéquel, Cottilde de Beyer, Leonardo Treviglio, pour ne citer qu'eux.

JACQUES SICLIER

Mort du Dr Folamour

Le deuxième Festival international du film d'histoire de Pessac a disséqué le cadavre de la guerre froide

Quelque chose prend corps à Pessac, à deux pas de Bordeaux, sous les applaudissements d'un public chaque année plus nombreux : un vrai dialogue entre le cinéma, l'histoire et des spectateurs qui ne s'en laissent plus conter. Le deuxième Festival international du film d'histoire, qui s'est tenu du 23 au 27 octobre, a contribué à mettre en relief un trait culturel bien dans l'air du temps : la violation des frontières et la haine des langues de bois.

Entre des critiques de cinéma qui découvrent qu'il ne suffit plus d'épandre la science infuse de la cinéphilie, des historiens universitaires sommés d'avoir enfin à mieux lire les faits derrière les images, des réalisateurs et des vedettes questionnés sans fioritures, Pessac fait désormais courir une jolie perturbation océanique.

Cette année, ils ont tous ensemble disséqué le cadavre, déterré pour quelques jours en août dernier par les putschistes de Moscou, de cette guerre froide entre l'Est et l'Ouest qui avait virifié pendant quarante ans le dialogue des peuples, piégé les rêves et transpercé tant de consciences. Ils ont dit, bien sûr, que du côté des Balkans ou de l'Extrême-Orient ses séquences, hélas !, sont bien visibles, même si le monde est enfin soulagé du poids du KGB, du pacte de Varsovie et des bombardiers à charges atomiques du Dr Folamour.

Quatre films. *Le Troisième homme* de Carol Reed, *La Lettre du Kremlin* de John Huston, *Les Anges de fer* de Thomas Brasch et *Moscou à New York* de Paul Mazursky, ont permis de mieux saisir cet affrontement militaire et idéologique, bloc contre bloc, du « grand schisme » qui l'inaugure, en 1945-1948, à sa fin, par jet d'éponge des combattants à l'étoile rouge, quelque part entre les accords d'Helsinki et la décomposition avancée de l'Empire soviétique. Et une exposition des « unes » du Monde depuis Hiroshima rappelait l'affreuse respiration des opinions publiques, angoissées par

la menace atomique et la violence des conflits périphériques, de l'Indochine ou la Corée jusqu'au Vietnam ou l'Afghanistan.

La programmation de quarante-six films majeurs, tournés de 1948 à 1990, du *Rideau de fer* de Welles à *The Confession* de Bower, a eu ses bonnes surprises. Celle notamment du *Port de la drogue* de Fuller en version d'origine, où les trafiquants étaient enfin des agents soviétiques, et de *L'Homme sur la corde raide*, un Kazan de 1952 inédit en France. Elle a surtout permis de vérifier une loi qui a régi nos imaginaires collectifs : avec son cinéma économiquement appauvri, des réalisateurs qui résistaient aux pressions stalino-brejnéviennes, ses thèmes défensifs qui exaltaient l'héroïsme de 1941-1945, l'Est n'a pas fait le poids dans la guerre des images.

Et l'histoire de ces temps froids dans les salles obscures s'est donc empli inexorablement d'espions simples ou doubles, de patrouilles perdues au-delà du « point-limite », de chasses aux sorcières, de murs infranchissables et de tortionnaires communistes obstinément sépulcraux : Hollywood a su imposer ses thèmes et ses fantasmes.

Le cinéma européen, lui, a passablement hésité, et même résisté avec bonheur à cet affrontement par bobines interposées : Don Camillo n'a pas tout à fait baissé les bras face à James Bond. En France, notamment, l'écran n'a été savoureux, des *Exploits* de Georges Clouzot (1957) au *Silencieux* de Claude Pinoteau (1972) et au *Rouge Baiser* de Vera Belmont (1985).

Ce Festival plein de malices et de trouvailles se penchera l'an prochain, toujours en octobre, sur un thème de guerre un peu plus chaud, celui de « La femme au pouvoir », de Séminaris à *Madame porte la culotte*. Un concours de scénaristes est déjà lancé (Festival de Pessac, rue des Poilus, 33600 Pessac, tél. : 56-46-25-43).

JEAN-PIERRE RIOUX

Le budget du CNC pour 1992

Le Centre national du cinéma met l'accent sur la production télévisuelle et les relations internationales

Satisfait d'avoir obtenu un soutien constant du gouvernement à l'heure des restrictions budgétaires, M. Dominique Wallon, directeur général du CNC, a présenté un budget en léger progrès par rapport à 1991 : 1959,5 millions de francs (+ 6 %) constitués principalement par les taxes et prélèvements sur les billets de cinéma (434,7 millions de francs) et sur le chiffre d'affaires des chaînes de télévision (1072 millions) et les dotations du ministère de la Culture (344,9 millions).

Pour la première fois le soutien à la production audiovisuelle (60 %) est supérieur à celui dévolu aux films (40 %). Un choix qui tient compte de la contribution majoritaire des chaînes aux recettes du Centre, mais surtout de ce que les mécanismes mis en place pour le financement du cinéma fonctionnent désormais de façon satisfaisante, alors que l'au-

diovisuel réclame un plus gros effort. Cet effort portera en particulier sur le documentaire de création, et sur l'incitation aux tournages en haute définition. Côté cinéma, outre la poursuite du programme intensif de sauvetage des vieux films, la priorité porte sur les « relations extérieures » (fonds de soutien aux coproductions avec les pays de l'Est; accord de coproduction avec l'Italie, contribution accrue au fonds européen Eurimage, soutien à l'exportation).

Par ailleurs, l'opération « collages-cinéma », qui intègre des projections dans le cursus scolaire, sera poursuivie, avec pour objectif de toucher tous les établissements du secondaire dans cinq ans. Enfin, des économies réalisées cette année ont permis d'affecter 20 millions de francs à l'amélioration des installations sonores des salles indépendantes.

J.-M. F.

COMMUNICATION

La fusion d'HDM et de Bélier donne naissance à Eurocom-France

La fusion de HDM et de Bélier, deux des filiales vedettes d'Eurocom, a été réalisée mardi 29 octobre. La direction d'Euro-RSCG, nouvelle entité créée par le « mariage » d'Eurocom (groupe Havas) et de RSCG (le Monde du 3 octobre), démontre ainsi sa volonté de regrouper des pôles publicitaires désormais concurrents et de rationaliser à la fois fonctions et activités.

Les deux agences donnent naissance à Eurocom-France, qui regroupe 1 350 salariés, dont 730 à Paris. Les salariés de Bélier ayant clairement refusé la « cooptation » de licenciements prévus (le Monde du 30 octobre), la liste des suppressions de postes entraînées par cette fusion devrait être révisée d'ici trois semaines. Entre-

temps, la CGT, présente chez Bélier, a décidé « de maintenir la pression et de limiter la casse » au maximum. Le personnel de Bélier a saisi un expert qui doit évaluer « l'opportunité » de la fusion HDM-Bélier et ses conséquences.

Eurocom-France, qui sera désormais co-présidé par MM. Guy Chauvel (ex-HDM) et Jacques Hénoque (ex-Bélier), demeure toutefois en concurrence avec RSCG France, resté en l'état. M. Alain Godard, auparavant président du groupe HDM, devient vice-président d'Euro-RSCG tandis que M. Jacques Pilhan, nommé il y a un an président du groupe Bélier après avoir été le conseiller en communication de l'Élysée, rejoint la maison-mère, Havas.

■ Ted Turner achète le producteur de dessins animés Hanna-Barbera. - Turner Broadcasting a annoncé le rachat, pour 320 millions de dollars, de la société de production de dessins animés Hanna-Barbera. Ted Turner, qui contrôle déjà des chaînes câblées d'information (CNN), de cinéma (TNT) et de sport (TBS), hérite ainsi d'un stock de 3 000 demi-heures de dessins animés et de 350 films ou séries télévisées.

■ Parution d'*Auction International*, consacré au marché de l'art. - *Auction International*, bimensuel consacré au marché de l'art, a paru mercredi 30 octobre. Edité par l'éditeur de presse (filiale télévisuelle du groupe Le Nouvel Observateur) en partenariat avec *Annuaire des ventes*, *Auction International* (20 francs) est édité à 30 000 exemplaires et vise une diffusion de 15 000.



CULTURE

MUSIQUES

Georges Brassens dix ans de discrétion

Dix ans après sa mort
comment interpréter l'œuvre de l'auteur-compositeur français ?

Il y a tout juste dix ans tombait sur les téléscripteurs et les radios la nouvelle de la mort de Georges Brassens. Les années ont passé, et Brassens fut mis au Panthéon des grands hommes de la chanson, position certes privilégiée, mais enfermant au possible. En dix ans d'une certaine indifférence médiatique, ponctuée d'une intégrale (147 titres, plus 29 titres posthumes enregistrés par Jean Bértoa et 17 titres en public extraits d'un concert donné à Cardiff en 1974, réunis dans un coffret de onze CD, aujourd'hui agrémenté d'un douzième, les Chansons de sa jeunesse, chez Phonogram) (1), ou d'événements festifs (les Journées Georges Brassens de Sète aujourd'hui supprimées), Brassens court le risque d'être fossilisé. Parfois impudiques, souvent sans surprise (lire « le Monde Radio-télévision » daté du 13-14 octobre 1991), les commémorations ont le strict mérite de poser les interrogations. En l'occurrence, fallait-il ranger Brassens dans les chanteurs de la mémoire au rayon poètes, fallait-il souscrire au mythe au point d'en oublier de le chanter après sa mort ?

Mardi soir 29 octobre, les invités du Centre de la chanson d'expression française à l'Auditorium des Halles et les élèves d'Alice Dona à Bobino commencent d'établir chacun à sa manière un état des lieux Brassens. Les premiers en mesurant l'influence de l'auteur-compositeur sur la chanson française et étrangère, les seconds en ravivent les couleurs et la modernité de mélodies dont on a trop souvent dit qu'elles étaient quelconques, ou trop compliquées, ou trop simplistes. Dans la bouche de Génération, les dix jeunes élèves (maximum vingt-cinq ans) de l'école de spectacle d'Alice Dona, Quatre-Vingt-Quatre pour cent se colore heureusement à la brésilienne, au grand dam de ceux qui voyaient en Brassens un intouchable.

Le spectacle de Génération, avant d'arriver symboliquement à Bobino, était sorti victorieux de l'épreuve, punie dans l'ensemble, des Journées de Sète l'an passé. Depuis, Génération est passé au disque (Génération chante Brassens, chez Triana), puis au spectacle anniversaire par la grâce de Philippe Bouvard, patron du nouveau Bobino. « C'est une combinaison de hasards. J'ai rencontré Brassens trois ans avant sa mort, explique

Alice Dona, j'ai vu en lui un être sain, sympathique, que le fait d'être si peu interprété agaçait. J'ai donc voulu en retrouver les chansons les plus fraîches, les plus tendres, qui mêlent romantisme et humour, de façon à couper l'image d'ours de Georges Brassens. » La pari est réussi, et la sauvegarde dans la majeure partie des cas. Si les Amoureux des bancs publics passent à la moulinette des synthétiseurs sans autre bonheur que celui du démantèlement, si Je m'suis fait tout p'tit s'apparente plus à un divertissement pour après-midi enfantin, il y a de bien jolies surprises où la musicalité des chansons de Georges Brassens ressort au mieux (les Passantes, Marquise). Mourir pour des idées prend ainsi des allures de comédie musicale.

Le Centre de la chanson d'expression française a misé quant à lui sur l'ampleur du phénomène Brassens sans en écarter ceux justement qui l'ont toujours chanté, tels Pierre Louk ou Valérie Ambrósio. Mais il a appuyé sa programmation sur la diversité des interprètes étrangers de Brassens : Graeme Allwright, qui a ouvert le feu à l'Auditorium, Paco Ibanez bien sûr, mais aussi le Néerlandais Gérard Wijn, le Russe Alexandre Avanesov, l'Allemand Wolf Biermann, l'Italien Nanni Svampa. Un grand hommage à Brassens mélodiste et joueur de mots, passé ici au redoutable cribe de la traduction. Un panorama où il ne manque que les versions créoles de Sam Alpha.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) Les Chansons de sa jeunesse sont une petite promenade sans conséquences dans l'univers familier du chanteur, où l'on retrouve Minicé, Jean Nothin, Trench, et bien sûr, Jean Bértoa, Pierre Nicolas, Jodi Favreau et Georges Fabel. Au total, vingt-cinq chansons à la bonne française, qui furent diffusées pour la plupart sur Radio Monte-Carlo en 1980. Brassens traverse le tout avec humour, chante la fleur de Réputation en espagnol, et nous n'en apprenons pas plus sur son compte ni sur son art.

A lire sur Brassens : Georges Brassens, de Louis-Jean Comte, L'Arche, 130 F. Brassens, d'André Salicrú, Solar, 224 p., 150 photos, 150 F.

► Georges Brassens, poète européen, jusqu'au 12 décembre, à l'Auditorium du Châtelet, au Casino de Paris et au Roseau Théâtre. Reins : 42-72-28-99.

► Génération, au Casino de Paris, jusqu'au 10 novembre. Tél. : 43-27-75-75.

ARTS

L'ambition du nouveau Jeu de Paume

A travers une triple exposition, une idée de ce que pourrait être la nouvelle galerie nationale d'art contemporain

DUNOYER, GOBER ET RUIZ
au Jeu de Paume

Un lieu, non pas de consécration, mais où l'on peut débattre des problèmes de la création contemporaine.

Alfred Pacquement, directeur du nouveau Jeu de Paume, l'avait annoncé : après l'exposition inaugurale consacrée à Dubuffet, la nouvelle galerie nationale proposerait des contemporains moins connus, qui méritent quelque attention. Le Français Pierre Dunoyer et l'Américain Robert Gober sont de ceux-là. Le premier, qui est peintre, donne dans le genre faussement agréable et fleuri, qu'on est tenté de résumer en un mot : décoratif. Le second, qui est plutôt sculpteur, donne carrément dans le genre désagréable et grinçant comme une scie découpant un cadavre qui n'a rien d'exquis ; il moule des lavabos et des jambes avec poils, bas de pantalon, chaussettes et chaussures. Le premier semble assésiner la peinture et l'autre l'être humain.

Mis à part ce semblant de connivence meurtrière (de l'art, de l'homme et du plaisir de voir), ils n'ont apparemment pas de point commun. Gober est né en 1954 dans le Connecticut, où les artistes allaient, autrefois, chercher de la belle lumière, mais vit à New-York, où il fait de moins en moins bon vivre. Depuis sa première exposition, en 1984, chez Paula Cooper, qui le suit toujours, il développe une œuvre étrange, « déplaçable », qui met franchement mal à l'aise, ne cadre pas avec l'image, il est vrai un peu dépeçée, du formalisme à l'américaine, ne tient pas compte d'une iconographie capricieuse, chic et cultivée à la Schnabel, ne participe pas non plus d'un retournement dérisoire de l'objet de consommation courante dont un Jeff Koons a pu se

faire le champion. Bref, on ne sait comment s'en débarrasser.

On peut trouver dans ses éviers, lavabos et urinoirs en plâtre blanc, sans robinets, placés haut, parfois à l'envers, et donc dépourvus de toute notion d'utilité, un résidu de minimalisme doublé d'une façon amusée de ne pas faire du ready-made, tout en saluant Duchamp. Il faut cependant admettre que ce ne sont là qu'accessoires, utilités, éléments d'un décor préparé pour une mise en scène, sur fond de papiers peints représentant des petits pendus et des dormeurs, ou des sexes sur fond noir. Gober, dans ses installations, vide le plancher et utilise le mur à plein : il le creuse pour y loger les siphons de lavabos, et s'en sert pour planter ses jambes hyperréalistes, sinon carrément surréalistes : après Kienholz, on pense, entre autres, à Magritte.

Au Jeu de Paume, on peut regretter de ne voir que le dernier aspect de ce travail de plantation, transposition d'objets et de membres, dont le plus horrible débouche sur une vision de mollets exsangues, creux, le tout sur fond de papier peint représentant une mécanique forcé. Le

visiteur serait moins désemparé s'il était confronté à d'autres exemples plus anciens. Il comprendrait mieux la croissance inquiétante de l'œuvre de Gober, ses poils humains et ses bougies. Qu'on ne saurait dissocier d'une situation new-yorkaise, où la création se fait de plus en plus l'écho dérisoire et dramatique d'un quotidien moribide, marqué par la violence, l'indifférence, et la fréquentation des hôpitaux où les copains meurent du sida.

Après la nuit, le grand jour. On change carrément de fuselage horaire avec Pierre Dunoyer, peintre phénoménologue serin - mais oui - qui n'a en tête qu'un objectif : nous montrer ce qu'est un tableau, un vrai, quelque chose qui part de rien. Il n'en démont pas depuis quinze ans qu'il prive sa peinture de toute image, de toute attache sentimentale, de toute affliction. Que l'on croie l'affaire quelque peu dépassée, Dunoyer vous dira le contraire, utilisant, non sans courage, aujourd'hui, une terminologie heideggerienne, à laquelle on ne comprendra rien, à moins d'avoir quelques notions sur l'« être » et ses « étants ».

Et Dunoyer, qui se réfère volontiers à Champaigne et à Manet - son

œuvre participe d'un état d'esprit bien français - de geler tout : la surface picturale qu'il donne comme un monochrome plat, les élan gestuels pris dans une glu transparente, colorée après coup. Le résultat, on le voit bien au Jeu de Paume, en vingt-quatre tableaux de 1989, tous composés à partir du même format, sur lesquels on bute. Car si on y voit d'abord quelque nouvelle mouture d'un art décoratif, on s'aperçoit vite que ces exercices de style n'ont rien d'aimable, rien de gentil, et même qu'il y a là quelque chose qui ressemble odieusement à de la peinture (ce qu'il fallait démontrer ?). Une peinture sans complaisance, où il n'y a rien de plus à voir que ce qui est donné, qui n'a pas de secret. Sinon qu'elle cache un peintre qui se fait une très haute idée de l'art et qui, au lieu de baisser les bras comme bien d'autres, a trouvé le moyen de continuer à peindre des tableaux et y trouve sans aucun doute du plaisir. Qu'on ne marche pas, à l'évidence, n'est pas son problème.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Jeu de Paume, jardin des Tuileries, terrasse des Feuillants. Jusqu'au 1^{er} décembre.

PRIX INTERNATIONAL UNIONE LATINA DE LITTÉRATURES ROMANES

Promu par l'Unione Latina et placé sous le patronage de la Présidence du Conseil des Ministres, du Ministère des Affaires Étrangères, de la Commission Nationale pour l'Unesco et la collaboration du Ministère du Tourisme et Spectacle et de SIAE.

Finalistes 1991

Augustin Buzura (Roumanie)
José Cardoso Pires (Portugal)
Marguerite Duras (France)
Juan Goytisolo (Espagne)
Jean-Marie Gustave Le Clézio (France)
Luigi Meneghello (Italie)
Gonzalo Torrente Ballester (Espagne)
Luandino Vieira (Angola)

Jury

Stefano Rolando (Italie, Président)
Jorge Amado (Brésil)
Tahar Ben Jelloun (Maroc)
Francesca Duranti (Italie)
Carlos Fuentes (Mexique)
Dan Haulica (Roumanie)
Pascal Quignard (France)
José Saramago (Portugal)
Manuel Vazquez Montalban (Espagne)

Rome, le 5 novembre 1991
Accademia di Spagna
San Pietro in Montorio, 3

● GENESE DE LA CREATION
à 17h00

● DISTRIBUTION DES PRIX
à 18h30

● CONCERT
à 19h00

● FESTIVAL DU CINEMA
Du 2 au 9 novembre

● EXPOSITION DE LIVRES
Du 2 au 9 novembre

Rencontre littéraire présidée par Roman
Vlad avec les écrivains membres du jury

Francesca Franci (mezzo-soprano)
Sandro De Palma (pianiste)

Cinéma et littérature romane
Cinéma Avila - Corso d'Italia 37/D

Cinéma Avila - Corso d'Italia 37/D

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINUTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur licitation au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazères,
le Mercredi 28 Novembre 1991 à 14 h

APPARTEMENT à MASSY (Essonne)

4 pièces de la Touraine

Bât. H, 1^{er} étage, de 4 pièces principales - au sous-sol : une cave

Mise à Prix : 200 000 F

consig. préalable pour étude de banque ou en espèces.

S'ad. à la SCP BERNADEAU-PELLEGRIN-VARIN, société d'avocats,

91, route de Corbeil - MORSANG-sur-ORGE. Tél. : 69-04-44-11.

Vente sur SUBROGATION, au Palais de Justice de CRETEIL

Le JEUDI 14 NOVEMBRE 1991, à 9 h 30

APPARTEMENT DE 4 P.P. à GENTILLY (94)

7-9, rue Dedoume au rez-de-chambrée-CAYE au sous-sol

M. à P. : 100 000 F

S'ad. à M^{re} Patrick VARINOT, avocat pourvoyant

166, Bd. Gde Rue NOGENT-sur-MARNE (94).

Tél. : 48-71-03-78. M^{re} Alain ETREMAN, avocat, 11 bis, rue Portalis Paris (8^e).

Tél. : 45-23-22-86. M^{re} Serge TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jacques CHAMPEL.

Tél. : 47-06-94-22. - Tous avocats exerçant près le T.G.I.

de CRETEIL - Sur les lieux pour visiter.

Ph. D.

□ L'ortel de David. - Le 4 septembre, un déséquilibré avait frappé à coups de marteau le pied de la statue de Michel-Ange, au Musée de l'Académie à Florence. Mercredi 23 octobre, David a retrouvé son ortel gauche mutilé. Les restaurateurs ont opéré la « greffe » dans le musée même. Les praticiens ont appliqué une sorte de colle faite de résine et de poussière de marbre pour rassembler les différents éclats qui avaient sauté sous les coups.

EDDY
MITCHELL

LA TOTALE !

18
DÉCEMBRE

هنا من اصل

BILLET

La balle dans le camp de Renault

En désignant un intermédiaire pour renouer le dialogue entre la direction de l'usine Renault de Cléon et les grévistes, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a atteint l'objectif qu'elle visait : déplacer le centre de gravité du conflit. Jusqu'à mercredi matin, la question centrale était de savoir si les pouvoirs publics allaient ou non se résoudre à employer les grands moyens - ceux des forces de police dont la justice a expressément autorisé l'intervention - pour mettre un terme à une grève dont l'impact tient davantage à l'organisation d'une entreprise (Cléon assure l'approvisionnement de l'ensemble du groupe en moteurs et en boîtes de vitesses) qu'au nombre de grévistes. Désormais, ce n'est plus dans les réunions interministérielles mais à Cléon, que va se jouer la suite des événements. Pour le gouvernement, il était temps. La problématique de l'intervention a en effet alimenté un débat plutôt vif. Les ministères du travail et de l'industrie, peu disposés à laisser le champ libre à la CGT et préoccupés par la situation de Renault (qui traverse depuis quelque temps une passe très difficile), étaient partisans de la fermeté. En revanche, le ministère de l'Intérieur hésitait devant une intervention qui aurait nécessité une présence policière prolongée autour du site, alors que Matignon ne voyait guère dans une telle issue le moyen d'améliorer son image. Sans compter qu'il serait risqué de se priver du soutien parlementaire du groupe communiste.

Cependant, le gouvernement ne fait que dessiner l'état. Le « Monsieur bons offices » qui vient d'être nommé n'est ni un médiateur ni même un conciliateur, puisque sa mission consiste uniquement à rétablir le dialogue. En outre, il est bien entendu que les négociations n'auront qu'un caractère local, même si une éventuelle réforme de l'investissement pouvait être étendue. Enfin, il est tout aussi clair que les propositions de la direction ne remettront pas en cause la politique salariale du groupe (et, donc, du secteur public) et seront fort éloignées de la revendication-bateau de la CGT, qui continue d'exiger une revalorisation mensuelle de 1 500 francs. Si, d'aventure, aucune solution de compromis n'intervenait rapidement, le gouvernement se retrouverait alors devant une alternative périlleuse : se résoudre à l'intervention des forces de l'ordre, avec tous les risques politiques que cela comporte, ou laisser la CGT défier Renault, dont le manque à gagner quotidien atteint 100 millions de francs. Sans oublier les équipementiers, qui évaluent le leur à 85 millions de francs.

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire nos informations en page 19

Les conséquences financières de la situation en URSS

La Moscow Narodny Bank souffre d'une grave crise de liquidités

Pour venir en aide à la Banque des relations économiques extérieures de l'URSS, la Vnechekonbank (dite VEB), confrontée à de graves problèmes de trésorerie, les gouvernements occidentaux ont placé sous haute surveillance les filiales européennes de l'organisme. La Moscow Narodny Bank (MNB), basée à Londres, et la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (BCEN), située à Paris (1), sont particulièrement touchées par la chute de confiance chez leurs déposants et leurs partenaires bancaires observée depuis le putsch du 19 août. En France, le Trésor pourrait autoriser les banques à constituer des provisions sur leurs crédits à l'URSS.

LONDRES

correspondance

« Nous sommes une banque britannique dont les actionnaires principaux sont soviétiques. En tant que banque, créditrice à l'égard de l'URSS, il est tout à fait normal que nos engagements dans ce pays soient substantiels. » L'incertitude est particulièrement visible chez M. Cliff Evans, co-directeur général de la Moscow Narodny Bank, qui ne cesse d'insister sur le statut de banque britannique de cet établissement, créée en 1919 à Londres.

Pendant près de soixante-dix ans, les activités de la banque de King William Street ont été centrées sur le financement du commerce Est-Ouest, et les opérations en devises. Avec l'avènement de l'ère gorbatchévienne en URSS et la libéralisation de la place de Londres, des cadres occidentaux ont peu à peu remplacé la vieille garde d'appar-

chiks soviétiques et la brochette de spécialistes du crédit documentaire pour tenter de transformer cette nouvelle institution en une banque d'affaires dans la plus pure tradition anglo-saxonne (activités de conseil, joint-ventures, négociation des matières premières, à commencer par l'or, dont l'URSS est l'un des principaux producteurs mondiaux...).

La détérioration de la situation dans les pays de l'Est a contraint la VEB et la Gosbank (banque d'Etat), qui contrôlent ensemble 51 % du capital de la MNB, à lui venir en aide à deux reprises : en 1989 et au début 1991, afin de financer de fortes provisions pour « risque pays ».

Les effets du putsch avorté

La MNB subit de plein fouet les effets du putsch avorté du 19 août et les angoisses en découlant - peur de l'anarchie, crainte de la balkanisation, onde de choc économique, éclatement des responsabilités entre le centre et les Républiques... L'on dit dans la City que celle-ci traverse une très grave crise de liquidités. Signe de ces difficultés : des banques commerciales de la City, à commencer par celles d'Asie et des États-Unis, ont gelé leurs lignes de crédit. Le marché interbancaire, semble-t-il, s'est asséché pour la MNB. Une nouvelle fois, les actionnaires principaux sont venus à la rescousse, reconnaît M. Cliff Evans, afin de compenser les retrais massifs de dépôts à court terme intervenus depuis cet été.

Si l'on en croit les banquiers londoniens, la situation ne risque pas de s'améliorer dans les mois à venir, et l'année sera noire pour la Moscow Narodny. D'après des rumeurs persistantes, le comité de direction de la Banque d'Angleterre a chargé ses deux départements (supervision et international) de suivre la situation de l'établissement au jour le jour. Visiblement, l'accord signé le 28 octobre par les

douze Républiques sur leurs responsabilités conjointes en matière de service de la dette contractée à l'étranger n'a guère apaisé les appréhensions de l'institut d'émission.

La Banque d'Angleterre : no comment

Celui-ci s'inquiète notamment de la détérioration du rapport entre l'endettement extérieur croissant de l'URSS et la chute de son PNB. Les experts financiers partagent cette analyse pessimiste. En dépit de l'excellente réputation de l'URSS - elle a toujours assuré le service de ses engagements dans le passé, - l'agence londonienne de notation financière IBCA a réduit la note attribuée à la MNB.

La Banque d'Angleterre préférerait jeudi 31 octobre au matin s'abstenir de tout commentaire sur la situation particulière des établissements de la place de Londres. « Je ne peux vous assurer que la Banque d'Angleterre ne s'autoriserait pas à nous laisser poursuivre nos activités si nous avions un vrai problème de liquidités », réplique M. Evans. Cet ancien banquier de la CityCorp accueille favorablement l'idée d'une assistance directe des pays occidentaux : « Une telle action nous permettrait de rétablir notre image, et de mieux nous protéger en cas de bouleversement politique fatal. » « Ceci dit, notre situation actuelle ne réclame pas pareille assistance », souligne-t-il. A ses yeux, le mandat octroyé à la VEB comme gestionnaire de la dette et le maintien en activité de la Gosbank, même transformée en Union bancaire des Républiques, sont de bon augure pour la MNB. Symbole par excellence du centre, la Moscow Narodny entend développer désormais ses liens avec les Républiques. A commencer par celle de Russie...

MARC ROCHE

(1) Outre la MNB et l'Eurobank, il faut citer l'East West United Bank (Londres), la Donaubank (Vienna) et l'Ostwest Flaubank (Francfort).

Les banques françaises s'inquiètent d'une défaillance soviétique

Officiellement, l'URSS est encore un pays solvable. Les représentants du groupe des sept ont d'ailleurs révisé de Moscou, mardi 29 octobre, satisfaisant des assurances reçues de la part des douze Républiques. Celles-ci ont en effet consenti à reconnaître conjointement leurs engagements concernant la dette extérieure de l'URSS (la *Monde* du 30 octobre). Elles ont donné mandat à la Banque pour les relations économiques extérieures de l'URSS (Vnechekonbank-VEB) pour la gestion de cette dette, évaluée à 65 milliards de dollars (400 milliards de francs environ).

Malgré le résultat rassurant de la rencontre entre les Sept et les dirigeants de l'ancienne Union soviétique, la communauté bancaire française continue de s'inquiéter des risques de défaut de paiement de l'URSS. Interrogé mardi 29 octobre lors de son point de presse hebdomadaire à propos de la nécessité pour les banques de constituer des provisions sur les crédits accordés à l'Union soviétique, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, a répondu qu'il « va falloir aborder cette question ». Une telle décision aurait une grande portée symbolique puisqu'elle traduirait, pour la première fois, la reconnaissance par l'État français que la signature soviétique est désormais sujette à une possible défaillance.

Le principe des provisions est le suivant. Lorsqu'un établissement bancaire juge qu'il a consenti un

crédit risqué, c'est-à-dire pouvant ne pas être remboursé par l'emprunteur, il choisit en général de constituer une provision, c'est-à-dire de mettre de côté une somme correspondant soit au total, soit à une partie du crédit. Si l'absence de remboursement devient réelle, la provision est absorbée. Les États, afin d'inciter les banques à provisionner leurs crédits à risque sur des pays du tiers-monde, accordent des avantages fiscaux lors de la constitution des réserves. Ainsi, le Trésor français a constitué au fil des ans et de l'évolution de la crise de la dette une liste de soixante pays environ donnant droit à de tels avantages, liste sur laquelle l'URSS n'a jamais figuré.

Les difficultés de la BCEN

Les créances détenues par les banques françaises sur l'URSS étaient évaluées à 29 milliards de francs par les autorités de tutelle au printemps dernier (contre 40 milliards il y a deux ans) ; 8 milliards sont des crédits à court terme (l'enveloppe s'est nettement contractée depuis deux ans), le reste étant constitué par des prêts à moyen et long terme.

Au ministère des finances, on affirme qu'aucune possibilité de déduction fiscale des provisions constituées sur l'URSS ne devrait être annoncée dans l'immédiat. Du côté des autorités de tutelle ban-

caire, on reconnaît que l'inclusion de l'URSS sur la liste du Trésor est « techniquement prête ». La question étant éminemment politique, le ministre des finances peut prendre la décision dans un délai très bref ou au contraire attendre que la situation soviétique s'éclaircisse.

Si les grandes banques françaises s'inquiètent des problèmes de liquidité de l'ex-Union soviétique, l'une d'entre elles en souffre particulièrement : la Banque commerciale de l'Europe du Nord (BCEN), filiale de la VEB. Victime de la chute de confiance de ses déposants et surtout de la méfiance de ses partenaires bancaires, la BCEN est considérée comme « très sensible », même si elle est généralement reconnue comme un établissement sain et bien géré.

Un accord sous l'égide de la Banque de France a été passé récemment afin que l'eurobanque puisse « remettre en ordre ses comptes et continuer ses transactions ». Mais la situation de cet établissement est d'autant plus difficilement contrôlable qu'elle est l'unique banque parisienne dont la position sur l'URSS soit emprunteuse. En effet, au cours des deux dernières années, et encore tout récemment, son actionnaire soviétique lui a transféré des fonds afin de la maintenir à flot. Il n'est pas certain que la VEB puisse continuer longtemps à soutenir sa filiale.

FRANÇOISE LAZARE

Pour stimuler l'activité

La Réserve fédérale américaine baisse ses taux d'intérêt

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli d'un cran supplémentaire sa politique monétaire mercredi 30 octobre en faisant tomber d'un quart de point le taux interbancaire au jour le jour pour le ramener de 5,25 % à 5 %. Par cette décision, la banque centrale des États-Unis a voulu donner un coup de fouet supplémentaire à une reprise économique atémique, comme en a encore témoigné l'annonce mercredi d'une chute de 12,9 % des ventes de logements neufs. Il s'agit de la douzième réduction du taux sur les fonds fédéraux depuis le début de la dernière récession, en juillet 1990.

Ce taux, que les banques appliquent entre elles sur des prêts à très court terme, est la principale arme à la disposition de la Réserve fédérale pour influencer le marché du crédit à court terme. Pour agir sur ce marché, elle injecte des liquidités dans le système bancaire ou en retire selon l'effet recherché.

En début de semaine, M. Alan Greenspan, président de la Fed, s'était déclaré assez pessimiste sur l'état de santé de l'économie américaine en notant « qu'après avoir montré un regain de vigueur cet été, l'économie donnait des signes d'essoufflement ».

La fermeture de la Société métallurgique de Normandie est à l'ordre du jour

Usinor-Sacilor va réorganiser ses activités produits longs

C'est confirmé, le réexamen stratégique que s'est imposé le groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor, pour cause de conjoncture difficile, affectera pour l'essentiel les produits longs courants (poutrelles, fil machine), les plus affectés par la baisse de la demande et la chute des prix. Le PDG du groupe, M. Francis Mer, a proposé à son conseil d'administration, mercredi 30 octobre, un changement radical de configuration industrielle en abandonnant, pour la plupart des aciers longs courants, la filière fonte au profit de la filière électrique.

Le diagnostic a été rapidement fait. Après un examen branche par branche, les dirigeants d'Usinor-Sacilor sont parvenus au constat suivant : à conjoncture basse, le groupe gagne un peu d'argent dans les produits plats et il en gagne beaucoup en période d'activité soutenue : dans les produits longs courants, en revanche, il perd beaucoup en bas de cycle et gagne peu lorsque la croissance redémarre. Le bras de fer qui opposait depuis plusieurs semaines hommes des produits plats et hommes des produits longs sur la répartition des efforts de restructuration a été tranché.

La nomination il y a deux ans de M. Robert Hudry, directeur financier du groupe, à la tête d'Unimetal, avait déjà été interprétée comme une volonté de remise en ordre. Celle-ci s'est avérée encore plus pressante en période de ralentissement de la croissance.

La filière électrique

« Il ne s'agit en aucun cas d'un abandon des produits longs courants », précise-t-on du côté d'Usinor-Sacilor. Les dirigeants du groupe restent en effet convaincus que ces aciers, à valeur ajoutée moyenne, qui s'apparentent encore à une matière première par leur marché très concurrentiel et leur système de formation de prix, peuvent être rentables. Les mesures de restructuration qui doivent être annoncées dans les différents comités d'établissement à partir de la mi-novembre devraient s'accompagner d'un engagement de maintien des tonnages.

La réorganisation que s'approprie en œuvre le groupe sidérurgique français n'en est pas moins

radicale. Il s'agit d'un changement complet de configuration industrielle, puisque, à la filière fonte classique (cokerie, haut fourneau, M. Francis Mer entend substituer la filière électrique (four et ferailles) jugée plus compétitive pour la plupart des produits longs. « Sur ce type d'acier, la maîtrise des prix du marché ne nous appartient pas. Le seul paramètre sur lequel nous pouvons intervenir pour dégager la marge est celui du coût de production », explique-t-on chez Usinor-Sacilor. Le sidérurgiste français estime avoir atteint « une limite technique à l'abaissement des coûts » sur certains sites fonctionnant sur filière fonte traditionnelle.

Le sort de la SMN

L'usine de la Société métallurgique de Normandie (SMN) est la première visée par ce réaménagement stratégique. Implantée à Caen (Calvados), cette unité de fil machine (utilisée dans la verrerie, la boulonnerie, la fabrication de trombones et de chariots de supermarchés) avait été reprise au groupe Empain-Schneider en 1981 par Sacilor. Intégrée dans Usinor-Sacilor lors de la constitution du holding public en 1987, la SMN n'a jamais su trouver son point d'équilibre en dépit de multiples plans sociaux (les effectifs salariés ont été réduits de 4 500 à 1 300 au cours des sept dernières années) et d'un important programme d'investissement. Elle devrait afficher des pertes financières de l'ordre de 200 millions de francs cette année pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard.

Son sort avait été mis en balance lors de la révision du plan acier en mars 1984. Sensible aux arguments des élus locaux, l'Élysée avait tranché en faveur d'un maintien du site sous filière traditionnelle contre l'option alternative qui prévoyait l'installation d'une aciérie électrique, qui aurait permis de conserver 500 emplois sur 4 500. L'unité électrique a finalement été installée en Lorraine à Neuves-Maisons.

La fermeture de la SMN, « en l'absence de l'écart du triangle Sarre-Luxembourg-Lorraine, le triangle d'or de la sidérurgie », comme le reconnaît M. Jean-Paul Brunet, délégué CFDT, est aujourd'hui officiellement programmée. Elle devrait intervenir en 1994. Le passage à la filière électrique de Gandrange-Rombas, autre unité de produits longs, cette fois en Lorraine, est également envisagé.

C. M.

En s'alliant avec le groupe Ajinomoto

Roussel-Uclaf double sa part sur le marché pharmaceutique japonais

Roussel-Uclaf passe la vitesse supérieure au Japon. Le numéro trois du médicament en France, filiale du groupe allemand Hoechst, vient en effet de conclure un accord de principe avec le géant nippon Ajinomoto pour fusionner à la fin de l'année leurs filiales pharmaceutiques au pays du Soleil-Levant, à savoir Roussel-Medica, une société de commercialisation, et le laboratoire Morishita, dont Ajinomoto est le premier actionnaire à 33 %. Roussel-Uclaf détient 50 % du nouvel ensemble ainsi créé, qui réalisera un chiffre d'affaires évalué à 2,3 milliards de francs. Résultat de

cette opération : la firme française va plus que doubler sa part sur le marché japonais du médicament, qui passera ainsi de 0,5 % à 1,3 %. Avec son nouveau partenaire Morishita, Roussel-Uclaf montera du 57^e au 25^e rang dans l'industrie pharmaceutique nipponne.

Boulevard des Invalides, M. Edouard Sakiz, PDG de Roussel-Uclaf, se réjouit. C'est une belle victoire. Malgré ses trente-deux ans d'ancienneté au Japon, la firme française ne serait jamais parvenue à élargir aussi vite son implantation par croissance externe. Les rachats d'entreprise sont virtuellement

impossibles au Japon. Grâce à ce montage habile, elle va désormais pouvoir jouer dans la cour des grands.

Seuls quelques puissants groupes occidentaux, tels sa maison-mère Hoechst, ainsi que l'allemand Bayer, les américains Merck et Pfizer, les suisses Ciba-Geigy et Sandoz sont arrivés à se placer non loin des pharmaciens nippons. L'opération est aussi excellente pour Ajinomoto, un géant de l'agro-alimentaire mais un nain dans la pharmacie, qui compte bien sur Roussel et sur Hoechst pour élargir ses bases.

ANDRÉ DESSOT

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont CLAUDE DARROZE à Lyon, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

L'Algérie a régit ses arrières commerciaux avec la France

D'après la banque centrale algérienne, l'Algérie a payé la presque totalité de ses arrières commerciaux de l'année 1991 avec la France, d'un montant de 2,3 milliards de francs. Sur cette somme, 2 milliards de francs sont constitués par des crédits garantis par la Coface (Compagnie française du commerce extérieur), qui étaient bloqués depuis juillet en raison de graves difficultés de trésorerie en Algérie.

Lire également dans « Le Monde Affaires », l'article de Véronique Maurus : La fin de la « chasse gardée » algérienne

كلنا من الوطن

Le Monde AFFAIRES

La fin de la « chasse gardée » algérienne

Jusqu'ici théorique, l'ouverture du marché algérien devrait se concrétiser rapidement dans un pays soucieux d'attirer les investissements étrangers. Mais la France est aujourd'hui handicapée par rapport aux concurrents qui sont partis plus tard et peuvent ouvrir largement les vannes du crédit

ALGER

de notre envoyée spéciale

CHALEUR, poussière, bousculade. La Foire d'Alger draine comme tous les ans une foule hétéroclite de professionnels et de badauds. Autour du pavillon central, l'atmosphère rappelle le Salon parisien des arts ménagers dans les années 30. Machines à coudre, boîtes à outils, tissus, meubles, vêtements, cuisinières, etc., les familles se pressent pour toucher, admirer, comparer l'introuvable ou l'inaccessible. Dans le stand d'Alger, des jeunes rêvent devant les affiches de voyage et les maquettes d'avions.

En attendant que l'ouverture annoncée aux produits et aux firmes étrangères se concrétise, la Foire demeure un lieu privilégié de projets et de fantasmes pour les Algérois privés de tout. Et un exercice imposé pour toutes les entreprises françaises désireuses de signer des contrats. Elles sont traditionnellement nombreuses puisque, avec 14,7 milliards de francs d'importations en 1990, l'Algérie reste le premier marché hors OCDE de la France, au onzième rang des débouchés, devant la Suède et juste après le Japon et le Portugal.

Au stand Moulinex, pris d'assaut, on a dû protéger les produits derrière des vitrines, et les dirigeants ont le sourire : grâce à l'accord de partenariat conclu avec la société algérienne ENAPEM, les moulinets à café, fers à repasser, et autres robots bien connus des ménages français sont désormais montés sur place et largement distribués. Un nouvel accord de concession devrait, dans un proche avenir, élargir encore le marché des appareils made in France, importés directement et distribués par l'ENAPEM. A terme, une usine commune devrait produire 600 000 batteurs, robots, moulinets à café et aspirateurs par an.

Plus loin, les représentants locaux de l'Industrie algérienne AMC pour la production de constructeurs électriques, comme ceux de Michelin, propriétaire à 100 % de la SATI, qui produit sur place et couvre 25 % du marché des pneumatiques, affichent la même satisfaction doublée d'espoir. Michelin, fort content des nouvelles lois sociales qui lui ont permis d'augmenter sa production de 25 % en un an, envisage même de réinvestir, pour la première fois depuis des années de présence ténue en Algérie.

L'espoir, on le retrouve dans les deux stands qui font cette année l'attraction principale de la Foire : Peugeot et Renault, admis pour la première fois dans l'enceinte réservée aux entreprises nationales pour marquer leur « algérianisation », et littéralement débordés par la foule. Avec respectivement 44 % et 30 % du parc automobile algérien, les deux constructeurs français ont été les premiers à se précipiter pour obtenir le statut de concessionnaire, ouvert par la loi à la fin de 1990, afin de pouvoir importer et vendre enfin directement leurs produits. Peugeot, le plus avancé, a déjà créé une société commerciale d'importation et de distri-

bution, prête à mettre en place en quelques semaines, dans les principales villes, un réseau de 30 concessionnaires. Renault suivra avec quelques mois de retard.

Les pieds déjà dans les starting blocks, les deux entreprises n'attendent plus, pour démarrer les opérations, que la levée des deux derniers obstacles pratiques : la libération promise des prix des automobiles, et la publication par la Banque d'Algérie des taux de change admis sur le marché à terme des devises, qui permettra aux étrangers de se couvrir contre les risques de change. Ces deux obstacles, jusqu'ici paralysants, devaient être levés, assure le ministre algérien du commerce, d'ici une dizaine de jours.

Jean qui rit, Jean qui pleure. Si du côté des grands groupes français, déjà installés sur place et/ou couvrant des secteurs jugés prioritaires (hydrocarbures, automobile, agriculture, pharmacie, fourniture des armées), l'ouverture et la libéralisation économique algériennes offrent de nouvelles et fort alléchantes perspectives, du côté des PME, traditionnellement très présentes de ce côté-ci de la Méditerranée, c'est la débâcle.

« Nous sommes encore là »

Tandis que le pavillon italien, repeint de frais, affiche complet, le pavillon français n'est qu'à demi plein : 325 exposants l'an dernier, 142 cette année, et des plus découragés. Dans les allées étroites qui hébergent tous les petits et moyens entrepreneurs, notamment de la mécanique ou de la machine-outil, la complainte revient en retourneuse : « La COFACE (1) nous fait des misères », gémit l'un, « Pas moyen d'avoir des crédits », pleure l'autre. « Ce marché très bien quand il y a des devises. Comment font les Italiens ? », renchérit un troisième.

Dans certains stands, on frise le drame. Bon nombre de PME françaises, assurent les banques, réalisent en Algérie une part très importante de leur chiffre d'affaires et se retrouvent complètement coincées par les impayés. « L'an dernier en décembre, j'ai reçu un appel au secours d'une petite société de Grenoble, raconte le directeur local du Crédit-lyonnais, elle disait : « On me doit tant, si je ne suis pas payé je saute à la fin de l'année ». En janvier, j'ai reçu une lettre disant : « Merci, nous sommes encore là ! »

Motif : crise financière et concurrence accrue. Car, en attendant qu'un nouveau système se mette en place, l'effondrement de l'ancien a surtout créé une récession sans précédent. « L'économie traditionnelle est cassée et jusqu'ici rien ne la remplace », explique le représentant de Rhône-Poulenc. Les réformes, maladroites, trop brutales et surtout engagées au pire moment, ont paralysé l'économie qui ne tourne qu'à 50 % de ses capacités, tandis que les investissements ne représentent plus qu'un quart à peine de ce qu'ils étaient il y a dix ans. Les nouvelles lois permettent certes théoriquement aux étrangers de vendre directement en Algérie, mais, compte tenu des conditions posées pour obtenir une concession (engagement d'investir



dans l'industrie locale notamment), seules les grandes entreprises ont jusqu'ici eu les moyens de se lancer.

Les autres souffrent avec leurs clients. Incapable de faire face aux échéances de sa dette, le gouvernement algérien n'a eu d'autre ressource cette année que de resserrer dramatiquement l'accès aux devises. Résultat : une chute de 26 % des importations algériennes au cours du premier semestre 1991 et une multiplication des impayés, dont les entreprises françaises, surtout les plus petites, ont fait les premières les frais.

A l'heure des difficultés, le rang de premier fournisseur se paie cher, et la France, avec 23,4 % des importations, a été de loin la plus affectée par les défauts de paiement. L'Algérie a accumulé depuis la fin juin auprès des banques françaises 1 milliard de francs d'impayés sur les crédits à court terme et 740 millions de francs sur les crédits à moyen et long terme. Résultat : un blocage quasi total des crédits fournisseurs et des affaires. Les autorités françaises refusent de garantir les crédits aux acheteurs qui ont déjà des arriérés. Quant aux autres, ils sont pour la plupart incapables de financer les 15 % de la dette en liquide exigés, et là ce sont les banques qui refusent le refinancement des crédits non garantis, arguant de leurs impayés. « Les banques françaises sont saturées, explique le directeur de la BNP, la politique algérienne a concentré sur nous les retards de paiements afin de rembourser en priorité les autres créanciers, ce qui nous met dans une position embarrassante... »

« Simple problème de liquidité qui tient à la conjoncture et aux réformes de structures », assure le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Jean-Noël Jeanneney, en saluant la volonté du gouvernement

algérien d'avancer dans le sens de la libéralisation. « L'Algérie n'est pas insolvable, il faut dépasser cette période. A moyen terme, il est essentiel que la France ne rate pas l'échéance créée par la politique courroucée du pays. » De fait, il semble que le plus dur soit déjà passé. L'Algérie s'est acquittée de la presque totalité de ses arriérés commerciaux avec la France pour 1991 (2,3 milliards de francs), geste demandé en juillet par M. Bérégovoy. Dès l'an prochain, l'état financier dans lequel se débat le pays devrait se desserrer : l'échéance est moins importante et

une partie de la dette est d'ores et déjà réaménagée.

Une chose est sûre cependant : même si sa situation financière se rétablit, l'Algérie ne sera plus, et pour longtemps, la « chasse gardée » de jadis, lorsqu'il suffisait aux hommes d'affaires français de convaincre, l'atout de la langue et du franc - monnaie « officielle » du marché noir des devises - aidant, un ou deux gros clients algériens, la plupart du temps publics, et de profiter des crédits garantis par la France. Des crédits d'autant plus largement distribués que le pays, bénéficiant de

Le recul de la France

Depuis quelques années, les positions commerciales françaises en Algérie s'affaiblissent. Bien qu'elle reste, et de loin, le premier fournisseur du pays, l'industrie française ne couvre plus qu'un quart environ des importations contre près de deux tiers en 1985. Elle est désormais talonnée par l'Italie (12 %) et les Etats-Unis (11,2 %). Les entrepreneurs français sont de plus en plus sigillonnés par de nouveaux venus fort agressifs : Espagne, Turquie, Yougoslavie, Corée du Sud, etc., qui, longtemps mal implantés ou absents, ont, ces cinq dernières années, conquis des parts non négligeables sur des secteurs bien précis.

Si la France garde une position prédominante dans onze secteurs-clés (automobile,

pharmacie, produits chimiques, machine-outil, etc.), où elle couvre en moyenne 47 % du marché, elle a perdu depuis 1985 sa position de leader sur cinq secteurs importants : machines et appareils spécialisés, produits laitiers, matières plastiques artificielles, télécommunications, et pneumatiques. Enfin, les entreprises françaises ont beaucoup reculé dans l'ensemble des secteurs divers, qui représentent une faible part des importations algériennes et où elles n'avaient jamais eu de position dominante. Bref, la France se replie, dans l'ordre, sur ses points forts traditionnels... au grand dam des petites et moyennes entreprises, premières victimes du mouvement.

revenus pétroliers confortables, payait rubis sur l'ongle ses échéances, et que le gouvernement français espérait bien rééquilibrer grâce au commerce courant le gonflement de la facture du gaz algérien. Une époque révolue. Trop lourdement engagée, la France, premier créancier avec un bon tiers de la dette, est aujourd'hui handicapée par rapport aux pays qui, comme l'Italie, sont partis plus tard et peuvent aujourd'hui ouvrir largement les vannes des crédits.

« De la place pour tous »

Paris a certes depuis juillet consenti de nouveaux sacrifices : augmentation de 1 milliard de francs du montant des crédits permanents (« revolving ») accordés à l'Algérie, octroi d'une nouvelle tranche de 1 milliard destinée à l'automobile, crédits spéciaux destinés à financer l'achat de 1,2 million de tonnes de céréales, préfinancement des achats de pétrole et de gaz, et mesures diverses afin d'accélérer les règlements.

Mais elle ne peut rivaliser avec les 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de concours à moyen et long terme mis sur la table par l'Italie au cours de l'été. Elle ne le souhaite d'ailleurs pas. « Il y a de la place pour tous les amis de l'Algérie », assure Jean-Noël Jeanneney. « Dans cinq ans les Italiens achèteront deux fois plus de gaz que nous, il est normal qu'ils cherchent à augmenter leur part de marché pour rééquilibrer leurs échanges », note pour sa part l'ambassadeur de France à Alger.

Seul moyen de contrer cette évolution inéluctable : l'implantation directe sur le marché algérien, désormais autorisée par les textes dans le commerce comme dans l'industrie. Jusqu'ici restée théorique, faute de textes d'application (sur les taux de change, les prix, la protection des investissements, l'assurance, la législation pétrolière et minière, etc.), cette ouverture devrait rapidement se concrétiser, assurent les autorités algériennes, anxieuses d'attirer au plus vite les investissements étrangers, principale condition de réussite du plan de redressement économique. « Nous voulons participer à la division internationale du travail dont nous avons été longtemps absents », assure M. Foudil-Bey, ministre algérien au commerce, l'Algérie est ouverte sur le marché maghrébin qui représente 60 millions d'habitants et en aura 100 millions d'ici à 2010. C'est aussi un pays où on peut produire à très bas prix. » A condition d'avoir la taille et les moyens d'investir, ce que n'ont pas les PME françaises.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) La COFACE est l'organisme public qui garantit les crédits à l'exportation.

Les PMI françaises en voie de redressement

Une enquête conjointe du Crédit national et de son homologue germanique, Industrie Kredit Bank GA, révèle que les grosses PMI françaises ont comblé leur handicap vis-à-vis des industries allemandes

BOUSCULANT les idées reçues, une enquête conjointe du Crédit national et de son homologue germanique, Industrie Kredit Bank GA, révèle que sur la décennie 1980-1990, les grosses PMI françaises non seulement ont redressé leur situation vis-à-vis des grosses PMI allemandes, mais encore ont pu les dépasser au cours des trois dernières années, en exploitation du moins, sinon en structures de bilan qui restent moins favorables de ce côté-ci du Rhin.

Pour mener son enquête, le département des études du Crédit national, à partir de la centrale des bilans de l'établissement, a constitué un échantillon de 619 sociétés clientes, suivies sur les onze dernières années (1980-1990). Il s'agit d'entreprises assez importantes, avec un chiffre d'affaires moyen de 460 millions de francs en 1990, dans le secteur de la transformation : biens intermédiaires, biens de consommation,

biens d'équipement, automobile, à l'exclusion du BTP, de l'énergie, des services et des commerces. De son côté, le service d'études de l'Industrie Kredit Bank a extrait de sa base de données comptables EBILA un échantillon de 1 022 sociétés comparables (taille voisine, même secteur d'activité) suivies sur les cinq années, 1986-1990.

En ce qui concerne les PMI françaises tout d'abord, l'enquête note qu'après quatre années de détérioration assez marquée, le redressement des performances d'exploitation a été rapide et continu à partir de 1984, amenant les ratios suivis à des niveaux records en 1989. Ainsi, le taux de marge (excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée), après avoir reculé de quatre points, augmente de onze points entre 1983 et 1989, atteignant 36 %, soit un niveau supérieur à tous ceux relevés depuis seize ans, largement comparable à celui de la période faste, 1970-1973.

Ce déplacement du partage du revenu en faveur des entreprises reflète la maîtrise des rémunérations qui a entraîné une progression des salaires réels inférieure à celle de la productivité, souligne le Crédit national.

Performances d'exploitation

De même, la rentabilité économique (excédent net d'exploitation plus produits financiers par rapport aux capitaux mis en œuvre), déjà faible en 1980, s'est encore détériorée à 1981 à 1984, restant inférieure à celle qu'apportaient des placements financiers à taux élevés et sans risques, ce qui faisait craindre à certains un désintérêt pour l'investissement industriel. Elle s'est, ensuite, nettement redressée avant de reculer en 1990 tout en restant à un niveau relativement élevé (15 %).

La rentabilité financière (résultat courant avant impôts rapporté aux

fonds propres) a doublé au cours de la décennie. Quant à la marge brute d'autofinancement (MBA), elle a évolué très favorablement, doublant également entre les années 1981-1983 et les années 1988-1990. Ce qui a soutenu l'investissement passé de moins de 11 % à plus de 16 % de la valeur ajoutée dans l'agrégat du Crédit national. De plus, la vive croissance des investissements financiers (acquisitions de sociétés) a porté l'investissement global de 12,5 % de la valeur ajoutée en 1982 à plus de 20 % en 1989-1990.

Cette amélioration continue des performances d'exploitation a permis, par accumulation des profits comme par apport de capitaux extérieurs, une profonde transformation des structures des bilans pour les PMI étudiées. Les fonds propres ont été nettement renforcés, plus de 50 % des capitaux mis en œuvre contre moins de 40 % jusqu'en 1985. Par ailleurs, la dette à moyen et long terme revient de 60 % des fonds pro-

pres à 30 % actuellement. En conséquence, la solvabilité des PMI étudiées s'est notablement améliorée, seize mois de MBA suffisant aujourd'hui à rembourser la dette à long et moyen terme contre trois ans en 1982, 1983, 1984. Enfin, l'allègement de la dette, associé au recul des taux d'intérêt apparents de 1983 à 1988, a permis une très forte réduction du poids des frais financiers : 45 % de l'excédent brut d'exploitation en 1982 et 18 % en 1988, sommet de la courbe, avant un alourdissement en 1989 et 1990.

Des frais financiers plus lourds

Cette amélioration des performances des PMI françaises était certes connue ou entrevue, mais le plus piquant est qu'elle les a conduites, en moyenne sur les trois dernières années, à dépasser leurs concurrentes allemandes. C'est vrai pour le taux de marge mesuré par le

rapport excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires (et non plus valeur ajoutée, la comparaison étant difficile). C'est vrai aussi pour la rentabilité économique, un peu plus de 16 % en France, et un peu moins de 12 % en Allemagne. C'est vrai, enfin, pour la rentabilité financière, même si la différence est moins nette (24,7 % en France, et 23,9 % en Allemagne) et s'inverse en 1990 (21,3 % en France, stabilité outre-Rhin).

En ce qui concerne les fonds propres, la comparaison est viciée du fait des provisions pour retraites (qui, en Allemagne, constituent des ressources longues). En ajoutant ces provisions, le rapport de l'endettement aux fonds propres est favorable aux entreprises allemandes : 5,5 % contre 7,7 % pour les françaises.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite page 18

هذا من المال

هنا من المص

AFFAIRES

Quand la Chine s'initie au capitalisme

La Chine est l'un des derniers réservoirs de main-d'œuvre très bon marché du monde. Des entreprises à fort coefficient de manutention s'y précipitent pour faire fabriquer à bon compte

SHENZHEN

de notre envoyé spécial

ELLES se reposent. Certaines ont fermé les yeux et posé la tête sur l'établi, les bras croisés en guise d'oreiller. D'autres sont assises, le regard fixé dans le vide. Comme chaque après-midi, la chaîne s'est arrêtée pour la pause. Dans dix minutes, les tapis roulants qui alimentent les ouvrières en composants obligent ces jeunes filles, dont la moyenne d'âge avoisine vingt-deux ans, à reprendre leurs gestes mécaniques. Au sein de deux blocs de béton de cinq niveaux chacun, les cinq mille ouvrières de la Shenzhen Electronic Industry Mei Zhi Manufactory, une filiale de Thomson située dans la zone industrielle de Shenzhen, en Chine communiste, montent interminablement, pendant dix heures par jour, trente mille radios, radiocassettes, radios-réveils... qui alimenteront les étalages des grandes surfaces de vente en Europe et aux États-Unis.

Shenzhen, dans la province de Canton, c'est le pays de l'argent facile et des salaires mirobolants (pour la Chine s'entend) sur fond de contrôle policier. C'est aussi la plus importante des cinq zones économiques spéciales (ZES) que le gouvernement de Pékin a ouvertes aux investissements étrangers depuis le début des années 80, dans le cadre du programme des « quatre modernisations ». Passer de Hongkong à Shenzhen ne prend qu'une heure et demie de train, formalités douanières comprises. Là, le visiteur est happé par une cité-champignon, polluée par les embouteillages, assourdi par les motos japonaises qui ont supplanté le vélo, classique instrument de transport en Chine. Buildings de vingt-cinq étages en construction, circulation routière frénétique, publicité agressive, la ZES de Shenzhen est devenue le poumon industriel de la colonie britannique.

Moins loin et moins cher

Près de seize mille entreprises ayant une base à Hongkong ont délocalisé leur production dans la province de Canton, et principalement à Shenzhen et dans les bourgades environnantes. Sans parler des joint-ventures qui, en provenance de Taiwan, du Japon, de la Corée ou des États-Unis, installent des usines en Chine sans passer par la colonie britannique. En tout, le capital étranger fait vivre près de deux millions de salariés de Chine communiste.

Quand la hausse des coûts salariaux a commencé à rendre la main-d'œuvre de Hongkong moins compétitive, la filiale de Thomson

s'est posée la question d'émigrer. « Il y avait à la fois pénurie de main-d'œuvre et hausse des coûts salariaux », explique K. M. Lo, chinois de Hongkong et directeur général de Thomson Audio Hongkong, filiale de Thomson Consumer Electronics, la branche grand public du groupe nationalisé. Il fallait partir, mais pour aller où ? Un investissement en Malaisie a été étudié. Mais la solution Shenzhen s'est imposée tout de suite. « Moins loin et moins cher. Au lieu de payer de 4 000 à 5 000 dollars Hongkong (de 3 200 à 4 000 francs environ) par poste de travail, la Chine offrait des travailleurs de cinq à sept fois moins chers. Seul problème : il fallait passer sous les fourches caudines du joint-venture. Jusqu'à la fin des années 1980, un accord de partenariat était le seul moyen d'accéder à ce formidable réservoir de main-d'œuvre bon marché qu'était la République populaire de Chine.

Il y a trois ans, Thomson a donc réalisé une filiale 50/50 avec la République populaire de Chine, laquelle s'est chargée de trouver les murs pour abriter les machines, recruter et gérer la main-d'œuvre. A charge pour Thomson de la former, de l'encadrer et surtout de payer 100 dollars US par salarié et par mois au gouvernement chinois. Ce dernier reverse ensuite aux salariés (en yuan renminbi, c'est-à-dire en quasi-devises) une somme légèrement inférieure. La province de Canton se rémunère donc deux fois, sur les salaires et par un partage annuel des bénéfices. Le partenariat, c'est aussi la solution choisie par Pepsi-Cola. Dès 1981, la Happiness Soft Drink Factory, filiale de PepsiCo, a été installée à Shenzhen pour réduire les coûts de production. L'usine hautement automatisée, pourvue d'une station d'épuration d'eau, emploie cent cinquante salariés et produit cinq millions de canis de boissons gazeuses par an.

Au mur du bureau de Wang Yong Jin, directeur chinois de l'usine, s'étalent les nombreux trophées récompensant la productivité et la qualité des produits de son établissement. Wang Yong Jin ne parle pas anglais, et c'est sa secrétaire, universitaire de Chine populaire recrutée par petite annonce dans le nord du pays, qui fait le lien entre lui et la direction pour l'Asie de PepsiCo. C'est elle qui, en traduisant, explique les nombreuses difficultés rencontrées lors de la mise en route. Outre la formation des salariés, il a fallu résoudre les problèmes de rupture d'énergie ou d'acheminement des marchandises. Aujourd'hui, les seules difficultés réelles de la Happiness Soft Drink Factory tiennent à l'impossibilité de s'agrandir. Encastrée dans un faubourg de Shenzhen, l'usine ne peut se développer qu'au détriment des HLM environnantes. Et la

bureaucratie de Canton assimile lentement la notion d'urgence en matière industrielle.

Cette lenteur bureaucratique, Leon Polikoff, directeur technique de Powell and Peralta, société californienne leader mondial de la planche à roulettes, l'accepte avec philosophie. « Cela fait un an que nous négocions avec le gouvernement chinois pour ouvrir une unité de production de vêtements de sport. Nos interlocuteurs sont très au point sur le plan technique, mais prennent le temps de boire une tasse de thé et de fumer une cigarette. Il faut nous adapter à leurs habitudes. » Bien que le cadre de l'accord ait été tracé — apport de technologie pour Powell and Peralta, accès à toutes les infrastructures et facilités pour le gouvernement chinois — la mise au point du contrat définitif de partenariat progresse lentement.

Depuis peu cependant, il est possible aux investisseurs étrangers de créer des sociétés autonomes sans passer par un accord de partenariat. Pour une somme de 4 000 à 6 000 dollars Hongkong (de 3 200 à 5 000 francs), des cabinets spécialisés de Hongkong fournissent aux investisseurs des structures juridiques clés en main permettant de créer en quelques jours une société en Chine populaire. Hasit Company Limited, une PME spécialisée dans la commercialisation de produits textiles (15 millions de francs de chiffre d'affaires en 1990), a ainsi monté, en association avec des investisseurs de trading chinoise de Hongkong, Carapace, une société pour la fabrication d'Antin (une bourgade située à quarante-cinq minutes de taxi de Shenzhen), de sacs de voyage, baluchons et petits accessoires de mode pour le compte de clients situés en France, mais aussi à Singapour, au Japon, au Koweït et en Australie.

Des ouvrières d'origine paysanne

Hasit Company Limited n'étant pas un joint-venture, les murs de l'usine ne sont plus fournis mais loués à la municipalité pour environ 20 000 dollars Hongkong (16 000 francs) par an. « On avait d'abord choisi un autre emplacement pour implanter l'usine, confie Maria Esquivel, directrice des opérations de Hasit. Mais on s'est aperçu que la municipalité comptait l'électricité trois fois par semaine. Il aurait fallu investir dans un groupe électrogène, lequel, à ce rythme, se serait usé en deux ans. C'est pourquoi nous avons choisi Antin. » Les coupures électriques n'ont pas disparu, mais elles sont devenues accidentelles et non plus systématiques. Chez Hasit comme chez Thomson, la productivité est le problème numéro un des employés.

Les ouvrières sont toutes d'origine paysanne. Attirées par les « hauts salaires » de Shenzhen, elles quittent leur village pour la ville, mais n'ont pas la moindre idée de ce qu'est un objectif de production. « Le contrôle de la qualité ou l'organisation du travail leur apparaît superflu », déplore K. M. Lo. Après trois ans, les cinq mille ouvrières de la Shenzhen Electronic Industry remplissent à 7 % près les objectifs de qualité et de quantité que les industriels de Hongkong exigent de leurs salariés dans la colonie britannique. « Beaucoup a été fait, mais ça n'a pas été une partie de plaisir. Aujourd'hui encore, il faut vérifier chaque étape de la manutention. »

D'ailleurs, les cadres de l'usine Thomson sont tous des Chinois de Hongkong. Ils passent la semaine à Shenzhen et ne rentrent dans leur famille que les fins de semaine. Chez Hasit, près de soixante-dix jeunes filles, âgées de dix-huit à vingt-trois ans, travaillent, mangent et dorment sur le lieu même de la production. Les débutantes sont payées à la pièce. Seules les ouvrières chevronnées sont mensualisées. Sur leur salaire, la moitié des frais de nourriture sont retenus

par l'employeur. Elles sont logées dans l'usine, à quatre par chambre.

Bien que les syndicats soient absents, les revendications existent. Les ouvrières ne se plaignent jamais de la promiscuité, le fait même de dormir dans un lit représentant, si l'on en croit leurs employeurs, un « progrès » par rapport aux conditions de vie de la paysannerie en Chine. Mais la nourriture et les salaires font l'objet de griefs précis. « Une fois, elles se sont plaintes de la qualité du petit déjeuner, se souvient Maria Esquivel. Il a fallu aller demander au cuisinier ce qu'il fabriquait avec le budget qui lui était alloué. »

Les distractions du karaoké

Chez Thomson aussi, les plaintes sont jugées « fréquentes ». Mais, comme c'est le gouvernement chinois qui gère la main-d'œuvre, la direction de l'usine n'en entend parler que par la bande : « Tantôt c'est l'équipe de nettoyage qui « oublie » de nettoyer les chaises, tantôt c'est le salaire. Mais le manque d'espace n'est jamais un problème. »

Le courrier des salariés arrive à l'usine, et tout, jusqu'aux loisirs, est assuré par l'employeur. Pour éviter à ces très jeunes filles de déprimer loin de leur famille, la salle à manger est équipée d'un téléviseur — Shenzhen peut capter les chaînes en chinois de Hongkong — et surtout d'un karaoké. Cet appareil japonais, très populaire en Asie, est l'alternative d'un téléviseur, d'un magnétoscope et d'un micro. Les cassettes diffusent la musique de chansons à succès, les paroles défilent sur l'écran de télévision, et n'importe qui peut, micro en main, s'improviser rock-star, crooner ou chanteur populaire devant sa famille ou ses amis. Les jeunes ouvrières chinoises qui ont réussi à passer du village à l'univers industriel sans craquer et qui restent entre trois et quatre ans en moyenne pour se constituer un pécule sont très friandes de ce genre de distractions.

Bien que la corruption administrative n'existe pas à Shenzhen (pois-de-vin par exemple), les industriels sont unanimes à se plaindre des douaniers. Ces derniers ont en effet compris que bloquer l'arrivée des matières premières, ou le départ des produits finis vers Hongkong, désorganise la production. Un excellent moyen de voir surgir un responsable d'entreprise qui se fera un plaisir d'aplanir toute difficulté administrative à l'aide d'une bouteille de cognac ou d'un dédommagement financier. Le budget des frais généraux en sort gonflé, mais les salariés sont si faibles...

YVES MAMOU



Cinq zones économiques spéciales

Cinq zones économiques spéciales (ZES) ont été créées par le gouvernement de la République populaire de Chine. Outre Shenzhen, dans la province de Canton, il y a Zhuhai, Shantou, Xiamen et l'île de Hainan. Instaurées dans le cadre du programme des « quatre modernisations » au début des années 80, les ZES ont un statut proche de celui des zones franches et permettent d'expérimenter les modes de gestion occidentaux. En fait d'expérimentation, ces zones sont devenues de véritables enclaves capitalistes qui jouent un rôle de plus en plus important dans les échanges extérieurs de la Chine.

En 1991, quant à la province de Canton, sa croissance industrielle, estimée à 25 % cette année, la place en tête du hiérarchie économique des régions.

Bien entendu, le moteur de la croissance réside pour beaucoup dans le dynamisme des entreprises étrangères installées en Chine. La moitié du commerce extérieur des ZES leur revient. Ces entreprises ont aussi notablement modifié la structure du commerce extérieur chinois. Selon les données de la République populaire de Chine, les produits manufacturés représentent 89 % des exportations des ZES, qui sont principalement les produits électriques et mécaniques, les produits textiles et les vêtements. A l'importation, les machines-outils représentent 35 % du total, suivies de près par les produits agroalimentaires, la bureaucratie, les télécommunications.

Les principaux partenaires commerciaux des ZES sont par ordre d'importance : Hongkong (59 %) — la colonie britannique ayant aussi investi plus de 16 milliards de dollars dans la province de Canton — le Japon, les États-Unis, Singapour, l'Allemagne, la France, l'Indonésie, la Malaisie, la Grande-Bretagne.

Au premier semestre 1991, le montant total du commerce extérieur des cinq ZES s'est élevé à 8,3 milliards de dollars US, soit une hausse de 30 % par rapport à la même période de 1990. A elles seules, les ZES représentent 20 % du commerce extérieur de la Chine. Shenzhen est de loin la plus importante de toutes les zones, avec un chiffre d'affaires (import-export) qui représente 61 % du total des cinq ZES. Au premier semestre 1991, Shenzhen a exporté pour 2,55 milliards de dollars US contre 2,5 milliards de dollars d'importations. Sa production industrielle a

Une enquête sur les PMI françaises

Suite de la page 17

En retranchant de telles provisions, c'est la France qui l'emporte : 85 % des fonds propres contre 55 % en RFA. Le raisonnement est le même pour le rapport fonds propres sur capitaux mis en œuvre : avec 50 %, les PMI françaises sont mieux capitalisées que les allemandes (38 %) sans les provisions pour retraites, et moins bien dans le cas contraire (55 % contre 61 %).

Tout de même, ces performances gauloises doivent être tempérées par deux facteurs. D'abord, les frais financiers en France sont plus lourds qu'en Allemagne (près de 20 % de l'excédent brut d'exploitation contre un peu plus de 15 % en Allemagne, notamment, d'un coût plus élevé de la dette

remunérée (taux d'intérêt apparent de 9,4 % contre 8 %). Ensuite, la marge brute d'autofinancement est un peu moins forte pour les entreprises françaises (7,3 % du chiffre d'affaires contre 8 % outre-Rhin).

Pour Yves Lyon-Caen, président du Crédit national, ces travaux « robustes et de manière à résister à la critique » donnent des PMI françaises une vision moins sombre que celle tracée par les médias, et révèlent que l'économie française est plus saine que ce que l'on pouvait escompter. « Ce qui peut relativiser l'inflexion 1990-1991, et permettre une reprise de l'activité économique plus équilibrée. » Néanmoins, les PMI de dimension moindre, les petites notamment, dont la situation financière était souvent moins favorable, ont été fortement ébranlées depuis dix-huit mois, et dans le bâtiment et les travaux publics, la crise est devant nous. Mais, pour la transformation, l'ampleur du redressement effectué par les PMI françaises ébranle bien des options reçues. Nul ne s'en plaindra.

FRANÇOIS RENARD

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton, 5^e F. dim. Park
YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e F. lundi

12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.
SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDIPUB 634 123 F
Téléfax : 46-62-79-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75901 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (Valeurs normales y compris CEE inclus)
3 mois	469 F	572 F	700 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 628 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Les pertes de Renault atteignent 100 millions de francs par jour

M^{me} Aubry propose une issue négociée au conflit de Cléon

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a proposé mercredi 30 octobre devant l'Assemblée nationale que la direction de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) et les grévistes se mettent d'accord pour « fixer une heure où seront simultanément rétablis la liberté du travail et le démarrage des négociations ».

M. Jean Cordouan, directeur régional du travail, a été chargé de renouveler le dialogue entre les deux parties afin de sortir de l'impasse le conflit de Cléon, qui entre dans sa deuxième semaine et continue de paralyser l'ensemble de la production du groupe.

« Chacun aura intérêt à saisir cette ultime possibilité », a déclaré M^{me} Aubry, qui estime que « ce

Dans une note à ses services

Le ministre du travail définit la qualité des plans sociaux

Dans une note à ses services, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, précise les critères qu'elle porte contre les « mauvais plans sociaux », qu'elle avait dénoncés en septembre (le Monde des 5, 10 et 11 septembre), et ce qu'elle attend des inspecteurs du travail.

Elle demande de veiller à « la qualité et l'efficacité » des plans qui, actuellement, « n'assurent pas aux salariés concernés les meilleures chances de reclassement ».

Sont visées les primes au départ volontaire, parfois importantes, qui constituent « un leurre », et les préretraites, qui « ne doivent représenter qu'une fraction minoritaire du surcoût ».

Le ministre préfère que l'on donne « la priorité aux reclassements internes » ou, quand ce n'est pas possible, souhaite « une véritable implication de l'entreprise » pour les reclassements externes, afin « d'aboutir à un retour à l'emploi aussi rapide que possible ». Pour les cas les plus difficiles, elle préconise le recours aux congés de conversion.

conflit n'a que trop duré » et que « chacun doit prendre sans délai sa part de responsabilité et s'attacher à tirer les conséquences qui s'imposent pour l'avenir ». Selon le gouvernement, Renault perd 100 millions de francs par jour depuis le début de la grève et 47 000 voitures n'ont pu être produites.

Le ministre a indiqué que la direction de l'entreprise « a accepté de mettre sur la table de négociation la question de l'intéressement, ce qui est important pour aboutir à une issue positive » ainsi que « les problèmes propres à Cléon » en matière « de conditions et de relations de travail et de qualifications ». Au siège de la firme au losange, on confirme que les discussions concernaient le seul établissement de Cléon. Elles pourraient notamment porter sur les mécanismes d'intéressement collectif aux performances.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, M. Cordouan a rencontré à Rouen les délégués syndicaux de l'usine pour une première « réunion exploratoire », au cours de laquelle la levée des piquets de grève et l'ouverture simultanée de négociations (que M^{me} Aubry envisageait pour jeudi) n'a pas été évoquée. Il devait rencontrer la direction de l'usine dans la matinée avant de recevoir de nouveaux les syndicats. Pour la CGT, la tentative de dénouer le conflit représente « une avancée », mais ses responsables locaux estiment que « c'est à la direction d'abaisser ses cartes ».

□ Bâtiment : la ville de Bapaume (Pas-de-Calais) règlera ses factures à trente jours. — La fédération du bâtiment de la région Nord-Pas-de-Calais a signé vendredi 25 octobre une convention avec la ville de Bapaume (Pas-de-Calais) pour le règlement des factures à trente jours. Bapaume après Narbonne (Aude), en juin, est la deuxième ville à conclure un accord de ce type, également en cours de préparation à Castelnau-

Les engagements du président de la République

M. Mermaz et les syndicats agricoles veulent faire avancer le dossier des préretraites

A l'issue de la réunion de concertation entre le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, M. Louis Mermaz, et les responsables agricoles, mercredi 30 octobre, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a déclaré qu'« il avait reçu quelques engagements du ministre » sur la généralisation des préretraites à partir de 55 ans, la détaxation des carburants d'origine agricole et l'allègement de la fiscalité pour la transmission des entreprises agricoles. En revanche, les responsables syndicaux ont regretté qu'il n'y ait aucun chiffrage précis des mesures par le gouvernement.

« Agir vite » est le maître mot du gouvernement puisque M. Mermaz a indiqué : « Dès lors que le président de la République a fait des propositions (NDLR : dans le Journal du Centre le 24 octobre), il importe de les traduire dans les actes ». Le ministre va transmettre au premier ministre des propositions concrètes, et il n'a pas écarté que « certaines mesures significatives soient intégrées dans le budget 1992, comme les préretraites ».

Quant à la confédération paysanne, syndicat proche de la gauche qui n'avait pas été convié avec les autres organisations syndicales et professionnelles à la réunion du 30 octobre, son porte-parole M. Guy Le Fur a déclaré : « C'est scandaleux, il y a une concertation à deux vitesses et l'agriculture est divisée en deux classes ».

dary (Aude). La Fédération nationale du bâtiment (FNB) a entamé depuis plusieurs mois une campagne pour convaincre les maires de signer des conventions les engageant à créditer les comptes bancaires des entreprises du secteur du bâtiment dans les délais de trente jours. Bapaume après Narbonne (Aude), en juin, est la deuxième ville à conclure un accord de ce type, également en cours de préparation à Castelnau-

ENVIRONNEMENT

Un projet de décret sur les déchets d'emballage

Les industriels devront se convertir à l'écologie

En l'an 2 000, 75 % des déchets d'emballage ne devront plus finir dans les décharges : M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a présenté, mercredi 30 octobre, un projet de décret obligeant producteurs, importateurs et distributeurs d'emballages domestiques à « pourvoir ou à contribuer » à leur réemploi, leur recyclage ou leur élimination. Dans un rapport, M. Jean-Louis Boffa, PDG de Saint-Gobain, suggère la création à cet effet d'une société financée par les industriels.

La France croûte sous une montagne de déchets (579 millions de tonnes annuelles) que chaque Français contribue à ériger en déversant dans sa poubelle 385 kilos d'ordures ménagères par an (535 kilos pour le Parisien), selon un récent rapport parlementaire présenté par M. Jean-Marie Bockel, député socialiste du Haut-Rhin (le Monde du 26 octobre). Une progression qu'il convient de freiner, a souligné M. Lalonde en rappelant que « les emballages représentent de 35 % à 45 % du poids des déchets des ménages, de 45 % à 50 % de leur volume, et [que] cette part ne cesse de croître sous la pression de notre mode de vie ».

C'est pourquoi le ministre s'est fixé un objectif, donné une arme et a demandé aux industriels de lui faire des propositions en ce sens. L'objectif ? Que les trois quarts des déchets d'emballage n'aillent plus en décharge à l'horizon 2 000, mais soient « valorisés » par réemploi pour ceux qui le permettent, par recyclage pour ceux dont les matières premières peuvent aisément ressortir ou par « valorisation énergétique » pour ceux qui doivent être brûlés. L'arme ? Un projet de décret contraignant, qui devrait entrer en application au 1^{er} janvier prochain, après une large concertation, « afin de préparer l'industrie aux obligations qui lui seront faites » à compter du 1^{er} janvier 1993.

Sur les moyens de parvenir à son objectif, le ministre s'est montré, en revanche, beaucoup plus pragmatique, laissant la parole aux industriels. Au printemps dernier, il avait demandé à M. Antoine Riboud, PDG de BSN, de lui faire une série de propositions (le Monde du 20 juillet). Des propositions approuvées à l'unanimité par une trentaine de chefs d'entreprise des secteurs concernés (distribution, biens de consommation, emballage, matériaux et élimination des déchets) et que M. Jean-Louis Boffa, président du groupe Saint-Gobain, a prolongées par une étude sur leur mise en œuvre.

Une « marque » distinctive

Le principe du projet dévoilé par le ministre mercredi est d'obliger « les conditionneurs (...) ainsi que les importateurs de produits conditionnés à pourvoir ou à contribuer à la récupération des déchets d'emballage », soit en reprenant leurs propres emballages auprès des ménages ou par voie de consignation — une pratique la plus souvent compliquée et coûteuse, — soit en déléguant cette obligation à un organisme agréé par l'Etat. Les industriels seraient puissamment incités à recourir aux services de cet organisme, par l'apposition d'une « marque » distinctive sur l'emballage de leurs produits. Une « marque » qui ferait d'eux de véritables défenseurs de l'environnement.

Baptisé Eco Emballage, cet organisme (qui pourrait voir le jour au 1^{er} janvier) aurait pour mission de favoriser le développement, par les communes, de la collecte et du tri des déchets d'emballage dont il serait ensuite tenu de garantir l'enlèvement et la valorisation. Société de droit privé, il réunirait en son sein producteurs d'emballage et conditionneurs, et son financement serait assuré par les industriels ou les importateurs recourant à ses services : 1 centime par emballage (quel que soit son matériau) la première année ; 2 centimes la seconde année ; 3 centimes ensuite. Les fonds ainsi dégagés (plus de 2 mil-

liards de francs en année normale) permettraient à la société d'une part de dédommager les collectivités territoriales pour la collecte et le tri initial des déchets et d'autre part de veiller à la « valorisation » de ces mêmes déchets par filière de matériaux : acier, aluminium, papier-carton, verre, plastique, matériaux complexes. La boucle serait bouclée.

« Nous avons cherché à faire simple et souple », a expliqué M. Boffa. A faire moins cher et moins protectionniste aussi que nos concurrents allemands, puisque le système « point vert » mis en place depuis quelques semaines outre-Rhin revient à 7 centimes par emballage, et limite, de facto, certaines importations. D'eau minérale notamment.

PIERRE-ANGEL GAY

CONJONCTURE

L'INSEE confirme la hausse de prix de 0,2 % en septembre

L'INSEE a confirmé mercredi 30 octobre que l'indice des prix à la consommation pour septembre avait augmenté de 0,2 %, la hausse atteignant 2,3 % depuis le début de l'année. L'indice du groupe « alimentation » (+0,2 %) a ralenti sa progression, grâce en particulier à la diminution des prix des légumes frais et des viandes de boucherie.

L'indice du groupe « produits manufacturés » (+0,2 %) a pris en compte une partie de l'augmentation des prix du tabac, les prix de l'essence restant pour leur part stables. Enfin, le groupe « services » (+0,2 %) a vu ses prix augmenter pour le cinquième mois consécutif à un rythme moindre qu'en 1990. Les hausses de prix saisonnières ont touché les cantines scolaires et les restaurants universitaires, les frais de scolarité et les cinémas.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAIMLER BENZ

A tous nos actionnaires présents et futurs, à tous les amis de notre entreprise nous voulons offrir toujours plus de technologie, d'équilibre, de performance, d'innovation...

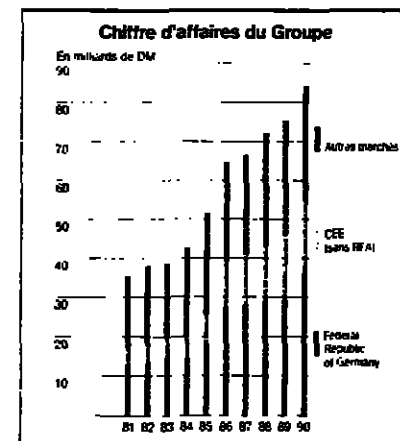
DAIMLER BENZ 1 ^{er} producteur industriel européen	
CA	85,5 Milliards DM
Investissements	6,8 Milliards DM
Cash flow	6,7 Milliards DM
Dépenses de R & D	8,2 Milliards DM
Bénéfice	1,8 Milliard DM
380 000 personnes dans le monde entier	

Mercedes-Benz
Voitures particulières
Véhicules industriels
CA 59,8 Milliards DM

AEG
Automatisation
Systèmes ferroviaires
Bureautique et télécommunications
Équipement et composants techniques
Electroménager
Matériel électronique
CA 13 Milliards DM

Daimler-Benz
Aéronautique/Aérospatiale
Techniques de défense
Systèmes de propulsion
CA 12,5 Milliards DM

debis
Informatique Systèmes
Prestations Financières
Assurance
Trading / Marketing
CA 3,7 Milliards DM



... et de lieux de cotation avec une « première » en bourse

Une offre publique de vente d'actions réservées au marché français à concurrence de 100 MF et une admission directe au règlement mensuel de la Bourse de Paris

Le prix de l'action sera fixé par avis de la SBF le 5 novembre sur la base du cours de Francfort à 12h30.

Le prix offrira un avantage aux souscripteurs français.

Il sera porté à la connaissance du public par voie de presse le 6 novembre.

Si des circonstances exceptionnelles se présentaient, l'OPV serait retirée et l'admission se ferait par voie d'arbitrage.

Adressez-vous à votre banquier ou votre intermédiaire agréé jusqu'au 6 novembre 12h.

Les ordres d'achat seront reçus et annulés dans les conditions habituelles.

Introduceurs
Crédit Lyonnais Société Générale Deutsche Bank AG (Succursale de Paris)

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 91/379 en date du 01/10/1991 est mise sans frais à la disposition du public - Bato du 14/10/1991.

هذا من الاول

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

هنا من اجل

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 30 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

• Convention internationale

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de protocoles complémentaires aux protocoles du 20 décembre 1961 concernant la protection de la Moselle et de la Sarre contre la pollution. Il s'agit de doter d'un secrétariat permanent la commission constituée entre la France, le grand-duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne pour la protection de la Moselle contre la pollution et la commission constituée entre la France et la République fédérale d'Allemagne pour la protection de la Sarre contre la pollution. Ce secrétariat sera commun aux deux commissions.

• Adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté un projet de loi d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte. Sept ordonnances sont intervenues en application de la loi d'habilitation du 23 décembre 1989 pour actualiser le droit applicable à Mayotte. L'œuvre ainsi engagée doit être poursuivie.

Le projet de loi autorise le gouvernement à prendre d'ici au 15 octobre 1992 de nouvelles ordonnances actualisant le droit applicable à Mayotte, dans les domaines de la fiscalité, de l'ex-

propriation, de la domanialité publique, du droit rural, du droit forestier, de l'extraction des matériaux, des marchés publics, de la santé publique, de la circulation routière, de la protection de la nature et de l'environnement, de l'organisation judiciaire et de l'aide juridictionnelle.

• La rentrée universitaire

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a présenté une communication sur la rentrée universitaire.

Alors que la rentrée universitaire a été difficile en 1988 et en 1989 et a encore connu certaines tensions en 1990, elle se réalise cette année dans de bonnes conditions, malgré la progression importante du nombre des étudiants. C'est là le résultat des efforts déjà accomplis en faveur de l'enseignement supérieur.

Deux mille cinq cents emplois d'enseignants ont été créés, et les locaux disponibles augmentent de 220 000 mètres carrés cette année. Les inscriptions progressent dans les sections de techniciens supérieurs, les instituts universitaires de technologie et les classes préparatoires. L'ouverture de nouveaux départements dans les instituts universitaires de technologie et de ceux des instituts universitaires professionnalisés contribuent à cette évolution.

Les procédures d'inscription ont été améliorées. Un effort reste cependant nécessaire, notamment en région parisienne, pour assurer une information plus précoce des lycéens et une liaison plus étroite entre les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur.

L'application du plan social en faveur des étudiants permet d'améliorer leurs conditions d'accueil : le nombre des bourses augmente de 10 % et leur taux est revalorisé de 5 % ; 36 000 prêts garantis ont été mis en place ; 9 000 lits supplémentaires et 11 500 places nouvelles de restaurant ont été créés ; des commissions sociales fonctionnent dans les établissements.

NOMINATION

M. Dominique Charvet nommé directeur de la protection judiciaire de la jeunesse

M. Dominique Charvet, directeur de l'Agence nationale de lutte contre le sida (ANLS), a été nommé, mercredi 30 octobre en conseil des ministres, directeur de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) en remplacement de M. Yves Robineau, qui exerçait ces fonctions depuis le 13 juillet 1988.

[Né le 14 mai 1942 à Marseille, M. Charvet a commencé sa carrière en tant que juge d'instruction au tribunal de Lille en 1967. Après un passage à la chancellerie, il devient en 1978 conseiller du président de la République de Djibouti. En 1981, ce magistrat, qui fut l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature (SM), devient conseiller technique chargé des relations avec le Parlement auprès du secrétaire d'Etat aux universités, M. François Autant, avant de prendre en charge, en 1982, une mission de lutte contre la pauvreté et la précarité auprès du ministre de la solidarité nationale, M. Nicole Questiaux. Adjoint au directeur des Musées de France de 1983 à 1985, M. Charvet est ensuite chargé de mission pour les questions d'immigration auprès du ministre de la solidarité, M. Jacques Durieux. M. Charvet avait été nommé le 4 mars 1986 président de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT). Lorsque M. Jacques Chirac devient premier ministre en 1986, il est nommé la magistrature en qualité de vice-président du tribunal de grande instance de Paris. Au terme de la période de collaboration, il rejoint le cabinet du ministre de la culture, M. Jack Lang, en tant que conseiller technique, avant de devenir, en 1990, directeur de l'Agence nationale de lutte contre le sida (ANLS).]

■ RECTIFICATIF. — Notre journal a eu, dans le cadre d'un procès en diffamation, à publier un extrait du jugement rendu à son encontre par le tribunal de grande instance de Paris (le Monde du 19 octobre). Cette condamnation intervient au profit de la Société des autoroutes du sud de la France et non de la Société des autoroutes de France comme il a été indiqué par erreur.

• L'aménagement du temps de l'enfant

M. Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, a présenté une communication sur l'aménagement du temps de l'enfant. Le but est de mieux adapter les activités des enfants à leurs rythmes biologiques en organisant leurs journées en plages successives consacrées à l'acquisition des connaissances, à des activités culturelles, à la pratique d'un sport, à la détente ou au repos.

Associant au ministère de la jeunesse et des sports le ministère de l'éducation nationale et le ministère de la culture et de la communication, les actions d'aménagement du temps de l'enfant touchent 2 500 000 enfants en 1992, soit un écolier sur trois, contre 1 800 000 enfants en 1991. Un effort particulier est consenti dans les zones d'éducation prioritaires. Le ministère de la jeunesse et des sports consacrera 235 millions de francs contre 185 millions en 1991 à des contrats d'aménagement du temps de l'enfant conclus notamment avec les communes et permettant aux enfants de pratiquer chaque semaine quatre heures d'activités sportives ou culturelles qui prolongent et diversifient les activités scolaires.

• Mesures d'ordre individuel

Sur proposition du ministre de l'Intérieur :

— M. Philippe Grégoire, secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, est nommé préfet de la Haute-Loire.

[Né le 28 juillet 1949 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Philippe Grégoire a été successivement directeur du cabinet du préfet de l'Ain, puis de l'Oise, et sous-préfet de Corte, avant d'être nommé, en 1991, chef de cabinet de Gaston Deffère, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, puis, en 1992, directeur de France à la Nouvelle-Orléans. Il a dirigé ensuite le cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris, avant d'être nommé, en 1988, secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes.]

— M. Yves Bonnet, préfet de la région Champagne-Ardenne, est placé en position de disponibilité.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'intégration :

— M^{me} Hélène Dorihac de Borne est nommée inspecteur général des affaires sociales.

POLICE

Une manifestation prévue le 16 novembre

Les syndicats protestent contre un « budget de misère »

Plus de dix mille fonctionnaires de police sont attendus dans les rues de Paris, le 16 novembre, lors d'une manifestation organisée par une intersyndicale de la police. Le mécontentement policier est en effet à la hausse après l'examen à l'Assemblée nationale d'un budget de la police en nette décaissement (+ 1,95 %, au lieu de + 6 % l'an passé).

Rarement un budget de la police aura suscité un tel front de refus. « Ce budget ressemble à une provocation en période d'augmentation de la délinquance et de problèmes dans les banlieues ! » s'exclame M. Richard Gerbaud, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue, réputée proche de la gauche. Il a été préparé par des aménagements qui ont oublié les promesses du précédent gouvernement en matière de sécurité intérieure. Proche de l'opposition parlementaire, l'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % des voix chez les gardiens de la paix) évoque, elle, « une menace d'explosion de l'institution policière ».

Comme à l'unisson, le malaise grandit du côté des personnels en civil : « Avec ce budget de misère, qui coupe allègrement dans les crédits consacrés à l'informatique, à l'immobilier ou aux logements des fonctionnaires, la police nationale est au bord de l'explosion », renchérit M. Alain Brillet, secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (FNAP), majoritaire chez les inspecteurs, les commissaires et les personnels administratifs. Tous les syndicats se sont donc réjouis du fait que le vote sur le budget du ministère de l'Intérieur ait été, mardi 29 octobre, à l'Assemblée nationale, réservé.

Une intensification des mouvements revendicatifs va accompagner la grève policière. D'ores et déjà, la quasi-totalité des commissariats parisiens ont signé une motion exprimant leur refus du budget, motion qui a été remise aux parlementaires par la FASP. Protestant à sa façon contre les problèmes d'équipement, le syndicat des CRS a invité les motards à verbaliser leurs collègues afin de réclamer un casque « homologué » (l'actuel couvre-chef des représentants de la loi ne l'est pas). Ce mouvement de protestation va de pair avec la poursuite d'une grève des contraventions, lancée à la mi-septembre par la FASP, que le préfet Beauvau qualifie d'« illégale ».

Le gouvernement se montre avant tout soucieux d'éviter la multiplication des manifestations de policiers sur la voie publique. Réunis à Clermont-Ferrand au début de cette semaine, les adhérents du Syndicat national des policiers en tenue (fonctionnaires de province membres de la FASP) se sont vu interdire une « marche sur la préfecture » du Puy-de-Dôme à l'issue de laquelle ils souhaitent remettre une motion au préfet. Au même moment, des interdictions de manifestations visent les adhérents de l'USC, qui n'en distribuent pas moins leurs tracts dans plusieurs gares. Protestant contre « cette attitude intolérable à un droit constitutionnel », la liberté de manifester, la FNAP a prévenu qu'elle maintiendrait la manifestation dans la capitale qu'elle a fixée, de longue date, au samedi 16 novembre.

Plus de dix mille policiers sont attendus ce jour-là, dans les rues de Paris, par une intersyndicale qui regroupe la FNAP, la CFDT, la CFTC et la CGT-police. Pour la première fois depuis 1958, le syndicat majoritaire chez les commissaires appelle les « patrons » à battre le pavé parisien en participant à une manifestation unitaire.

ERICH INCIVAN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5641

VERTICALEMENT
1. Offre le moyen de tirer les ficelles. — 2. Lieu où l'on éclipse. Est opposé à la marche. — 3. On le dit grand. Peut appartenir à une bergère. — 4. Sers adapté. Tombe dans le lac. Lettre grecque. — 5. On a tous besoin de lui. Avoir des buts à atteindre. — 6. Empêcher de transpirer. Est proche de Montpellier. — 7. Est de feu. Pronom. Œuvre de l'esprit. — 8. A de beaux restes. Sont contraires à la bonne parole. — 9. Peut remédier à un manque de rythme. Adverbe.

Solution du problème n° 5640

HORIZONTALEMENT
I. Homme du milieu. — II. Difficile d'accès. — III. Est fleur bleue. — IV. Pronom. Est sur le passage. — V. Il se mit plus que le doigt dans l'œil. — VI. Mot de passe. Cné nippon. — VII. S'exprime non sans trouble. — VIII. Nourriture animale. Épinglé. — IX. Voyage qui n'est pas sans danger. Excellente pour celui qui a fait du bon travail. — X. Sont soumis à de rudes contacts. Offre de bonnes places. — XI. Sont passées sur des robes.

VERTICALEMENT
I. Damessees. — II. Écitable. — III. Cûlé. — IV. Ota. Rota. — V. Rangiers. — VI. Agios. El. — VII. Tenu. Cl. — VIII. Etanche. — IX. Oc. Tuerie. — X. Noter. Uns. — XI. Su. Salée.

VERTICALEMENT
1. Décorations. — 2. Ajustage. Cou. — 3. Mélanine. — 4. Ace. Gouttes. — 5. Stères. Aura. — 6. Sa. Or. Ans. — 7. Ebats. Cne. — 8. Ene. Echine. — 9. Ses. Piées.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 octobre :

DES DÉCRETS

— N° 91-1123 du 28 octobre 1991 modifiant le code des assurances et relatif à l'établissement de comptes consolidés par les entreprises d'assurance et de capitalisation ;

— N° 91-1124 du 28 octobre 1991 portant relèvement du plafond du premier livret des caisses d'épargne ;

— N° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

LOTTO	MERCREDI 30 OCTOBRE 1991
19855	
5 29 35 37 38 33	20
52035	
6 8 10 27 33 46	32

SCIENCES

■ Faite d'huile à la centrale nucléaire de Bugey. — Quatre mètres cubes d'huile, provenant de la centrale nucléaire de Bugey (Ain), se sont répandus dans le Rhône mercredi 30 octobre. EDF précise, dans un communiqué, que le débit de la fuite a été estimé à 0,1 litre par seconde, « à rapprocher de celui du Rhône qui est actuellement de 250 000 litres par seconde ». Cette huile servait à la lubrification des groupes turbo-alternateurs qui sont situés dans la partie non-nucléaire des installations, ajoute EDF, pour qui l'impact sur l'environnement est donc « négligeable ».

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

CARNET DU Monde

Naissances

— Claudia SINDAGO DOMAS
Thierry DOMAS
souhaitent la bienvenue à

Elio,
né le 28 octobre 1991.

15, rue Jean-Macé,
75011 Paris.

Décès

— François BOISSEL,
trente-sept ans,
vient de disparaître subitement.

Son père, Jean-François Boissel,

9, rue Champollion,
75005 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu le dimanche 27 octobre 1991 à Paris, du

général d'armée

Louis DODELIER,

dont les obsèques seront célébrées, le samedi 2 novembre, à 15 heures, en l'église, puis au cimetière d'Arlay (Jura).

[Né le 9 janvier 1904 à Tunis et ancien élève de Saint-Omer, Louis Dodelier sert dans la cavalerie et arme blindée, notamment chez les spahis au Levant et au Maroc, avant de participer, dès 1942 — au sein d'unités relevant de la même arme et stationnées en Afrique du Nord — aux campagnes de Corse, d'Italie, de France, puis d'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Il sert, à cette occasion, comme officier supérieur auprès du futur maréchal de Lattre de Tassigny à la tête de la 1^{re} armée française. Après la guerre, il se voit au « gouvernement » militaire de Strasbourg, puis à l'inspection générale de l'armée. Promu colonel en 1948, il commande le 30^e régiment de dragons et, entre 1951 et 1953, rejoint l'Indochine, où, appelé par le général de Lattre qui y est haut-commissaire de France et commandant en chef, il commande successivement le groupement mobile n° 7 et la 1^{re} division de marche de Tonkin. Il sera nommé général de brigade à titre exceptionnel en 1953. Affecté en Allemagne, il gère l'Algérie en 1957. Avec le grade de général de division, il va commander la 4^e division d'infanterie motorisée et la zone opérationnelle du Sud-Ouest avant d'être nommé, après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958, les responsabilités civiles du département de l'Ardèche. Il devient inspecteur de l'armée littérale et cavalerie en 1965 et, avec le rang de général de corps d'armée, il va, entre 1967 et 1969, occuper les fonctions de chef d'état-major particulier du général de Gaulle à la présidence de la République. Avant d'être placé en deuxième section (cadre de réserve) en 1965, il sera, avec le rang de général d'armée, gouverneur militaire de Paris et commandant de la 1^{re} région militaire. Pendant quelques années, après avoir quitté l'uniforme, le général Dodelier préside l'Institut national des sports équestres, puis le Conseil supérieur de l'équitation. Titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et des TOE, de la Croix de la valeur militaire et de la Distinguished Service Order, le général Dodelier était grand-croix de la Légion d'honneur.]

— Mina Ganem,
Michou, Gilbert, Olivier,
Ludovic Cohen,
Hélène Serge Ganem,
Pierrot, Muriel, Bruno Ganem,
Les familles Ganem, Bessalmon,
Morvan, Tournon, Tournon,
font part du décès de leur très cher

Gad GANEM.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 octobre 1991, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin.

42, avenue de Wagram,
75008 Paris.

— Roger Lacomme,
son épouse,
Nelly Lacomme,
sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline LACOMME,

survenu le 25 octobre 1991, à Nice.

— Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 29 octobre 1991.

11, boulevard Maeterlinck,
06300 Nice.

— Florence N. Nouveau,
Nicolas, Victoire, Alexandra
et leurs enfants,
font part de la mort de leur mari, père
et grand-père.

Jean-Pierre NOUVEAU,

survenu le lundi 28 octobre 1991.

Il était compagnon de la Libération.

[Né le 14 avril 1921 à Marseille, Jean-Pierre Nouveau s'engage dans l'armée en 1941, par l'Espagne, où, après avoir été emprisonné, il réussit à gagner l'Angleterre en octobre suivant. Affecté à l'école des cadres de la France libre, il sert à partir de septembre 1943 au sein de la 2^e division blindée comme chef d'un peloton de chars. Avec cette unité commandée par le futur maréchal Leclerc, il participe au débarquement de Normandie en juin 1944, puis à la libération de

Paris et, enfin, aux campagnes des Vosges et d'Alsace. Il sera fait compagnon de la Libération le 25 décembre 1945, au titre de sous-lieutenant au 12^e régiment de chasseurs d'Afrique. Titulaire de la Croix de guerre 1939-1945, Jean-Pierre Nouveau était commandeur de la Légion d'honneur et grand officier du Mérite.]

— Mansour, Azia, Karim, Sultan,
Akram Jr. Ojeh,
Les familles Ojeh et Chotal,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Akram OJJEH,

commandeur de la Légion d'honneur,

survenu brutalement le 28 octobre 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

Il sera inhumé au nouveau cimetière de Neuilly (boulevard circulaire de la Défense, sortie n° 7), le jeudi 31 octobre, à 14 heures.

Les condoléances seront reçues à son domicile, 11, place des États-Unis, Paris-16^e, le jeudi 31 octobre et le vendredi 1^{er} novembre, entre 16 heures et 19 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 30 octobre.)

— M. et M^{me} Jacques Morizet,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre-Michel Reyss
et leurs enfants,
M^{me} Marie-Chère Reyss,
M. et M^{me} Daniel Reyss
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Etienne REYSS,

née Christiane Didelet,

survenue à Paris, le 27 octobre 1991.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

14, rue de Rémusat,
75016 Paris.

— Strasbourg, Paris, Dijon :

M. et M^{me} Gérard Salomon,
M. et M^{me} Jean-Jacques Salomon,
Le docteur et M^{me} Romain
Liberman,
ses enfants,
Ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 23 octobre 1991, de

M^{me} Léopold SALOMON,

née Suzanne Meyer,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Suivant sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Altkirch (Haut-Rhin).

Anniversaires

— Il y a un an, le 28 octobre 1990,

Chaim Itzack GROBAKT

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et apprécié se souviennent.

— Il y a un an disparissait

Marc PAOLOZZI,

à l'âge de vingt-sept ans.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Services religieux

— Un service religieux à la mémoire du docteur

Marc BOLGERT

sera célébré le 7 novembre 1991, à 18 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Erratum

— Dans l'annonce concernant le décès de

M. Gilbert LÉVY,

il fallait lire ingénieur général des Ponts et Chaussées (ER).

(Voir le Monde du 31 octobre.)

CARNET DU Monde

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiantes 50 F

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}
43-20-74-52
MINITEL par le 11

DAVID SHIFF
CASSER LA CRISE
C'EST CASSER
LES PRIX
OUVERT LE DIMANCHE
PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE

سنة ١٤١١ هـ

24 • Vendredi 1^{er} novembre 1991 •

Le Monde

A la conférence de Madrid

M. Shamir appelle les Arabes à faire la paix immédiatement

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a appelé les Arabes, jeudi matin 31 octobre, à Madrid, à prouver qu'ils étaient prêts à accepter Israël, en les avisant que les négociations de paix aboutiraient à une impasse si elles se concentraient uniquement sur des exigences territoriales.

« Montrez-nous et montrez au monde que vous acceptez l'existence d'Israël », a déclaré M. Shamir dans un discours en anglais devant la conférence de paix sur le Proche-Orient. S'adressant aux Arabes, M. Shamir les a appelés à reconnaître l'Etat hébreu, quarante-trois ans après sa création, et à cesser l'« Intifada » (soulèvement) dans les territoires occupés. « Déclarons ici même et maintenant la fin de la guerre, de la haine et de l'hostilité. Allons ensemble de l'avant vers la réconciliation et la paix », a-t-il dit. Sans refuser formellement des négociations territoriales, M. Shamir a averti que les pourparlers de paix ne devraient pas se concentrer sur ce point uniquement. « Il serait regrettable que les négociations se fixent en premier lieu et exclusivement sur la question territoriale. C'est la voie la plus rapide qui conduirait à une impasse », a indiqué M. Shamir, dont aucun des représentants arabes présents dans la salle n'a applaudi le discours.

« Nous savons que nos partenaires aux négociations vont formuler des

exigences territoriales à l'égard d'Israël. Cependant, comme le démontre clairement l'analyse de la longue histoire du conflit, sa nature n'est pas territoriale, a-t-il dit. Ce dont nous avons besoin en premier lieu et avant tout, c'est d'instaurer la confiance, d'écarter le danger d'un affrontement et de développer les relations dans autant de domaines que possible. S'adressant aux Arabes, M. Shamir a déclaré : « Nous vous appelons à renoncer au Jihad [guerre sainte] contre Israël. Nous vous appelons à dénoncer la charte de l'OLP, qui appelle à la destruction d'Israël. Nous vous appelons à condamner les déclarations échantillonnées à l'annihilation d'Israël. »

« Nous vous appelons à laisser sortir les juifs désirant quitter votre pays », a-t-il encore dit.

« Et nous adressons un appel aux Arabes palestiniens : renoncez à la violence et au terrorisme, cessez d'exposer vos enfants au danger en les envoyant jeter des bombes et des pierres sur des soldats et des civils », a-t-il poursuivi. « Par dessus tout, nous espérons que vous réaliserez finalement que vous auriez pu être présents à cette table depuis longtemps, aussitôt après les accords de Camp David [1978], si vous aviez choisi le dialogue à la place de la violence, la coexistence à la place du terrorisme », a déclaré M. Shamir. (AFP)

Le juge Bruguière met directement en cause la Libye pour l'attentat contre le DC-10 d'UTA

Deux ans après l'explosion du DC-10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré (170 morts, le 19 septembre 1989), le juge parisien chargé du dossier sur cet attentat, M. Jean-Louis Bruguière, a mis directement en cause la Libye en délivrant quatre mandats d'arrêt internationaux contre des responsables libyens et en diffusant deux notes de recherches contre deux autres personnalités libyennes (le Monde du 31 octobre).

Assortis d'inculpations pour « complicité d'assassinat, destruction de biens mobiliers et immobiliers par explosifs, infraction à la législation sur les explosifs, infractions en relation avec une entreprise terroriste », les quatre mandats visent les services de renseignement de Tripoli. Se trouvent ainsi inculpés M. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi, considéré comme le numéro deux du service de renseignement libyen, dirigé par M. Ibrahim Bishari, ministre des affaires étrangères, et deux autres personnes mises en cause par le magistrat : M. Abdallah Elazragh, premier conseiller au bureau populaire de Brazzaville, sous les ordres de M. Senoussi ; M. Ibrahim Naeli, membre des services spéciaux qui se trouvait à Brazzaville de la fin août au 19 septembre 1989, jour de l'attentat ; enfin, M. Musbah Arbas, adjoint de M. Naeli, membre des services spéciaux.

Les deux notes de recherches

internationales diffusées, qui ne valent pas inculpation, demandent à tous les pays membres d'intercepter et signaler la présence sur leur sol ou d'intercepter deux autres hauts responsables de l'Etat libyen : MM. Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères et chef de la Mathaba, organisme chargé de la manipulation des mouvements d'opposition et de la lutte contre le « colonialisme », et Abdelkalam Zaidi, numéro trois des services spéciaux libyens.

La Libye a toujours démenti toute responsabilité dans l'attentat meurtrier contre le DC-10 d'UTA. L'enquête judiciaire avait toutefois rapidement établi qu'une valise bourrée d'explosifs avait été embarquée lors de l'escalade de l'appareil à Brazzaville ; trois suspects congolais, membres d'un groupuscule lié à l'ambassade de Libye dans la capitale congolaise, étaient identifiés. L'un, Apollinaire Mangatany, est mort dans l'attentat, car c'est lui qui avait apporté la valise à bord, ignorant son contenu. Le deuxième, Jean-Bosco N'Gallina, s'enfuit au Zaïre, où il est arrêté en octobre 1990. Le troisième, Bernard Yanga, arrêté à Brazzaville, reconnaît dans des aveux rétractés ultérieurement - que le groupe avait été recruté et équipé des explosifs par un conseiller de l'ambassade libyenne, M. Abdallah Elazragh, l'un des quatre libyens visés par les mandats d'arrêt délivrés par le juge.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le 22 à Latche

VISITE de Gorbys à Latche. Le Mimi est aux petits soins :

- Vous dormirez dans ma chambre. Danielle a changé les draps. Si, si, j'insiste ; moi, j'ai couché dans mon bureau.

- Je voudrais pas abuser... - Mais non, mais non, pas du tout ! Ravi de vous recevoir, cher ami. Alors, comment c'était à Madrid ? Pas trop barbant ?

- Si, encore assez ! Il n'y en avait que pour ce ramonaire de Bush. Même qu'ils m'ont placé en bout de table au dîner. Domage que vous soyez pas venu. On se serait tenu compagnie.

- J'aurais bien voulu, mais j'ai pas reçu mon carton d'invitation. Vous savez ce que c'est, les retards dans les PTT.

- Ça traîne, ici, en France, la distribution du courrier ? Tiens donc ! Il me semblait pourtant qu'elle vous était bien parvenue, la lettre d'analyse... Vous savez : celle que vous avez lue à la télé, au soir du putsch.

- Oh ! A propos de putsch, faut que je vous dise, j'ai bien essayé de vous appeler en Crimée, mais je tombais toujours sur un disque : Par suite d'encombrements...

- C'est vrai, le téléphone arrête pas de sonner : Bush, Major, le père Kohl et même ce faux d'Ernst. N'empêche, je pensais que vous me feriez signe. Rats, essayez de me rassurer : Voyons, chéri, c'est l'heure du petit d'f, à l'Elysée. Il est occupé à regarder de quel côté, elle est beurrée, sa tartine, à ton Mimi.

- Oui, bon, mais de là à vous plaindre de mon silence dans votre bouquin, c'est pas chic, quand même...

- Qui ? Moi ? Où vous avez pris ça ?

- Ben, dans la traduction française.

- Ah ! Merci ! Mon crédin d'éditeur s'est trompé d'adresse. Il a envoyé à Paris le texte en russe que je destinaux aux Anglais. Et à Londres, celui réservé aux Français.

- Quelle différence ?

- Aucune. Sauf ces trois lignes. Je les avais sucrées à votre intention. Et là, patatras, vous en avez écopé, alors que ce pauvre Major doit les chercher partout dans l'exemplaire que je lui ai dédié. Maintenant que vous voilà rassuré, permettez que je lui passe un coup de fil pour m'excuser !

Le débat sur une réforme du mode de scrutin

Le PS constate la difficulté d'« instiller » une part de proportionnelle

M. Pierre Mauroy est paru quel peu isolé lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi 30 octobre. Certes, le premier secrétaire du PS a continué à affirmer haut et fort qu'il est personnellement opposé au retour à la proportionnelle intégrale pour les prochaines législatives, mais la plupart des autres participants, qu'ils soient rocardiens, jospinistes ou fabiusiens, ont eu, plus que jamais, le sentiment que le débat lancé par le maire de Lille ne servait qu'à préparer ce retour au mode de scrutin des élections de 1986.

Le rapport présenté par M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint aux études politi-

ques, sur les différentes possibilités d'« instillation » de la proportionnelle, a, en effet, démontré la difficulté de la tâche. Les quatre systèmes qu'il a retenus (celui préconisé par M. Giscard d'Estaing dans lequel les départements voteraient à la proportionnelle ou au scrutin majoritaire selon leur taille ; celui d'une proportionnelle départementale à deux tours qui conduirait à un regroupement des listes avant le deuxième tour ; celui où existerait une liste nationale élue à la proportionnelle en complément des députés élus dans les circonscriptions ; celui où le contingent d'élus à la proportionnelle serait fourni par certains des battus dans les scrutins de circons-

cription) ont tous leurs inconvénients soit du fait de difficultés de mise en œuvre, soit parce qu'ils ne permettent pas réellement de représenter les forces politiques minoritaires, soit parce qu'ils conduiraient à des objectifs recherchés en éloignant l'élé de l'électeur, ce qui ne pourrait, d'après M. Le Gall, que renforcer la crise de la représentation politique.

Malgré ce rapport, M. Mauroy a redit qu'il fallait trouver le moyen de bâtir « une alliance historique » avec les écologistes, et que l'« instillation » de la proportionnelle était « le promoteur » d'où il serait possible de regarder le paysage électoral. M. Jean-Pierre Chevènement, pour l'essentiel, a soutenu que la proportionnelle intégrale ne pourrait être imposée qu'à la suite d'un désaccord politique grave au sein du parti.

M. Claude Bartolone (fabiusien) a demandé une clarification du débat le plus rapidement possible, la proportionnelle intégrale, qu'il ne souhaite pas, ne pouvant être adoptée qu'après une analyse de toutes ses conséquences pour le pays et pour la gauche, car c'est, a-t-il dit, « le parti tel qu'il est construit qui est menacé ».

Il a été décidé que la réflexion continuerait, même si le premier secrétaire coarctait une décision avant les élections cantonales et régionales de mars prochain.

Th. B.

Europe 1 et RTL estiment être moins bien traitées que NRJ

Europe 1 et RTL ont refusé, mercredi 30 octobre, dans un communiqué commun, les affirmations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) selon lesquelles elles détiennent un monopole de fait de fréquences (le Monde du 31 octobre). Europe 1 et RTL précisent qu'elles souhaitent la simple application du communiqué 34 du CSA leur conférant le statut de radios à vocation nationale généraliste. Elles demandent, également, « un examen impartial et transparent permettant de corriger la planification des fréquences du secteur public ».

Citant l'exemple du Languedoc-Roussillon, les deux radios estiment être dévalorisées par rapport à NRJ et indiquent que les nouvelles autorisations de fréquences devraient « corriger » et non « amplifier » les écarts avec les radios musicales. Un plaidoyer que RTL avait déjà soutenu devant M. Georges Kiejman lors de l'émission « Le Grand Jury RTL le Monde » avec le ministre délégué à la communication (le Monde du 15 octobre).

Enfin, les deux périphériques dénoncent implicitement la remise en cause du pluralisme de la presse radiophonique en revendiquant le droit d'être écoutées de façon équitable dans l'ensemble des régions françaises afin de permettre au public de choisir ses programmes et ses sources d'information. Mais le président du CSA, M. Jacques Boniet, a déclaré, pour l'instant, l'invitation à débattre qui lui a été proposée par Europe 1 et RTL.

■ Décès du violoniste italien Renato de Barbieri. - Le violoniste italien Renato de Barbieri, considéré comme l'un des meilleurs interprètes de Paganini, est mort le 30 octobre à l'hôpital de Trente. Il avait soixante-dix ans. En 1945, à l'occasion du centenaire de la mort de Niccolò Paganini, il avait joué avec le violon du grand maître, lors d'un concert retransmis dans le monde entier.

■ Les Douze devront renoncer à protéger leur industrie d'armement, estime Sir Leon Brittan. - Les Douze devront renoncer à protéger leur industrie d'armement trop souvent peu compétitive, a estimé mercredi 30 octobre, à Bruxelles, le commissaire européen chargé de la concurrence Sir Leon Brittan.

Dans un discours prononcé devant l'Institut royal des relations internationales, M. Brittan a jugé que la CEE devrait éliminer une règle qui autorise les Etats membres à accorder une protection spéciale à leur industrie de défense au nom de leurs « intérêts nationaux essentiels ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 octobre

Résultat

Après cinq séances de hausse, l'effacement a recommencé à éroder les valeurs françaises jeudi matin 31 octobre rue Vivienne. Mais le mouvement n'a pas duré et après avoir reculé de 0,32 %, l'indice CAC 40 comptait son retard. Aux alentours de 11 heures, il progressait de 0,04 %. Encore une fois, le facteur technique a joué et quelques ventes bénéficiaires se sont produites. Mais, pour l'essentiel, la baisse a surtout été due au manque d'affaires, à la veille du dernier grand week-end de l'année.

■ Le PR s'interroge sur une alliance avec les Verts. - Dans un entretien au Figaro, jeudi 31 octobre, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, exprime le souhait d'« ouvrir un débat » avec les Verts, pour faire le point sur ce qui rapproche et sur ce qui distingue l'opposition des écologistes, « sans préjuger des résultats des discussions ». Exprimant son refus de gouverner avec le Front national, M. Longuet affirme sa « conviction que l'UPF est en mesure de gagner seule les élections législatives de 1993, et qu'elle ne peut le gagner que seule ». Pour sa part, la Lettre du PR, bulletin quotidien de ce parti, publie un article qui s'attache à relever ce qui sépare l'opposition et les Verts.

SOMMAIRE

DÉBATS

La conférence de Madrid : « Un pas historique », par Enrique Baron Elorri en défilé par Pierre Hunt..... 2

ÉTRANGER

La conférence de paix de Madrid : les discours à la cérémonie d'ouverture ; un entretien avec le grand rabbin de France..... 3 et 4

La rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev à Latche..... 5

Yugoslavie : un convoi humanitaire est arrivé à Dubrovnik..... 6

Le président russe, M. Boris Eltsine, demande des pouvoirs spéciaux..... 6

La Finlande révisé ses relations avec Moscou..... 6

La visite à Paris du président national Jean-Bertrand Aristide..... 6

Le chef rebelle du Libéria, Charles Taylor, accepte le déploiement de la Force onusienne d'interposition..... 7

Au Zaïre, les missionnaires étrangers sont décidés à rester sur place..... 7

Les premières élections libres en Zambie depuis l'instauration du multipartisme..... 7

POLITIQUE

La démission de M. Yves Vidal du Parti socialiste..... 9

Le budget de la coopération et du développement..... 9

SOCIÉTÉ

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes..... 11

CULTURE

Cecil B. De Mille, un roi à Hollywood..... 12

La mort du Dr Folamour..... 12

Georges Brassens, dix ans de dislocation..... 13

Arts : l'ambition du nouveau Jeu de Paume..... 13

ÉCONOMIE

La Réserve fédérale américaine baisse ses taux d'intérêt..... 15

Unior-Sacilor réorganise ses activités produites longe..... 15

M. Aubry propose une issue négociée au conflit Renault de Cléon..... 19

AFFAIRES

La fin de la « chasse gardée » algérienne : Quand la Chine s'initie au capitalisme..... 17 et 18

LIVRES • IDÉES

Le Mahfouz, le chroniqueur universel • Anne Winzarsky entre le roman psychologique et le roman à suspense • Le feuilleton de Michel Braudeau • D'autres mondes, par Nicole Zand..... 25 à 34

Services

Abonnements..... 18

Annuaire classés..... 16

Marchés financiers..... 20 et 21

Météorologie..... 23

Carnet..... 22

Mots croisés..... 22

Loto..... 22

Radio-télévision..... 23

Spectacles..... 14

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 octobre 1991 a été tiré à 484 469 exemplaires.

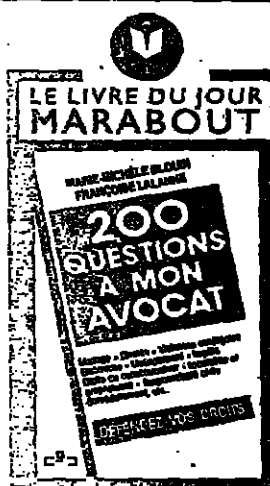
SCIENCE & VIE

LE SONAR QUI TUE LES BALEINES

Non, les baleines ne se suicident pas collectivement. C'est le sonar des sous-marins qui bruyait le système de guidage des cétacés.

- Transfusion : le pétrole rouge.
- La Terre a des anneaux.
- OVNI : une nouvelle piste.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE



LIVRES • IDÉES

Mahfouz, le chroniqueur universel

En décrivant la vie d'un quartier du Caire, le Prix Nobel égyptien atteint à la légende

LES FILS DE LA MÉDINA

de Naguib Mahfouz.
Traduit de l'arabe
par Jean-Patrick Guillaume.
Préface de Jacques Berque.
Sindbad, 528 p., 163 F.

Prix Nobel de littérature 1988, le romancier égyptien Naguib Mahfouz n'a toujours pas vu son maître livre édité dans son pays. Depuis trente ans, une censure religieuse intraitable et passablement grotesque en interdit la diffusion. Nous avons tout lieu de nous réjouir d'être encore à bonne distance de la zone d'influence de l'Université traditionnelle d'Al-Azhar, et de pouvoir lire les *Fils de la médina* dans une traduction superbe et intégrale.

Cependant, il ne faudrait pas aborder cet authentique chef-d'œuvre pour sa seule aura de scandale : ce serait comme se placer d'emblée dans l'ombre portée de l'obscurantisme. L'ouvrage de Mahfouz est trop tonique, trop inspiré, trop débordant de ténacité et de vie, il n'a nul besoin d'être découvert au travers d'une grille interprétative : au fil des pages, les références, les allusions, les symboles surgissent bien assez tôt, naturellement, sans ralentir le mouvement, la jubilation, l'ivresse du récit. Car, s'il n'est pas défendu au conteur d'être aussi philosophe, et sociologue, et poète, et polémiste, il importe d'abord de l'entendre à voix nue, pour le plaisir premier de sa parole.

Et Mahfouz est un conteur prodigieux. D'un quartier du Caire il fait tout l'univers, d'une anecdote une légende, d'une bagarre de rue un affrontement tellurique. Non qu'il exagère, qu'il force le ton, le trait, mais il possède le pouvoir inné comme s'il était pourvu d'un œil à mille facettes, de capter à la fois, et de restituer, le détail et la fresque, l'infini et l'ensemble, l'unité étroite et l'unité infinie.

Il sait d'instinct, sans grandiloquence, éveiller le miroir des âges au milieu des actions, des rêves, des romances, des conflits, des débats quotidiens. Il sait renouer la trame héroïque, voire la geste divine, avec le fil indigent que lui tendent les simples mortels. Il ne craint pas d'engager les hommes sur les traces des prophètes, des messies ou des dieux. Ainsi, comme le note pertinemment Jacques Berque dans sa préface : « Par une démarche allant au rebours de celle qui, d'une splendeur de légende, avait fait déchoir ces foules jusqu'à la plus humble des vérités, son art saura remonter de l'observation concrète à la restitution d'une mythologie. »



Naguib Mahfouz au café Ali Baba

Mahfouz présente pourtant son entreprise de manière anodine, comme s'il était un modeste chroniqueur qui n'aurait d'autre but que de retranscrire les récits entendus ici ou là, et surtout de café en café. « Voici l'histoire de notre quartier, ou plus exactement les histoires de notre quartier. À l'exception de la toute dernière période, je n'ai pas été directement témoin des événements qui sont rapportés ici : je les transmets

d'après les récits de conteurs publics, si nombreux chez nous. Chacun les transmet à sa façon, tels qu'il les a entendus dans le café de son secteur, et qu'ils lui sont parvenus à travers les générations. C'est là mon unique source d'information. »

On ne peut imaginer incipit plus neutre, prologue plus feutré. Mais la suite n'est plus du tout de la même encre : les interrogations affluent, les pensées

inconfortables se bousculent, les précautions de langage s'effacent devant l'ironie, le désespoir ou la révolte. L'écriture devient précise, nerveuse, parfois acerbe, jamais complaisante : « C'est une bien sinistre farce, prévient l'auteur, que de mentionner le lien de parenté qui nous unit. Sans doute, nous constituons et avons toujours constitué une seule famille, où aucun étranger n'a jamais pénétré. Sans doute, chacun d'entre nous connaît tous les autres habitants du quartier, hommes et femmes. Et malgré cela, aucun quartier n'est plus riche en discordes et en conflits que le nôtre, ni plus divisé en factions hostiles. »

Un creuset
de l'espèce humaine

Le quartier en question est celui de la Gamaliyya, qui, dans la partie ancienne du Caire, a établi le dédale de ses ruelles sur les ruines de deux palais des Fatimides. C'est dans ce cadre, en en respectant scrupuleusement la topologie, que Mahfouz situe son roman. Aussitôt, il fait de cette scène limitée une sorte de creuset de l'espèce humaine. Tout, du désert initial de l'ancêtre fondateur jusqu'à l'actuel délabrement urbain, se développe sur cette aire destinée à accueillir, à rejouer ou à parodier les séquences majeures d'une évolution vouée plus souvent aux longs assoupissements qu'aux effractions éclairantes et brèves des grandes révélations. On dirait que Mahfouz a voulu ressusciter et dévaler la généalogie d'un désastre toujours renaissant : le sens de l'histoire, ici, n'est pas des plus optimistes.

« Cette situation affligeante, j'en ai été moi-même témoin à notre époque ; elle représente fidèlement ce que rapportent les traditions sur le temps passé. Quant aux conteurs des cafés, ils s'en tiennent à l'époque héroïque, évitant soigneusement tout ce qui pourrait déplaire aux puissants, et chantent les louanges de l'intendant et des futurwawas (les caïds) : leur justice, dont nous n'avons jamais profité, leur compassion que nous n'avons jamais rencontrée, leur grandeur d'âme, que nous n'avons jamais connue, leur désintéressement, dont nous n'avons jamais vu les effets, leur équité, dont nous n'avons jamais entendu parler. »

Sous couvert d'un apologue débridé, Mahfouz ne néglige pas les mises au point les plus urticantes. S'il remonte à l'aube des temps, ce n'est pas pour mieux fuir le présent.

André Velter

Lire la suite page 34

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

La chair de nos pensées

Les malaises de saint Augustin, les rêves de Descartes, les vertiges de Rousseau... Michel Onfray montre les philosophes en proie à leur corps et dénonce le retour d'un idéal ascétique qui donne « une nouvelle jeunesse à Epicure, Spinoza, Kant (...) quand il ne s'agit pas de Jésus ni de Bouddha... ». Le titre de son essai est une profession de foi : l'Art de jouir.

Page 26

HISTOIRE

Comprendre les ambivalences d'Uriage

Uriage est devenu un enjeu de mémoire et une question délicate comme tout ce qui touche, de près ou de loin, à Vichy. Bernard Comte a consacré quelque vingt années à une somme sur cette « École nationale des cadres de la jeunesse » qui permet de mieux comprendre les ambiguïtés d'une époque.

Page 32

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le clan des « Pakis »

Hanif Kureishi, le scénariste de *My Beautiful Laundrette* et de *Sammy et Rosie* s'envoient en l'air, publie son premier roman. Un roman d'éducation d'aujourd'hui – et un vrai jeu de massacre – qui raconte les aventures d'un « beur » de Londres, moitié anglais, moitié pakistanais.

Page 34

L'essentielle fragilité du politique

Hors des polémiques, Paul Ricœur analyse l'autonomie du politique qui ne peut s'assimiler ni à l'économie ni à l'éthique

LECTURES 1

AUTOUR DU POLITIQUE
de Paul Ricœur.
Seuil, 408 p., 160 F.

Des États-Unis, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, la vaste notoriété de Paul Ricœur a fini, depuis quelque temps, par gagner la France. Après la revue *Esprit* (juillet-août 1988), ce sont les actes d'une décennie de Cerisy qui sont publiés aujourd'hui (lire notre encadré page 28). Simultanément deux *Lectures 1, autour du politique* et sont rééditées en édition de poche les trois volumes de *Temps et récit* (Points-Seuil).

Lectures 1. Le titre ne pouvait être mieux choisi. L'éditeur annonce, après ce premier volume, un *Lectures 2* consacré à la poésie, à la théorie du récit et à la linguistique, et un *Lectures 3* où seront publiés des écrits relatifs à la question du mal et aux relations de la philosophie et de la théologie. Si l'on songe que ces *Lectures* ne représentent qu'une petite partie du musée imaginaire de Paul Ricœur – l'autre se trouvant investie dans les expositions plus techniques de sa philosophie propre – on aura déjà une idée de l'ampleur

des champs parcourus et de la fécondité de ce lecteur infatigable. Il y a des philosophes qui tirent tout ou presque de leurs manches ; ce qui en résulte ne fait pas toujours honneur à la discipline. Paul Ricœur n'appartient pas, ce doit être assez clair, à cette espèce de philosophe-prestidigitateur.

Lectures 1 est distribué en quatre sections, selon un mouvement de progression du particulier au plus général, puis de redescende du général au particulier. Tout d'abord une série de commentaires, préfaces ou discussions menées à l'occasion de telle ou telle parution ; puis quelques textes plus généraux concernant les rapports de la morale, de l'éthique et du politique où l'auteur trace plus librement son parcours propre ; enfin une section intitulée « *circumstances* » où c'est cette fois l'événement dans sa particularité qui est commenté.

Restons un moment à l'extérieur des textes eux-mêmes. Une chose frappe : elle n'est pas si commune qu'on ne le remarque. Paul Ricœur ne polémiquait jamais. Il « accompagne aussi loin que possible » chacune des doctrines qu'il commente et analyse. Ce qui rend ces lectures si constantes, c'est l'effort fait par

le commentateur pour prêter à son interlocuteur le maximum de sens. La critique, s'il y a lieu, ou le tracé des limites aperçues dans l'œuvre ne prennent leur relief que de la lecture endurante qui les précède. Parfois même ce souci de ne pas quitter trop tôt l'auteur qui l'accompagne le conduit à faire trop brève sa propre reprise, trop belle la part de l'autre, et on le regrette. Mais il est vrai qu'on ne peut pas avoir simultanément un bien et le bien inverse.

Hannah Arendt (1), Eric Weil (auteur d'une philosophie politique trop rarement lue), Karl Jaspers, Jan Patocka, l'un des trois porte-parole de la Charte 77, auteur d'*Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire* (2), John Rawls (dont la *Théorie de la justice* publiée en 1971 n'a été traduite en français qu'en 1987, bien après qu'elle eut suscité outre-Atlantique une avalanche de commentaires) : tels sont les partenaires de l'entretien patient entre les lignes duquel il faut regarder si l'on veut retrouver le lecteur au centre de ses lectures. Car, n'en doutons pas, c'est à l'élaboration d'éléments d'une philosophie politique originale que conduit *Lectures 1*.

Originale, c'est-à-dire plus forte-

ment nouée à l'anthropologie philosophique naguère exposée dans *Philosophie de la volonté* qu'il n'y paraît d'abord. Par plusieurs traits ces textes sont en consonance avec la thématique de « l'homme faillible ». D'abord, précisément, en ce qu'ils mettent au cœur de l'analyse du politique le thème, central dans l'anthropologie, de la « fragilité ». Fragilité des affaires humaines, fragilité de la parole politique, intermédiaire entre la pure sophistique et la dure rationalité, fragilité de cette forme de gouvernement qui repose sur l'échange indissociablement conflictuel et consensuel de la parole : la démocratie.

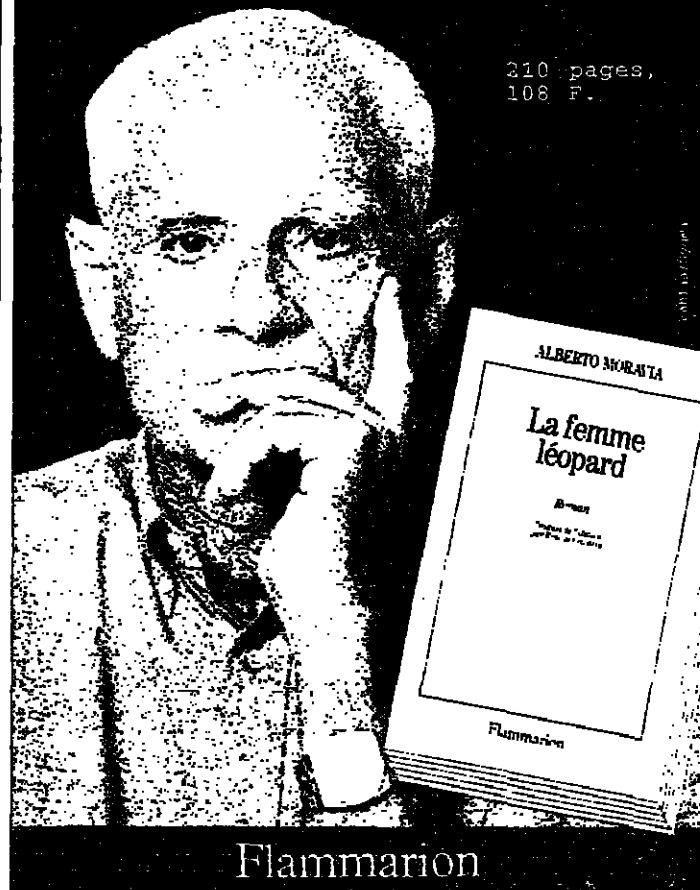
François Azouvi

Lire la suite page 28

(1) Sous le titre *Juger*. Sur la philosophie politique de Kant, Myriam Revault d'Allionnes vient de traduire les textes de Hannah Arendt se rapportant à la troisième et dernière partie de la *Vie de l'esprit* que la mort l'empêcha d'écrire. Ces textes sont suivis de « deux essais interprétatifs » de Ronald Beiner et Myriam Revault d'Allionnes (Seuil, 246 p., 140 F.).

(2) Les *Cahiers de philosophie* ont publié dans leur numéro 11-12 (hiver 1990-1991) un ensemble intitulé « Jan Patocka. Le sens de l'âme », qui comporte une bibliographie complète du philosophe due à Erika Abrams (*Les Cahiers de philosophie*, 27, rue des Celestins, 59800 Lille, 270 p., 110 F.).

ALBERTO MORAVIA.
LA JALOUSIE, UN ACIDE
QUI NETTOIE L'AMOUR.



Flammarion

هنا من الأصل

L'ART DE JOUIR

de Michel Onfray.
Grasset, 315p., 135F.

JOUIR est un art, quand bien même nous pensons tous savoir de quoi il s'agit, le tenir au bout de la langue, naturellement. Mais de quelle nature ? Les langues ne sont pas naturelles, bien sûr, ou bien il faudrait admettre que la nature est si diverse qu'elle a pris la fantaisie de nous conduire en tant de traverses intraduisibles, sourdes les unes aux autres, qu'on ne peut plus la considérer comme notre mère Nature, la matrice de nos rêves et de nos mots. Jouir est ce moment ineffable où le corps que nous avons reçu pour vivre et parler se trouve brusquement saisi entre la matière qui le forme — qui n'en peut mais, en demande encore — et la langue qui forme son plaisir, l'informe autant qu'elle l'en sépare. Et lui dit que ce plaisir n'est déjà plus.

Michel Onfray est un jeune philosophe de trente-deux ans dont le premier essai, en 1989, fut consacré à Georges Palante, ce « nietzschéen de gauche » qui servit de modèle à Louis Guilloux pour son fameux *Cripura*. Dans la foulée, il publia le *Ventre des philosophes et Cynismes* (Grasset, 1989 et 1990). Aujourd'hui, il fait paraître un essai sur l'Art de jouir sous-titré « pour un matérialisme hédoniste », dans le droit fil de ses précédents ouvrages, et dont le premier mérite à la lecture est, à propos de jouir, de ne pas peiner.

A l'origine de ce livre, un infarctus qui faillit emporter l'auteur à vingt-huit ans dans un monde sûrement pas meilleur. Michel Onfray consacre son premier chapitre à la description méticuleuse de ces instants de douleur et d'effroi. Son trajet vers l'hôpital lui inspire une pensée de froide ironie (« car il faut savoir mourir quand il est encore temps ») et la guérison le convainc plus que jamais de la nécessité de réconcilier la chair et l'intelligence. Et, puisque la mort est notre seule certitude, d'apprendre moins à l'apprivoiser qu'à la mépriser. « L'hédonisme est l'art de ce mépris. »

S'il insiste volontiers sur cet accident de sa vie privée, c'est qu'il juge l'événement décisif, non seulement pour son existence personnelle, mais aussi dans la formation de sa philosophie. Et je ne suis pas seul dans ce cas, nous dit-il, il en a toujours été ainsi, les plus célèbres temples de l'esprit, les plus belles cathédrales spirituelles sont nées de ce genre d'expériences chamelles, extases, insomnies, rêves, crises nerveuses, bouffées d'enthousiasme, dans lesquelles le corps est le premier touché, meurtri ou sublimé.

En août 386, saint Augustin est pris de malaise dans un jardin de Milan. Il s'effondre à terre, en pleurs, une voix lui dit d'ouvrir le livre, les Écritures. De cette crise naît la vocation d'Augustin et la résolution des conflits qui le déchiraient. Le 11 novembre 1619, dans son poêle près du Danube, Descartes fait trois rêves qu'il rapportera et qui seront à la base de sa méthode. La nuit du 23 novembre 1654, Pascal reçoit l'illumination de sa vie et note fiévreusement, en phrases précipitées, les éblouissements de son *Mémorial*, ce court texte qu'il coulera tour à tour dans la doublure de chacun de ses vêtements.

De même, une crise de fièvre chaude conduira La Mettrie à élaborer sa théorie de l'homme-machine. Jean-Jacques Rousseau, se rendant chez d'Alembert en octobre 1749, se repose sous un arbre, feuillette le *Mercurius de France*, lit la

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Michel Onfray : réconcilier le corps et la philosophie.

La chair de nos pensées

question posée par l'académie de Dijon pour son concours de 1750, et tombe dans un vertige. Une extase, une tempête électrique de la pensée au cours de laquelle s'opère le renversement du cours de sa vie. Lui, l'amateur raté, va devenir le contempteur de la civilisation, cette entreprise dépravée, et un père des Lumières.

Et Onfray poursuit sa démonstration avec d'autres, Nietzsche en tête, en passant par le passionnant et méconnu Jules Lequier, personnage étonnant qui semble avoir posé, à la suite d'une impression d'enfance, d'une angoisse d'un après-midi, la question de l'existentialisme avant tout le monde, avec une simplicité que dut lui envier Sartre, assez pour ne pas le citer. Toute cette première moitié du livre

d'Onfray, vive et brillante, montre les philosophes en proie à leurs corps, souvent hypersensibles, fragiles, malades, corps éloquent, parlant par vertiges, nausées, transports divers que la plume convertira sur le papier en traités rigoureux, présentés comme autant de fruits de la raison.

S'il est un philosophe qu'Onfray ne porte pas dans son cœur, et cela ne date pas de l'infarctus, c'est le solennel et froid Kant, ce mauvais champion de la haine du corps. Kant n'aime pas sentir en général, et particulièrement avec le nez, qui ne lui donne pas que de bonnes nouvelles, du reste. Il estime notamment que les Noirs, qu'il n'a jamais vus, sentent mauvais. Il n'est pas le seul — déjà Buffon leur trouvait une odeur de poireaux verts — ni le dernier à trouver que l'autre, l'étranger pue. Les juifs plus que les autres, comme par hasard. Schopenhauer et Marx, eux-mêmes juifs, attesteront du *foetor judaicus*, de la puanteur juive.

Seule la pensée blanche sent bon. Ou plutôt, ce qui sent bon, c'est ce qui ne sent rien, d'où le corps est absent, que la vie a déserté. La philosophie occidentale dominante aura longtemps fonctionné, avec la religion chrétienne, comme une machine à faire des anges, un système efficace d'auto-castration, et on lira avec bonheur les pages consacrées à l'amour d'Abélard ou à Sartre et à sa métaphysique du trou à boucher.

A ces philosophes ennemis du corps, tous peu ou prou des bien-pensants, Onfray oppose les libertins, les matérialistes absolus de l'Antiquité, les gnostiques, les Frères et Sœurs du Libre-Esprit, et surtout Julien Onfray de la Mettrie, auteur lui aussi d'un *Art de jouir*, pour qui seule existait la matière et qui professait comme les neurobiologistes d'aujourd'hui que l'esprit n'est qu'une sécrétion du cerveau, ce « viscère de la pensée ». Cette seconde moitié de l'essai emprunte beaucoup et de façon moins personnelle à l'étude de Raoul Vaneigem le *Mouvement du Libre-Esprit, généralités et témoignages sur les affluements de la vie à la surface du Moyen Âge, de la Renaissance et, incidemment, de notre époque* (Ramsay, 1986).

Le situationnisme, dont ce dernier fut un des maîtres à penser, avec Guy Debord, et qui inspira tant de frères et sœurs maximes sur les murs de Paris en mai 1968, est dans la mouvance rebelle de ce courant de pensée qui rallie et qui résiste, de Simon le Magicien à La Mettrie, jusqu'à nous, en relative clandestinité. Depuis 1968, « le ciel est devenu bas et lourd. L'idéal ascétique a trouvé de beaux esprits qui redorent le blason de vieilles vertus qui ont beaucoup servi et qui s'ingénient à donner une nouvelle jeunesse à Epicure, Spinoza, Kant. Et il faut se réjouir quand il ne s'agit pas de Jésus ni de Bouddha... »

Le propos d'Onfray est avancé avec brio, dans l'urgence, et n'est pas sans failles. Une d'elles est de faire trop peu de cas de l'idée de l'âme, à laquelle Descartes dut céder, même à contre-cœur, et qui, à travers le pari pascalien, a constitué pour des millions de gens de foi, à tort ou à raison, une alternative à la dialectique du corps et de l'esprit. Une autre est d'avoir quasiment esquissé, dans un registre plus tangible, la dimension de la parole, la puissance de la langue, intercesseur reconnu entre la chair et la pensée, dont l'importance depuis Freud et jusqu'à Lacan semble impossible à ignorer. L'auteur annonce un prochain volume sur les vertus de la jubilation. Nous verrons bien si le lapsus jubile, et le mot d'esprit.

ANGOLA

de Charles de La Morlière.
Édition établie et présentée
par Jean-Paul Sermatin.
Desjonquères, 198 p., 98 F.

CHARLES JACQUES ROCHETTE DE LA MORLIÈRE était mousquetaire. Non pas sous Louis XIII et sous Richelieu, mais sous Louis XV. Le métier avait perdu de son charme et de son prestige. L'époque ne se prêtait pas à l'héroïsme. Les époques sont comme cela. Elles aiment décevoir les jeunes gens. Elles ne ressemblent pas nécessairement à ce qu'on leur demande.

Cet héritier d'Athos et d'Aramis était né au printemps 1709. Rousseau, Diderot et Vauvenargues firent partie des promotions suivantes, si, du moins, la naissance peut être considérée comme une promotion. Les parents de La Morlière auraient voulu qu'il devint avocat. Il s'empessa de leur désobéir en choisissant la carrière des armes. Mais il n'y resta pas longtemps. Il eut peur d'être démodé. Il préféra la littérature et le libertinage. C'était rattraper son époque, et se recommander avec elle... Enfin, c'est beaucoup dire, car le chevalier de La Morlière vécut en marge de celle-ci. Il mena la vie de bohème en quelque sorte. Intempérances diverses, activités douteuses et licence des mœurs...

Même si le siècle avait perdu l'habitude de s'effaroucher, La Morlière acquit une fort mauvaise réputation. Il brûlait l'argent et subornait les filles. Il pratiquait volontiers le chantage et commettait quelques filouteries. Il s'occupait aussi de théâtre, et d'une curieuse manière. Il ramuait et retournait les salles. C'était une espèce d'agitateur.

Guère indulgent avec la séduisante Alexandrine de Tancin — qu'il appelait « la scélérate chanoinesse », — Diderot ne l'était pas davantage avec l'ancien mousquetaire. Voici comment il le dépeint dans le *Neveu de Rameau* : « Ce chevalier de La Morlière qui retape son chapeau sur son oreille, qui porte la tête au vent, qui vous regarde le passant pardessus l'épaule, qui fait battre une épée sur sa cuisse, qui a l'insulte toute prête pour celui qui n'en porte point, et qui semble adresser un défi à tout venant, que fait-il ? Tout ce qu'il peut pour se persuader qu'il est homme de cœur ; mais il est lâche. » Et Diderot ajoute : « Une longue et habitudinelle singerie de bravoure lui en avait imposé. Il avait tant fait les mines qu'il se croyait la chose. »

Au passage, on admire le style. Le brillant et la férocité du portrait. Cet homme était donc une sorte de matamore ? Peut-être. Mais le mélange de faux mousquetaire, de voyou et de débauché donne un personnage très romanesque, et l'on imagine facilement quel pouvait être son emploi du temps : « Boire de bon vin, se gorgier de mets délicats, se rouler sur de jolies femmes », comme le dit aussi Diderot. Or il se trouve que La Morlière écrivait des romans. Il les publiait sans mentionner le nom de leur auteur. Il y eut le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Mousquetaire et voyou



Siège de Tournay (1745), *Milord Stanley ou le Criminel vertueux*, les *Campagnes de l'abbé T...* (1747), et cet *Angola*, qui date de 1748 et que l'on réédite. Je ne sais si toutes les pensées du chevalier de La Morlière étaient des « catins », mais son livre méritait de sortir du cimetière où dorment les œuvres littéraires négligées par la postérité.

C'EST extravagant. C'est déléuré. Et c'est joliment tourné, comme en témoigne la réponse que fait une comtesse au jeune homme qui veut l'entraîner au lit : « Dis-

pensez-vous de feindre des empressements dont vous seriez fort en peine de prouver la vérité si j'étais assez folle pour m'y rendre. » Les « voyous » de ce siècle connaissaient très bien la syntaxe. Ils appréciaient l'imparfait du subjonctif en sortant des draps. L'élégance du style était sans doute la seule religion de La Morlière. Seule importait la manière de raconter une histoire. La « tournure », justement.

D'ailleurs, il dédie son livre aux jeunes femmes, pour qu'elles s'en amusent dans « l'aimable désordre » de leurs matinées. Il les appelle les « petites maîtresses ». Les petites amoureuses, si vous préférez. A vrai dire, M. de La Morlière se moque du monde. Mais il en avertit ses lecteurs. Il leur fait savoir que son roman n'offre rien de « vraisemblable ». Dans cette histoire « indienne », l'exotisme n'est qu'une apparence. Un caprice. Une désinvolture. Et les décors sont des trompe-l'œil. Du reste, il ne faut pas demander à l'auteur la moindre description réaliste. Lorsqu'il évoque des « jardins », La Morlière « se contente de dire que c'étaient des jardins de romans ». Tant pis si le lecteur est insatisfait. Il n'aura qu'à lire d'autres ouvrages remplis d'inventaires qui le feront « expirer d'angoisse » ou périr d'ennui. C'est assez

drôle et c'est fort insolent. Cela résume le ton du livre.

Quant à *Angola*, ce n'est pas le nom d'un pays. C'est le nom d'un jeune homme qui fait son éducation sentimentale. Des gens se préoccupent de le « déniaiser ». De lui apprendre le monde et les frivolités. « C'est ici, lui dit-on, le pays des protestations et des grimaces. Ne vous livrez qu'à ceux dont vous croirez connaître le cœur, et vivez poliment avec le général. » Devant les demoiselles, il faut qu'Angola perde sa « rudesse d'écolier ». Il y parviendra assez vite, car « le commerce des femmes » dégrossit l'espèce masculine et lui donne parfois « l'air aimable ».

TOUT cela procure au chevalier de La Morlière l'occasion de nous exposer sa philosophie de l'évanouissement : « Quoi ! une jolie femme vous aime (...) et s'évanouit prudemment, et vous n'en profitez pas ! Que demandez-vous donc de plus ? (...) Rien n'est plus « cruel pour » une jolie femme que de s'être évanouie en vain. »

Cette « littérature de bouddoir » revêt le masque des contes de fées. Le libertinage se dissimule sous des histoires de sortilèges. Et le conte immoral verse dans le summatif. Personne, évidemment, n'y croit. Cependant, La Morlière nous a prévenus qu'il fallait lire son roman comme une « allégorie du siècle ». C'est en effet une satire des mœurs, une parodie de l'existence que l'on menait à la cour de Louis XV. Et si l'éducation sentimentale du jeune Angola prend l'allure d'une fantasmagorie, c'est sans doute que le chevalier de La Morlière voyait la cour de cette façon. Il l'a dépeinte comme une grande imposture. Il se vengeait peut-être d'en avoir été rejeté.

Trois femmes et une maison

Anne Wiazemsky entre le roman psychologique et le roman à suspense

MARIMÉ

d'Anne Wiazemsky
Gallimard, 288 p., 95 F.

D'Anne Wiazemsky on connaît surtout le talent de comédienne (1). Rien d'étonnant à ce que son second roman, *Marimé*, puisse se lire aussi comme une pièce de théâtre. On y retrouverait presque, transposée sous une forme moderne, la fameuse règle classique des trois unités : de temps (l'été finissant), de lieu (l'espace clos de Marimé, une maison en Bretagne) et d'action (le rideau se lève sur le mort d'un personnage et tout le livre retrace ce qui nous y conduit). Est-ce dû aussi aux jeux permanents d'ombres et de lumière, aux clairs-obscur, aux contre-jours ? Aux fréquentes notations de couleurs ? A la vivacité des dialogues ? *Marimé* est un texte qui se double presque immédiatement d'une mise en scène imaginaire, l'un de ces romans que l'on « voit » et que l'on « entend » en le lisant.

Trois femmes, une maison : une touche de nostalgie – quelques airs d'Edith Piaf ressuscités par un vieux pick-up en coin de salon ; et accompagnant l'atmosphère de malaise vague qui va s'intensifiant, un coq belliqueux – allégorie du malheur ? – dont la silhouette menaçante se découpe sur le livre comme une ombre chinoise. Voilà pour les personnages et les décors. C'est la fin de l'été, Catherine Chevalier séjourne à Marimé, une propriété familiale en Bretagne. Catherine fait penser à la petite Anna des *Filles bien élevées*, le recueil de nouvelles d'Anne Wiazemsky. Anna venait d'avoir dix ans, elle passait les vacances chez sa grand-mère, dans cette vaste demeure qu'elle aimait tant et dont « elle ne se lasse pas d'explorer le parc ». Catherine, elle aussi, se laisse voir, parfois, comme un double d'Anne Wiazemsky, petite-fille de François Mauriac, et on ne peut s'empêcher



Anne Wiazemsky : un roman intimiste

d'entendre en « Marimé » un écho de « Malagar », la propriété bordelaise de l'écrivain.

Ici, trente ans plus tard, la maison est à l'abandon. Manon, la grand-mère, est morte, mais Catherine la retrouve partout, dans chaque pièce, derrière chaque objet. D'où son attachement pour Marimé – presque une anagramme d'« aimer » – un lieu pareil à une « île lointaine », et qui donne « envie de fermer sur soi les portes, les volets, de lire tous les livres de la bibliothèque, pendant des jours, des semaines, des mois peut-être ».

Destins
divergents

Mais Catherine n'est pas seule. Annie et Florence sont venues la rejoindre. Ce trio féminin, dans un lieu hors du temps, fournit à Anne Wiazemsky le point de départ idéal d'un « huis clos » où chaque personnage, fouille son passé, raconte ses souvenirs, confie ses regrets et ses pensées noires, avoue ses sui-

cides ratés et dévoile peu à peu les néants de ses drames intérieurs. On pleure beaucoup dans *Marimé*. La maison risque d'être vendue, et Catherine ressent cette menace comme une inacceptable dépossession ; Annie se débat dans un fiasco sentimental, doute d'elle-même, craint sans cesse de « passer à côté des choses » ; quant à Florence, rayonnante, à qui la vie semble avoir toujours souri, n'est-elle pas celle des trois qui cache le mieux les blessures les plus graves ?

Trois solitudes, trois destins divergents, trois femmes prises au piège de leur propre impuissance. Cherchent-elles à s'aider ? C'est à peine si elles peuvent s'écouter. Florence et Annie ont beau clamer leur solidarité avec Catherine, elles savent bien, comme le lecteur, que le combat pour garder la maison est perdu d'avance ; Catherine s'agace des peines de cœur d'Annie, de son désir d'enfant ; Florence comprend mal ces deux filles qui vivent « au jour le jour... Sans vrais projets... Sans famille... Comme des

vagabondes ! ». A mesure que l'automne s'installe le climat se modifie, quelque chose se fait plus pesant, l'impression qu'un danger rôde, se rapproche : la mort, peut-être ?

Car c'est par elle que le livre s'ouvre et se reforme. Entre-temps la tension va crescendo, les personnages entrent en scène progressivement – deux puis trois, puis quatre avec l'arrivée de Gaëtan Chevalier, l'oncle indésirable venu conclure la vente de la maison – l'inquiétude s'accroît, un vieux fusil passe de main en main et les irrptions effrayantes du coq ponctuent violemment cette lente montée de l'angoisse.

Pourtant, *Marimé* n'est pas ce qu'il est convenu d'appeler un roman à suspense. Ce n'est pas non plus le récit banalement sentimental de l'attachement aux choses. C'est plutôt, selon ce que chaque sensibilité y projette, une interrogation en filigrane sur la nostalgie de l'adolescence, la conscience de l'autre, le rôle du langage entre des êtres secrets, enfermés en eux-mêmes, le danger des apparences, l'illusion de la volonté, les fausses semblances des amitiés... Sans emphase ni sensiblerie, Anne Wiazemsky, après *Mon beau navire*, nous donne un second roman intimiste, au charme discret, sobrement raffiné.

Florence Noiville

(1) Anne Wiazemsky a notamment tourné avec Robert Bresson, Pier Paolo Pasolini, Jean-Luc Godard... En 1988 elle a publié un recueil de nouvelles, *Des filles bien élevées*, suivi en 1989 d'un premier roman, *Mon beau navire*, tous deux chez Gallimard.

Billard andin

UNE VIE DE RECHANGE

de François Salvaing.
François Bourin, 244 p., 99 F.

François Salvaing, c'est dit, écrit un jour un roman sur la seule trajectoire d'une boule de billard. Sur les chocs et les entrecroisements, le destin jouant à trois bandes, sur le feutre de la vie. Deux enfants : l'un de Poyabamba, Pérou, l'autre de Cahors, France. Un océan et quelques montagnes entre eux. Bidozville pour l'un et « dimanches à côté » pour l'autre. Marchés de Lima ou d'Avacucho pour Jagu, fils d'Imma, descendue de la montagne pour faire de son fils un roi. Consultations médicales pour Ludovic, fils de comptable, dont le foie dépérit, à vue d'œil, de spécialiste.

Sur le feutre de son monde, Salvaing frappe les boules de rêves prophétiques et de légendes andines : « Patience, secrètement, depuis 1572 que l'Espagnol a supplicié le dernier Inca et enterré ses restes aux deux extrémités du Pérou, la tête et le corps séparés de Tupac Amaru convergent sous terre ». Le billard de Salvaing a des airs andins. Deux boules convergeront et se toucheront. Mais qui sait comment, qui sait pourquoi ? L'auteur a tissé un fil, invisible, entre les deux enfants, l'Inca et le Gaulois. Lui seul détient le secret de la pelote.

Alternativement péruviens et français, les chapitres égrenent leurs histoires : la misère du tiers-monde, l'étroitesse de la

maladie. Sans fausse pudeur, avec, sous la plume, un soupçon de tendresse : pour Imma et l'espoir qui sourit, pour Ludo et les yeux d'Imma, qui rêve de lamas visionnaires, tantôt les mains de Ludo, qui tâte son ventre et palpe l'« ennemi ».

Deux parallèles sont toujours faites pour se rejoindre. Perspective et légende andine oblige. Salvaing se joue de l'espace, nous emmène à Leipzig, à New-York, à Francfort, pour que Jagu et Ludo, chacun plus ou moins bien calé sur les rails de l'existence, se rencontrent. L'auteur se joue des mots et du rythme des phrases : syntaxe à forte valeur ajoutée. Se joue du temps, aussi. Comme déjà il s'était joué de la mort, rouillant malicieusement sa faux (1). Il triture la durée, jauge l'« épaisseur » des semaines, la finesse des gouttes qui gouttent le long d'une fenêtre de train.

Dans *Une vie de rechange*, il y a la vie qui grouille, ni blanche, ni noire, ni grise et des personnages hauts en couleur : des marchands de rêve et d'organes, d'idéologie et de patates douces. On frissonne de plaisir, d'amour ou de peur. Avec Salvaing, il y a des surprises sans fin – des pichenettes au destin – et l'indélectable. Il y a, enfin, des morts lentes et des morts explosives et – pourquoi pas ? – pas de mort du tout – puisque, finalement, dit-il, une vie peut en cacher une autre.

Jean-Michel Dumay

(1) Voir *Misère*, *Misère*, aventure d'immi-grés (Balland, 1988).

Cartes postales de banlieue

Daniel Zimmermann envoie des nouvelles d'un pays qui n'était pas encore envahi par le béton

LES MALASSIS

de Daniel Zimmermann.
Collection « L'Atelier »,
Julliard, 137 p., 100 F.

Daniel Zimmermann a conçu le projet d'écrire un cycle romanesque en dix-huit volumes intitulé *Les Banlieues ou les Chroniques légendaires de gens sans importance*. A la périphérie de cette œuvre, dont neuf titres ont déjà paru (1), il nous propose aujourd'hui un recueil de nouvelles qui emprunte son titre, les *Malassis*, à ces lieux que l'on trouvait jadis en banlieue parisienne.

Pavillons en parpaing, barriques en carreaux de plâtre et cabanes de jardins. Tel est le décor, au début des années 50, de ces banlieues qu'il serait imprudent de situer du côté de Neuilly ou de Saint-Cloud. Quant aux habitants, s'ils ne sont pas « effreux, sales et méchants » comme dans la comédie italienne, ils sont volontiers « coquins, rusés et tendres ».

Les militants communistes connaissent mieux le « système D » que les œuvres de Marx, Lénine et Thorez. Leur chef, le camarade Popov, n'a jamais lu le *Droit à la paresse*. Aussi, samedi et dimanche inclus, il distribue des tracts, vend l'*Humanité*, colle des affiches et fait signer des pétitions pour le tout-à-l'égout ou l'appel de Stockholm. Ce stakhanoviste mettrait en carte les morts s'il le pouvait. Les cadavres d'ailleurs ne manquent pas dans ces nouvelles. Les jeunes ont l'Algérie pour modèle, les vieux, eux, se suicident avec discrétion, pour ne pas déranger les voisins.

Ces quarante et un textes courts, presque des cartes postales, que l'auteur nous envoie d'un pays désormais enseveli sous le béton, il faut les lire comme il convient, en prenant le temps de savourer une écriture si efficace, si précise, qu'elle paraît évidente, facile. Daniel Zimmermann cisele ses phrases en orfèvre et restitue, au passage, ses lettres de noblesse au langage populaire d'ailleurs. Les personnages ont si bien leurs mots en bouche qu'on les entend autant qu'on les lit. Quel régal que ces « pisseurs analysés », « vieux comme Mérope » qui s'en vont d'un « infatigable ».

La seule faiblesse de cet écrivain, aussi exigeant que prolifique,

c'est la tendresse qu'il porte aux gueules cassées à qui il prête vie. Il les aime tant qu'il n'arrive pas à les exclure de sa plume. D'une nouvelle à une autre, ils resurgissent avec leurs défauts à hauteur d'homme. Comme à l'accoutumée, chez Zimmermann, les femmes ont le beau rôle. Les habitants des *Malassis* célèbrent la fête des mères tous les mois lorsque le « payeur Noël » apporte leurs allocations familiales à celles qui mériteraient d'être décorées de « l'Ordre de la légion nombreuse » bien qu'elles visitent régulièrement les faiseuses d'anges du coin.

Nouvelliste avéré, Daniel Zimmermann effectue le plus souvent des virages à 180° dans les dernières lignes de ces saynètes. Son humour noir fait alors merveille. La cruauté n'est pas ici une affaire de style mais, plutôt, une espèce de pudicité. On ne peut lire sans

mélancolie les pages dans lesquelles « *Ritais* », « *Spingouins* », « *Raméniers* », « *Pollacks* », etc. survivent en bonne intelligence malgré les préjugés racistes des uns et des autres. Tous se reconnaissent dans les « *Chinoches* », ces voyous-voyeurs qui épiant et singent leurs contemporains. On est toujours, aux *Malassis*, le « Chinoche » de quelqu'un.

Bien avant que les urbanistes construisent des fosses communes pour vivants, les *Malassis* avaient commencé à mourir pendant la guerre d'Algérie, la haine incrustant ses métastases dans les cervaux. Daniel Zimmermann n'a pas la nostalgie d'un monde disparu, mais d'un frémissement que résume un mot : l'utopie.

Pierre Drachline

(1) Dont *Le Gogol* (Fayard/Mazarine 1987), *Les Irigoués* (Manga 1990) et *Oniriques* (Manga 1991).

Les vieilles tantes et le dératiseur

LE NEVEU CHRONIQUE
de Jean-Pierre Ostende.
L'Arpentier, 140 p., 75 F.

Le dératiseur, héros paradoxal ? Il y avait eu, inoubliable, celui qu'incarnait dans un film de Truffaut *Une belle fille comme moi*, Charles Denner, farouche et pathétique. Aussi solitaire mais plus inquiétant est celui qui vient miner de l'intérieur le second roman de Jean-Pierre Ostende.

Une petite ville, une gare désaffectée, un lac. Paul Vancouder, la quarantaine effacée et distraite (« Paul, vous êtes nulle part », lui répète-t-on), végète dans les assurances, section des sinistres, et habite chez ses vieilles tantes. Elles ont les yeux porcants, le cou maigre, des robes noires qu'agite le vent. Les tantes lavent les tombes des oncles enterrés dans le jardin et tricotent pour l'improbable bébé que le neveu serait « largement en âge d'avoir ».

Le neveu « rumine », il a sa part de rêves : contempler le ciel avec son ami Gus, un rebelle, un fugueur, qui va finir, à force de bricoler, par produire sans s'en

douter de l'« art brut ». Avec Gus, le neveu regarde les étoiles : Antarès, Bételgeuse. Avec sa « fiancée », une veuve que les tantes – avant de l'adopter – trouvent un peu ôlé ôlé, il projette des pêches nocturnes, au fil, sur le lac. Tout est fade et doux, fleur bleue, vieux jeu : la bouillotte et les tisanes, les parties de « whist à gogo » sous le platane. Les tantes facétieuses et sardoniques répètent qu'elles gardent leurs gardiens, Pierrette et Georges Murray, un couple de retraités.

C'est alors que survient, coïncidence, mais les tantes raffolent des coïncidences – ce qui peut-être les perd – un autre Murray : Igor, le dératiseur, embauché pour nettoyer la cave. D'emblée, avec son air « dédicé et coriace », il intrigue et fascine : habillé de noir comme un croquemort, avec de grosses chaussures comme orthopédiques, il a les lèvres minces, la main osseuse, le parler étrange émaillé de formules latines. Pourquoi demande-t-il à habiter dans la cave ? Ne se nourrit-il que de lait fermenté ? Que fait-il de son argent ?

Peu à peu, cet étranger « intra muros », d'abord admis avec réticence, prend possession des lieux et des esprits. Il commence par s'enfermer dans la cave où il cultive des iris, avant de projeter la construction d'une serre, d'un aquarium, d'un mausolée. Dans la maison désormais entourée de barbelés où monte une fièvre obsessionnelle, le neveu, les tantes et les gardiens tombent tour à tour sous la coupe du dératiseur. On « le sent présent, comme on dit d'un vent qu'il est dominant ».

Claustrophobie, ivresse, folie, mort, selon un scénario qui a fait ses preuves, de *l'Ange exterminateur* à *To Sleep with Anger*, l'intrigue crée le désastre dans un lieu clos transformé en camp retranché. Reste le phrasé insolite de Jean-Pierre Ostende qui écrit comme parlent les tantes, « sur le point des pieds, en pointillé ». L'herbe pousse entre les mots comme parmi les poutres et les gravats de la gare désaffectée. Raccourcis, ambiguïtés, dérapages : Ostende a un vrai talent pour faire naître et monter, par petites touches sèches, un malaise indéfinissable.

Monique Petillon

LOUIS MAGNARD EDEUR RECHERCHE HOTELLES - CONFERENCIERES

Vous êtes 40-50 ans et une bonne culture générale. Vous disposez de 3 demi-journées par semaine et vous voulez défendre la cause de la lecture auprès des enfants. Louis Magnard Editeur, après une formation adaptée, vous propose de devenir hôte-tesse-conférencière, près de chez vous. Par des réunions, vous saurez convaincre parents et grand-parents de faciliter la lecture de textes pertinents pour les enfants. Postes à pourvoir en Ile de France. Rémunération à la commission.
Envoyer CV à Louis Magnard Editeur, 123 Bd St Germain, 75006 PARIS.



360 P. 155 Dess. 98 Frs.

Si vous « démarrez »
votre voiture, en fait vous
rompez accidentellement
les amarres de
votre bateau. Bizarries
et saveurs des étymologies
du Petit Robert.



DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue.

هنا من الأصل

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

Breuer, le sceptique

JOSEPH BREUER
d'Albrecht Hirschmüller.
Traduit de l'allemand
par M. Weber.
PUF, 470 p., 298 F.

Professeur d'histoire à l'université de Tübingen, Albrecht Hirschmüller a consacré en 1978 sa thèse de doctorat à Joseph Breuer, qui fut le co-auteur des *Etudes sur l'hystérie* (1895) et, à travers l'histoire d'Anna O., un précurseur de la psychanalyse.

Cette thèse est aujourd'hui traduite en français : elle permet de prendre la mesure d'un des plus illustres médecins viennois, un humaniste dont le nom serait resté dans l'Histoire même s'il n'avait pas été lié à Freud.

Les rapports entre les deux hommes se dégradèrent rapidement : Freud lui reprochait sa pusillanimité et Breuer ses généralisations excessives, ainsi que sa volonté d'« épater le bourgeois ». Lorsque Breuer mourut en 1925, son fils, Robert, assura Freud que son père ne s'était jamais départi

d'un vif intérêt pour ses recherches. « Ce que vous avez dit du rapport de votre père à mes travaux plus tardifs, lui répondit Freud, était nouveau pour moi et a agi comme un baume sur une blessure douloureuse qui ne s'était jamais fermée. » On lira avec attention les pages d'Albrecht Hirschmüller sur la dissolution de leurs liens, sur leurs désaccords scientifiques et sur le scepticisme fondamental de Breuer, dont le « démon mais » lui soufflait inmanquablement une objection chaque fois qu'une adhésion complète était requise.

Les déguisements de Freud

L'HOMME-FREUD
de Lydia Flem.
Seuil, 278 p., 110 F.

Dans sa jeunesse, Freud regrettait que la Nature n'ait pas mis sur son front « la marque du génie dont elle fait parfois cadeau », et, à la fin de sa vie, il définissait son expérience créatrice comme « la succession d'un jeu audacieux de la fantaisie et d'une impitoyable critique au nom de la réalité ».

Lydia Flem, qui nous avait déjà fait partager la *Vie quotidienne de Freud et de ses patients* (1), envisage avec sérénité la disparition de la psychanalyse, mais ne doute pas que le nom de Freud continuera à figurer aux côtés de ceux de Shakespeare, Dante, Goethe ou Proust.

Le portrait que Lydia Flem dessine de Freud présente le double intérêt d'être à la fois d'une extrême fidélité et d'une indéfectible séduction. Elle met bien en lumière comment Freud, pour approcher les déguisements de l'âme, devint à la fois détective,

explorateur, archiviste, chimiste, joueur d'échecs, chirurgien, écrivain et archéologue. Toujours ironiste, toujours prêt à se laisser surprendre et à nous surprendre. D'une certaine manière, toujours « ailleurs ». Sans doute, comme le relève Lydia Flem, parce que, comme tous les juifs errants d'une Jérusalem en exil, Freud ne se reconnaissait qu'une seule terre, celle du Livre. Son œuvre fut son unique patrie.

(1) Livre de poche « Biblio-essais ».

La mort désacralisée

LE NOMMÉ ET L'INNOMMABLE
de Maud Mannoni.
Denoël, 170 p., 115 F.

Il est beaucoup question de la mort dans le dernier essai de Maud Mannoni, *Le Nommé et l'Innommable*. Elle rappelle que quitter la vie à l'heure de son choix, de manière douce, demeure un privilège réservé aux initiés : Freud et Koestler y eurent accès, Bruno Bettelheim, en revanche, n'eut d'autre ressource que de se suicider dans des conditions atroces. « Pourquoi, demande Maud Mannoni, ne construirait-on pas aussi un jour

des hôpitaux où les hommes viendraient mourir parce qu'ils ont décidé que leur heure est venue ? »

Ce qu'elle remet en cause, dans ce livre dérangeant et nécessaire, c'est la médecine conçue uniquement pour guérir. Situation paradoxale et scandaleuse : on réduit les vieux à l'état de déchets, tout en leur refusant les moyens de prendre congé d'une vie qui n'est plus que douleur et détresse.

Notre génération, note justement Maud Mannoni, a popularisé la contraception chimique, et, ce faisant, elle a désacralisé un domaine sur lequel régnait de façon absolue le Dieu des chrétiens. A présent, l'homme, qui est arrivé à maîtriser la naissance, désire avoir le droit de maîtriser

la mort. C'est dans cette perspective que s'inscrit avec retenue l'ouvrage de Maud Mannoni. On souhaiterait qu'il soit prétexte à un vaste débat. La désacralisation de la mort ne devrait en aucun cas signifier sa dévaluation ou sa banalisation, mais au contraire un respect accru de la volonté de chacun, fût-ce celle d'en finir avec l'innommable.

* A signaler également le *Masque retrouvé* de Sigmund Freud, de Yann Le Pless et Roland Harari. Un ouvrage important sur les rapports de Freud et de l'art, préfacé par André Green, qui observe pertinemment que « c'est tout Freud qu'on retrouve dans son musée imaginaire : l'homme de culture et le théoricien pour qui l'art, au même titre que la science, est la source de la connaissance du psychisme ». (Stock, 252 p., 420 F.)

Névroses, névroses

Le journal de bord d'un psychanalyste

L'ORDINAIRE DE LA PASSION
Névroses du trop
névroses du vide
de Jean Cournot.
PUF, 330 p., 175 F.

« L'orgasme infini incarnerait-il la passion dont, seuls capables de la supporter, jouiraient impunément les dieux ? » Car la passion est démesure. Je t'aime un peu, beaucoup, passionnément, et tout de suite après c'est à la folie, ou pis, pas du tout.

Remplacez aimer par haïr, souff-

rir, envier, estimer, vous aboutirez à la même idée : « C'est la force des sentiments qui est supposée détenir leur vérité, et leur mesure ». Enthousiasmes qui défilent, dépressions qui rôdent, « deuil raté » : de névroses « du trop » en névroses « du vide » du sentiment, c'est en théoricien et en praticien que le psychanalyste Jean Cournot explore l'ordinaire de la passion.

Comment dire, et donc comment agir, sur la force de pulsion ? Au sommet de sa recherche, Freud lui-même en reconnaissait les limites.

« On peut dire que l'analyse, avec sa prétention de guérir les névroses en assumant la domination sur les pulsions, a toujours raison en théorie, mais pas toujours en pratique. Et cela du fait qu'elle ne réussit pas toujours à assurer dans une mesure suffisante les bases de la maîtrise pulsionnelle », écrivait-il en 1937. Un demi-siècle plus tard, la même interrogation subsiste, et les sentiments continuent de résister, en partie, à l'approche scientifique. Reste la pratique psychanalytique, qui traite la souffrance avec des succès appréciables en écoutant ceux qui ont du mal à penser, à vivre, à aimer.

C'est Marie l'excessive, la véhémence, qui « en fait toujours trop » avec la « peur panique d'éclater en morceaux ». C'est Anne « la blâme », la trop sage : « Quand je commence à éprouver du plaisir, j'ai aussitôt l'impression que se forme en moi comme une peur. C'est flou, puis ça se précise (...) : je ne sais plus ce que je vais devenir mais je sais que je ne pourrai pas le supporter. » C'est ce vieil homme, repris puis débordé par un insurmontable et délirant sentiment d'abandon, qui explose en sanglots pour la première fois de sa vie.

Libération, débâcle, rechute ou renaissance : « pompiers-pompiers » face à la passion des patients, Jean Cournot nous livre le journal de bord de ses succès et de ses doutes. Avec clarté, émotion, et non sans passion, il témoigne qu'au-delà de la théorie, le métier de l'analyste n'est pas « d'interpréter comme un archer trop adroit ou de reconstruire comme un archéologue trop visionnaire », mais de « laisser dériver un point d'interrogation ». Le patient fera le reste, « et ce sera son reste à lui ».

Catherine Vincent

UNE SAISON EN ENFANCE de G. BARBEDETTE.

Une enfance reconstruite, inventée.
Une enfance vraie.



Collection Haute Enfance.

HATIER

La jeunesse de Gadamer

La France découvre avec retard un philosophe allemand trop longtemps resté dans l'ombre de Heidegger

L'ART DE COMPRENDRE
Tome 2 Herméneutique et champ de l'expérience humaine
de Hans-Georg Gadamer.
Traduit de l'allemand.
Aubier, 384 p., 160 F.

Heureuse vieillesse que celle du philosophe allemand Hans-Georg Gadamer ! Toujours actif à près de quatre-vingt-dix ans, il aura eu de plus sur ses vieux jours la satisfaction de voir son œuvre enfin traduite et reconnue chez nous. Contrairement au monde anglosaxon qui s'est très tôt intéressé à sa philosophie du langage et à son esthétique, Gadamer est longtemps demeuré aux yeux des Français dans l'ombre de Heidegger qui avait été son maître à Marburg dans les années 20. Les choses n'ont commencé à changer qu'il y a une décennie après la traduction partielle de *Vérité et Méthode* (Seuil), puis avec celle de quelques articles réunis chez Aubier sous le titre *L'Art de comprendre* (1).

Ces articles portent d'une part sur la définition de l'entreprise her-

méneutique – le grand projet de Gadamer – et de l'autre sur l'enracinement historique de ce projet dans les philosophies de Platon, de Hegel et de Heidegger. Ils se présentent comme « formant » le tome 1, traduit par Marianna Simon et présenté par Pierre Fruchon. Des *préceptes* que nous ignorons ont retardé pendant neuf ans la publication du second volume. Pierre Fruchon a sélectionné une vingtaine d'articles récents, traduits par une équipe, en fonction de quatre centres d'intérêt.

Le premier groupe d'écrits précise la position de Gadamer sur quelques thèmes fondamentaux : le langage, la raison, la vérité, l'existence. Un second groupe rassemble des réflexions sur l'esthétique ainsi que la mémorable discussion qui eut lieu en 1981 entre le philosophe allemand et Jacques Derrida à propos de la notion d'interprétation. La troisième section de l'ouvrage concerne l'herméneutique religieuse (n'oublions pas que le terme herméneutique désigne au sens premier le déchiffrement de l'écriture sainte), et la quatrième la possibilité d'une éthique des valeurs.

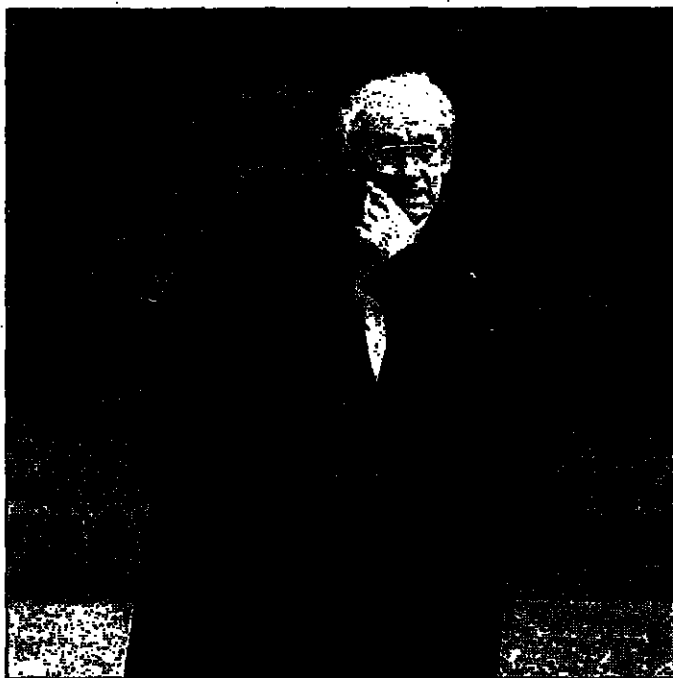
Moins métaphysicien que Hus-

ser, moins poétique, et surtout moins pompeux que Heidegger, Gadamer est avant tout un analyste attentif à la fois à la complexité des choses et aux labyrinthes du langage. L'art (et surtout la littérature) l'intéresse, mais aussi la réalité sociale, l'expérience religieuse et d'une façon générale tout ce qui concerne la « philosophie pratique ». Sur ces problèmes (que les intellectuels français ont quelque peu délaissés depuis vingt ans), il a souvent des vues originales qui dépassent ce qu'on ne le dit à Heidegger (malgré l'admiration inconditionnelle que l'élève continue envers et contre tout de vouer à son ancien maître), et plus qu'on ne pourrait le croire à la philosophie anglo-saxonne (Collingwood, Royce, Wittgenstein). Cette orientation analytique explique sans doute que Gadamer nous paraisse souvent plus proche des jeunes philosophes allemands d'aujourd'hui (Habermas, Manfred Frank) que des hommes de sa génération. Ce n'est pas son moindre charme.

Christian Delacampagne

(1) Tome 1 : *Herméneutique et tradition philosophique*, Aubier (1982), 304 p., 110 F.

L'essentielle fragilité du politique



Paul Ricoeur : « Le pouvoir est volé. »

Suite de la page 25

Or il semble que c'est la prise en compte de cette essentielle fragilité qui conduit Paul Ricoeur, avec Aristote et Hegel, contre Locke, à voir dans l'individu porteur de pouvoirs et de droits non pas un être qui pré-existe à l'institution sociale, mais une réalité qui n'advient que dans et par la dimension politique.

C'est parce que le sujet individuel est d'abord dénué de structures qu'il peut se considérer comme absolument libre à l'égard des institutions où il les acquiert et non susceptible de révoquer l'obligation qu'elles impliquent. Le sujet qui se tient pour « endetté » de naissance, envers la société, me paraît être le pendant de l'homme incarné de la *Philosophie de la volonté* qui doit « consentir » à l'involontaire.

« Le pouvoir est volé », note-t-il en commentant Hannah Arendt. D'où la nécessité de sa « fondation », c'est-à-dire d'une entreprise de légitimation. En ce point surgit évidemment la grande idée du contrat social à la façon de Rousseau ou même de Kant et, aujourd'hui, à la façon de Rawls avec lequel l'auteur noue un rapport tendu : d'attention extrême mais aussi de profonde réserve. Les théories du contrat ont pour ambition d'expliquer comment une collection d'individus parvient à dépasser un état conçu comme naturel et primitif pour accéder à l'état de droit.

Mais suffisent-elles ? Peuvent-elles conférer à l'Etat le supplément d'autorité dont il a besoin pour durer et pour résister à sa fragilité intrinsèque ? Paul Ricoeur en doute. Ou plutôt il ne doute pas de la nécessité de comprendre l'institution de l'Etat de droit comme un événement plus que comme un avènement (factif) ; avènement qui donne sens et forme à quelque chose qui est anticipé, préparé, dans la capacité morale du sujet. Ainsi sont conjurés les deux périls

inverses de l'« atomisme politique » et de l'absorption de l'individu dans un tout social. « Oui, le politique s'inscrit sur le trajet de l'effacement de l'humain en tant que tel ; il n'est pas extrinsèque à l'humanité de l'homme. Non, le politique n'est pas l'invention de l'humain et n'importe quelle institution politique n'est pas « bonne ».

Tous ces thèmes convergent vers une idée que, dans son domaine, défendait déjà l'anthropologie : il n'y a ni recouvrement ni séparation pure et simple des diverses instances. Le politique, comme l'acte volontaire, ne surgit pas ex nihilo, mais d'autre part, il conserve une certaine autonomie par rapport aux sphères d'où il émerge : la sphère économique et la sphère éthique. C'est en tenant à la fois ces deux exigences que l'auteur mène toutes ses analyses et distribue accords ou

désaccords. Le politique ne se réduit pas à l'économique : il a sa rationalité propre et c'est pour ne l'avoir pas vu que les marxistes se sont interdits de comprendre qu'il avait aussi sa pathologie propre dont le totalitarisme fournit l'éloquent exemple.

Mais c'est vrai également dans l'autre sens : l'éthique n'est pas étrangère au politique (ce qu'il vaut la peine de rappeler de temps en temps), mais elle ne s'y engouffre pas ; la base éthique des Etats modernes ne représente qu'une faible part – la part consensuelle – des convictions morales des sujets. L'ignorer ou prétendre l'inverse est un autre risque, non moins grand que le précédent. « Il faudrait se demander si la terreur n'envahit pas le politique quand il devient religieux, si le politique n'est pas prêt pour le démontage des qu'il devient l'instance suprême de l'homme ».

Moins théoriques, plus circonstanciés sont les essais qui forment la dernière partie du recueil. On y trouve, avec un intérêt qui vient de leur éloignement dans le temps, des textes sur la Chine (1956), sur Israël (1958), sur l'Université (1968). Les événements intervenus depuis leur parution rendent, selon les cas, plus ou moins aigus les jugements prononcés alors, à chaud. On relit avec des sentiments mêlés des phrases comme celle-ci : « La Chine a cet étrange destin d'être à la fois un modèle et une tentation. Un modèle d'économie rationnelle à l'échelle d'un milliard d'hommes. La tentation de persister dans une conception et une pratique du pouvoir dont on peut espérer que la condamnation gagnera l'Asie après s'être amplifiée en Europe ».

Mais on relit avec une admiration sans mélange le texte sur Israël, en réponse à un article d'André Neher, à l'heure où s'ouvrent, enfin, les négociations sur la paix : ce texte où est posée de la façon la plus juste la responsabilité des uns et des autres, sans oublier celle des grandes puissances, apparaît sans une ride. Lisez-le sans tarder !

François Azouvi

L'herméneutique et la raison

PAUL RICCEUR
Les métamorphoses
de la raison
herméneutique
de Jean Greisch
et Richard Kearney.
Ed. du Cerf, 414 p., 175 F.

Les organisateurs de la décennie internationale de Cerisy consacrée à Paul Ricoeur se sont fixé un triple objectif. Déterminer quelques-unes des étapes décisives dans l'histoire de l'herméneutique, depuis Schleiermacher jusqu'à Gadamer et Heidegger, et situer l'entreprise singulière de Paul Ricoeur. Souligner la conception dialectique que celui-ci se fait des rapports entre l'explication et la compréhension ; montrer qu'une telle conception permet de ne pas couper les ponts entre la philosophie et les

sciences humaines. Enfin, laisser entrevoir quelques-uns des horizons qu'ouvre cette démarche herméneutique « vérité narrative, synthèse de l'histoire, identité narrative du soi ». L'ensemble se dote par un beau texte de Ricoeur lui-même : « L'attestation : entre phénoménologie et ontologie ».

Le choix des contributeurs, la qualité de leurs textes et l'ouverture du champ font de ce volume une pièce importante, tant dans la bibliographie des travaux consacrés à Paul Ricoeur que dans celle des études sur l'herméneutique en général. Quelles métamorphoses la raison a-t-elle dû subir pour que le concept de « raison herméneutique » ne paraisse pas intrinsèquement contradictoire : telle est, au fond, la grande question qui gouverne cet ensemble.

F. A.

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Questions pour une République morte

La RDA n'est plus, enterrée sans fleurs ni couronnes
Mais voici qu'en Allemagne même s'amorce, avec Hans Mayer, une réflexion plus nuancée

Au moment où tout ce qui rappelle la République démocratique allemande est marqué du sceau de l'infamie, que rien ne semble plus distinguer cet État disparu d'une entreprise criminelle, parait, en Allemagne, un livre, « La tour de Babel. Souvenirs d'une République démocratique allemande » (1), qui est le premier, peut-être, à jeter les bases d'une réflexion nuancée, historique, sur la période qui prit fin le 3 octobre 1990.

L'auteur, Hans Mayer, l'un des plus célèbres germanistes allemands, autorité intellectuelle et morale peu contestée, sait de quoi il parle : émigré de la première heure, réfugié en France puis en Suisse pendant la guerre, il se laisse attirer en zone soviétique en 1948, pour un poste de professeur de littérature comparée qu'on lui offre à l'université de Leipzig. Cette terre d'émigration, il la quittera en 1963, à l'occasion d'un congrès en RFA. Mais il n'a rien oublié. Pour lui, « une fin misérable ne préjuge en rien de débuts prometteurs ».

C'est un livre original, où l'expérience se mêle en permanence à l'analyse littéraire. Hans Mayer commence par un exercice criti-

que : la confrontation de deux poèmes écrits de la même main, celle de Johannes Becher, poète expressionniste qui fut, de 1933 à sa mort, le premier ministre de la culture de la RDA. D'un côté, le texte de commande de l'hymne officiel de la RDA ; de l'autre, un poème étrange, intitulé *Tour de Babel* : « Voici la Tour de Babel / Elle parle toutes les langues / Et Cain assassine Abel / Et à l'égal de Dieu est célébré... » Mais bientôt « le Verbe se dégrade en mot / Creux qui résonne / La Tour de Babel bientôt / Tombera et ne sera plus rien ».

Un charme littéraire

Dans la contradiction entre la platitude officielle du « soleil qui brille comme jamais sur l'Allemagne » et les sombres prévisions de la catastrophe, Hans Mayer voit la pathologie de la RDA tout entière : un « optimisme sans mesure » et, en même temps, un « désespoir secret ». En douze chapitres étonnants, il esquisse, par fragments, une histoire intellectuelle et psychologique du « premier État ouvrier et paysan sur le sol allemand ».

L'unification forcée du SPD et du PC en 1946 ? Une manipulation soviétique, bien sûr, mais aussi l'aboutissement d'un immense espoir, l'unité retrouvée du mouvement ouvrier allemand. Les deux pères fondateurs, le communiste Wilhelm Pieck et le social-démocrate Otto Grotewohl, pensaient bien faire, et rien n'indiquait à l'époque que c'était Kurt Schumacher, le social-démocrate anticommuniste, qui voyait juste.

La Freie Deutsche Jugend ? Une organisation de masse calquée sur les Jeunesses hitlériennes, qu'il s'agissait d'écarter, mais également un mouvement politique qui avait démocratiquement élu Honecker à sa tête... Le 17 juin 1953 ? Un malentendu savamment exploité de part et d'autre : sans doute une « grève générale à caractère agressif », mais pas une révolution.

Quelques portraits de dirigeants : Pieck, l'ancien menuisier, admirateur de Rosa Luxemburg, propulsé à la tête du PC allemand pendant l'exil à Moscou, parce que Thälmann était aux mains des nazis et que les Soviétiques ne voulaient pas d'Ulbricht ; Grotewohl, l'ouvrier

imprimeur de Brunswick, qui avait tiré les leçons des luttes fratricides des années 20 ; Honecker, le jeune communiste courageux des années 30, une personnalité à facettes, capable du meilleur puis du pire ; Ulbricht enfin, le manœuvrier, le tacticien qui n'a jamais mouillé sa chemise, le vrai responsable, avec son associé Mielke, ministre inamovible de la Sécurité d'État, de ce que la RDA est devenue...

Il n'empêche : cette RDA avait du charme, un charme littéraire. L'auteur allemand n'a jamais eu, la RFA, en effet, « n'a jamais pu se décider à appeler au retour les émigrés chassés par les nazis, ce qui fut son péché originel ». A l'opposé, la RDA s'affirma, dès le début, comme « l'État des écrivains », même si cette histoire-là « est faite de contradictions, de courage et de lâcheté, de trahisons, de dommages corporels et psychiques ».

Personne, jusqu'à l'automne 1989, n'avait prédit la fin de la RDA. Personne ? Quelques écrivains peut-être, comme Johannes Becher avec sa *Tour de Babel*, ou Christoph Hein, qui fit jouer à Dresde, en mars 1989, une comédie intitulée *Les Chevaliers de la Table ronde* dans laquelle un des personnages, qui peut passer pour une version idéalisée du chef des services secrets, déclare : « Nous avons sacrifié nos vies pour un avenir qui n'intéresse plus personne ».

Le silence des écrivains

Aujourd'hui, la plupart des écrivains de la RDA préfèrent garder le silence : Christa Wolf, Christoph Hein, Stefan Hermlin et les autres recueillent leurs forces, écrivent peut-être... Seul Stefan Heym, qui avait publié, à nouveau, un amusant recueil de nouvelles documentaires sur le « tournant » (2), continue de s'exprimer et, tout récemment, félicitait le chancelier Kohl d'avoir précipité la réunification, préférable au sort actuel de l'URSS, tout en invitant Honecker à rentrer, pour qu'enfin il puisse s'expliquer... Mais on attend toujours la preuve que les écrivains de la RDA survivront à leur sujet. On attend les grands livres pour solder de tout compte.

Les souvenirs de Hans Mayer ouvrent la voie. Il ne s'agit pas d'une tentative de réhabilitation d'une République morte, encore moins d'un exercice de *Schadenfreude* (cette « joie mauvaise » que suscite en nous le malheur d'autrui), mais de l'affirmation de la littérature, de son caractère irremplaçable pour comprendre ce qui se passe, ce qui s'est passé.

Pour Hans Mayer, trois questions restent posées en cette fin du XX^e siècle : la disparition de la République de Weimar était-elle inévitable ? La victoire de Franco était-elle inéluctable ? La RDA ne fut-elle réellement viable à aucun moment de son histoire ? Trois interrogations proprement littéraires, puisque, probablement, sans réponse...

Bernard Genton
Directeur de l'Institut français de Berlin

(1) *Der Turm von Babel. Erinnerung an eine Deutsche Demokratische Republik.* Suhrkamp, 1991 (en allemand).
(2) *Alte Sand gebaut.* Bertelsmann, 1990.



456 P. 190 Dess. 132 Frs.

Les deux cultures du Rhin

HOMO AQUALIS II
L'idéologie allemande : France-Allemagne et retour

de Louis Dumont.
Gallimard, 314 p., 145 F.

Louis Dumont dit de lui-même : « Je n'ai pas d'idée, la comparaison l'apporte ». Jusqu'à présent, elle n'a pas été avec lui particulièrement chiche et *Homo aqualis II* ne fera pas, dans la série de ses livres, figure d'enfant sous-doté.

Comme dans *Homo aqualis I*, ainsi que dans les *Essais sur l'individualisme* (1), la référence à l'Inde demeure décisive parce qu'elle fournit, les concepts de référence que le travail comparatif, ensuite, a pour charge de mettre systématiquement en œuvre. Après avoir servi à caractériser l'idéologie occidentale dans son opposition globale à l'idéologie indienne, les catégories de « holisme » (subordination de l'individu comme valeur irréductible) sont utilisées, cette fois, pour partager et éclairer les cultures allemande et française. C'est au sein de l'idéologie individualiste occidentale que Louis Dumont s'applique maintenant à repérer les configurations antithétiques du holisme et de l'individualisme.

La culture française, qui se définit en référence aux Lumières et à la Révolution des droits de l'homme, est évidemment l'incarnation même d'une conception universaliste de l'individu, bien exprimée dans ce propos de Montesquieu : « Je suis nécessairement homme et je ne suis Français que par hasard ». A l'inverse, la culture allemande se caractérise par la prédominance forte du holisme.

Goethe et les Lumières

Mais ce qui rend stimulantes et novatrices les pages de *L'idéologie allemande*, ce n'est pas cette caractérisation sommaire, mais l'analyse toute en nuances qui est faite de ses différentes composantes. Car il y a aussi une version allemande de l'individualisme : le luthéranisme et son prolongement piétiste. Individualisme qui, au contraire du français, est purement spirituel. Antérieur au sujet, il s'accompagne de l'idée d'une réformation de soi et permet, au plan politique, de laisser intacte l'appartenance de l'individu à la communauté nationale.

Cette version allemande de l'individualité permet de montrer comment s'est faite l'ouverture de la culture allemande aux idéaux universalistes et égalitaires des Lumières et de la Révolution, et comment a pu être conservé en son cœur le système de valeurs holistes. D'où la place centrale que tient dans ce livre la belle notion de *Bildung* (« éducation de soi-même »), élevée dans le dernier

quart du dix-huitième siècle à la hauteur d'une idée symbole par Wieland, Herder et Goethe.

Louis Dumont montre, une fois de plus, son aptitude à repenser ce qu'on croyait connu en l'insérant dans une perspective originale.

L'examen contrasté de l'individualisme français de l'égalité, « forme simple applicable au plan extérieur », et de l'individualisme allemand de la différence et de l'incommensurabilité, qui « comporte le devoir de la cultiver et de la développer », jette une lumière vive sur les rapports de deux cultures, puis des deux nations.

Contre Lukacs, Louis Dumont voit dans le *Wilhelm Meister* de Goethe non pas la continuation mais la réponse, en termes holistes, aux Lumières et à la Révolution. Deux études sur la France achèvent le parcours comparatiste : l'une porte sur le partage droite-gauche comme symbole de la culture française hexagonale, l'autre sur l'impact de la guerre.

Sur une question que les travaux de François Furet et ceux de Claude Nicolet ont déjà abordés, Louis Dumont, armé de ses concepts d'individualisme et de holisme, apporte une interprétation significative.

Où sont les traits holistes dans la culture française ? Précédemment dans la permanence d'une droite aussi essentielle finalement à l'histoire politique, aussi dynamisante que l'idéal égalitaire de la gauche, irrisolable *stricto sensu*. Les inévitables compromis que la gauche est amenée à faire à la droite, qui incarne l'« ordre du monde », sont compensés par la reconstitution, toujours plus à gauche de la gauche, de partis plus radicaux les uns que les autres. Qu'est-ce donc que cette dynamique, sinon le résultat de l'affrontement indéfini du holisme et de l'individualisme ?

Le dernier mot de cette histoire, Louis Dumont le confie au principe de hiérarchie. Il n'y a pas, on l'a compris, de société moderne purement holiste ni purement individualiste, mais des sociétés qui combinent, de façon variable, les deux traits. Faut-il penser que l'un doit triompher de l'autre ? Nullement. Le seul bon usage de ces catégories est leur hiérarchisation dans une synthèse culturelle originale.

Il vaut la peine de s'en souvenir toutes les fois qu'une société est travaillée par des intentions qui impliquent une redéfinition de ses propres normes fondatrices. A l'heure où est posée, dans la démagogie généralisée, la question du « droit du sol » et du « droit du sang », il est permis de conseiller à nos hommes politiques la lecture des livres de Louis Dumont.

F. A.

(1) *Republiques aujourd'hui* dans la collection « Points essais » aux éditions du Seuil.

Leiris et la cérémonie



Gravure du XVIII^e siècle sur la tauromachie.

LA COURSE DE TAUREAUX
suivi de *Calendrier taureau*
et de *Souvenirs taureaux*
de Michel Leiris.
Fourbis, 115 p., 95 F.

Joliment préfacés par Francis Mermier qui connaît aussi bien son Leiris que les arènes de la tauromachie, voici trois courts textes inédits de l'auteur de *l'Âge d'homme* sur les courses de taureaux. On sait le rôle central que la métaphore tauromachique joue

dans la conception leirienne de la littérature. Sous peine de n'être qu'un ornementateur, qu'un inutile faiseur de bruit, l'écrivain doit s'engager lui-même dans ce qu'il écrit au point de sentir la come du taureau le frôler.

On se souvient aussi du texte qu'il publia en 1981 chez Fata Morgana, *Miroir de la tauromachie* et dont on retrouve ici les échos : pour Leiris, la course de taureaux est tout à la fois une esthétique et une morale liées par la célébration d'un rituel. Il y a donc pour lui — on le voit bien dans le texte que Pierre

Braunberger lui avait demandé pour un film qu'il devait tourner sur la corrida — une concordance intime et qu'il ne cesse de creuser entre la cérémonie littéraire et l'affrontement offert en spectacle, entre l'art de l'homme et la puissance de la nature, sous la permanence menaçante de la mort.

Les trois textes de Leiris sont illustrés par des gravures du dix-huitième siècle qui rappellent aussi que ce face-à-face tragique est aussi, indissolublement, une fête offerte à la beauté.

Pierre Lepape

Toreros, toreros

L'art des princes de l'arène

TOREROS POUR L'HISTOIRE
Cinquante grands toreros
de 1730 à nos jours

de Paul Casanova et Pierre Dupuy.
La Manufacture, 190 p., 325 F.

LA TAUROMACHIE ÉQUESTRE
AU PORTUGAL

de Fernando Sommer d'Andrade.
Traduit du portugais
par Ilda Mendes.
Ed. Michel Chandeigne,
150 p., 285 F.

A une époque où il est de bon ton de se montrer sur les gradins des arènes, voici un livre qui devrait permettre aux aficionados éphémères de parfaire leurs connaissances. Aux autres, à ceux qui ont vieilli au rythme des rendez-vous taureaux d'Espagne et de France, il sera un ouvrage de référence.

Toreros pour l'histoire, de Paul

Casanova et Pierre Dupuy, propose, en effet, un choix de cinquante matadors qui, depuis le début du dix-huitième siècle, ont marqué profondément l'histoire de la course de taureaux, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Avec sa cape, sa muleta ou son épée, chacun d'eux, représente un moment décisif de la tauromachie, un art qui a évolué avec le taureau et le public. Professeurs donnant la leçon ou tueurs sauvages, artistes éphémères ou mâtadors pathétiques, rénovateurs ou marquis précieuses, de Francisco Romero à Espartaco, ils sont tous là, invités par les auteurs pour peupler nos soirées d'hiver.

Les grandes dynasties de toreros comme les Gallo, les Dominguin, les Bienvenida et les Camino, qui sont à la tauromachie ce que les Valois et les Bourbons sont à la monarchie, illustrent les pages de ce livre d'or. Dessins tragiques, ch-

chés brumeux du début du siècle et photos récentes célèbrent la liturgie de l'ultime fête palenne et témoignent de ces après-midi de triomphe, ou de désastre, qui sont à jamais inscrits dans la mémoire de Madrid ou de Séville.

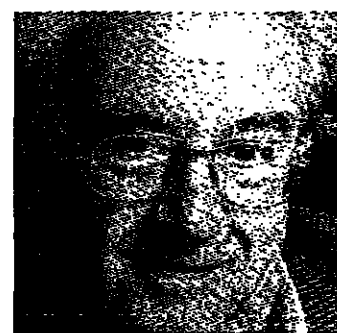
Enfin, Paul Casanova, chirurgien marseillais qui sait désalter la cité phocéenne pour courir de plaza en plaza, et Pierre Dupuy, directeur de la revue *Torero*, étudient, dans ce beau livre, l'art de chaque prince de l'arène dont ils content la vie.

Si, en Espagne, les taureaux sont combattus à pied, au Portugal, c'est à cheval que l'homme s'exprime face au fauve. Abondamment illustrée, la *Tauromachie équestre au Portugal* de Fernando Sommer d'Andrade fait l'histoire et décrit tous les aspects de cette tauromachie typiquement lusitanienne.

Jean Perrin

TU REÇUS LA NAISSANCE de G. PIROUÉ.

Le Jura tranquille, les montres gravées par le père, reliefs qui sculptent délicatement une enfance grave.



Collection Haute Enfance.

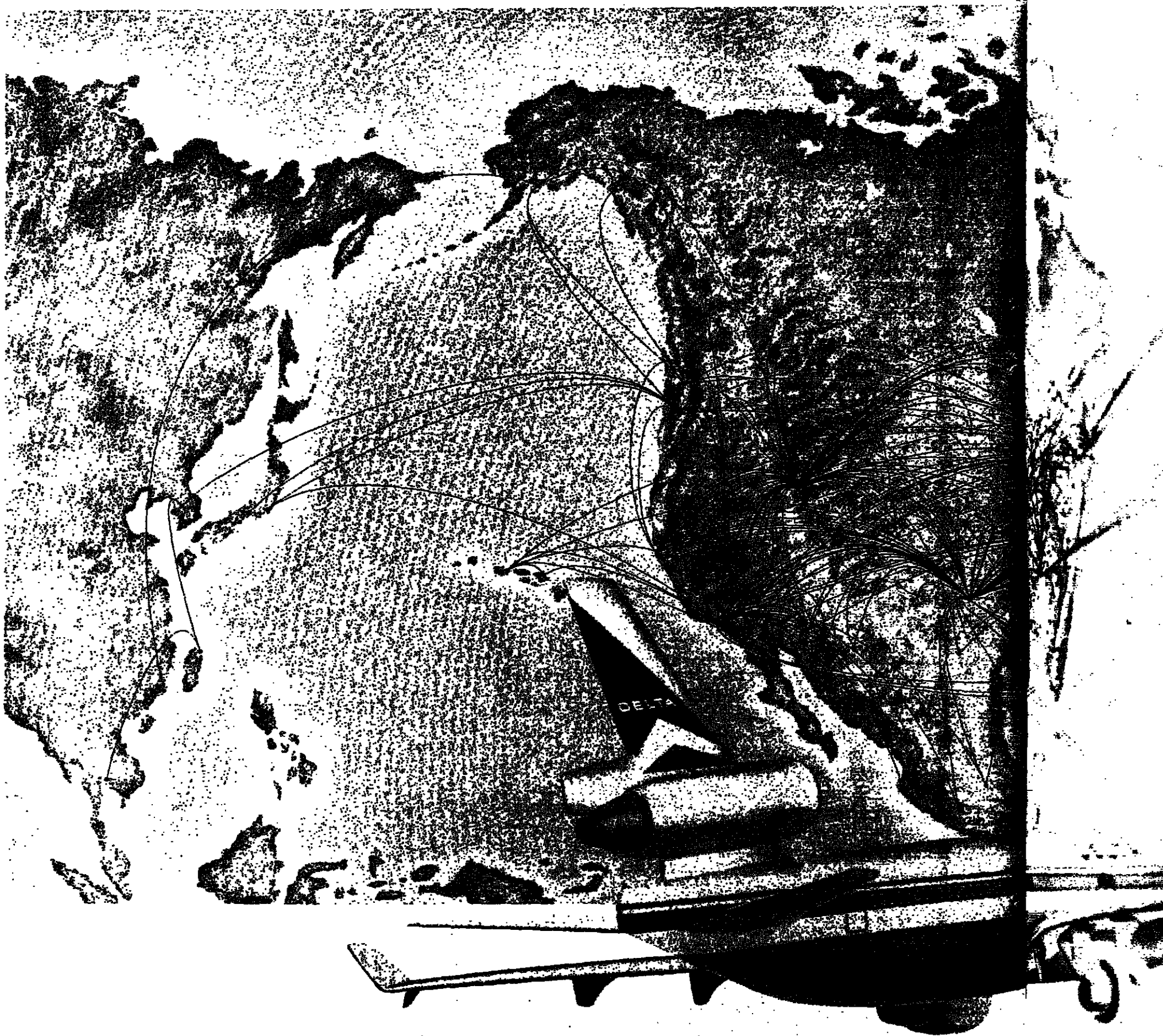
HATIER

هكذا من اجل

هكذا في الأصل

30 Le Monde • Vendredi 1^{er} novembre 1991 •

Bienvenue dans le nouveau monde



De gauche à droite, Bonita Caringola (hôtesse de l'air), Timothy Therrell (co-pilote), Larry Bacon (capitaine) et Stéphanie Allen (hôtesse de l'air).

Bientôt Delta va considérablement élargir son réseau au départ de 21 villes d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie, le monde va rétrécir et l'atmosphère se réchauffer.

Si Delta offre un plus grand nombre de destinations, elle n'en reste pas moins fidèle à sa philosophie: excellence de son service orchestré par un personnel

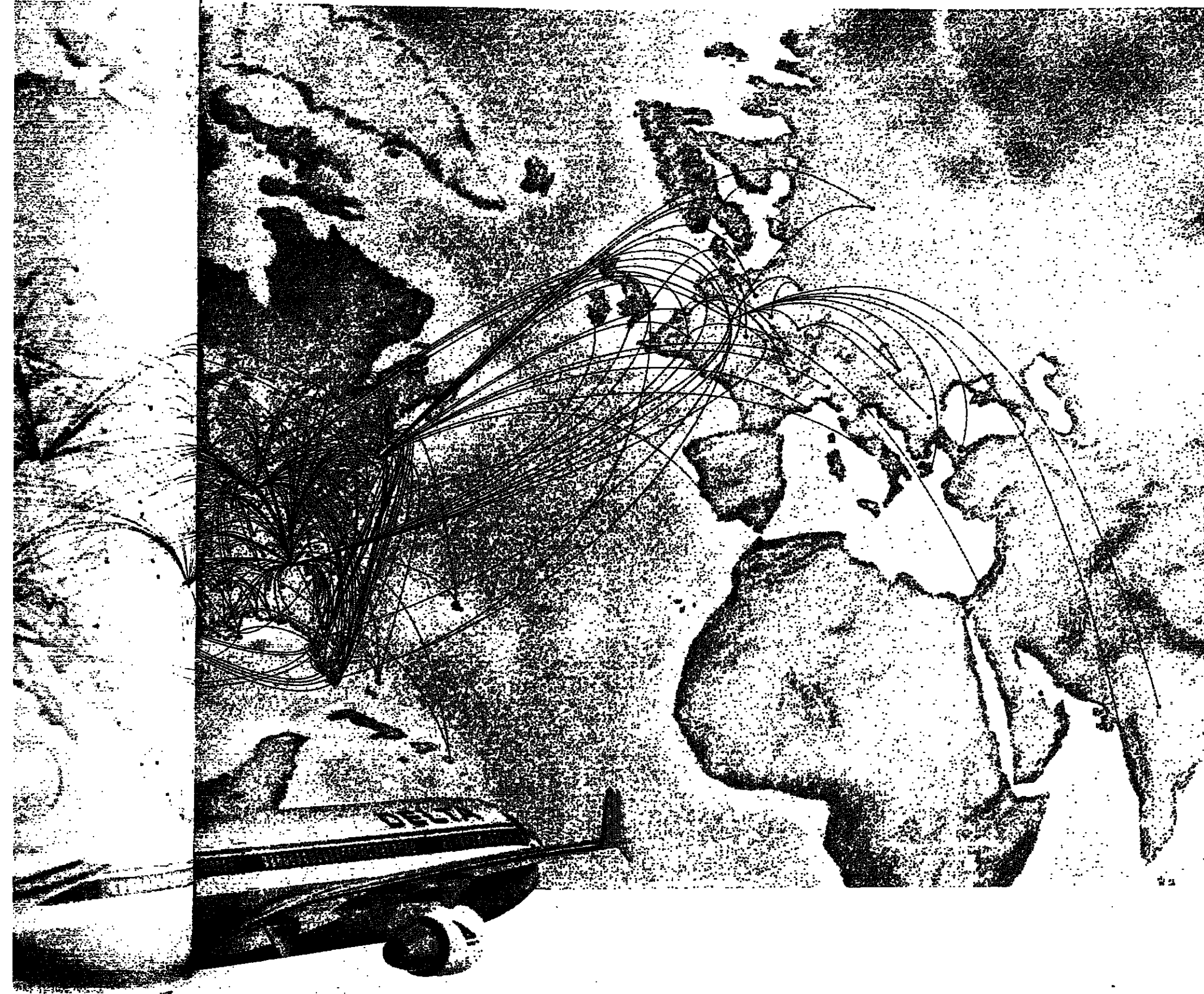
chaleureux et compétent.

Nouvelles destinations au départ de la France.

Auparavant vous pouviez, au départ d'Orly, voyager sans escale vers Atlanta ou Cincinnati. A partir du 2 novembre 1991, Delta vous proposera des vols Paris - New York, Nice - New York et Paris - Tel Aviv.

En voyageant sur Delta et avec un seul billet, vous pouvez vous envoler vers plus de 240 villes aux États-Unis.

ouverture du monde de Delta.



Premier aux U.S.A., premier dans le monde

Le réseau Delta assure plus de 4800 vols quotidiens vers plus de 300 villes dans 33 pays. En desservant plus de villes aux États-Unis que n'importe quelle autre compagnie, le réseau Delta détient la première place mondiale.

D'autres atouts

Le choix des horaires est primordial et c'est aussi une des raisons de choisir Delta.

De plus, nous possédons la flotte commerciale la plus récente et la plus moderne de sa catégorie. Nos cartes de fidélité sont parmi les plus avantageuses. En outre la qualité de notre service à bord nous a valu les meilleurs indices de satisfaction parmi les principales compa-

gnies américaines depuis plus de 17 années consécutives*

Demandez à votre agent de voyages de réserver vos prochains vols sur Delta. Ou bien appelez-nous à Paris au (1) 47 68 92 92, ou tapez sur votre Minitel 3615 GO U 5 rubrique Delta. Et bienvenue dans le monde de Delta.



DELTA AIR LINES

® Notre Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.®

Horaires sujets à changement sans préavis. * Statistiques de l'US. Department of Transportation.
© Delta Air Lines, 1991.

سكاي ميلز

هنا من اجل

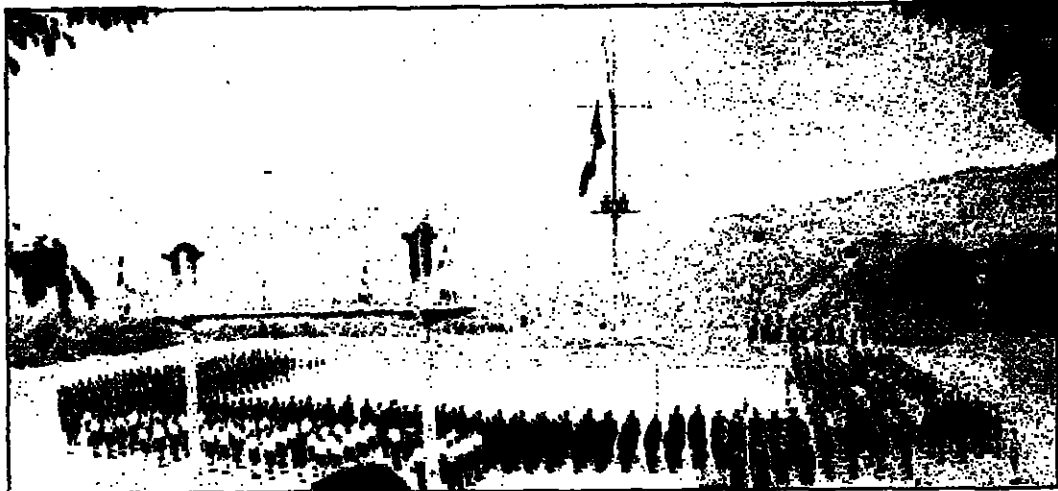
Comprendre les ambivalences d'Uriage

La somme de Bernard Comte fera date pour ceux qui veulent réfléchir sur l'école d'Uriage, devenue un enjeu de mémoire

UNE UTOPIE COMBATTANTE
L'ÉCOLE DES CADRES
D'URIAGE 1940-1942
de Bernard Comte.
Fayard, 639 p., 190 F.

C'est un destin singulier que celui qu'a connu, pendant et peut-être surtout après la guerre, l'école d'Uriage. Cette « École nationale des cadres de la jeunesse », qui avait déménagé des environs de Gannat pour s'installer, en décembre 1940, dans un château à une dizaine de kilomètres de Grenoble, avait vu défilé, et pour un laps de temps relativement bref, quelque trois mille stagiaires, encadrés par des équipes regroupant à peine une centaine de responsables et d'animateurs. C'est finalement peu. Or Uriage est devenu un enjeu de mémoire d'une tout autre ampleur.

C'est ainsi que Bernard-Henri Lévy, qui ne se soucie guère de dépouiller les archives, a pu froidement faire de cette école un « laboratoire du vichysme » où se mitonnerait la « quintessence du pétainisme » ; tandis qu'inversement bon nombre des anciens d'Uriage ont au contraire, à la première critique un peu appuyée de ce qui leur apparaît comme une manière d'arche sainte : les pages que Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard avaient, dans leur ouvrage sur Hubert Beuve-Méry (1), consacrées à ses activités à Uriage, donné l'impression d'un travail d'archives exemplaire. Ce qui était à l'origine la thèse d'un universitaire enseignant à l'Institut d'études politiques de Lyon est devenu un véri-



Le baptême de la promotion « Verdun », le 1^{er} août 1942 à Uriage

table livre, volumineux sans doute, mais dont la lecture est toujours aisée, pour ne pas dire agréable. Ajoutons que l'auteur annonce clairement la couleur : il ne cache pas sa sympathie globale pour l'expérience d'Uriage et encore plus pour ceux qui l'ont animée. Le lecteur pourra ne pas partager sa propension à privilégier, sur des points controversés, le verre demi-plein sur le verre demi-vidé, mais il aura en main tous les éléments du dossier.

L'enjeu de mémoire porte évidemment sur le lien entre Uriage et Vichy. Mais pour celles et ceux qui demeurent marqués à jamais par leur stage à l'école des cadres, fut-il de quelques semaines, l'essentiel est ailleurs : Uriage, c'était d'abord une communauté solidaire, une démarche pédagogique, au sens très fort du terme, alliant travail intellectuel et réflexions pour l'action, puis qu'on entendait y former les élites de demain, mieux encore, un style de vie exigeant, qui - on s'en doute - n'était ni frivole ni hédoniste, où ce qui importait c'était la force de caractère, l'effort, et même l'effort « viril », le respect de soi, l'hon-

neur. Tous ces critères éthiques et civiques se réclamaient d'un « humanisme révolutionnaire », nourri tout à la fois des expériences des mouvements de jeunesse catholiques, des réflexions sur le rôle social de l'officier, du personnelisme enfin.

Le refus de tout dogmatisme

Cet esprit d'Uriage, il est vrai, ne fera pas l'unanimité. D'aucuns dénonceront son boyssoutisme, sa révérence aux chefs, son élitisme, voire des choix de société, qu'ils estimaient trop proches de la révolution nationale. Ce qui nous ramène à Vichy. A cet égard, il convient, comme toujours, de prêter la plus grande attention à la chronologie. Sans doute Pierre Dunoyer de Segonzac, le directeur de l'école (dont le rôle fut décisif), un saint-cyrien, cavalier et capitaine de char à trente-quatre ans, a toujours professé un « parfait loyalisme » à la personne du chef de l'État, d'autant qu'il était persuadé que Philippe Pétain menait le fameux double jeu à l'endroit du Reich.

Martchaliste, il le fut ; il fut également, du moins jusqu'au printemps 1941, l'en suis pour ma part convaincu, compagne de route d'un pétainisme qui se voulait : parce qu'il croyait, lui aussi, aux vertus primordiales et prioritaires d'une révolution culturelle, parce que sa quête non conformiste d'une quatrième voie entre le libéralisme individualiste, les fascismes et le stalinisme l'amenait à tourner le dos à la culture de la III^e République.

Cela dit, à Uriage, on souhaita, depuis le premier jour, ouvertement la défaite du Reich, on dénonça le nazisme, et vouloir faire de l'école des cadres le vivier d'un fascisme à la française n'au-

rait aucun sens. Bernard Comte le démontre sans appel. Uriage, c'était tout autant une grande liberté de ton, le refus de tout dogmatisme. D'ailleurs, tout à la fois cause et conséquence, les hommes qui eurent de l'influence provenaient, à l'exclusion de l'extrême gauche et de la droite extrême, d'horizons variés : les catholiques, plutôt de sensibilité personnelle, prédominaient, mais sans prétendre à l'hégémonie. Et l'abbé René de Naurois, Hubert Beuve-Méry, Joffe Dumazedier, Jean Lacroix, Emmanuel Mounier, allaient fournir un argumentaire qui déboucha sur ce qu'on peut dénommer une dissidence intérieure, avant que l'école ne fût fermée, le 27 décembre 1942, sur l'ordre de Laval.

Est-ce à dire pour autant que les hommes d'Uriage étaient mûrs pour entrer en Résistance ? C'est ce que pourrait sous-entendre le titre choisi de manière un peu ambiguë : *Une utopie combattante*. Utopie sans nul doute, puisque les hommes d'Uriage sont bien en quête d'un homme nouveau. Combattante, pour un certain nombre d'entre eux, mais pas pour tous, et ceux-là se sont défilés le plus souvent de la résistance politique professée par les mouvements de Résistance, voire de la France combattante gaullienne. On ne s'étonnera pas que Dunoyer de Segonzac ait d'abord adopté une démarche proche du giraudisme : elle prolongeait les réponses qu'il avait formulées naguère la crise d'identité nationale de 1940.

On aura compris qu'à travers Uriage se profilent nombre des ambivalences de la France sous Vichy. Ce n'est pas le moindre mérite de cet ouvrage, remarquable et qui fera date, que de nous faire entrer dans l'intelligence de ces ambivalences.

Jean-Pierre Azéma

(1) *Le Monde de Beuve-Méry ou le Météor d'Alceste*, Seuil, 1979.

Entre le Vel'd'Hiv' et Drancy

SANS OUBLIER
LES ENFANTS
des Camps de Pithiviers
et Beaune-la-Rolande
(19 juillet-
16 septembre 1942)
d'Eric Conan.
Grasset, 222 p., 98 F.

La persécution des enfants est plus que toute autre intolérable, même si l'on se refuse à établir une échelle de la cruauté dans les crimes contre l'humanité. Lors de la rafle du Vel'd'Hiv' les 16 et 17 juillet 1942, plus de quatre mille enfants juifs furent arrêtés avec leurs parents par la police parisienne. Population encombrante pour l'administration française car ils n'étaient pas « déportables » selon les critères allemands du moment, ayant tous moins de seize ans.

Ils furent internés, avec leurs mères, dans deux camps du Loiret, à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande, en attendant l'accord de Berlin, officiellement demandé par Jean Leguay, délégué en zone occupée par la police de Vichy, pour les déporter.

Le 3 août, la réponse allemande n'étant pas arrivée, Jean Leguay envoyait ses instructions au préfet régional d'Orléans : « Les enfants ne doivent pas partir dans les mêmes convois que les parents. » Le 8 août, presque tous les adultes avaient été déportés, il restait mille huit cents enfants à Pithiviers et mille cinq cents à Beaune-la-Rolande. Ils avaient entre deux et seize ans, ils étaient livrés à eux-mêmes, perdus, désespérés, malades souvent, et les rares adultes demeurés sur place, en dépit de leurs efforts, ne pouvaient leur apporter, en dépit de leurs efforts, qu'une aide dérisoire. Entre la mi-août et la mi-septembre, ils furent envoyés par convois successifs à Drancy et, de là, à Auschwitz, où ils furent gazés dès l'arrivée.

Eric Conan, journaliste à l'Express, a retracé, à partir d'archives et de témoignages, la situation dans ces camps du Loiret, jour après jour, du 19 juillet au 16 septembre 1942. On y découvre la violence déchirante des séparations, la peur et aussi l'humiliation des enfants, leur désarroi devant le spectacle d'un adulte battu et bafoué, leur honte d'être tondu.

On y lit la pesante indifférence alentour, la cupidité parfois,

même si quelques voix s'élèvent, vite bâillonnées, tandis que l'implacable et lamentable routine de la machine administrative gère et comptabilise l'ignominie. On retient, parmi d'autres, l'image de cette main d'enfant qui passe au travers des planches d'un wagon à bestiaux, au départ de Pithiviers, et qu'un gendarme frappe pour la faire disparaître.

Eric Conan, évitant les commentaires et se refusant à toute emphase, s'en tient scrupuleusement aux faits authentifiés par les documents administratifs ou recoupés à travers les récits de témoins ne se connaissant pas. La rigueur et la sobriété de ce travail le rend d'autant plus poignant.

Le cas Bousquet

En outre, l'histoire de ce livre est exemplaire. Averti en juin 1989 d'un renvoi devant la cour d'assises de Jean Leguay, inculpé de crimes contre l'humanité, Eric Conan entreprenait une enquête sur ce que fut la rafle du Vel'd'Hiv' et ce qu'il advint des victimes.

Publiée dans l'Express, elle eut un fort retentissement mais surtout, fut un révélateur, apportant à son auteur un courrier considérable, emplis de témoignages, de documents et de précisions inédites. Avant ainsi, paradoxalement, plus d'informations après la publication de son enquête qu'avant. Eric Conan a donc décidé d'aller jusqu'au bout de la volonté de savoir.

Et l'on se prend à penser qu'un autre procès, celui d'un René Bousquet par exemple, suscitant dans la presse d'autres enquêtes, aboutirait de même à dévoiler encore quelques pans ignorés d'un passé noir, enfoui dans les mémoires et qu'on ne saurait oublier.

René Bousquet, secrétaire général à la police, qui, le 22 août 1942, envoyait aux préfets régionaux ce froid télégramme au sujet des mesures contre les Juifs, cité par Eric Conan : « Vous n'hésitez pas à briser toutes les résistances que vous pourrez rencontrer dans les populations et à signaler les fonctionnaires dont les indécisions, la passivité ou la mauvaise volonté auraient compliqué votre tâche. »

Nicole Lapiere

Un superbe portrait
de femme amoureuse.
Un très beau roman
d'amour et d'adieu.

Michel Braudeau/Le Monde

Jean-Marc Roberts



Monsieur Pinocchio

Sérieux comme le plaisir et drôle comme le mensonge.

Frédéric Vitoux/Le Nouvel Observateur

Il existe un rapport très subtil entre le monde intérieur de Jean-Marc Roberts, fait d'absolu, d'amour fou, d'« inavoués » pervers et de caresses meurtrières, et sa phrase limpide, transparence à la surface de l'inavouable.

Renaud Matignon/Le Figaro Littéraire

Julliard

ARTS

Les bichons brocanteurs

Les Goncourt collectionnaient et chinaient
Ils aimaient le XVIII^e siècle et le Japon

LES FRÈRES GONCOURT
COLLECTIONNEURS
DE DESSINS

d'Elisabeth Launay.
Préface de François Nourissier.
Arthéna, 552 p., 379 ill., 680 F.

Que faisaient les frères Goncourt quand ils n'écrivaient ni leurs romans minuscules ni leur détestable et délicieux *Journal* ? Ils fréquentaient brocanteurs, antiquaires, colporteurs de vieilleries, amateurs de curiosités dévotement et fiévreusement, avec une prédilection toute particulière pour les dessins du dix-huitième siècle français et les objets d'art japonais. Sur le premier de ces goûts, Elisabeth Launay a écrit l'ouvrage le plus complet, le plus abondamment garni de références, notes et éclaircissements qui se puisse concevoir.

De son sujet, elle connaît tout, jusqu'aux plus fins détails. Où les deux frères achetaient, avec quel

argent, pris sur leurs rentes d'abord, plus tard gagnées dans la littérature, grâce à quel réseau de chineurs et revendeurs dignes de celui qui fournit le cousin Pons, elle le sait. Les œuvres qu'ils ont acquises, des premiers dessins de second ordre aux pièces les plus considérables de Fragonard et Watteau et ce qu'elles sont devenues après la vente et la dispersion de 1897, elle l'a recherché au point de reconstituer le catalogue des dessins, un modèle du genre.

Le goût « Pompadour »

Lequel des deux était le chasseur le plus acharné, elle l'établit : c'est Edmond, naturellement, celui qui a métamorphosé la maison d'Auteuil en bric-à-brac de luxe avec un soin maniaque. Des clichés pris dans le pavillon permettent d'en apprendre encore davantage sur l'acrobatie et le décor. On y voit des sanguines de Watteau au-dessus d'un lit et des lavis d'Hubert Robert dans les couloirs, disposés

dans un désordre très calculé.

Restent deux interrogations plus difficiles. Les Goncourt ont-ils ressuscité le style dix-huitième, ainsi qu'ils se plurent à le prétendre ? Et pourquoi le dix-huitième ? Sur le premier point, Elisabeth Launay démontre avec quelque malignité que ses héros, qu'elle n'aime guère, s'attribuèrent sans vergogne une gloire à laquelle ils n'avaient guère droit. S'ils eurent le mérite d'amplifier et d'orchestrer le goût « Pompadour », s'ils le répandirent dans les salons, ils ne l'inventèrent pas seuls, héroïques pionniers. Ni Boucher ni Clodion n'avaient été aussi complètement oubliés que les « bichons » voulaient bien le dire.

La seconde question se traite moins aisément. Les Goncourt auraient fort bien pu s'exprimer du baroque italien, des aquarellistes anglais ou des natures mortes hollandaises. Ils auraient tout aussi bien pu collectionner leurs contemporains, qu'ils cotoyèrent largement mais ne soutinrent pas de leurs achats.

Mais non : ils se prirent de passion seulement pour le Japon et la cour de Louis XV.

Amour du paradoxe et de la bizarrerie ? Dérive de se montrer modernes et ennemis des conventions esthétiques du temps ? Assurément. Mais Hokusai et Robert avaient une autre vertu aux yeux des auteurs de *Manette Salomon*, vertu identique chez l'Oriental et le Français en dépit des différences d'époque et de pays : ils regardaient et figuraient leur époque, ses mœurs et ses paysages avec la même netteté, la même indifférence aux conventions, la même esthétique en somme.

Cette dernière, les frères Goncourt, comme Zola et comme Huysmans, la nommaient « naturalisme ». De Watteau, ils appréciaient la « franchise » de Fragonard le « naturel » - et ce sont aussi les qualités qu'ils s'efforçaient de mettre en pratique dans leurs romans et leur *Journal*. Ces dandies étaient parfaitement logiques.

Philippe Dagen

LIVRES • IDÉES

ACTUALITÉS

Passage en revues

Littérature, poésie

Deux revues récentes et de qualité, *Fig.* et *Niques*, se retrouvent sur le terrain d'une commune référence à Francis Ponge. Dans le cinquième numéro de *Fig.*, Jean Daive met en parallèle deux entretiens qu'il a réalisés en 1984, l'un avec Ponge, l'autre avec Jacques Derrida sur Ponge, considéré comme « poète-penseur de la fin de la langue ». Rapprochant l'auteur du *Parlir* des choses de Heidegger, Derrida souligne : « Cette pensée (celle de Ponge) n'est pas une pensée théorique, c'est une pensée poétique ou une explication poétique de la langue française. Et ce n'est pas seulement un dévoilement de la langue française, c'est un événement : quelque chose arrive à la langue française, qui à la fois révèle un pouvoir, des pouvoirs, des possibles, dans son lexique, sa syntaxe, son histoire, etc. et en même temps lui fait quelque chose... » Dans ce même cahier, outre un texte de Dominique Rouche qui l'œuvre avec force, une curiosité : quelques-uns des certificats médicaux établis par le célèbre aliéniste Gatan de Clémambault au début du siècle, présentés par Yves Edet. La rigueur de l'observation clinique y rencontre la plus grande économie de l'écriture (*Fig.* 5, Ed. Fourbis, 21, bd de La Villette, 75010, distribution Distique, 65 F).

La poésie n'est pas chose « aimable », elle est « une nécessité », un « besoin si mal expliqué par la recherche contemporaine »... A vouloir l'enfermer dans une définition, on la réduit, on en abîme d'avance les possibilités auxquelles elle donne accès ; plus gravement on affirme sa propre maîtrise en lieu et place de la liberté — et des

contraintes — qu'elle réclame pour être. Dans un texte accompagnant la troisième livraison de *Niques* qu'il dirige, texte remarquable de pertinence, d'attention critique et d'ouverture, Jean-Marie Gleize opère une traversée des différentes paroles — d'Yves Bonnefoy à Francis Ponge, d'Emmanuel Hocquard à André du Bouchet et Jude Stefan — sur ce qui reste « sans nom », qui s'appuie sur une manière de théorie négative. Rilke : « Il suffit, selon moi, de sentir que l'on pourrait vivre sans écrire pour qu'il soit interdit d'écrire. » Dans ce numéro lui-même : Lucette Finas, Dominique Fourcade, Anne-Marie Albiach, Joseph Guglielmi... (*Niques*, La Sétérée, Jacques Cierc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest, 95 F).

Au moment de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient, on se reportera avec intérêt et profit au bel ensemble proposé par Eglal Errera dans la revue *Gulliver*, sous le titre « Un monde en morceaux ». Israéliens et Palestiniens, les « écrivains en guerre » présents dans ce numéro regardent vers la même paix, vers un avenir qui devra bien finir par devenir « commun ». Lieu d'un regard donc sur le monde et d'une conscience de ce monde, la littérature n'annule pas comme par enchantement les questions dont la guerre débat, dans les larmes et le sang. Elle est simplement dialogue, échange, maintenant, écoute donc, qui ne doit ignorer ni les exigences propres de la politique ni la dimension essentielle de l'éthique.

L'historien Elias Sanbar analysant la littérature palestinienne à partir du sentiment de perte, d'« engloutissement », d'« espace noyé », et se demandant « comment

raconter désormais le passé, en quels termes dire la mémoire et ses liens avec le lieu qui l'a portée, comment réintégrer le temps alors que l'espace est interdit ? » ; l'Israélien Anton Shammas, à propos de l'hébreu, langue déracinée, préservée par l'écrit durant deux mille ans et réinventée à partir de son territoire au début de ce siècle ; le romancier Amos Oz, sur les débuts de la littérature israélienne... Un ensemble de réflexions plus que jamais nécessaires (*Gulliver*, 6, bd de Sébastopol, 75004 Paris, 85 F).

Signalons également quatre ensembles : sur Peter Handke dans *Jungle* (n° 14, Ed. Castor Astral, 95 F) ; un hommage à Henri Thomas, préparé par Paul Martin, dans un numéro spécial de *Sud* (62, rue Sainte, 13001 Marseille, 140 F). Jean Roudaut bénéficie d'un bel hommage dans la revue de Belles-Lettres (*RBL*, n° 3-4, CP 456, 1211 Genève 4, Suisse) ; dans l'excellente revue *le Châli de Troie*, c'est la figure de Molière qui est mise à l'honneur et interrogée (n° 3, 21, cours Victor-Hugo, 33000 Bordeaux, 100 F).

Le *Serpent à plumes*, qui s'est spécialisé avec bonheur dans les récits et les fictions courts, a permis aussi bien de lire de grands auteurs que d'en découvrir d'autres. Le treizième numéro regroupe dix nouvelles de femmes, de Margaret Atwood à Yoko Tsushima et Rosetta Loy (*le Serpent à plumes*, automne 1991, 78, rue du Bac, 75007 Paris, 65 F).

P. K.

Signalons également le livre de Daniel Briet consacré à l'histoire exemplaire d'une revue de poésie dans la province française : *La Tour de feu* (Ed. du Lérot, 16140 Tussou, 310 p., 220 F).

Les aventures de la littérature

La troisième livraison de la revue *Quai Voltaire* propose une réflexion sur « Le fait littéraire », riche de dix-neuf contributions et s'ouvrant sur un texte d'Alain Nadaud, le directeur de la revue. Dans « Un fait d'écriture », placé sous le signe de Roland Barthes — « Alors, que faire ? Avant tout, des œuvres, c'est à dire des objets inconnus », Alain Nadaud précise que « l'approche [du fait littéraire] ne pourra se faire que par un mouvement tournant, comme d'un point en effet impossible à atteindre ».

Les autres contributions illustrent ce « mouvement tournant » et la nécessité de poser les questions, avant d'apporter des réponses. Dans un texte rigoureux et drôle, comme il l'est lui-même, Michel Rio parle de « L'essentiel et l'accessoire ». « Ce qui est vendable, écrit-il à propos du fait littéraire contemporain, ce n'est pas l'individualité de la création, mais celle de ses auteurs, leur image. En fait, le code n'a jamais été aussi dictatorial sous le masque d'un libéralisme débridé, et le commerce est beaucoup plus totalitaire que l'Académie. » Dans « Une littérature en actes » notre collaborateur

Patrick Kéchichian se place sous le patronage d'Ernest Hello : « La moquerie domine en ce moment la littérature moderne, qui ne s'en doute pas. Cette littérature, qui se croit très libre, est esclave du lecteur qu'elle méprise. Elle craint la moquerie. »

Laissons la conclusion à Catherine Lépront : « Par quoi, enfin, sont animés tous ceux-là qui ont sciemment réduit la littérature à ce qu'elle concède d'anecdotique, à l'apparence, ceux qui ont laissé entendre qu'en aucune manière elle n'est objet de connaissance, et qu'en aucune manière elle ne permet l'accès à d'autre connaissance qu'à celle offerte par la « réalité donnée » ? Par la haine de la littérature ? Par la haine ? Par la peur ? » (*Quai Voltaire*, revue littéraire, n° 3, automne 1991, éd. Quai Voltaire, 135 p., 99 F).

Le n° 35 de *l'Infini*, n'est pas, lui, thématique, et sous le bandeau « Rien pour la société tout pour nous », il propose un sommaire varié. Il s'ouvre sur divers textes du directeur de la revue, Philippe Sollers, réunis sous le titre « Les aventures du roman », dans lesquels, de « Proust va gagner » à « Une prophétie de

Bataille », on pourra aussi trouver matière à réfléchir sur le fait littéraire. Dans cet ensemble figure notamment un très beau texte sur le désir, paru dans le *Nouvel Observateur* cet été. Malheureusement, on ne l'apprend pas en lisant *l'Infini*, qui omet d'indiquer le lieu de la première publication des articles de Sollers. Autre question sur « Le fait littéraire » : y aurait-il quelque honte pour un grand écrivain à écrire dans les journaux ?

Dans cette livraison de *l'Infini*, on remarquera deux courtes nouvelles fort réussies, l'une du jeune David Di Noia, qui vient de publier son premier roman, *Festivité locale* (Gallimard), et l'autre de Severo Sarduy, *Entre un autre*. Milan Kundera réfléchit, lui, en dix pages très argumentées, sur une phrase du *Château de Kafka* : « dans le miroir des traductions » ; une phrase qu'il avait citée dans une passionnante étude, « L'ombre castratrice de saint Garta », parue dans le n° 32 de *l'Infini*. Enfin, on notera le court texte de Frans De Haes sur les *Sirènes* de Rodin, accompagné de beaux documents photographiques. (*l'Infini*, n° 35, automne 1991, Gallimard, 128 p., 78 F.)

Jo. S.

Brive-la-Littéraire

A Brive, cent mille visiteurs — chiffre équivalent à celui de l'an dernier — se sont pressés, du 25 au 27 octobre, sous la Halle Georges-Brassens pour rencontrer, entre deux épisodes gastronomiques, quelques-uns des trois cent quatre-vingts auteurs venus célébrer le dixième anniversaire de cette Foire du livre chaleureuse et conviviale. Depuis l'an dernier, la manifestation de Brive-la-Gaillarde est jumelée avec le Salon du livre de Montréal. L'exposition « Le Monde et la littérature », retraçant l'histoire du « Monde des Livres » (1), a été inaugurée par MM. Jean Charbonnel, maire de Brive, et Jacques Lesourme, directeur du Monde.

Parmi les récompenses décernées au cours de ces trois journées, Pascal Quignard s'est vu attribuer le Prix de la langue de France (d'un montant de 100 000 F) ; le prix Terre de France de la Vie est allé à Gisèle Le

Rouzie pour les *Mains de Jeanne-Marie* (éd. Viviane Hamy) ; le Prix du livre pour la jeunesse, décerné par la Société des gens de lettres, a couronné Claude Bourgeyx, pour le *Flûte de retour* (Poche/Nathan), et l'illustrateur Georges Lemoine. Enfin, le premier Prix « 12-17 », conjointement attribué par Montréal et Brive à des auteurs de littérature pour adolescents, a récompensé les œuvres de Claude Gutman et Denis Côté.

Pour fêter ce dixième anniversaire de la Foire du livre, quelque cinquante auteurs et sept dessinateurs, fidèles des lieux, ont évoqué leurs souvenirs gourmands dans un recueil illustré de nombreuses photographies, *Mémoires d'auteurs* (2).

Val. C.

(1) Jusqu'au 14 novembre dans les galeries du Grand Théâtre.
(2) L'ouvrage (130 p., 85 F) peut être commandé à la Foire du livre de Brive, BP 433, 19312 Brive Cedex.

Dernière sélection du prix Goncourt...

Le jury Goncourt a rendu public samedi 26 octobre, au cours de la Foire de Brive, sa dernière sélection qui comporte cinq titres pour le prix décerné le 4 novembre : *les Filles du calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *la Séparation*, de Dan Franck (Seuil) ; *En douceur*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard) ; *Sous l'étoile du chien*, de Bernard Pouch (José Corti).

... du Médicis...

Le jury du Médicis a, de manière inhabituelle, présenté des listes plus larges que les premières pour les trois prix — Médicis étranger et Médicis essais — qui seront décernés lundi 25 novembre.

Neuf romans pour le Médicis français : *Baltimore*, de Gilles Barbedette (Gallimard) ; *Personnages dans un rideau*, de Jean-Louis Baudry (Seuil) ; *Eau de café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *le Troisième Mensonge*, d'Agota Kristof (Seuil) ; *le Donjon de Lomeloh*, de Philippe Le Guillou (Gallimard) ; *Au péril de la mer*, de Bruno Racine (Grasset) ; *la Dérive des sentiments*, d'Yves Simon (Grasset) ; *la Révérence*, de Jean-Philippe Toussaint (Minuit) ; *Alto Solo*, d'Antoine Volodine (Minuit).

Six romans sont retenus pour le Médicis étranger : *la Musique du hasard*, de Paul Auster (Actes Sud) ; *Antarctica*, de John Batchelor (Phébus) ; *Histoire qui fut heureuse puis douloureuse et funeste*, de Pietro Citati (Gallimard) ; *Un vaste monde*, de David Malouf (Albin Michel) ; *Finland*, de Thomas Pynchon (Seuil) ; *S*, de John Updike (Gallimard).

Neuf titres pour le Médicis essais : *le Livre des sens*, de Diane Ackermann (Grasset) ; *la Valeur éthérique*, d'Alain Etcheberry (Bouquins) ; *Édition et édition*, de Robert Darnton (Gallimard) ; *l'Homme Freud*, de Lydia Flem (Seuil) ; *le Mythe et l'empire*, de Claudio Magris (L'Arpentier) ; *Déchirer cette lettre*, de Michelle Maurois (Flammariion) ; *Wittgenstein*, de Brian McGuinness (Seuil) ; *l'Art de jouer*, de Michel Onfray (Grasset) ; *le Don des morts*, de Danièle Sallenave (Gallimard).

... et de l'Interallié

Le prix Interallié vient de rendre publique sa deuxième et dernière sélection de romans en vue du prix qui sera décerné le mardi 19 novembre : *l'Ouest*, de Gilles Martin-Chauffier (Bernard de Fallois) ; *Sonate au clair de lune*, de Nicolas Bréhal (Mercure de France) ; *Deborah et les anges dissipés*, de Paula Jacques (Mercure de France) ; *les Filles du calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *la Maison derrière la grille*, de Jean-Pierre Vivet (Robert Laffont) ; *Sire*, de Jean Raspail (Bernard de Fallois) ; *Un long dimanche de fiançailles*, de Sébastien Japrisot (Denôël).

Dans le magazine « Lire » Les dessous d'un prix

Pierre Assouline a eu accès aux archives de l'Académie Goncourt conservées aux archives municipales de Nancy — la ville natale d'Edmond de Goncourt — et il publie dans *Lire* les résultats de son enquête sur « Les dessous des Goncourt ».

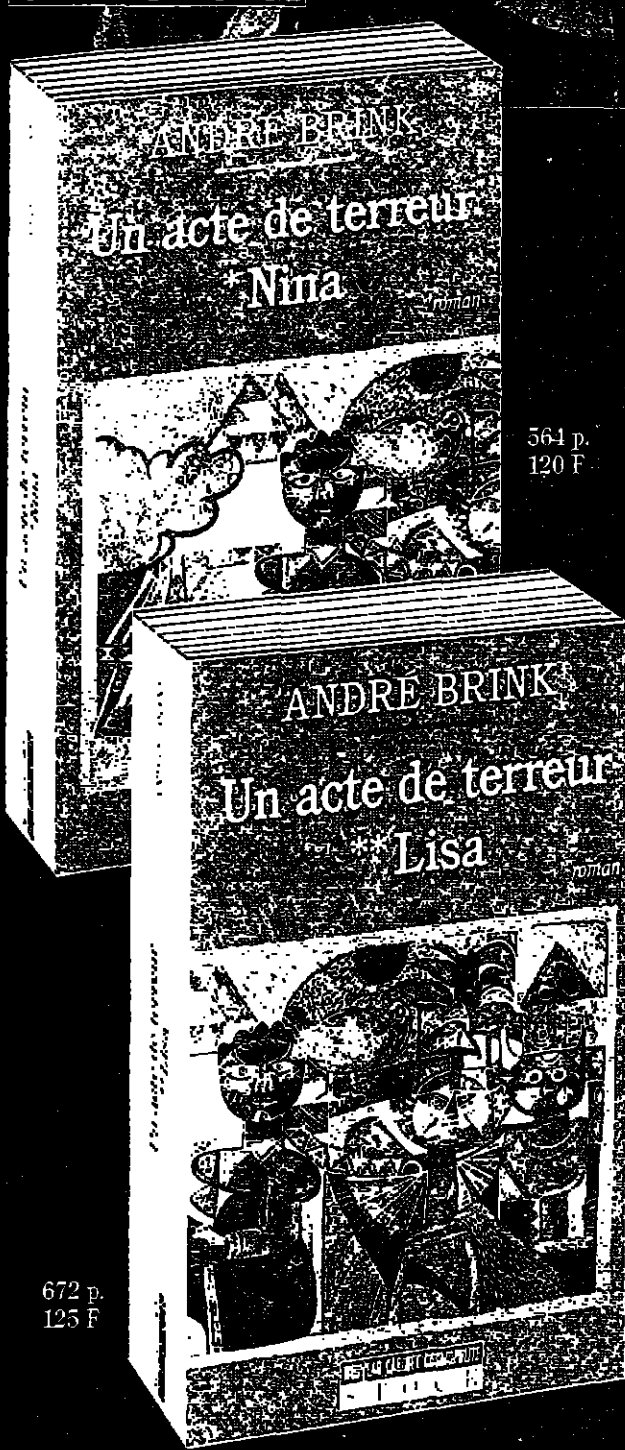
On y apprend bien des choses sur les liens du jury avec *Galligrasseuil*, le trio infernal, sur la non-élection de Félicien Marceau, sur la démission de Bernard Clavel ou sur les mises en garde d'Hervé Bazin : « Remarque très importante pour la santé et la réputation de l'Académie. Il faut sortir absolument cette année du choix réduit à la bande des trois (ou des quatre). »

Le Booker Prize au Nigérien Ben Okri — Le Booker Prize, le plus important prix littéraire de Grande-Bretagne, a été décerné au Nigérien Ben Okri pour son troisième roman, *The Famished Road* (« La route affamée »). Ben Okri a trente et un ans. Il est né et a passé toute sa jeunesse à Lagos, mais il vit à Londres. Il avait déjà publié deux romans, et deux recueils de nouvelles.

Un grand livre d'amour et de rage, une réflexion sur la violence comme moyen de changer le monde.



NOUVEAU CABINET COSMOPOLITE STOCK



Un Tolstoï sud-africain.

Bernard Rapp, Caractères

Egalement parus dans la Bibliothèque cosmopolite Stock

Le mur de la peste. Un turbulent silence.

Stock

لغة من الأصل

هكذا من اجل

LE BOUDDHA DE BANLIEUE

de Hanif Kureishi.
Traduit de l'anglais
par Michel Courtois-Fourcy,
Christian Bourgois, 420 p., 160 F.
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
Sammy et Rosie
s'envolent en l'air
Le Signe de l'arc-en-ciel
Quelque temps avec Stephen
de Hanif Kureishi.
Traduit de l'anglais
par Philippe R. Hupp,
Christian Bourgois, 316 p., 160 F.

Il y a deux sortes de gens dans le monde, ceux qui sont allés en Inde et les autres... Lorsqu'il entend ce genre de remarque proférée par des prosélytes zélés pro-zen de retour d'un voyage en Inde, qui organisent des séances de méditation dans leur villa londonienne emplies de bouddhas en bois de santal et d'éléphants en plâtre, Karim, qui n'est « jamais allé en Inde », préfère se détourner, étrangement étranger. Même pas goguenard...

Né à Londres d'un père pakistanais et d'une mère anglaise, Karim, le narrateur du *Bouddha de banlieue*, de Hanif Kureishi, est un vieux *teenager* de la banlieue de Londres qui se prend pour un Britannique et qu'on traite partout comme un étranger. Un des innombrables éléments de cette « invasion » au teint foncé qui, depuis la fin des années 40, a déferlé sur une Angleterre désormais privée du Raj, le plus beau fleuron de son empire. Un beur anglais, friand de la cuisine indienne, dont la mère a appris à préparer les *chapatis*, le *keema* et le *dal* (un glossaire succinct vous renseignera à la fin du volume).

Un « Paki », c'est-à-dire un enfant de Pakistanais émigrés, qui se raconte dans le *Bouddha de banlieue*, un roman satirique, provocateur et hilarant, qui décoiffe tout son monde. Un roman avec un « carré blanc ». Mais qui n'en a pas moins été couronné par le Whitbread Prize et qui avait fait sortir de son silence Salman Rushdie : « Voilà exactement le roman que l'on pouvait espérer qu'Hanif Kureishi écrirait : sauvagement irrévérencieux et insolent, mais fondamentalement émouvant et plein de vérité. Et vraiment très drôle. »

Né en 1954, auteur de pièces de théâtre, nommé écrivain-résident au Royal Court depuis 1984, Hanif Kureishi n'est pas un inconnu. Il s'était fait remarquer par les cinéastes, il y a cinq ans, comme scénariste avec le succès international de *My Beautiful Laundrette*, le film de Stephen Frears, suivi, deux ans plus tard, par *Sammy et Rosie s'envolent en l'air*, dont il raconte les prémices et la réalisation dans un journal (2 juin 1986-14 juillet 1987) intitulé

Quelque temps avec Stephen. Lui-même vient de faire ses débuts de metteur en scène avec un film qu'il termine actuellement : *London Kills me*.

Les textes des deux films réalisés par Stephen Frears (avant les *Liaisons dangereuses*), publiés par Christian Bourgois en même temps que le roman, composent une sorte de « série romancée » (1) sur les Pakis de Londres. Deux volumes qui se complètent, qui s'éclairent l'un l'autre et que l'éditeur a, fort opportunément, fait précéder du *Signe de l'arc-en-ciel*, un essai autobiographique tout à fait révélateur, qui est une sorte d'introduction au roman en même temps qu'un excellent document sociologique sur l'état d'esprit des émigrés. Et pas seulement en Grande-Bretagne. « Je suis né à Londres d'une mère anglaise et d'un père pakistanais », commence Hanif Kureishi. Mon père, qui vit à Londres, est originaire de Bombay. Il est venu en Angleterre en 1947 afin d'y recevoir l'éducation de l'ancienne puissance coloniale. Il s'y est marié et n'est jamais retourné en Inde. Après la partition, le reste de son immense famille a quitté Bombay pour s'installer à Karachi, au Pakistan. »

L'auteur raconte ce que fut son enfance de petit métis moqué, méprisé par les professeurs, chahuté par les élèves : « Je devais avoir neuf ou dix ans quand, un jour, un professeur a posé devant moi des photographies représentant des paysans indiens dans des cabanes de torchis ayant déclaré à toute la classe : Hanif vient de l'Inde. Je me suis interrogé : mes oncles se déplaçaient-ils à dos de chameau ? Mes cousins, qui me ressemblaient tellement à divers égards, s'accroupissaient-ils dans le sable comme des petits Mowgli, à demi-nus, pour manger avec leurs doigts ?... Le racisme ordinaire. « Les parents de mes copains, qui appar-

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le clan des « Pakis »



Kureishi : « Je les entendais parler de races et des « Pakis ». (...) Je redoutais d'être assimilé à ces étrangers que personne n'aimait. »

naient soit au milieu ouvrier, soit aux couches inférieures de la classe moyenne, me disaient souvent qu'ils étaient des partisans de Powell (1). Je les entendais parfois parler, avec véhémence, de races et des « Pakis ». J'étais terriblement gêné et redoutais d'être assimilé à ces étrangers que personne n'aimait », confesse le garçon, qui doit supporter les contradictions de sa condition de métis et se souvient avoir toujours été sur la défensive, sans pouvoir se reconnaître dans le combat d'Eldridge Cleaver ou d'Elijah Mohammed, sans pouvoir accepter la haine du Blanc. Pas plus que la conversion à l'islam.

A la recherche d'une identité, comme pour s'immerger dans son passé, Kureishi va faire un séjour dans sa famille, au Pakistan, qui va le laisser désespéré : « L'islamisation a commencé après l'exécution de Bhutto, la bonne société est divisée entre les pères qui sin-

gent les Britanniques, boivent du whisky et lisent le *Times*, tandis qu'une jeune génération s'adonne à la drogue ou au yoga plutôt que de se risquer à recevoir les vexations et les insultes des Anglais.

Cependant, rentré dans son pays, il garde la nostalgie de l'hospitalité, de la chaleur, des Pakistanais, de la sensualité des contacts humains, comme en témoigne sa description fidèle de la façon dont, libas, on se serre la main, qui est un morceau d'anthologie : « Vous commencez par tendre la main et la personne la saisit. Là, de l'autre main, chacun frappe les deux mains noires pour confirmer le contact initial. Ce n'est que l'entrée. Ensuite, la personne vous tire vers elle pour le plat principal, la grande étreinte. Vous avez la tête au-dessus de son épaule, vos deux corps se plaquent l'un contre l'autre, leur chaleur se mêle, et on vous tape au moins trois fois dans le dos avec la paume de la main. (...) A vous, ensuite, de rendre la pareille. Une fois cette phase achevée, vous reculez d'un pas, mais on garde votre main droite. » Et ce n'est là que le début du rituel !

LES sens, voilà le jardin même pas secret des personnages de Kureishi, qui étalent volontiers leurs attributs sexuels et leurs proesses, comme si c'était là une preuve de la supériorité de Karim et de son clan. Une revanche sur la monotonie banlieusarde qu'il croit jouer à égalité et qui le pousse à posséder tout ce qui passe à sa portée, de tous les sexes, de toutes les races. Véritable batterie sexuelle constamment excitée-excitée, qui a d'ailleurs bien retenu l'enseignement de son père : « Pa m'apprent à flirter avec tous les gens que je rencontrais, filles et garçons, et j'en vins à considérer la séduction, plutôt que la politesse ou l'honnêteté ou même les convenances, comme la première des vertus sociales. »

On regrettera que l'auteur, dont c'est le premier roman, perde un peu trop de vue, après le premier quart du livre, ce fabuleux personnage du père. Ce Bouddha qui va abandonner maison, femme et enfants pour se transfigurer, contre espèces sonnantes, en un grand initié d'opérette attirant dans des séances de méditation bidon (et transcendante) tout un monde de mystiques illuminés. De banlieue et de la capitale... De droite et de gauche... Ce père aristocrate, envoyé jadis en Angleterre par sa famille pour y recevoir une bonne éducation, et découvrant, stupéfait, qu'il existait une Angleterre pauvre : « Il essaya de parler de Byron dans les pubs du quartier, parce que personne ne l'avait prévenu qu'il y avait des Anglais qui ne savaient pas lire et que ceux-là ne souhaitaient pas nécessairement recevoir de leçon d'un Indien sur la poésie d'un fou et d'un dépravé. »

Ce père qui, la cinquantaine venue, lassé de sa Margaret, va se laisser enliser par Eva, « une M^{me} Verdun de Londres-Ouest », rencontrée dans une classe de « plaisir par l'écriture », qui lui arrache dans le plaisir des « Nom de Dieu » bruyants qui traumatisent le fils témoin de ces ébats : « J'avais été conçu de cette manière, me demandai-je dans l'air nocturne de la banlieue, au milieu de jurons chrétiens émis par la bouche d'un musulman renégat se faisant passer pour un bouddhiste ? »

Dans le Londres du début des années 70, entre blousons noirs vieillissants, rockers vêtus de cuir et de chaînes et skinheads, Karim se cherche. Grand amateur de Dylan, des Stones, des Soft Machine et de Frank Zappa, mais aussi de Genet et de Stendhal, il multiplie les exploits sexuels, nous force à suivre sa carrière de comédien ethnique jouant Mowgli avec l'accent indien, son dévouement devant la culpabilité d'un bouddha entretenu par Eva, la complication de relations familiales qui le font devenir l'ami du beau-fils de son père !

Tout un jeu de massacre, un guignol plutôt que roman d'éducation d'aujourd'hui, mal construit, qui aurait gagné à être écourté, mais avec de vraies qualités d'écriture, spirituel et follement doué, allègre et pervers, pour un Karim qui se croit libéré. Et qui crie : Papa-Maman. Stupéfait devant leur fragilité : « Toute sa vie, on pense à ses parents comme à des monstres protecteurs, écrasants, possédant un pouvoir infini, puis, un jour, les choses se renversent, on les rencontre par hasard et ils vous apparaissent alors faibles, tendus, s'efforçant eux aussi de se tenir. »

(1) Enoch Powell est l'un des représentants de la droite nationaliste. Ses propos sur l'immigration ont conduit M. Heath à l'écarter de son cabinet en 1968.

L'éveil des songes

Mort il y a quarante ans, inconnu en France
Xavier Villaurrutia est un des grands poètes latino-américains

NOSTALGIE DE LA MORT

de Xavier Villaurrutia.
Traduit de l'espagnol
(Mexique) par Jacques Anctel,
Edition bilingue.
José Corti, 127 p., 85 F.

Il suffit parfois de quelques poèmes pour imposer une voix, une musique singulière, une alchimie de sentiments, de sensations et de mots. Xavier Villaurrutia apparaît ainsi dans la première moitié du siècle, au Mexique, comme un poète d'évidence, pour avoir publié un petit livre composé de dix-neuf « nocturnes » et de sept « nostalgies ». Une strophe, un quatrain, un dizein, suffisent à identifier ce maître indolent, cet amant de la mélancolie qui inscrivait chacune de ses plaintes, chacune de ses élans sombres dans le clair-obscur de sa vie.

Son véritable espace, c'est la nuit ; et le thème principal de son œuvre, c'est l'opposition de la veille et du rêve, le conflit du délire et de la parole consciente. Car il y a chez Villaurrutia une aspiration à la lucidité, une volonté d'accéder à l'« intelligible », un désir de rester éveillé, même dans le creux des songes. S'il accepte les trouvailles formelles des poètes qui s'abandonnent à l'irrationnel, il entend cependant gagner sa liberté et la reconquérir sans cesse au moyen de ses propres forces : de sa capacité d'attention et de sa vigilance verbale.

Chacun de ses poèmes est un rigoureux prodige qui sait évoquer d'un trait net et précis des états confus, fiévreux, ambigus, comme si, pour venir au jour, un tourment romantique se devait d'emprunter une clarté et des rythmes classi-

ques : « J'ai peur du bruit que fait ma voix ; / mon ombre en vain je l'ai cherchée ; / (...) / Le vide emplira ma poitrine et le cœur m'aura déserté ; / mes mains ne seront plus que dures/pulsations de marbre glacé. »

« Le corps profond de la nuit »

Xavier Villaurrutia explore systématiquement les instants limites, les pulsions fragiles, les intervalles où se tiennent et l'envol et l'abîme. Ce qu'il tente de saisir et de nommer, c'est le moment du passage, le temps intermédiaire. « Le mot qui définit cette tentative - note excellemment Octavio Paz - est la préposition « entre ». C'est dans cette zone vertigineuse et incertaine qui s'ouvre entre deux réalités, dans ce « entre » qui est le pont suspendu sur le vide sablonneux et stérile, qu'est plantée la poésie de Villaurrutia, qu'elle s'enracine et pousse. Arbre prodigieux et transparent fait de reflets, d'ombres, d'échos. » Qua-

rante ans après la disparition de son auteur, la traduction française de *Nostalgie de la mort*, traduction magistrale et inspirée, fait figure de révélation.

L'un des plus grands poètes latino-américains nous était resté inconnu. Le reconnaître soudain et l'entendre si proche ressemble à une effraction rare, à l'irruption souveraine d'un « infranchissable noyau de nuit ».

« Si chacun disait à un moment donné en un seul mot, ce qu'il pense, les cinq lettres du DESIR formeraient une constellation lumineuse une constellation plus ancienne, plus vivante encore que les autres. Et cette constellation serait comme un sexe ardent dans le corps profond de la nuit/ou mieux comme les gémissements pour la première fois de leur vie/se regarderaient en face dans les yeux et déjà s'étreindraient pour toujours. »

A. V.

Mahfouz, le chroniqueur universel

Suite de la page 25

L'affaire de famille qu'il relate s'étend, en effet, des origines à nos jours : avec, par ordre d'apparition, Gabalawi, patriarche sourcilieux, intriguant, inaccessible, dans le rôle du Commandeur quasi immortel, avec Adham, fils modèle mais poussé à désobéir par un frère démoniaque, dans le rôle de l'homme déchu, avec Gabal, soucieux de vaincre le mal par la force, dans le rôle du guide libérateur, avec Rifaa, individu charitable,

pacifique et doux, dans le rôle du bon prédicateur, avec Qasim, organisateur d'une communauté solidaire, dans le rôle de l'ultime prophète ; et avec Arafa, alchimiste attaché au bonheur universel, dans le rôle de l'apprenti sorcier, progressiste et meurtrier... Bien sûr, ces personnages, à l'exception du dernier, rappellent les hautes figures des monothéismes, l'Eternel, Adam, Moïse, Jésus, Mahomet. Pourtant, le démarquage n'est jamais besogneux, jamais pauvre, imitatif, systéma-

que. Mahfouz est un demiurge qui crée librement son monde et incarne ses créatures au gré de sa fantaisie. Les *Fils de la médina* apparaît surtout comme le livre de la mémoire hardiment, fougueusement et presque charnellement revisitée. « Quel est donc ce mystérieux besoin qui nous harcèle sans trêve ? », demande l'un des protagonistes. Et il s'agit de la question centrale, du ressort secret de l'ouvrage, de toute l'aventure humaine : pourquoi certains hommes ne se contentent-ils

pas du sort commun, des idées communes ni de l'usuelle tyrannie ? Et pourquoi certains scribes, en dépit des sacrasmes, des anathèmes ou des condamnations, choisissent-ils encore de ne pas se taire ?

André Velter

« Un livre d'extrême avec Gamal Ghilany, intitulé *Mahfouz par Mahfouz* (Sindbad, 176 p., 90 F.), vient aussi de paraître. Il s'agit de Mahfouz à haute voix, chaleureux et pleins d'humour. Par ailleurs, le Livre de poche réédite un autre grand roman de Mahfouz, le *Jardin du passé*.

archaïque et cruelle, en est la force agissante, chacun y joue son rôle, écrit depuis longtemps. Les images de Bunuel resurgissent.

A cette fable gothique sur le déchaînement des passions sexuelles et leur force de mort, fait écho le récit empreint d'une gravité secrète de la vie d'Alar l'Illorien, stratège de l'impératrice Irène. C'est la description d'un autre quide-sac comme les aime Mutis, mais cette fois il s'agit de la mort d'une civilisation. Alar, un général sceptique et raffiné, a gouverné Chypre et aimé la Sicile, où les ruines témoignent de la vanité des hommes. Il a été relégué en Bulgarie et enfin en Syrie. Sa passion pour les Grecs qui ont su tirer de l'homme lui-même des forces d'harmonie et de beauté en fait l'ennemi vaincu d'avance, du fanatisme et le témoin lucide de la décadence de l'empire byzantin.

Mais la *Mort du stratège*, récit philosophique d'une musique belle et apaisante, est d'abord l'histoire de l'amour d'Alar et d'Ana Alessi, qui il nomme la Crétoise. « Car il

est vain, écrit Mutis, d'exiger de la vie davantage que cette secrète harmonie qui nous unit, passagèrement au grand mystère des êtres et nous permet de parcourir en leur compagnie une partie du chemin. » Grâce à Ana, dit Alar l'Illorien, j'ai fini par approcher une vérité suffisante pour vivre chaque jour.

La vérité suffisante est certainement une chose bien incompréhensible pour les personnages du Palais noir qu'évoque un autre récit. Dans cette prison métaphorique au goût de lave, de cendre et de chat malade, ils se débattaient et cherchaient dans la fausse cocotte de quoi tromper le malheur et l'insomnie. Leurs ruses sont inépuisables, comme la peur qui les habite, les enserme et les tue.

Geneviève Brissac

Mutis dans le labyrinthe

Un recueil de nouvelles qui a la couleur des contes
le chatolement des rêves et la précision des historiens

LE DERNIER VISAGE

d'Alvaro Mutis.
Traduit de l'espagnol (Colombie)
par François Maspéro.
Grasset, 247 p., 98 F.

La maison d'Araucama est trop grande, et cette ampleur de labyrinthe est inquiétante. Le gardien n'a qu'un seul bras et sent l'odeur douce-amère des branches arrachées à la forêt tropicale tout près. Autour survivent d'autres individus brisés ou tordus par la vie, un Maître obèse aux habitudes perverses, la machiche qui s'occupe de toutes les tâches domestiques, un Frère, le Pilote qui a mauvaise haleine et Cristobal, le serviteur halétien et gaucher. Quand arrive, du monde vivant dans ce monde arrêté, Angela, une jeune fille au cou élancé toujours incliné vers la gauche dans un mouvement très conventionnel, la tragédie se met en marche comme le mécanisme d'une roue. Et si la machiche, qui est une femme monumentale,

archaïque et cruelle, en est la force agissante, chacun y joue son rôle, écrit depuis longtemps. Les images de Bunuel resurgissent.

A cette fable gothique sur le déchaînement des passions sexuelles et leur force de mort, fait écho le récit empreint d'une gravité secrète de la vie d'Alar l'Illorien, stratège de l'impératrice Irène. C'est la description d'un autre quide-sac comme les aime Mutis, mais cette fois il s'agit de la mort d'une civilisation. Alar, un général sceptique et raffiné, a gouverné Chypre et aimé la Sicile, où les ruines témoignent de la vanité des hommes. Il a été relégué en Bulgarie et enfin en Syrie. Sa passion pour les Grecs qui ont su tirer de l'homme lui-même des forces d'harmonie et de beauté en fait l'ennemi vaincu d'avance, du fanatisme et le témoin lucide de la décadence de l'empire byzantin.

Mais la *Mort du stratège*, récit philosophique d'une musique belle et apaisante, est d'abord l'histoire de l'amour d'Alar et d'Ana Alessi, qui il nomme la Crétoise. « Car il

est vain, écrit Mutis, d'exiger de la vie davantage que cette secrète harmonie qui nous unit, passagèrement au grand mystère des êtres et nous permet de parcourir en leur compagnie une partie du chemin. » Grâce à Ana, dit Alar l'Illorien, j'ai fini par approcher une vérité suffisante pour vivre chaque jour.

La vérité suffisante est certainement une chose bien incompréhensible pour les personnages du Palais noir qu'évoque un autre récit. Dans cette prison métaphorique au goût de lave, de cendre et de chat malade, ils se débattaient et cherchaient dans la fausse cocotte de quoi tromper le malheur et l'insomnie. Leurs ruses sont inépuisables, comme la peur qui les habite, les enserme et les tue.

Le *Dernier Visage*, qui donne son titre au recueil, est celui du Libérateur Simon Bolivar, dont les derniers mois sont racontés par un colonel polonais dans un journal en trompe-l'œil. Bolivar s'éteint dans une chambre nue, trahi par les siens ou par l'Histoire, et nourrit vainement l'illusion d'un départ de plus. Le petit village de Tubaro est un théâtre, une impasse de plus.

On retrouve dans ce livre les héros habituels de Mutis, la silhouette du gaber, les soldats perdus, la mort qui rôde, des marins, des victimes du destin, des femmes énigmatiques, des chats. Mais le talent du poète colombien s'y révèle peut-être dans sa plus grande pureté, sombre et comme épuré.

Geneviève Brissac